

# La Politique Agraire du Gouvernement Soviétique

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 1<sup>er</sup> Mars 1934, à 14 heures.*

PAR

**V. STCHERBAGNE**

---

JURY

*Président : M. LESCURE, Professeur ;*

*Suffragants : M. AFTALION, Professeur ;*

*M. ROCHE-AGUSSOL, Professeur.*

---

**Librairie L. RODSTEIN**

**17, Rue Cujas, 17. — PARIS (V<sup>e</sup>)**

—  
1934





L'UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

# La Politique Agraire du Gouvernement Soviétique

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 1<sup>er</sup> Mars 1934, à 14 heures*

PAR

**V. STCHERBAGNE**

---

JURY

{ *Président : M. LESCURE, Professeur ;*  
*Suffragants : M. AFTALION, Professeur ;*  
*M. ROCHE-AGUSSOL, Professeur.*

---

Librairie L. RODSTEIN

17, Rue Cujas, 17. — PARIS (V<sup>e</sup>)

—  
1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.





## INTRODUCTION

---

La Russie est un pays essentiellement agricole ; l'immense majorité de sa population habite la campagne et s'occupe d'agriculture, ce qui fait de la question agraire la question primordiale et de sa solution dépend toute l'économie nationale.

Pour cette raison, la question agraire attirait une grande attention des divers gouvernements de la Russie et c'est pourquoi sa solution figure dans tous les programmes des partis politiques, présentant, même très souvent, leur but le plus important. Le parti communiste et le gouvernement soviétique n'ont pas fait exception.

Non seulement le gouvernement soviétique, au lendemain même de son arrivée au pouvoir, donna une solution radicale à la question agraire, mais aussi plus tard, quand ce gouvernement s'affermirait en Russie, tous les grands changements de la politique économique commençaient par des modifications de la question agraire et, très souvent, c'était la situation agraire qui déterminait le changement de toute la politique économique.

Tout cela donne à l'étude de la politique agraire du gouvernement soviétique une grande importance. Mais la description de cette politique serait incomplète et la réaction de la population sur cette politique serait incompréhensible, si nous laissions hors de nos considérations, d'une part la situation agraire de la Russie au commencement du XX<sup>e</sup> siècle avec tous les changements qu'apportèrent les réformes de Stolypine et la guerre mondiale, et d'autre part les idées qu'ont eu les dirigeants du gouvernement soviétique sur le problème agraire avant la Révolution de 1917.

En parlant de ces questions, il faut prendre en considération, non seulement les idées qui étaient propres aux partis des sociaux-démocrates-bolchéviques, qui devinrent après la révolution d'octobre 1917 le parti communiste, mais aussi ceux du programme

agriculteur du parti social-révolutionnaire qui exerça une grande influence sur les idées des sociaux-démocrates-bolchéviques.

En passant à la politique agricole du gouvernement soviétique proprement dite, nous voyons que cette politique n'était pas la même pendant tout ce temps que le dit gouvernement tient le pouvoir entre ses mains ; au contraire, elle peut être divisée en trois périodes distinctes durant lesquelles le gouvernement poursuivait des buts tout-à-fait différents et les réalisait par des mesures aussi différentes que les buts mêmes.

Ces périodes sont :

1<sup>o</sup>) La période du « communisme de guerre », comme on l'appelle actuellement dans la presse soviétique et qui était appelée au commencement de la révolution soviétique « l'ère de l'introduction immédiate du socialisme », c'est l'époque de la Révolution sociale, du partage des terres des grands propriétaires, de la couronne et des paysans riches, de la guerre civile, des révoltes et des différents troubles.

Cette période dura depuis l'établissement du gouvernement jusqu'en 1921, quand Lénine proclama le passage à la nouvelle politique économique, en abrégé N.E.P.

2<sup>o</sup>) La seconde période, qui est la période de la résurrection de l'agriculture après sa décadence complète durant la période précédente, est caractérisée par le rétablissement d'une certaine partie de la vie économique de l'ancien régime et surtout des coutumes paysannes et par la réapparition de la « petite bourgeoisie » rurale, ce qui était en contradiction flagrante avec le désir du gouvernement de créer une société socialiste.

Le gouvernement soviétique, après avoir tenté pendant les années 1927-1928-29 de donner au développement de la vie rurale la direction correspondante à ses désirs par des mesures séparées, entreprit en hiver 1929-30 la collectivisation en masse de l'agriculture, qui peut être considérée comme une véritable deuxième révolution agricole dont l'importance économique dépasse celle de 1917.



3) La collectivisation en masse, qui peut être considérée comme la troisième période de la politique agraire du gouvernement soviétique, a complètement transformé la vie rurale et en même temps a désorganisé l'agriculture et amené la Russie à la famine dont les résultats ne peuvent encore être entièrement évalués.

Ces trois périodes de la politique agraire du gouvernement soviétique sont si distinctes les unes des autres qu'il nous les faudra étudier séparément en comparant seulement les mesures prises par le gouvernement dans ces trois périodes.

Quand nous parlons des mesures du gouvernement soviétique par lesquelles il réformait la vie rurale, il faut comprendre, non seulement les mesures strictement agraires, mais aussi les mesures financières (fiscales) et économiques comme par exemple : la politique du prix des produits agricoles etc..., parce que parfois ces mesures influençaient la vie rurale plus que les différents codes agraires et lois fondamentales.

En étudiant ces questions nous nous sommes basés principalement, mais non pas exclusivement, sur les données de la statistique soviétique. Malheureusement, dans cette dernière, il y a de très grandes contradictions. Parfois la statistique officielle, en parlant des mêmes phénomènes économiques, donne des chiffres tout à fait contradictoires.

Dans de pareils cas nous étions obligés d'énoncer tous ces chiffres contradictoires et les comparer les uns aux autres et aux données de la statistique étrangère et alors, seulement, porter un jugement sur ces chiffres.

A cause de ces grandes contradictions dans ces statistiques, nous voyons qu'en général ces chiffres ne doivent pas être considérés comme des statistiques précises, mais seulement comme des chiffres marquant les tendances générales des événements économiques, comme par exemple la diminution ou l'augmentation du nombre du bétail ou celle des machines agricoles, etc...

En terminant cette introduction, nous adressons nos sincères remerciements aux Professeurs A. M. MIKHELSON et A. P. MARKOFF, et MM. A. KRITSKY et O. S. TRAHTEREFF.



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



## PREMIÈRE PARTIE

# LA VIE ÉCONOMIQUE RURALE

---

## CHAPITRE PREMIER

### La Situation agraire de la Russie au début du XX<sup>e</sup> Siècle

---

La particularité la plus frappante de la structure sociale du village russe au début du XX<sup>e</sup> Siècle était la coexistence simultanée de deux genres de propriétés foncières : premièrement, la propriété individuelle et deuxièmement la propriété commune des collectivités paysannes. Ces collectivités étaient appelées : « *Obstchina* », « *Mir* ».

Ces deux genres de propriétés étaient régies par deux différentes législations et étaient si distinctes l'une de l'autre, au point de vue juridique et économique, qu'il nous faudra en parler séparément.

Commençons par la propriété individuelle comme présentant moins de particularités.

La propriété individuelle rurale comme urbaine était gérée par le Code civil russe, qu'on appelait ordinairement : « Le Dixième Volume ».

Cette propriété était libre, c'est-à-dire, que le propriétaire pouvait la vendre, l'hypothéquer, la grèver de servitudes, en un mot en disposer « *inter vivos et mortis causa* » suivant son bon plaisir.

Il existait seulement une restriction dans la liberté de tester : on ne pouvait disposer par testament d'un immeuble de famille (1). (X<sup>e</sup> Volume, article 1060).

(1) L'immeuble de famille est un immeuble que son propriétaire a reçu par

Cette propriété immobilière devait être héritée par voie de la loi successorale (2). Mais en tout autre cas, les propriétés immobilières de famille étaient aussi libres que les autres propriétés.

Une autre restriction de la propriété individuelle était l'existence des propriétés immobilières « Zapovetny », c'était une espèce de majorat que le propriétaire, s'il était noble, pouvait établir, mais seulement avec l'autorisation spéciale de l'Empereur. (X<sup>e</sup> Volume, article 395). La création de ces majorats était soumise à de telles conditions et formalités qu'il était presque impossible de les créer. (3). En réalité, ils étaient si peu nombreux que leur existence n'exerçait aucune influence sur la vie économique de la Russie. Les majorats étaient inaliénables et insaisissables (X<sup>e</sup> Volume, art. 470) (4).

voie de succession d'une personne dont il était héritier légitime et qui lui revenait d'après la loi ou par le fait d'un testament ou enfin même par voie d'achat de la dite personne (X<sup>e</sup> Volume, article 399)

(2) D'après le droit successoral russe, chaque fille du défunt recevait  $\frac{1}{14}$  de la propriété immobilière et  $\frac{1}{6}$  de la propriété mobilière (X<sup>e</sup> Volume, article 1130) et le reste était partagé en parties égales entre les fils (les petits-enfants et les arrière-petits-enfants recevaient la part correspondante de leurs parents après leur décès (X<sup>e</sup> Volume, article 1126). En cas d'absence de descendants légitimes, la succession passait aux lignes collatérales les plus proches et à leur défaut aux plus éloignées et ainsi ad infinitum (art. 1134).

(3) La propriété immobilière devait être, ni plus grande que 100.000 dessiatines, ni plus petite que 10.000 dessiatines (art. 470). Si le propriétaire, désirant établir un majorat, était père de plusieurs enfants, il ne pouvait établir ce majorat que sur l'étendue des terres correspondant à la part d'héritage d'un de ses fils pour ne pas léser les intérêts des autres enfants (art. 469); cette disposition rendait pratiquement impossible l'institution d'un majorat dans des familles ayant plusieurs fils. En outre, la création d'un majorat exigeait l'intervention du maréchal de noblesse de la province, du Sénat et enfin un Ukase Impérial spécial à ce sujet (art. 395).

(4) « Dans la Russie proprement dite, il n'y avait pas aujourd'hui, assure-t-on, 40 majorats. Dans les anciennes provinces polonaises, le gouvernement a, lui-même, fondé à l'aide des biens de la couronne ou des biens confisqués (ici on



La liberté de disposer de la propriété individuelle n'était pas influencée par l'origine du propriétaire, sa condition sociale n'y était pour rien.

La propriété individuelle n'occupait qu'environ un tiers de la superficie totale de toutes les terres de la Russie (5) et comme dans la plupart des états, elle pouvait être divisée, d'après son étendue, en grande, moyenne et petite propriété, seulement les grandes prédominaient (6). En 1905, dans 50 gouvernements de la Russie d'Europe, à l'exception de la Pologne et de la Finlande, la grande propriété privée occupait environ 70.000.000 dessiatines dont environ la moitié était arable et le reste était des forêts, des prairies, etc...

La grande propriété se composait en majeure partie des terres des nobles et en moindre partie, quoique assez notable des terres des

parle des biens qui avaient été confisqués aux insurgés de la rébellion polonaise de 1863), de petits majorats de 2.000 à 3.000 roubles de revenus ». Leroy Beau-  
licu : *Empire des Tsars et les Russes*.

(5) Yermoloff dans : *La Russie agricole devant la crise agraire*, donne des chiffres suivants : 157.000.000 hectares appartenant aux communautés paysannes, 116.600.000 hectares appartenant aux propriétaires et 167.000.000 hectares appartenant à l'Etat, l'Eglise, les Apanages et de différentes fondations du droit public.

(6) Selon la statistique énoncée par Schkaff dans son livre *La question agraire en Russie*, en 1905, la propriété individuelle se répartissait de la manière suivante :

| Propriétés de | 20-               | dessiatines au maximum | 3.215.253 d. au total |
|---------------|-------------------|------------------------|-----------------------|
| 515.746       | 20-50             | »                      | 3.301.004 »           |
| 103.237       | 50-200            | »                      | 7.906.756 »           |
| 76.265        | 200-500           | »                      | 9.519.736 »           |
| 29.600        | 500-1.000         | »                      | 9.816.246 »           |
| 13.902        | 1.000-5.000       | »                      | 23.771.021 »          |
| 12.054        | 5.000-10.000      | »                      | 7.604.750 »           |
| 1.090         | au-dessus -10.000 | »                      | 20.790.504 »          |

Mais cette statistique ne peut pas être considérée comme complète, parce que le total de ces chiffres, qui devrait présenter le total de l'étendue de toutes les terres faisant partie de la propriété individuelle, ne présente en réalité que 65.634.073 dessiatines, c'est-à-dire un chiffre inférieur de plus de 25.000.000 dessiatines de l'étendue totale de la propriété individuelle dans toute la Russie.

bourgeois. Ainsi, en 1905, les commerçants possédaient 16.700.000 dessiatines, dont 12.900.000 pour les commerçants individuels et 3.600.000 dessiatines pour les entreprises industrielles et commerciales (7).

Comme nous venons de le dire, la grande propriété prédominait dans le secteur de la propriété individuelle, mais elle avait tendance à diminuer de plus en plus, et ce qu'elle perdait, la petite et la moyenne propriété le gagnait, surtout la petite. Ainsi, en 1861, après l'émancipation des paysans et leur dotation de terre, l'étendue totale des grandes propriétés foncières était de : 120.000.000 dessiatines.

En 1877 : 102.000.000 dessiatines.

En 1905 : 62.000.000 dessiatines, c'est-à-dire dans une période de 44 ans l'étendue totale de la grande propriété s'est diminuée de 50.000.000 dessiatines (8).

Si nous considérons l'origine des propriétaires des grandes propriétés immobilières nous voyons que les possessions de la noblesse diminuaient très rapidement.

Dans 46 gouvernements de la Russie d'Europe, les terres de la noblesse, qui étaient de 111.600.000 dessiatines immédiatement après l'abolition du servage et la dotation des terres aux paysans, n'étaient que de 53.000.000 dessiatines en 1905.

Parmi les acheteurs des terres de la noblesse le nombre des paysans augmentait chaque année.

Si, jusqu'en 1870, les acheteurs des terres de la noblesse étaient presque exclusivement des bourgeois (petits ou grands) au commencement du XX<sup>e</sup> Siècle, les paysans composaient la majorité des acheteurs.

(7) Ici sous le nom des commerçants il faut sous-entendre non pas les personnes qui s'occupaient de commerce, mais les personnes qui, par leur origine, appartenaient à l'ordre marchand.

(8) Ce chiffre de 82.000.000 dessiatines concerne toute la Russie, tandis que le chiffre de 70.000.000 dessiatines cité plus haut, ne concerne que la Russie d'Europe à l'exclusion de la Pologne et de la Finlande.



Ainsi, en 1905, on comptait que 20.900.000 dessiatines ont été acquises par les paysans en propriétés individuelles. De ce chiffre, 13.200.000 dessiatines furent achetées par des paysans individuels et 7.700.000 dessiatines par des groupes de paysans associés, qui devinrent leurs propriétés en commun (leurs copropriétés). Mais ces copropriétés tombant dans le droit commun du « Dixième Volume » et n'ayant rien de commun avec les propriétés communales des mirs, dont nous allons parler ultérieurement, expliquent pourquoi nous traitons le sujet sur les acquisitions des terres par les paysans en copropriétés avec celui sur la propriété individuelle et non pas avec celle sur la propriété communale.

Avant de parler de cette dernière, jetons un coup d'œil rapide sur la propriété foncière de l'Etat, les Apanages et les différents établissements publics.

Daudé Bancel dans « *La Réforme Agraire en Russie* », énonce la statistique des terres appartenant au :

|                                   |             |              |
|-----------------------------------|-------------|--------------|
| Trésor (Etat).....                | 138.086.168 | dessiatines. |
| Apanages .....                    | 7.843.015   | »            |
| Eglises .....                     | 1.671.858   | »            |
| Couvents .....                    | 739.717     | »            |
| Villes .....                      | 2.042.570   | »            |
| Domaines régimentaires.....       | 3.459.240   | »            |
| Etablissements publics divers.... | 646.885     | »            |
| <hr/>                             |             |              |
| Total.....                        | 154.689.453 | »            |

ou 168.920.882, 5 hectares (9).

Sur les 138.086.168 dessiatines appartenant à l'Etat (Trésor), seulement 7.300.000 dessiatines étaient propres à l'agriculture (ou au moins à cette époque on considérait cela ainsi), le reste était des

(9) Ce chiffre est un peu plus grand, que celui énoncé par Yermoloff (voir la remarque N° 5) mais cette différence n'est pas si grande (un peu moins de deux millions d'hectares), surtout si on se souvient que la plupart de ces biens se trouvent dans les régions peu peuplées et même peu connues.

forêts, des sables, des marais, etc... (10). Ceci s'explique par le fait que la plupart des domaines de l'Etat se trouvaient en Sibérie, au Turkestan ou dans le nord de la Russie d'Europe, c'est-à-dire dans les régions où l'agriculture était impossible (ou était considérée comme telle) à cause du climat trop rude, soit à cause de la mauvaise qualité du sol ou enfin parce que le sol n'était pas encore préparé à la culture.

Par conséquent, l'immense territoire du domaine de l'Etat était plutôt un fond de réserve pour la colonisation, qu'un fond de terre pour l'exploitation économique actuelle, quoique les vignobles de l'Etat, situés en Crimée et au Caucase, et surtout les haras de chevaux jouaient un rôle important dans l'économie nationale.

Les domaines des apanages portaient un tout autre caractère économique. C'était une partie du domaine de l'Etat que l'Empereur Paul 1<sup>er</sup> constitua suivant un Ukase daté du 5 avril 1797 comme fond spécial et qu'il destina « à procurer aux membres de la Famille Impériale des moyens d'existence n'engageant pas la Trésorerie de l'Etat à des dépenses » (11).

Pour atteindre ce but, les terres des apanages devaient être fertiles et arables. En réalité, ces domaines se trouvaient ordinairement dans les régions les plus fertiles et étaient organisées en exploitations modèles.

Les domaines des apanages étaient inaliénables (quoique qu'ils pouvaient être échangés contre d'autres propriétés immobilières). Ils étaient dirigés en régie par les fonctionnaires d'Etat et les membres de la Famille Impériale ne recevaient seulement qu'une part du revenu provenant de ces propriétés, fixée par l'Empereur pour chacun d'eux. On peut considérer les biens des apanages comme un majorat (*zapovetnoïé iménie*) de la Famille Impériale.

(10) Yermoloff compte qu'il n'y avait que 5.000.000 de dessiatines de terre arable appartenant à l'Etat.

(11) L'article 411 du volume X donne la définition suivante des biens immobiliers des apanages : « On appelle propriétés immobilières des apanages, toutes les propriétés immobilières qui furent autrefois incluses dans le département des apanages où furent acquises par ce département par voie d'achat ou d'échange ».

En plus de ces apanages proprement dits, il y avait encore une catégorie de biens immobiliers, ayant comme destination de fournir les fonds pour l'Empereur et la Famille Impériale : c'étaient les domaines du Palais.

Ces domaines, d'après l'article 412 du X<sup>e</sup> Volume, se partageaient en deux catégories :

Premièrement : les domaines appartenant exclusivement à l'Empereur ;

Deuxièmement : les domaines appartenant à l'Empereur, mais dont les membres de la Famille Impériale pouvaient jouir.

Les domaines du Palais étaient très peu nombreux et leur importance au point de vue économique, contrairement à ceux des apanages, était nulle parce qu'ils étaient plutôt des résidences impériales, que des exploitations économiques.

Les possessions des couvents étaient ordinairement de grandes exploitations, ne se distinguant en rien par leur mode de culture des grandes propriétés des particuliers.

Quant aux domaines de l'Eglise, ils étaient de deux types différents :

Premièrement : de grandes exploitations attachées aux sièges épiscopaux, et

Deuxièmement : des petits lots de terre que possédait chaque paroisse rurale et qui étaient donnés en jouissance aux prêtres de la paroisse. Ces petites exploitations (*rouga*) ne se distinguaient que faiblement des exploitations des paysans riches.

Passons maintenant à la propriété collective des communautés paysannes (*obstchina-mir*) c'était la plus grande particularité de la structure sociale des villages russes avant la révolution. C'est la propriété collective qui donnait à la classe paysanne russe un caractère spécial et qui la distinguait profondément des paysans des autres pays d'Europe.

Sans entrer dans le débat, qui existe depuis longtemps, entre les observateurs de la vie rurale russe, sur l'origine du « *mir* » paysan, si c'est une institution innée du peuple russe entrée dans la vie avec lui et inséparable de lui, ou au contraire, si ce n'est qu'une institution relativement récente, créée par le pouvoir public



dans l'intérêt administratif et fiscal ; nous allons étudier le *mir* tel qu'il existait au début du XX<sup>e</sup> siècle, nous allons voir sa structure juridique et sociale, ainsi que son influence sur la vie économique des villages.

Le *mir* ou *obstchina* est une communauté rurale composée d'un certain nombre de familles paysannes (*dvor*), ayant la propriété collective des terres, pourvue d'une large autonomie et solidairement responsable en matière fiscale.

La famille paysanne (*dvor*) est une collectivité de paysans, soit liés par un lien de parenté ou d'affinité et, le cas échéant, se trouvant sous l'autorité du chef de famille. Chaque paysan devait appartenir à une famille et se trouver sous l'autorité du chef de cette dernière, même s'il ne vivait pas avec elle.

Tous les biens, même la propriété mobilière, appartenaient, non pas aux paysans membres de la famille, ni au chef de la maison, mais à la famille tout entière (12). Le chef de la famille paysanne n'était que l'administrateur de ces biens.

A cause d'une pareille structure, il ne pouvait être question, ni de la liberté de tester, ni du droit successoral dans le sens que donne à ce mot le droit civil.

La famille existait toujours (en principe elle était immortelle, c'est seulement le chef de famille qui changeait). Si tous les membres de la famille mourraient, la terre et les biens passaient à la collectivité paysanne, au *mir*. Si la famille devenait trop grande on procédait au partage familial, c'est-à-dire qu'un certain nombre de membres se séparait de la vieille souche et formait un nouveau « *dvor* », sous l'autorité d'un nouveau chef de famille.

Mais le partage familial n'était pas libre, les membres de la famille n'avaient pas le droit d'exiger le partage quand bon leur semblait. Au terme de la loi du 16 Mars 1886 il fallait la réunion

(12) Même les produits du travail personnel des membres de la famille, devenaient entièrement la propriété de cette dernière, et il était même très répandu que le chef de famille envoyât travailler un des siens chez un propriétaire voisin et reçut le salaire à sa place parce que ce salaire devenait aussi la propriété familiale.

des conditions suivantes pour que le partage familial puisse se faire :

1° le consentement du chef de famille ;

2° la décision de l'assemblée des chefs de famille de la communauté, prise à la majorité de deux tiers et enfin,

3° la confirmation de cette décision par le représentant local du pouvoir central.

Après l'émancipation des paysans, quand le gouvernement exécutait la dotation de la terre à ces derniers, cette terre fut attribuée en propriété, non pas aux paysans individuels, mais aux collectivités paysannes (*aux mirs*) et (en Ukraine dans les gouvernements de Tchernigoff et de Poltava, et dans la partie occidentale de la Russie d'Europe) aux familles paysannes (*dvors*).

D'ici proviennent deux systèmes de possessions paysannes : possession par des mirs (*obstchinnoé vladenié*) et possession par des familles (*podvornoé vladenié* - possession familiale).

En cas de possession familiale les lots, une fois assignés à chaque famille, restaient invariablement en possession particulière de la famille ; et ce n'était que des pâturages, qui restaient en possession commune de tous les membres de la communauté rurale.

En cas de possession de la terre par le *mir*, qui d'ailleurs était le type dominant de la possession paysanne et s'étendait en 1905 sur 85 % de l'étendue des terres paysannes, la répartition des terres était plus compliquée :

1° la partie des terres qui restait en possession commune de tous les membres du mir était ordinairement les pâturages ;

2° l'autre partie était partagée par le *mir* en jouissance personnelle de ses membres.

Ici il faut distinguer premièrement les maisons et les enclos et deuxièmement les « *nadiels* ».

Les maisons et les enclos étaient le fond personnel de chaque famille et étaient à peu près impartageables.

Quant aux *nadiels*, c'étaient des terres arables, quelquefois aussi les prairies, que le mir cédait en jouissance aux familles tout en les gardant dans sa possession.

Dans la répartition des *nadiels* entre les familles, il y avait de différents systèmes suivant la coutume locale (13). Ces systèmes de répartition des *nadiels* étaient très nombreux, mais tous ces systèmes peuvent être réduits à trois types essentiels.

Suivant le premier système, on partageait toute l'étendue de la terre arable appartenant au *mir*, en parcelles de terrain plus long que large.

Ce partage allait quelquefois jusqu'à devenir complètement irrationnel. Pour montrer à quoi aboutissaient parfois de pareils partages, je vais citer un exemple de ce non-sens qu'un paysan du gouvernement de Koursk me raconta un jour : il disait, qu'au temps de sa jeunesse c'est-à-dire au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans son village natal, on faisait des parcelles de terrain de quatre pieds de large et de quelques kilomètres de longueur ! ! ! Une parcelle de terrain pareille passait à travers des terres fertiles et infructueuses parce qu'elle traversait tout le territoire de ce *mir*.

Après avoir délimité les *nadiels*, on assignait à chaque famille un nombre de ces parcelles correspondant au nombre des membres de la famille ou de travailleurs mâles.

On n'attribuait jamais à une même famille des parcelles de terrain voisines, par crainte de placer une famille dans une situation privilégiée par rapport à l'autre.

Ce système prédominait dans le nord de la Russie, mais on le rencontrait aussi très souvent dans le centre.

Suivant le second système, on partageait, premièrement toute l'étendue de terres arables du *mir* en trois champs (14); puis chacun de ces champs étaient divisé selon la qualité du sol en autant de parties de terrain qu'il y avait de différentes qualités, et ensuite on divisait ces morceaux de terrain en petits lots et on assignait un certain nombre de ces lots (prenant dans les trois champs initiaux

(13) Tous les rapports des paysans entre eux étaient régis non pas par le droit civil du X<sup>e</sup> volume, mais par des coutumes. Quelquefois ces coutumes étaient approuvées par la pratique de la cour de cassation (le Sénat).

(14) On partageait les terres en trois champs parce que dans l'agriculture russe dominait le système de jachères à trois assolements.



des parcelles de terrain de toutes les qualités) correspondant au nombre des membres de la famille ou de travailleurs mâles.

Ce second système prédominait dans le centre de la Russie et en Ukraine (surtout dans cette dernière où il n'y avait pas de possessions familiales).

Enfin, d'après le troisième système, toute la terre du *mir* était partagée en petites, mais larges parcelles de terrain, qui étaient dispersées dans toute l'étendue du domaine de ce mir sans tenir compte de la qualité du sol ; et on attribuait à chaque famille un nombre de ces parcelles correspondant, soit au nombre des membres de la famille, soit au nombre des travailleurs mâles, comme dans les systèmes précédents.

Ce dernier système était employé principalement dans la zone des steppes.

Le partage des terres des mirs se faisait, soit une fois tous les trois ans, soit une fois tous les six ans ou même neuf et douze ans, ou encore dans des temps encore plus espacés, suivant la coutume locale.

Après la libération des serfs, les paysans reçurent 116.854.855 dessiatines de terres, en propriétés communales. L'étendue de cette terre augmentait tout le temps et vers l'année 1905 elle accrut déjà de 24.597.383 dessiatines, c'est-à-dire d'environ 20% (15), mais la population augmenta beaucoup plus rapidement pendant ce temps-là.

Ainsi la population de l'Empire Russe était :

|            |                   |
|------------|-------------------|
| en 1859 de | 74.556.300 hommes |
| en 1897 de | 126.896.200 »     |
| en 1910 de | 163.778.800 »     |

(15) M. Lescure dans son livre, *Les origines de la révolution russe*, donne la statistique suivante de l'étendue totale des nadiels dans 47 gouvernements de la Russie d'Europe :

|                                          |                         |
|------------------------------------------|-------------------------|
| en 1877 .....                            | 111.537.000 dessiatines |
| à la fin du XIX <sup>e</sup> siècle..... | 116.854.000 »           |
| en 1905 .....                            | 123.857.000 »           |

Quoique la population rurale et celle des mirs paysans croissait fortement, une grande partie de la totalité d'augmentation de la population était due à la croissance rapide des villes.

Cette augmentation de la population avait comme résultat direct, qu'à chaque nouveau partage de terres entre les membres des mirs, la part de chaque travailleur mâle ou de chaque membre de famille diminuait.

Cette diminution était surtout très rapide à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; d'ailleurs la statistique citée ci-dessous de M. Lescure le montre assez clairement.

| RÉGIONS                 | 1860 | 1880 | 1890 |
|-------------------------|------|------|------|
| Nord .....              | 7,6  | 6,1  | 4,7  |
| Nord-Est .....          | 8,1  | 6,1  | 4,6  |
| Est .....               | 9,5  | 6,5  | 4,8  |
| Sud-Ouest .....         | 2,9  | 2,1  | 1,4  |
| Centre-Volga .....      | 4,0  | 3,1  | 2,3  |
| Centre-Agricole .....   | 3,6  | 2,5  | 2,0  |
| Centre-Industriel ..... | 4,0  | 3,3  | 2,2  |
| Nord-Ouest .....        | 5,0  | 3,3  | 2,6  |
| Sud-Ouest .....         | 2,9  | 2,1  | 1,4  |
| Ukraine .....           | 3,3  | 2,5  | 1,7  |
| Nouvelle-Russie .....   | 6,2  | 4,0  | 2,5  |
| Pays Baltes .....       | 3,2  | 2,9  | 2,4  |

La diminution du nadiel, comme on le voit, était considérable, elle atteignait son point culminant entre les années 1860 et 1880 et était due, non seulement à l'augmentation de la population rurale, mais aussi au fait que pendant la libération des serfs en 1861 le gouvernement ne leur attribua qu'une partie un peu plus petite de la terre arable qu'ils cultivaient encore étant serfs (16).

(16) Conformément aux lois qui supprimèrent le servage, les paysans qui appartenaient autrefois à l'Etat reçurent, en moyenne 7 dessiätines, les paysans des apanages 5 dessiätines et les paysans des seigneurs 3 dessiätines par travailleur mâle dans chaque famille.

La diminution des nadiels ne se poursuivit pas méthodiquement ; ainsi, durant la période de 1890 à 1905, cette diminution fut généralement moindre que pendant la période précédente et parfois il y eut même des augmentations des nadiels.

Wieth Knudsen donne les chiffres suivants, mais qui se rapportent seulement à la zone de la terre noire.

Etendue du nadiel familial :

| GOUVERNEMENT      | 1893 | 1905 |
|-------------------|------|------|
| Tchernigoff ..... | 6,2  | 6,3  |
| Poltava .....     | 4,8  | 4,6  |
| Kharkoff .....    | 7,0  | 7,3  |
| Koursk .....      | 7,0  | 7,3  |
| Toula .....       | 6,0  | 6,3  |
| Orel .....        | 6,8  | 7,0  |
| Tamboff .....     | 6,3  | 7,0  |
| Penza .....       | 6,9  | 7,5  |
| Simbirsk .....    | 6,4  | 6,8  |
| Woronège .....    | 9,2  | 9,6  |
| Saratoff .....    | 8,7  | 9,5  |

Cette augmentation des nadiels était due premièrement, à la colonisation et deuxièmement, à la croissance des villes et la migration de la population rurale dans ces villes, et enfin aux acquisitions effectuées très activement, par les mirs paysans, des terres des grands propriétaires.

Mais tout de même, dans la plus grande partie de la Russie, les paysans souffraient de l'insuffisance de terres et cherchaient à les acquérir.

Le gouvernement essaya de les aider à atteindre ce but par la création le 18 mai 1882 de la Banque Foncière Paysanne qui avait pour but de faire des prêts aux paysans pour les achats de terres.

Le montant des sommes prêtées par la banque aux paysans était de :

en 1885..... 10.325.000 roubles.  
1886... .. 23.863.000



|            |             |
|------------|-------------|
| 1887.....  | 34.378.000  |
| 1888... .. | 41.257.000  |
| 1889.....  | 45.463.000  |
| 1890.....  | 47.998.000  |
| 1891.....  | 50.775.000  |
| 1892.....  | 53.470.000  |
| 1893.....  | 56.170.000  |
| 1894.....  | 59.301.000  |
| 1895.....  | 63.025.000  |
| 1896.....  | 67.403.000  |
| 1897.....  | 73.024.000  |
| 1898.....  | 92.565.000  |
| 1899.....  | 120.027.000 |
| 1900.....  | 170.430.000 |
| 1901.....  | 221.001.000 |
| 1902.....  | 272.914.000 |
| 1903.....  | 326.096.000 |
| 1904.....  | 366.257.000 |
| 1905.....  | 423.929.000 |
| 1906.....  | 450.595.000 |

A la fin de l'année 1895, la Banque Foncière Paysanne a reçu le droit d'acheter des propriétés immobilières des grandes propriétaires pour les revendre ensuite aux paysans.

Durant la période de 1895 à 1905, la dite Banque a vendu aux paysans 700.000 dessiatines.

Mais, malgré ces mesures, les paysans se plaignaient toujours d'avoir peu de terres et dans cette insuffisance ils voyaient la cause de leur pauvreté.

Comme disait Maxime Kovalevski : « Ce n'est pas tellement le manque de terre arable qu'on doit rendre responsable de la pauvreté du paysan russe, mais la mauvaise culture de celle-ci ».

Les paysans recevaient ordinairement des récoltes sensiblement inférieures à celles des grands propriétaires. Au commencement du

XX<sup>e</sup> siècle, la moyenne du rendement des terres, aussi bien paysannes que celles des grands propriétaires, était la suivante :

| PRODUITS             | EN HECTOLITRE PAR HECTARE |                |
|----------------------|---------------------------|----------------|
|                      | <i>Grandes propriétés</i> | <i>Paysans</i> |
| Seigle .....         | 11,5                      | 9,4            |
| Grand blé .....      | 11                        | 9,1            |
| Petit blé .....      | 9,6                       | 8              |
| Avoine .....         | 15,4                      | 12,7           |
| Orge .....           | 11,5                      | 10,5           |
| Pommes de terre..... | 92,3                      | 72             |

Les causes de l'infériorité du rendement des terres paysannes par rapport à celui des grands propriétaires étaient de deux ordres différents :

1<sup>o</sup> C'était l'infériorité d'une petite exploitation gérée par un homme n'ayant que peu de moyens et sans grande connaissance de l'agriculture par rapport à une grande exploitation ayant des capitaux nécessaires, gérée par un ingénieur agronome. D'ailleurs, ce sont les causes communes d'à peu près tous les pays.

2<sup>o</sup> Mais il y avait aussi des causes dérivant de la structure même de la propriété paysanne en Russie.

1<sup>o</sup> Si le paysan voulait se procurer des fonds pour améliorer la culture de sa terre, il ne pouvait se les procurer nulle part. La Banque Paysanne ne donnait des prêts que pour l'acquisition des terres et non pour les travaux d'amélioration. D'autre part, les terres n'appartenant pas aux paysans individuels, mais aux mirs, ne pouvaient être ni hypothéquées ni saisies pour dette, ce qui privait les paysans de la possibilité d'obtenir des prêts dans des banques hypothécaires.

Le crédit personnel du paysan ne pouvait être grand, non seulement à cause de sa pauvreté, mais aussi à cause de l'insaisissabilité de la majeure partie de ses biens, même de ses biens mobiliers.

D'autre part, le système de la propriété commune privait le paysan de tous les moyens d'améliorer la culture de son terrain, même s'il trouvait des capitaux nécessaires à cet effet.

Lors des partages des terres assez souvent effectués par les mirs et pendant lesquels il n'était pas sûr d'obtenir de nouveau le même lot de terre, le privaient de tout intérêt d'améliorer sa terre.

Enfin sur les petits lots de terres dispersés sur tout le territoire du mir, le paysan ne pouvait pas établir un autre système d'assolements que celui de ses voisins et c'était le système de trois assolements, système peu productif.

Si l'influence du mir sur l'agriculture paysanne était défavorable, son influence politique et sociale était l'opposé de ce qu'aurait voulu le gouvernement en le créant en 1861.

En créant cette forme de propriété, le gouvernement voulut empêcher la création d'un prolétariat agraire n'ayant aucune propriété qui, à cette époque était considérée comme la cause principale de troubles sociaux.

Selon les idées du gouvernement, chaque paysan était assuré d'une petite exploitation agricole et même s'il s'en allait chercher un travail supplémentaire chez des voisins riches ou, s'il partait en ville, il gardait la maison où il pouvait revenir en cas de chômage ou de maladie.

D'autre part, le paysan comme propriétaire (quoique communal) devait être le pivot principal de l'ordre social existant.

La réalité a complètement démenti les espérances du gouvernement.

Le prolétariat rural se forma et dans des proportions tout à fait inattendues. D'après l'enquête foncière, la structure de la classe paysanne russe en 1905 était la suivante :

| SUPERFICIE<br>DU NADIEL FAMILIAL | Nombre<br>de familles | % du nombre<br>de familles | Superficie totale<br>des<br>terres paysannes |
|----------------------------------|-----------------------|----------------------------|----------------------------------------------|
| Sans terre .....                 | 2.100.000             | 14,9                       |                                              |
| Moins de 5 dessiat.....          | 2.900.000             | 19,7                       | 9.030.000                                    |
| » de 5-10 des.....               | 5.900.000             | 34,7                       | 37.400.000                                   |
| » de 10-15 des.....              | 2.200.000             | 15,0                       | 26.500.000                                   |
| » de 15-50 des.....              | 4.900.000             | 12,4                       | 45.900.000                                   |
| Plus de 50 dessiat.....          | 200.000               | 1,9                        | 18.020.000                                   |
|                                  | 14.400.000            | 100                        | 136.850.000                                  |



Ainsi, dans une période de 44 ans, depuis la libération des serfs à l'année 1905, presque 15 % des familles paysannes sont devenues sans terre, et cela malgré l'existence de la propriété collective.

Le paysan, pour la moindre cause, perdait les moyens de production, son bétail et son outillage agricole, ne pouvait continuer de s'occuper de l'agriculture pour son compte et devenait, avec le temps, un ouvrier soit agricole soit industriel. Quant à son nadiel, il le louait d'ordinaire à vil prix et quelquefois seulement pour le montant des impôts tombant sur lui, ou alors laissait son terrain inculte. Alors au prochain départage des terres, le *mir* ne tenait plus compte de l'existence de ce paysan et ne lui assignait plus de terres.

L'industrie naissante, nécessitant un grand nombre d'ouvriers, attirait de grandes masses paysannes dans les villes. L'existence du *mir* n'empêcha pas le prolétariat urbain de se développer. Le *mir* empirait seulement la situation de ces nouveaux prolétaires, les *nadiels* étaient une possession individuelle, que les paysans ne pouvaient aliéner à leur gré et ceux d'entre eux qui, voulant devenir ouvriers agricoles, ne pouvaient pas acquérir un petit capital en vendant leurs terres, chose qui leur serait beaucoup plus avantageuse, que de venir en ville et travailler, ayant laissé leurs terres incultes ou les ayant louées à vil prix.

L'espoir du gouvernement, croyant que les paysans seraient le pivot principal de l'ordre social existant, ne se réalisa point.

A cause de la structure spéciale de la famille et de la communauté paysanne, les paysans vivaient tout à fait à part des autres classes.

Ceci créa en Russie deux sociétés différentes et ne se ressemblant en rien entre elles :

L'une d'elles (toutes les classes de la population sauf les paysans vivant sous le régime du *mir*) avait une entrée accessible à tous et sans distinction d'origine vivait sous le régime de la propriété individuelle où régnait le droit individualiste et l'économie capitaliste, dans des familles dont les membres sont maîtres de leurs

propriétés et les enfants restent sous la tutelle des parents jusqu'au temps de leur majorité.

L'autre (les mirs paysans) représentait plutôt une caste. Seulement une personne appartenant à la classe paysanne pouvait être membre de familles paysannes (dvor) et de la communauté, mais la notion de la propriété privée y était presque complètement inconnue. Tout appartient à la commune. Les terres étaient propriété de la communauté du mir qui les départageait périodiquement entre les collectivités encore plus petites des familles paysannes (dvor).

A l'intérieur de ces dernières, règne la communauté complète sous l'autorité du chef de famille ; quant aux membres de la famille ils restent sous cette autorité durant toute leur vie, même après leur majorité et même après avoir fondé leur propre famille.

Ces deux sociétés vivaient côte à côte et, naturellement, voyant la vie que menaient les membres du clan opposé ils enviaient de plus en plus la façon de vivre qui régnait dans le sein de leurs familles.

Le paysan, habitué à partager la terre entre les familles de la communauté en proportion avec le nombre des enfants mâles de ces familles, considérait comme une injustice flagrante que le propriétaire, n'ayant pas d'enfants ou en ayant très peu, possédait beaucoup plus de terres que lui ayant une grande famille. Il ne pouvait pas comprendre comment le même gouvernement qui ordonnait le partage égalitaire des terres entre les membres du mir, défendait la propriété privée sur le terrain n'entrant pas dans le mir, dont les lois étaient basées sur des principes totalement différents.

Il est compréhensible que le paysan voulait étendre le système du partage égalitaire sur toutes les terres des propriétaires privés car ce partage présentait de grands avantages immédiats à la plupart d'entre eux.

Si le gouvernement de l'Empire ne fait pas ce départage égalitaire raisonnait le paysan, pourquoi nous-mêmes ne pourrions-nous pas nous partager toutes ces terres des propriétaires privés, ou réaliser comme on l'appelait en Russie « le départage noir », en dépit de l'interdiction du gouvernement.

Et nous voyons entre les années 1902-1906, surtout en 1905 et 1906, de nombreuses émeutes paysannes. Ces révoltes ont été facilement réprimées, mais le gouvernement a eu un avertissement et vit la nécessité d'entreprendre des réformes plus profondes dans ce sens.

Mais, avant de passer à la description des réformes de Stolypine, jetons un coup d'œil sur les impôts payés par les paysans et sur la colonisation. On disait fréquemment que les paysans russes avant la révolution étaient surchargés d'impôts directs, que ces impôts absorbaient tous les revenus de la terre et prélevaient même sur une certaine partie des salaires que touchaient les paysans en travaillant chez leurs voisins plus aisés qu'eux ou même travaillant comme ouvriers à la journée en ville.

Mais il suffit de voir les sommes que les paysans devaient payer comme impôts directs, pour constater que cette opinion n'était basée que sur des légendes.

Après la suppression en 1863 de l'impôt nommé « *obrotchnaia podat* » qui, payé exclusivement par les paysans appartenant à l'Etat à l'époque du servage et après l'abolition en 1884 de la capitation, les paysans ne payaient à l'Etat que la contribution foncière qui était en moyenne de 5 kopecks par dessiatine (17). En plus de l'impôt foncier de l'Etat, ils payaient des impôts fonciers de Zemstvo (organe de l'autonomie locale) qui étaient en moyenne de 16 kopecks par dessiatine et ensuite l'impôt à la commune paysanne, qui s'élevait (en moyenne) à 65 kopecks par dessiatine. Alors en somme tous les impôts que les paysans payaient s'élevaient à 86 kopecks en moyenne par dessiatine.

En surplus des impôts proprement dits, les paysans payaient des annuités pour l'indemnité de rachat de leurs nadiels.

Quoique ces annuités ne soient pas des impôts, n'étant que la dette des paysans envers l'Etat pour la somme que ce dernier avait

(17) Dans la Russie centrale, en Petite Russie et au Sud-Ouest de la Russie, l'impôt foncier de l'Etat s'élevait à 12 kopecks, par dessiatine, mais par contre dans le Nord et d'autres régions moins fertiles, l'impôt était sensiblement plus petit.

versée aux propriétaires lors de la dotation de la terre aux paysans au moment de la libération des serfs, les paysans les considéraient comme tels parce que ces annuités étaient payées comme les impôts aux mêmes endroits et en même temps qu'eux.

Le montant des annuités variait dans les différents gouvernements suivant le prix de la terre.

Dans les gouvernements de la zone de la terre noire (la terre la plus fertile et par conséquent la plus chère) leur montant était le suivant :

|                                   |   |       |    |    |          |
|-----------------------------------|---|-------|----|----|----------|
| Dans le gouvernement de Kiev..... | 1 | roub. | 63 | k. | par des. |
| Podolie .....                     | 1 | »     | 74 | »  | » »      |
| Volhynie ..—                      | 0 | »     | 79 | »  | » »      |
| Tchernigoff ..                    | 1 | »     | 63 | »  | » »      |
| Poltava .....                     | 1 | »     | 73 | »  | » »      |
| Kharkoff .....                    | 1 | »     | 75 | »  | » »      |
| Koursk .....                      | 2 | »     | 68 | »  | » »      |
| Orel .....                        | 1 | »     | 68 | »  | » »      |
| Tamboff .....                     | 1 | »     | 71 | »  | » »      |
| Toula .....                       | 1 | »     | 88 | »  | » »      |
| Penza .....                       | 1 | »     | 65 | »  | » »      |
| Woronège .....                    | 1 | »     | 71 | »  | » »      |
| Simbirsk .....                    | 1 | »     | 56 | »  | » »      |
| Saratoff .....                    | 1 | »     | 34 | »  | » »      |

Dans d'autres gouvernements, les annuités étaient moindres.

Si nous prenons comme moyenne des annuités 1 rouble 75 kopecks, alors les charges directes par dessiatine seraient :

1 rouble 75 kopecks d'annuité et 0 rouble 86 kopecks d'impôt font au total 2 roubles 61 kopecks.

Si nous prenons comme étendue d'un nadiel 10 dessiatines, nous aurons 26 roubles par an d'impôt et d'annuité, pesant sur une exploitation paysanne.

Pour déterminer la partie du revenu paysan absorbée par l'impôt et l'annuité, prenons l'exemple que cite M. Lescure dans *L'origine de la révolution Russe*, une exploitation paysanne du gouvernement de Woronège, ayant un budget moyen. Cette exploi-



tation payait exactement 26 roubles d'impôt et d'annuité sur un nadiel de 10 dessiatines. L'exploitation avait un revenu annuel de 600 roubles, dont 484 provenant directement de l'agriculture, c'est-à-dire l'impôt et les annuités percevaient 4,33% du revenu global ou 5,37% du revenu de l'exploitation proprement dite.

Ce taux ne peut pas être considéré comme élevé !

En plus des impôts directs, les paysans, comme tous les autres habitants de la Russie, payaient des impôts indirects.

Mais on ne peut les ajouter aux charges, que supportaient les paysans, non seulement parce qu'ils étaient volontaires, mais surtout parce que ces impôts étant incorporés dans le prix de la marchandise n'étaient pas considérés par les paysans comme des impôts.

La même considération d'ordre psychologique qui nous oblige de considérer les annuités comme impôt, nous oblige de ne pas compter les impôts indirects.

Par conséquent, nous devons reconnaître que le taux d'impôt n'était pas élevé, mais où les impôts présentaient de graves inconvénients, c'était le mode de perception et notamment la solidarité fiscale.

Comme nous l'avons déjà dit, les biens des paysans, au moins ceux qui avaient une certaine valeur, étaient insaisissables, et en cas de non paiement d'un de ces paysans c'était le mir qui, obligé de percevoir les impôts de ses membres, pour ne pas payer à la place du contribuable peu exact, persécutait ce paysan.

Par exemple, le mir pouvait ordonner à un de ses membres, en retard dans ses paiements d'impôts de s'engager à travailler dans une exploitation voisine et même de percevoir son salaire à sa place.

Mais ce moyen de perception était peu productif et les arriérés augmentaient énormément. Ainsi en 1900 sur 499 districts de la Russie d'Europe, 23 seulement ont payé tous leurs impôts, dans les autres il y avait un arriéré plus ou moins grand.

D'ailleurs la population avait tout intérêt à laisser traîner en longueur le paiement d'impôts parce que de temps en temps, l'Em-

pereur, par un Ukase, exonérait soit tout le montant soit une partie de l'arriéré.

Pour conclure, nous pouvons dire que les impôts n'étaient pas élevés et, malgré les grands inconvénients dus à la manière de perception, ils n'écrasaient pas les exploitations paysannes. Mais tout de même les paysans se plaignaient d'être imposés plus que les autres classes.

La cause de ces plaintes était le fait d'assimilation des annuités aux impôts, quoique même avec ces annuités, les paysans n'étaient pas surchargés. Mais en comparant les sommes dues comme impôts par leurs voisins qui n'étaient pas paysans et par conséquent n'avaient pas de nadiel et ne payaient pas d'annuités, les paysans se considéraient surimposés et opprimés.

Passons maintenant à la colonisation qui devrait jouer un très grand rôle dans les circonstances dans lesquelles se trouvait l'agriculture russe au commencement du XX<sup>e</sup> siècle.

Voici fait paradoxal : après une période de colonisation très active qui dura depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la moitié du XIX<sup>e</sup>, l'intensité de la colonisation s'affaiblit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au commencement du XX<sup>e</sup> :

A cette époque, la Russie d'Europe était presque entièrement colonisée et on ne pouvait plus y trouver comme avant des terres arables entièrement libres et aptes à la colonisation.

Ainsi, il ne restait pour la colonisation que le Turkestan et surtout la Sibérie.

La Sibérie présentait un aspect tout à fait différent de la Russie d'Europe au point de vue du caractère de sa répartition de la propriété foncière. La grande propriété foncière y faisait complètement défaut. Par contre la plus grande partie de la terre en Sibérie était la propriété de l'Etat, qui était par un Ukase de juillet 1881 mis à la disposition des émigrés éventuels (ce qui n'était que la consécration d'une vieille coutume de la Sibérie, qui permettait à chacun de prendre possession et de cultiver la terre inoccupée et considérer cette exploitation comme sa propriété personnelle.

Une partie assez notable des terres au sud de la Sibérie (surtout dans le gouvernement de Tomsk) appartenait aux apanages. De

vastes étendues de terre, non loin de la frontière appartenaient aux cosaques et le reste était aux communautés paysannes.

Mais ces dernières différaient beaucoup des communautés de la Russie d'Europe.

Dans ces mirs, il n'y avait pas de départage égalitaire, qui était la caractéristique des communautés de la Russie d'Europe. Ici, par contre, dominait le système suivant, d'après lequel la terre était la possession de celui qui la défrichait et qui l'exploitait ensuite. C'est seulement dans les régions colonisées depuis longtemps et où par conséquent la terre libre était rare que nous rencontrons le départage égalitaire entre les membres d'une communauté, mais c'était une rare exception.

La colonisation de la Sibérie présentait des difficultés beaucoup plus grandes que celle de la Russie d'Europe.

Les grandes distances, les difficultés de communications (c'est seulement après la construction du réseau Transsibérien que la colonisation put s'intensifier) et surtout le peu de connaissance du pays, empêchait le développement de cette dernière.

Il peut paraître étrange que la Sibérie, qui était annexée à la Russie depuis plus de trois cents ans était presque inconnue par les russes, mais ce fait malheureusement existait.

Non seulement dans l'imagination des russes de la classe bourgeoise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Sibérie se présentait comme un pays totalement inapte à l'agriculture à cause de son climat trop sévère, mais même le gouvernement sous-estima la capacité de la Sibérie d'être colonisée.

Ainsi en 1896, le gouvernement évaluait une étendue de 130.000 nadiels comme étant possible à utiliser pour les familles paysannes, tandis qu'en 1908, après des recherches plus approfondies et malgré une colonisation très active qui se développait entre ces deux dates citées plus haut, on évaluait déjà une étendue de 3.000.000 nadiels de terres libres et aptes à l'agriculture.

Cette énorme différence entre les deux évaluations montre la sous-estimation de la Sibérie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Tout ceci explique pourquoi la colonisation de la Sibérie était si lente. Mais tout de même, au fur et à mesure que les voies de

communication s'améliorait et que la population devenait mieux informée sur les conditions de la vie en Sibérie elle émigra de plus en plus.

Ainsi pendant la période de 1885 à 1895 le nombre des émigrés en Sibérie était de : 161.671

en 1896 202.302

1897 86.575

1898 205.646

1899 223.981

1900 230.000

La guerre Russo-Japonaise d'abord et la révolution de 1905 ensuite diminuèrent ce mouvement de colonisation et nous voyons que dans la période de 1901 à 1905 il n'y eut que 335.584 émigrés.

Telle était la situation agraire de la Russie à la veille des grandes réformes entreprises par Stolypine.



## CHAPITRE II

---

### La réforme agraire de Stolypine

---

Après la révolution de 1905 et les révoltes paysannes le gouvernement s'aperçut que la coexistence de la propriété privée et de la propriété communale des mirs paysans ne pouvait plus durer.

Le gouvernement devait : soit céder à la volonté de la majorité des paysans et entreprendre un partage égalitaire de toutes les terres en sacrifiant tous les progrès économiques agraires acquis par des propriétaires privés sur leurs terres et étendre les inconvénients de la propriété communale sur toute la Russie ; soit supprimer la propriété collective des mirs et essayer d'habituer les paysans à vivre sous le régime de la propriété privée.

Le gouvernement choisit la seconde alternative pour résoudre ce problème.

Il a voulu créer à la place des communautés, des propriétés individuelles en partageant entre les membres de la communauté les biens qu'ils possédaient avant en commun ; et à remplacer le code coutumier paysan par le code civil écrit et commun à tous.

Mais d'autre part le gouvernement ne voulait pas faire une réforme trop brusque en obligeant les paysans de changer leur organisation de propriété et leur manière de partager les biens mirs. Il voulait seulement faciliter la sortie de la communauté à ceux d'entre eux qui désiraient devenir propriétaires individuels et stimuler au même temps les autres à suivre leur exemple.

En même temps, avec le partage des terres des mirs, le gouvernement a entrepris une série de mesures pour agrandir l'étendue des domaines paysans et d'alléger leurs charges fiscales et augmenter la colonisation.

Que les buts politiques prédominaient dans les réformes c'était visible dans les discours de Stolypine, Premier Ministre à cette époque et auteur de la réforme prononcée le 14 juillet 1910 devant le Conseil de l'Empire (la Chambre Haute de la Russie).

« Les troubles politiques et l'agitation révolutionnaire, aidés par nos insuccès, ont commencé à s'enraciner dans notre peuple et à préparer des troubles encore plus sérieux. Ils ont trouvé dans notre classe paysanne un bon terrain, dont ils tirèrent profit. De là se déduisit la conclusion nécessaire qu'il faudra exterminer la cause principale des troubles et guérir la maladie par la racine, il faudrait que le paysan soit mis en état de se libérer de la pauvreté et de l'ignorance et introduire des rapports fonciers stables » (18).

Mais si les buts politiques prédominaient dans la réforme, elle n'était néanmoins pas dépourvue de buts économiques et correspondait à un mouvement qui existait en certains milieux de la classe paysanne.

Même avant la réforme, les paysans pouvaient, s'ils le désiraient, passer à un régime de possession individuelle et stable, il suffisait de ne pas faire de partages de terres dans la communauté. Et nous voyons que dans 4.380 communautés, il n'y avait plus de partages depuis l'abolition du servage jusqu'à la date de la réforme.

En général, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et surtout au commencement du XX<sup>e</sup>, les partages généraux dans les communautés paysannes devenaient de plus en plus rares.

En plus, il y avait en Russie un grand nombre de régions où prédominait la possession familiale des terres (*podvornoïé vladenié*) qui se rapprochait dans une grande mesure à la propriété privée par sa structure.

Enfin, un très grand nombre de paysans achetait la terre des grands propriétaires et ces acquisitions devenaient leurs propriétés individuelles.

Tout cela prouve déjà qu'avant la réforme, il y avait une tendance parmi un certain nombre de paysans, d'acquérir la propriété foncière individuelle et on peut supposer que, même sans la réfor-

(18) Cité d'après Dietsé.

me, une grande partie des paysans aurait passé au régime de la propriété individuelle.

Mais ce n'était pas assez de rendre le paysan propriétaire de son lot de terre. Si, par exemple, le paysan devenait propriétaire de quelques dizaines de lots de terres chacun de quatre pieds de largeur et de deux kilomètres de longueur, rien ne serait changé à vrai dire et l'agriculture resterait aussi arriérée qu'elle l'était sous le régime de la communauté.

Il fallait arrondir les lots paysans en donnant à une famille paysanne toutes les terres d'un seul tenant. Ces idées nouvelles du gouvernement n'ont pas été favorablement accueillies par les chambres législatives. Voici la raison pour laquelle le gouvernement opéra la mise en vigueur de ces réformes par voie d'Ukases (décrets-lois) et seulement après plusieurs années furent confirmées par des lois, le 14 juin 1910 et 19 mai 1911.

L'Ukase du 4 mars 1906, qui avait pour but la création à la place de la propriété collective des mirs, la propriété individuelle, permit à chaque paysan de quitter la communauté après avoir reçu sa part de terres collectives, c'est-à-dire chaque paysan pouvait réclamer son nadiel en propriété privée. Mais le mir, de son côté, pouvait exiger la restitution des terres du sortant en lui donnant des terres dans un même endroit.

Dans ces séparations de la communauté, on faisait la différence entre le cas où il y avait et où il n'y avait pas de partage général durant les dernières 24 années dans la communauté.

Dans le premier cas, si le paysan, voulant se séparer de la communauté, possédait plus de terrain que ce qu'il devait garder en cas de partage général, il devait en sortant rendre ce surplus à la communauté. Dans le cas contraire, le paysan en se séparant de l'obstchina, avait droit à une quantité de terre égale à son nadiel.

En plus, si deux tiers des électeurs d'une commune rurale exigeaient le remaniement général des terres de ces communautés et le passage à la propriété privée toute la communauté, même ceux

qui s'opposaient à cette décision, devaient passer au régime exigé par les électeurs (19).

La loi du 14 juin 1910, qui confirma l'Ukase du 4 mars 1906, fit encore une innovation très importante : toutes les communautés où il n'y avait pas de partages généraux depuis la libération des serfs, devaient passer *ipso facto* au régime de la propriété privée. Sous cet article, furent réunis aussi les communes où il n'y avait pas de partages généraux après le 1<sup>er</sup> janvier 1887. La possession familiale (voir chapitre I<sup>er</sup>) fut aussi assimilée à la propriété privée.

Les maisons et les enclos, qui étaient en usage chez les familles paysannes, furent transformés par la dite loi en propriété privée du chef de famille. Ce dernier devenait aussi propriétaire de toute la terre du nadiel familial, qui était changé en propriété privée.

Dans le cas où la mère et non le père était le chef de famille ou dans le cas où, parmi les membres de la famille il y avait des personnes ne se trouvant à aucun degré de parenté, on devait laisser subsister la propriété commune de famille (dvor).

Ces dispositions visaient, non seulement, à remplacer la propriété communale des paysans par la propriété privée, mais aussi à transformer la famille paysanne en famille basée sur le droit civil ; car, dès que la propriété commune de la famille fut remplacée par la propriété privée du chef de famille, immédiatement apparaissait le droit de succession, basé sur les principes du droit civil et même la possibilité de tester.

Comme nous l'avons dit plus haut, le gouvernement avait l'intention, en entreprenant ces réformes, non seulement de transformer la propriété collective en propriété individuelle, mais aussi d'augmenter l'étendue des terres paysannes. Pour réaliser ce but, il transforma la Banque Foncière Paysanne par les Ukases suivants :

L'Ukase du 12 août 1906 mit à la disposition de la Banque 2.000.000 de dessiatines de terres des apanages en vue de les revendre aux paysans avec des facilités de payements.

(19) Cette dernière disposition de l'Ukase du 4 mars 1906 fut confirmée par la loi du 19 mai 1911.



L'Ukase du 27 août 1906 mit 6.000.000 de dessiatines du domaine de l'Etat pour que la Banque procède avec elles de la même façon qu'avec les terres des apanages.

L'Ukase du 15 septembre 1906 fixa le rôle de la Banque Paysanne en matière de l'achat des terres des propriétaires pour les revendre ensuite aux paysans.

Déjà, en 1895, la Banque avait reçu cette autorisation, mais depuis 1906 ce genre d'activité prit un essor sans précédent. Les terres que la Banque a reçues du gouvernement ou acquises des propriétaires étaient divisées en parcelles et vendues aux paysans.

Les conditions de vente de ces terres étaient très faciles pour les paysans. L'acheteur, s'il était paysan individuel, devait payer en achetant seulement le 10 % et même parfois que 5 % du prix d'achat, et si c'était le mir paysan, il devait payer de 15 à 20 % du prix d'achat. Le restant de la somme devenait une dette hypothécaire, que l'acquéreur devait payer par de petits versements dans un délai de 55 ans et demi.

En même temps, la Banque reçut le droit de prêter l'argent aux paysans non seulement pour l'achat des terres, mais aussi pour les travaux d'améliorations. En développant cette nouvelle idée, le même Ukase du 15 septembre 1906 a permis aux paysans d'hypothéquer les terres qu'ils ont achetées sans le concours de la Banque Paysannes et même leurs nadiels.

Ainsi la réforme a touché tous les côtés de la vie paysanne et devait complètement changer la vie économique rurale.

La propriété communale (mir) devait être remplacée par la propriété individuelle. La structure juridique de la famille paysanne devait se rapprocher à celle des familles basées sur le Code civil.

Les paysans ont reçu la possibilité d'obtenir un crédit pour améliorer leur agriculture et même d'hypothéquer les nadiels.

En somme, si la réforme était réalisée la différence entre les deux sociétés, dans lesquelles se partageait la population russe au début du XX<sup>e</sup> siècle, finissait d'exister. Tous les habitants de la Russie constituaient une seule société régie par la même législation. Mais la majorité de ces grands buts ne se réalisèrent pas et les résultats furent beaucoup plus modestes quoique les buts immédiats de

la réforme, qui étaient la dissolution du mir, le remaniement du sol et le développement de l'activité de la Banque Paysanne, aient été atteints dans une grande mesure.

En 1916, il y avait déjà 4.163.000 familles paysannes qui étaient passées du régime de la communauté à la propriété privée. Le nombre de toutes les familles paysannes qui vivaient sous le régime de la communauté à la veille de la réforme était de 10.400.000. Ainsi, en 1916, il n'y avait plus que 6.247.000 familles qui restaient sous ce régime.

Au nombre des familles sorties des mirs, il faut ajouter les familles qui vivaient déjà avant la réforme sous le régime de la propriété familiale et qui avaient été reconnues en vertu de la loi du 14 juin 1910, comme vivant sous le régime de la propriété privée.

Ainsi la totalité de ces familles serait de 7.700.000 ou 55 % du nombre total des familles paysannes qui s'élevait à 14.000.000 (20).

De 1906 à 1916 plus de la moitié des familles paysannes est passée au régime de la propriété privée et ce passage devenait de plus en plus rapide.

Dans une période de six ans (1906 à 1912) seulement 1.600.000 familles sont sorties de la communauté, tandis que dans les quatre années qui suivirent, c'est-à-dire de 1912 à 1916 déjà 2.400.000 familles paysannes ont exécuté ce passage et ce n'est que la révolution de 1917 qui arrêta ce mouvement des paysans vers la propriété individuelle. Comme nous l'avons dit, le gouvernement voulait, non seulement créer la propriété individuelle, mais aussi procéder au remaniement du sol en supprimant des enclaves partout où c'était possible.

(20) Ces chiffres se basent sur le recensement officiel, qui considérait le nombre des familles paysannes égal à 14.000.000. Tandis que le recensement de 1916 évalua le nombre des familles paysannes à environ 16.000.000. Oganovsky dans *Les Etudes de la Géographie Economique de l'U.R.S.S.* donne ce rapport entre le nombre des familles vivantes sous le régime de la communauté et des familles passées à la propriété privée, qui doit être considérée comme exact.

Ce remaniement devait créer deux différents types de propriétés individuelles :

Premièrement : les Khoutors, en quelque sorte une ferme, est une propriété foncière concentrée dans un seul lot sur lequel est construite aussi la maison du propriétaire.

Deuxièmement : les Otroub, c'est-à-dire une propriété foncière concentrée dans un seul lot mais sur lequel il n'y avait pas de maison de propriétaire, qui continue de vivre dans le village.

Le remaniement du sol était moins rapide que le passage à la propriété privée, mais comme ce dernier il s'accélérait de plus en plus. Ainsi furent réunies les étendues de terres suivantes :

|               |            |              |
|---------------|------------|--------------|
| en 1907.....  | 287.883    | dessiatines. |
| 1908.....     | 863.787    | »            |
| 1909.....     | 2.567.412  | »            |
| 1910.....     | 3.447.297  | »            |
| 1911.....     | 3.609.796  | »            |
| <hr/>         |            |              |
| Au total..... | 10.775.975 | »            |

appartenant à 1.170.299 familles paysannes. La réunion des terres se poursuivit jusqu'à la révolution de 1917 et vers le commencement de cette année furent créées 1.301.255 exploitations individuelles, ayant leur terre d'un seul tenant soit sous forme de Khoutor, soit otroub sur 12.277.108 dessiatines faisant partie des anciens nadiels et 311.745 exploitations pareilles sur 223.747 dessiatines appartenant avant à l'Etat et sur 3.020.062 dessiatines vendues par la Banque Paysanne.

Au total, il y avait 1.613.000 d'exploitations sur une étendue de 16.020.917 de dessiatines, dont la terre était d'un seul tenant.

En quittant la communauté et devenant propriétaires individuels, les paysans pouvaient obtenir des papiers officiels confirmant leurs propriétés.

Le nombre des nouveaux propriétaires ayant obtenu ces papiers s'élevait :

|           |         |
|-----------|---------|
| en 1907 à | 48.300  |
| 1908 à    | 508.300 |

|      |   |         |
|------|---|---------|
| 1909 | à | 579.700 |
| 1910 | à | 350.400 |
| 1911 | à | 312.900 |
| 1912 | à | 231.000 |
| 1913 | à | 232.400 |
| 1914 | à | 163.200 |

---

Au total..... 2.426.200

Parallèlement aux passages des paysans à la propriété privée et à la réunion de la terre, se développait aussi l'activité de la Banque Paysanne.

En plus des terres des apanages et de l'Etat, que la Banque a reçues en vue de revendre aux paysans, elle a aussi opéré de nombreux achats de terres chez les grands propriétaires pour les revendre ensuite aux paysans.

Ainsi la Banque a acheté :

|              |           |
|--------------|-----------|
| en 1906..... | 1.444.461 |
| 1907.....    | 1.519.818 |
| 1908.....    | 572.092   |
| 1909.....    | 172.855   |
| 1910.....    | 172.189   |

---

Au total..... 3.881.435

Un très grand domaine se formait avec les terres des apanages et de l'Etat cédées à la Banque.

Mais, si l'achat des terres par la Banque Paysanne s'effectuait très rapidement, par contre, la revente se faisait beaucoup plus lentement. Les paysans achetaient très peu malgré les conditions excessivement avantageuses.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> Janvier 1912, la Banque ne vendit que 2.637.853 de dessiatines des terres des apanages et des terres achetées chez les grands propriétaires. Quant aux 6.000.000 de dessiatines de l'Etat, qui furent mis à la disposition de la Banque par l'Ukase du 27 août 1906, 329.005 dessiatines furent vendues aux paysans pendant la



période 1906 à 1911, et 4.581.683 de dessiatines furent affermées aux paysans par petits lots. (Ceci était un vieux système, quand on cédait des terres d'Etat par voie d'adjudication, en de grands lots aux mirs).

Par conséquent entre les mains de la Banque furent concentrées de grandes quantités de terres qui ne trouvaient pas d'acheteurs.

Ainsi, vers le début de l'année 1917, 9.000.000 de dessiatines restaient en possession de la Banque.

Les paysans n'achetaient pas aussi activement qu'on l'aurait voulu ayant en vue les énormes facilités de paiements accordées par la Banque et leur désir d'augmenter l'étendue de leurs propriétés. Ce fait avait de nombreuses causes :

Il ne faut pas oublier que la réforme fut entreprise immédiatement après les troubles révolutionnaires de 1905-1906, et que l'agitation régnait dans les esprits des paysans.

Pendant les troubles de l'année 1905, les partis révolutionnaires proclamèrent « partage noir » (21) comme une des premières mesures qu'ils exécuteraient en cas d'avènement au pouvoir.

L'idée du partage noir s'était fortement enracinée dans la classe paysanne.

Maxime Kovalevsky caractérisait l'état des esprits en 1905 de la manière suivante :

« Des résolutions furent votées par les mirs, déclarant que la terre était ni plus ni moins qu'un don de Dieu et qu'elle devait, par conséquent, revenir à celui qui la cultive, et il ajoute que ce mouvement agraire se répandit peu à peu dans une moitié des provinces russes ».

Il est vrai qu'en 1906 la révolution fut étouffée, mais ses idées étaient encore vivantes et pas mal de paysans pensaient que ce n'était pas la peine d'acheter les terres puisque, dans peu de temps, toutes les terres seraient gratuitement partagées entre eux.

Peu à peu, quand la population vit que le gouvernement s'affermait et que l'ordre existant continuait d'exister, ces idées commen-

(21) Le partage noir, c'est le partage égalitaire des terres des grands propriétaires entre les paysans,

cèrent à faiblir, bien que tout de même elles aient exercé une grande influence sur le nombre d'achats de terres effectués par les paysans.

L'autre cause du peu d'achats était que les banques ne disposaient pas toujours de terres à vendre dans les régions où le manque était le plus ressenti par les paysans.

Parmi les acheteurs de la Banque prédominaient les paysans ayant peu de terre, ou n'en ayant pas du tout. La statistique suivante peut illustrer ce fait.

Durant les années suivantes le rapport entre les différentes catégories d'acheteurs était à peu près pareil à celui de 1908-1909.

| LES ACHETEURS DE LA BANQUE EN 1908-1909                                   |                              |       |
|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-------|
| <i>Les étendues des terres possédées<br/>par l'acheteur avant l'achat</i> | <i>Le nombre d'acheteurs</i> |       |
| Sans terre .....                                                          | 23.457                       | 22,1  |
| 0,1 - 1,5 dessiatines.....                                                | 17.727                       | 16,7  |
| 1,5 - 3       » .....                                                     | 20.130                       | 18,9  |
| 3 - 6       » .....                                                       | 23.771                       | 22,4  |
| 6 - 9       » .....                                                       | 10.707                       | 10,1  |
| 9 - 15       » .....                                                      | 7.750                        | 7,3   |
| Plus de 15   » .....                                                      | 2.760                        | 2,5   |
| Total.....                                                                | 106.302                      | 100 % |

L'achat des terres et leur revente aux paysans n'étaient pas l'unique occupation de la Banque Paysanne. Après la réforme de Stolypine, la Banque continuait les opérations de crédit, ces opérations ont même atteint des proportions tout à fait inattendues.

Ainsi, la Banque a prêté aux paysans :

en 1900..... 170.438.000 roubles.

en 1912..... 1.167.994.000 »

Pour mieux comprendre l'importance de ces chiffres, comparons l'activité de la Banque Paysanne avec celle de la Banque Foncière de la Noblesse.

| BANQUES                    | MONTANT DES PRETS ACCORDES |                           |
|----------------------------|----------------------------|---------------------------|
|                            | 1 <sup>er</sup> juin 1906  | 1 <sup>er</sup> juin 1911 |
| Banque de la Noblesse..... | 789.400.000 rouble         | 701.600.000 rouble.       |
| Banque Paysanne .....      | 447.400.000 »              | 1.005.500.000 »           |

Passons maintenant aux mesures fiscales prises par le Gouvernement se trouvant en rapport étroit avec la réforme agraire.

La plus importante de ces mesures était la suppression des annuités.

L'Ukase du 3 septembre 1905 proclama l'abolition, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1907, de toutes les hypothèques de l'Etat qui pesaient sur les lots paysans et qui représentaient l'annuité de rachat. La capitalisation de ces hypothèques s'élevait à 1.624.000.000 de roubles. Les paysans ne devaient pas, par conséquent, payer les annuités et leurs propriétés devenaient à l'avenir affranchies de ces dettes (22).

Comme nous l'avons dit (voir le 1<sup>er</sup> chapitre), les annuités présentaient la plus grande charge tombant sur les exploitations paysannes et leur abolition réduisait plus que de moitié les charges que devaient supporter les exploitations paysannes.

Mais au moment de l'abolition des annuités, les impôts fonciers du Zemstvos furent augmentés, au lieu de 16 kopecks par dessiatine, cet impôt monta à 36 kopecks en Russie Centrale et de 67 kopecks par dessiatine en Ukraine.

Après les réformes fiscales, les charges directes tombant sur une exploitation paysanne étaient les suivantes :

(22) Daudé-Bancel dans *la réforme agraire en Russie* écrit le passage suivant : « Si la grande révolution n'était pas survenue, les taxes de rachats des terres auraient cessé d'être exigibles en 1920 ». Cette opinion est complètement dépourvue de tout fondement et est basée sur la méconnaissance de l'existence de l'Ukase du 3 septembre 1905.

5 kopecks par dessiatine d'impôt foncier d'Etat de 36 à 67 kopecks par dessiatine d'impôt foncier du Zetmstvos, et de 65 kopecks par dessiatine d'impôt communal.

Par conséquent, les paysans devaient payer entre 1,06 rouble et 1,37 rouble par dessiatine au lieu de 2,60 roubles par dessiatine qu'ils devaient payer avant la réforme.

C'est-à-dire les charges directes des paysans ont été diminuées à peu près de moitié.

Ces mesures fiscales, avec d'autres mesures purement agraires que nous venons d'exposer, ont contribué à l'amélioration de la situation économique des paysans.

Comme nous l'avons déjà dit, la réforme agraire prévoyait dans sa partie intégrale, la colonisation intense de la Sibérie.

La création de la petite propriété individuelle au lieu de la propriété collective des mirs, le remaniement et la suppression des enclaves créaient, bien entendu, les conditions plus favorables pour le développement de l'agriculture paysanne. Mais les résultats de ces réformes ne pouvaient se manifester qu'après un certain laps de temps, dans un avenir plus ou moins rapproché.

L'augmentation des possessions paysannes, quoique se poursuivant méthodiquement, ne donnait pas de solution immédiate à la question du surpeuplement rural.

Il ne restait que la colonisation comme moyen pouvant donner une solution à cette question de surpeuplement agraire.

La guerre Russo-Japonaise et surtout la révolution de 1905 ont arrêté le mouvement de la colonisation.

Mais immédiatement après la révolution la colonisation a été reprise dans des proportions incomparables avec la période précédente.

Ainsi en 1907 il y avait 427.000 émigrés en Sibérie.

|   |      |   |         |   |
|---|------|---|---------|---|
| » | 1908 | » | 665.000 | » |
| » | 1909 | » | 619.000 | » |
| » | 1910 | » | 457.893 | » |
| » | 1911 | » | 189.791 | » |
| » | 1912 | » | 201.027 | » |
| » | 1913 | » | 234.877 | » |



Le gouvernement prit l'attitude suivante envers ce mouvement de colonisation :

Il refusa de créer un plan d'ensemble de colonisation et de la diriger dans des endroits choisis par lui.

Il se contenta d'enlever toutes les entraves à la colonisation, de créer les voies de communication (depuis 1906 on a construit en Sibérie 10.000 verstes de réseaux de chemins) et, ce qui était le plus important, il accorda aux émigrés des prix réduits sur ces réseaux de chemins de fer et les bateaux.

Par l'Ukase du 19 septembre 1906, à la colonisation ont été cédés, les domaines des wapnages dans la région de Tomsk et de Barnaoul (au sud de la Sibérie). Autrefois ces terres étaient affermées aux paysans.

Dans toutes les régions qui étaient déjà bien colonisées c'est-à-dire dans les régions du réseau de chemin de fer transsibérien on a cessé d'assigner gratuitement des terres aux colons, on a commencé de les vendre, ce n'est seulement que dans toutes les régions de la Sibérie où il n'y avait pas encore de population qu'on accordait la terre gratuitement.

En 1910 il y avait des étendues suivantes de terres propres à la colonisation agricole qu'on proposait gratuitement aux colons :

|                                       |            |                 |
|---------------------------------------|------------|-----------------|
| Dans le gouvernement d'Akmolinsk      | 12.000.000 | de dessiatines. |
| En Sibérie Occidentale.....           | 3.000.000  | »               |
| Au Nord et à l'Est de la Sibérie..... | 19.000.000 | »               |
| Dans les Altaï.....                   | 13.000.000 | »               |
| <hr/>                                 |            |                 |
| Au total.....                         | 47.000.000 | »               |

Stolypine, qui avait visité personnellement la Sibérie, élaborait un grand projet de colonisation prévoyant la création dans ce pays de toutes sortes de genres de propriétés privées (petite, moyenne et grande), une augmentation de prêts d'argent aux colons et l'établissement d'un autre régime.

Mais l'assassinat de Stolypine en 1911 et le commencement de la guerre en 1914 empêchèrent la réalisation de ce plan de grande colonisation.

Résumons les résultats de la réforme :

55 % des familles paysannes ont passé au régime de la propriété individuelle et ce passage continuait à se développer. La réunion de la terre et la création des exploitations ayant leurs terres d'un seul tenant se poursuivaient aussi, quoique beaucoup moins rapidement, que le passage au régime de la propriété privée. La superficie du domaine paysan s'est sensiblement accrue, les paysans ont acquis la possibilité d'obtenir du crédit pour améliorer la culture de leurs exploitations ; les charges fiscales des paysans ont été réduites à peu près de 50 % et enfin la colonisation de la Sibérie s'était sensiblement développée.

Et tout de même malgré tous ces succès incontestables, on ne peut pas dire que les buts économiques de la réforme aient été atteints, parce que l'on n'a pas pu réussir à créer une grande classe de petits propriétaires aisés.

Peut-être dans l'avenir pourrait-on la créer encore, mais vers le commencement de la révolution de 1917 une classe pareille n'existait pas.

Quant au but principal de toute la réforme, qui était le désir de créer de la classe paysanne une classe sociale dévouée à l'ordre politique et social existant, ce but, ne fut pas du tout atteint.

La révolution de 1917 nous le prouve catégoriquement.

## CHAPITRE III

### La Situation Agraire de la Russie et la Production Agricole en 1913

---

A la veille de la Grande Guerre, la vie rurale russe était en pleine transformation.

D'une part, la réforme agraire de Stolypine introduisait des idées absolument nouvelles et faisait une large brèche dans les coutumes et usages qui existaient depuis des siècles chez les paysans.

D'autre part, l'industrialisation très rapide de la Russie et la croissance des villes introduisit une autre vie dans les villages en remplaçant l'économie naturelle par l'économie capitaliste.

Mais malgré la transformation de la vie rurale depuis le commencement du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Guerre Mondiale, on ne peut pas dire que cette période ne fut pas marquée par un épanouissement tout à fait exceptionnel de l'agriculture russe. Cet épanouissement était encore plus marqué car il était précédé par la longue période de crise agricole à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et suivi par les désastres économiques de l'époque révolutionnaire.

Un économiste soviétique Oganovsky appelle la période de 1900 à 1913 « L'époque de l'extension de l'économie populaire ».

Voilà en quels termes il parle de cette époque :

« Un homme, qui se trouve au sommet d'une montagne; aussi haute qu'elle soit, ne peut se rendre compte de la hauteur de celle-ci, ce n'est que lorsqu'il est redescendu dans la plaine et se trouve à une certaine distance, qu'il pourra déterminer la hauteur du point où il s'est trouvé.

Le même phénomène se produit avec les faits historiques et les progrès économiques. Seulement, un espace de temps prolongé pourra déterminer leur importance dans la vie des masses populaires et dans l'histoire universelle.

Voilà pourquoi seulement maintenant nous commençons de comprendre l'époque du développement de l'économie populaire au début du XX<sup>e</sup> siècle !

(Ouganovsky, *L'agriculture au XX<sup>e</sup> siècle*).

1° Le développement du commerce à l'intérieur du pays, causé principalement par la croissance rapide des villes (23), et extérieur qui dominait toute la transformation de la vie rurale.

2° Les paysans produisaient à cette époque, presque exclusivement pour la revente et en même temps ils achetaient en ville les produits manufacturés (24), au lieu de les produire à la maison, comme ils le faisaient encore au XIX<sup>e</sup> siècle.

Cette influence du commerce a sensiblement transformé le caractère des semailles.

Les céréales qui ont dans le monde entier, comme par exemple le blé un grand marché, ont marqué une augmentation d'étendue considérable, tandis que ceux, qui sont destinés à la consommation sur place, comme par exemple l'épeautre ont marqué une grande diminution.

Pour illustrer ce fait, nous allons montrer la statistique suivante :

(23) La population urbaine, accrue dans une période de vingt ans (entre l'année 1897 à l'année 1916) passe de 11.300.000 d'habitants à 21.600.000 d'habitants.

(24) Popoff évalue que les deux tiers de la production industrielle Russe, étaient consommés par la population rurale.



| PRODUITS                   | SUPERFICIES ENSEMENCÉES |                 |
|----------------------------|-------------------------|-----------------|
|                            | 1901-1905               | 1913            |
| Seigle d'hiver .....       | 22.509.000 des.         | 22.924.000 des. |
| Seigle du printemps.....   | 575.000 »               | 597.000 »       |
| Grand blé .....            | 4.384.000 »             | 5.357.000 »     |
| Petit blé .....            | 15.422.000 »            | 20.787.000 »    |
| Avoine .....               | 13.966.000 »            | 15.134.000 »    |
| Epeautre .....             | 401.000 »               | 182.000 »       |
| Millet .....               | 3.065.000 »             | 3.010.000 »     |
| Maïs .....                 | 622.000 »               | 827.000 »       |
| Lin .....                  | 1.277.000 »             | 1.250.000 »     |
| Chanvre .....              | 722.000 »               | 581.000 »       |
| Tournesol .....            | 515.000 »               | 829.000 »       |
| Coton .....                | 371.000 »               | 785.000 »       |
| Plantes légumineuses ..... | 1.060.000 »             | 1.113.000 »     |
| Betterave .....            | 432.000 »               | 693.000 »       |
| Plantes fourragères .....  | 556.000 »               | 997.000 »       |
| Tabac .....                | 54.000 »                | 64.000 »        |
| Total.....                 | 75.180.000 »            | 87.494.000 »    |

La statistique ci-dessous montre des chiffres sensiblement différents, mais marquant tout de même, comme la statistique précédente une augmentation sensible des céréales et autres plantes, ayant un large marché en 1913.

|                       |                           |
|-----------------------|---------------------------|
| Céréales .....        | 96.200.000 de dessiatines |
| Pommes de terre. .... | 3.600.000 »               |
| Tournesol .....       | 1.300.000 »               |
| Lin .....             | 1.700.000 »               |
| Chanvre .....         | 660.000 »                 |
| Coton .....           | 640.000 »                 |
| Betterave .....       | 570.000 »                 |

---

104.670.000 »

Comme nous le voyons, la différence est très grande entre ces deux statistiques, surtout en ce qui concerne les céréales, mais il nous semble, que la deuxième statistique est plus conforme à la

réalité, que la première, quoique elles soient toutes les deux énoncées par Oganovsky, mais à deux différentes époques. (La première est citée en 1923 et la deuxième en 1927).

Plus loin nous allons discuter cette question avec plus de détails et maintenant passons à la deuxième conséquence de l'influence du commerce sur l'agriculture, la spécialisation des différentes régions dans la production des différents céréales.

Avant, quand la production avait pour but principalement de satisfaire aux besoins personnels du producteur, on devait développer même les cultures, qui n'étaient pas très productives dans la région donnée, mais une fois qu'on a commencé de produire principalement pour le commerce, on devait s'adonner presque exclusivement à la production donnant le plus grand bénéfice. Ainsi, par exemple, nous voyons que la production du grand blé se concentra principalement dans l'Ukraine, dans le Caucase du Nord et dans le Sud-Est de la Russie d'Europe.

Le seigle se répandait sur la plus grande partie de la Russie d'Europe, sauf dans le Sud, l'Est et le Caucase du Nord.

Comme le rendement dans la zone de la terre noire est de beaucoup plus grand que dans les autres parties de la Russie d'Europe, nous voyons que l'augmentation des superficies de terres ensemencées étaient beaucoup plus grandes dans cette zone que dans les autres régions.

---

---

SUPERFICIE DES TERRES ARABLES

---

| RÉGIONS                                | 1901 - 1905        | 1913               |
|----------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Zone de terre Noire.....               | 49.693.000 de des. | 56.661.000 de des. |
| Autres zones de la Russie d'Europe.... | 21.260.000 »       | 21.817.000 »       |
| Russie d'Asie .....                    | 5.078.000 »        | 9.488.000 »        |
| Total.....                             | 76.031.000 »       | 87.966.000 »       |

---

---

Cette statistique montre aussi l'augmentation des superficies ensemencées en Sibérie, ce dernier fait s'explique, non pas par la

spécialisation de l'agriculture, mais par la colonisation très intense de la Sibérie entre 1906 et 1913.

Les statistiques ci-dessus ne peuvent pas être prises, comme des données absolument sûres.

Oganovsky, qui énonce ces chiffres dans le même ouvrage : *Perspectives du développement agricole de l'U.R.S.S.*, exprime une grande méfiance à l'égard de la statistique agricole. Il dit à ce sujet :

« Les données de la statistique officielle ne correspondent pas à la réalité et cela d'une manière si flagrante, que ça oblige des observateurs à s'occuper de les vérifier et corriger »

Et nous voyons, que non seulement il y a une grande différence entre les totaux de ces trois statistiques mais que l'étendue totale des terresensemencées en 1913 pourrait être encore plus grande, qu'elles ne le sont citées par ces statistiques.

En 1927 le même Oganovsky dans son article, *La chute et la restauration de l'agriculture dans une période de dix ans entre 1917 et 1927*, évalue la superficie totale des terresensemencées en 1913 comme étant de 109.494.000 de dessiatines. Ces derniers chiffres nous paraissent plus conformes à la réalité, que le chiffre de 87.960.000 de dessiatines et 104.670.000 de dessiatines, donnés par la deuxième statistique, il ne concerne que des cultures principales et, par conséquent, s'approche plus du chiffre de 109.000.000 de dessiatines pour toutes les terresensemencées.

Tous les économistes soviétiques et Oganovsky y compris, en comparant l'activité agricole de l'époque soviétique avec l'année 1913, évaluent les superficiesensemencées en cette année à 109.000.000 de dessiatines.

Mais si les chiffres énoncés sur les statistiques ci-dessus ne sont pas très exacts, ils marquent néanmoins une tendance générale de la spécialisation des régions et la progression plus rapide des cultures destinées à la vente aux marchés, par rapport aux cultures destinées à la consommation sur place.

La même spécialisation des régions se marque dans les élevages.

Tandis que dans la Russie d'Europe l'élevage se développait assez lentement, par contre, certaines races d'animaux comme par

exemple les chèvres et brebis, étaient en recrudescence, en Russie d'Asie et plus encore en Sibérie où l'élevage progressait très rapidement.

Ainsi il y avait en Sibérie :

|                     | en 1897    | en 1917    |
|---------------------|------------|------------|
| Chevaux .....       | 6.594.000  | 8.654.000  |
| Bovins .....        | 6.992.000  | 13.251.000 |
| Chèvres et brebis.. | 13.572.000 | 20.318.000 |
| Porcs .....         | 1.133.000  | 3.368.000  |
| Chameaux .....      | 372.000    | 470.000    |

C'est-à-dire que dans une période de 20 ans le nombre d'animaux domestiques a presque doublé. Le nombre total des animaux domestiques dans la Russie entière en 1916, c'est-à-dire après une diminution considérable, causée par la Guerre Mondiale (voir le chapitre V) était le suivant :

|                       |                   |
|-----------------------|-------------------|
| Brebis et chèvres.... | 120.800.000 têtes |
| Chevaux .....         | 35.500.000 »      |
| Bovins .....          | 60.300.000 »      |
| Porcs .....           | 20.300.000 »      |

En résumant, on peut dire que l'état de l'agriculture russe était très prospère à la veille de la Grande Guerre.

Cette prospérité avait comme conséquence l'augmentation du revenu national et spécialement du revenu de la population rurale.

Si en 1900 le revenu de la population des 50 gouvernements de la Russie d'Europe, qu'elle tirait de l'agriculture, était de 2.985.100.000 roubles or, en 1913 étant à cette époque de 5.630.200.000 roubles or, ou autrement dit, il augmenta de 86,5% tandis que le revenu global de toute la population de ces gouvernements, qu'elle retirait de l'industrie, commerce et agriculture n'accrut dans la même période que de 79,4%.

Par conséquent, l'agriculture était la branche économique, où le revenu de la population avait accru le plus dans la période de 1900 à 1913.



Ainsi au moment où la Russie entra dans la Grande Guerre, son agriculture malgré le bouleversement de toutes les vieilles coutumes causées par la réforme, ou peut-être grâce à ces réformes avait atteint un tel degré de prospérité qu'elle n'avait jamais eu auparavant.

Telle était la situation économique de la Russie dans laquelle se déroula la Grande Guerre et la révolution de 1917.

Mais avant de parler des changements qu'opérèrent dans la structure économique et sociale la Grande Guerre et la révolution, il nous paraît indispensable de faire un petit aperçu sur les idées qu'avaient les socialistes-révolutionnaires et les socialistes-démocrates russes sur la question agraire et principalement les idées qu'avait à ce sujet Lénine, le futur chef du gouvernement soviétique.



## CHAPITRE IV

---

### **Les différents programmes agraires des socialistes russes**

---

L'idée du partage égalitaire de toutes les terres entre toute la population rurale, sans aucune considération des droits des propriétaires, était déjà très répandue parmi la classe paysanne bien avant la libération des serfs.

La légende d'un soi-disant Ukase Impérial d'après lequel toutes les terres des propriétaires fonciers devaient passer aux paysans, mais qui serait caché par les premiers, qui, comme on pourrait bien le croire, étaient très hostiles, à des Ukases pareils, était bien ancrée dans les esprits des paysans.

De cette légende se sont servi les chefs des nombreuses révoltes paysannes aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

L'émancipation et la dotation des terres aux paysans n'ont pas dissipé cette légende, mais au contraire, l'ont confirmée encore plus. Un Ukase Impérial et cette fois c'était un Ukase absolument authentique, abolissait le servage et assignait à chaque famille paysanne un lot de terre suivant le principe égalitaire, ne tenant pas compte de l'étendue de cette terre, sur laquelle cette famille travaillait antérieurement étant encore serfs.

Certainement c'était sa réalisation, mais seulement partielle, car ce n'était pas toutes les terres de la Russie, qui furent soumises à ce partage, mais uniquement une partie infime de ces terres.

Un grand nombre des paysans considérait l'Ukase du 19 février 1861 seulement comme la première étape d'une réforme encore plus étendue et attendaient de nouveaux Ukases qui permettraient de réaliser leurs désirs.

Dans la plupart des régions, les paysans attendaient paisiblement cet Ukase, mais il y avait d'autres endroits de la Russie, où la légende a pris une autre variante, notamment la suivante :

L'Ukase ordonnant le partage égalitaire de toutes les terres existait déjà, mais seulement on l'avait caché et c'était précisément dans ces régions, où la légende avait reçu cette forme qu'éclatèrent les troubles paysans, qui suivirent la libération de ces derniers.

Un tel état d'esprit de la population paysanne présentait un avantage incomparable aux partis révolutionnaires.

Les paysans ne pensaient pas que l'ordre social existant était définitif, mais seulement transitoire et attendaient que l'Empereur ordonne le partage de toutes les terres.

Les révolutionnaires, voyant un tel état d'esprit, en profitaient pour persuader les paysans que ce serait pas le gouvernement Impérial, mais la Révolution, qui réaliserait leur désir, et ils préparaient les paysans pour une révolution sociale.

Et nous voyons que le mouvement populaire-révolutionnaire qui s'appelait « le mouvement populaire (narodnitcheskoïé dvigénié » prit, comme l'essentielle partie de son programme le partage général et égalitaire des terres, où comme on l'appelait « le partage noir ».

Selon ce programme, toute la terre arable, pâturages, prairies, forêts etc. etc. devenaient le fond commun de tout le peuple et celui qui voulait le labourer recevait en jouissance, un lot de terre qu'il pouvait travailler, mais dont il ne pouvait pas disposer.

Ces idées variaient suivant les organisations révolutionnaires et suivant l'époque, mais le principe essentiel, qui était le partage égalitaire des terres et le travail étaient communs à tous les groupes révolutionnaires.

Ce programme agraire en grandes lignes devint propre au parti des Socialistes révolutionnaires, qui puisa beaucoup dans les idées des populistes sur la question agraire.

« Les socialistes révolutionnaires exigeaient la confiscation des terres des grands propriétaires, des apanages, etc. et l'enlèvement à ces derniers du droit de participer au départage égalitaire des

terres avec toute la population », écrit une brochure socialiste révolutionnaire en 1904 (25).

La nationalisation de la terre était le but de leur programme, mais sa réalisation était mise en rapport avec l'existence de la communauté paysanne, étant considérée par les socialistes révolutionnaires, comme une organisation déjà existante, qui devait remplacer tous les autres genres de propriétés.

Le système de communautés était l'institution favorite des socialistes révolutionnaires, parce qu'ils en voyaient non seulement un support dans leur programme, aidant à réaliser le socialisme en Russie, mais même déjà son commencement.

« C'est précisément maintenant, qu'il faut défendre la communauté paysanne coûte que coûte », dit dans un discours le député socialiste révolutionnaire Solatelian (26).

Le même député continue :

« Malheureusement il faut remarquer qu'élaborant une théorie de la nationalisation de la terre, on n'apprécie pas suffisamment la communauté, cette institution vivante et historique sur la base de laquelle on peut seulement progresser ».

En somme, le résumé du programme agraire des socialistes révolutionnaires consiste dans la communauté, sa défense « le départage noir », la nationalisation de la terre.

Mais la nationalisation de la terre, selon leur programme, devait consister à assigner des lots égaux en usufruits à chaque paysan.

Ce programme fut toujours le même pendant toute la période de l'existence politique du parti.

Le III<sup>e</sup> Congrès du parti socialiste révolutionnaire en 1917 détermina son programme agraire dans les termes suivants :

« Le passage sans indemnité aux propriétaires de leur terre dans la possession du peuple pour son usufruit égalitaire devait être promulgué par l'Assemblée Constituante. Toute réforme sociale doit

(25) *Comment les social-révolutionnaires et les social-démocrates considèrent la question agraire et paysanne.*

(26) Cité d'après Lénine.



se baser sur la psychologie populaire et sur les conditions sociales et économiques du pays donné. Les mots d'ordre de la socialisation de terre se fondent non seulement sur les formes générales de justice sociale qui découlent de l'idée du socialisme, mais encore sur la conscience populaire qui a pour principe fondamental le droit du travail et la dénégalation de la propriété privée sur la terre, comme étant un objet non créé par le travail de l'homme, s'est formée à la suite de la possession communale du sol par les paysans russes ».

Ainsi on voit que les socialistes-révolutionnaires se basaient dans leur programme agraire autant si ce n'est pas plus, sur les idées et les désirs de la masse paysanne, que sur les idées du socialisme pur. Leur but n'était pas de détruire les exploitations paysannes, au contraire ils voulaient les conserver sous la forme de l'obstchina, qui était selon leur opinion une « bonne école préparatoire pour le socialisme ».

La réalisation du programme agraire des socialistes-révolutionnaires consisterait dans la conservation du mir (obstchina) en la répandant sur toute la Russie rurale au moyen du « partage noir » en transformant ce même mir et en démocratisant sa structure tout en soulignant son caractère socialiste.

Les idées de la sociale-démocratie russe et en particulier celles de Lénine étaient tout à fait différentes de celles des sociaux-révolutionnaires.

« Essayer de sauver la classe paysanne de l'oppression du capitalisme par la défense de la petite propriété c'est .

Premièrement : empêcher le développement social et tromper les paysans par des illusions d'un bien-être possible sous un régime capitaliste.

Deuxièmement : partager les classes de travailleurs en créant à la minorité une situation privilégiée aux dépens de la majorité.

Voici la raison pour laquelle les socialistes-démocrates seront toujours contre l'institution aussi insensée que celle de l'inaliénabilité des nadiels, la solidarité fiscale, l'interdiction des sorties libres de la communauté, l'interdiction d'entrée dans cette communauté à des membres appartenant à d'autres ordres sociaux etc, écrit Lénine en 1902 ».

Lénine étant un ennemi invétéré des petites propriétés, se montrait très hostile au partage noir, qui aidait selon lui à les créer.

Dans son article « *Le capitalisme dans l'agriculture* » écrit en 1899, il expose les avantages économiques de la grande propriété par rapport à la petite sous le régime du capitalisme.

« L'avantage de la grande propriété consiste non seulement dans une moindre perte de superficie des terres à cultiver, mais aussi dans l'économie sur les outils et le bétail, et leur meilleur emploi aussi bien dans une plus grande utilisation des machines agricoles que dans une plus grande facilité d'obtenir un crédit, mais aussi dans l'utilisation de ce dernier dans une gérance scientifique de l'agriculture. La grande culture emploie en outre, dans une large mesure la coopération des ouvriers et le partage dans le travail ».

La grande propriété était avantageuse non seulement à l'économie générale, mais elle le fut aussi pour les ouvriers.

« Le paysan travaille plus et mange moins, que l'ouvrier agricole d'une grande exploitation » écrit Lénine dans le même article.

Mais c'est surtout dans la politique, qu'il voyait le plus grand péril de la petite propriété. La petite propriété divisait les ouvriers, en créant un nombre de privilégiés, de petits propriétaires, qui s'opposeraient à toute révolution sociale.

Contrairement aux socialistes-révolutionnaires, Lénine ne considéra point la propriété communale, comme un chemin vers le socialisme.

« Les sociétés de petits patrons, sont des chainettes du progrès économique, mais elles manifestent en même temps le passage vers le capitalisme et non comme on le pense vers le collectivisme » (Lénine).

A ce dernier point de vue ses opinions étaient plus proches des idées du gouvernement impérial, que de celles des socialistes-révolutionnaires.

Les idées de Lénine sur la révolution russe se trouvent en rapport avec ces théories.

Lénine considéra, qu'il ne fallait pas diriger les paysans contre l'idée de la propriété aussi grande qu'elle le fut, mais surtout contre

l'isolement juridique de la classe paysanne et la législation spéciale, qui la gérait. Cette dernière il la qualifiait du reste « de servage ».

« Le but de notre programme agraire consiste dans le suivant : il faudrait obliger le prolétariat agraire à lutter avec les paysans riches contre les restes du servage « écrit Lénine dans sa réponse au camarade X. Et il explique cette idée en disant, que des entraves (27) du servage souffrent les prolétaires et les paysans riches, et ils doivent lutter ensemble contre elles, mais encore contre les autres restes des entraves, les prolétaires lutteront seuls. Voilà pourquoi il est indispensable de séparer ces entraves des autres ».

Le programme agraire des sociaux démocrates russes fut créé sous l'influence directe de Lénine et ses idées.

1° L'abolition des annuités ;

2° L'abolition de la solidarité fiscale et de toutes les restrictions sur le droit des paysans de disposer de leurs terres ;

3° Le remboursement des annuités déjà payées par les paysans. Pour ce but il fallait confisquer toutes les possessions de l'Eglise et des apanages et créer un impôt spécial sur les propriétés des nobles qui ont touché des indemnités au moment de la dotation des terres aux paysans, pendant l'émancipation ; créer aussi un fond spécial avec toute la somme reçue, pour activer l'agriculture et la bienfaisance.

4° La création des commissions spéciales paysannes :

a) pour restituer aux communautés paysannes des terres que les paysans possédaient avant l'émancipation et que l'on n'avait pas assigné après (28), et servaient aux propriétaires comme moyens

(27) Dans le texte russe de cet article, Lénine employa au lieu du mot « entrave » l'expression « kabala ». Ce mot désignait un contrat du droit privé russe du XVI<sup>e</sup> siècle par lequel le créancier asservissait le débiteur. Le mot kabala, à notre époque maintenant qu'il y a plus de trois siècles qu'il a perdu son sens juridique, désigne une condition pécunière très difficile, quand une personne dépend d'une autre économiquement.

(28) Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les paysans lors de l'émancipation n'ont pas reçu les étendues de terres qu'ils cultivaient étant serfs, mais des lots égaux (nadiels) pour de certaines catégories de terres et de paysans,

d'exploiter ses paysans, soit par voie d'expropriation, soit au cas où ces terres aient passé d'une main à une autre par voie de rachat ;

b) pour abolir les restes du servage, qui existaient dans l'Oural et les Altaï etc. etc. (29).

5° La permission aux tribunaux de baisser le prix du fermage s'ils trouvaient que ce dernier était trop élevé.

Ce programme fut publié dans le Journal « *Etincelle* » (Iskra) au printemps 1902.

Dans un article, qui accompagnait ce programme, Lénine nota que le paragraphe quatre (4) de ce programme n'était qu'une révision démocratique de réforme paysanne (de 1861). On pourrait étendre cette opinion sur tout le programme.

En réalité dans ce programme il n'y avait pas d'atteinte sur le principe de la propriété privée, au contraire, l'abolition de toute restriction juridique sur la propriété paysanne devait augmenter le nombre des grandes propriétés, qui se créaient par voie de concentration au moyen d'achats de plusieurs nadiels par les paysans plus aisés. Il était dirigé contre la noblesse et le clergé pour élargir le chemin à la bourgeoisie rurale, cette création devait précéder la révolution sociale, car Lénine était persuadé que la révolution en Russie serait une révolution bourgeoise et seulement plus tard, lorsque la démocratie et le régime capitaliste se développeraient en Russie, une deuxième révolution serait possible et cette fois-ci cela serait une révolution sociale.

Encore en 1905 il écrivait :

Si un paysan cultivait plus de terre sous le servage, que le nadiel assigné pour cette catégorie de paysans, on reprenait le superflu et dans le cas contraire, on lui assignait un lot supplémentaire. En général, sous le régime du servage, les paysans labouaient des lots plus grands, que les nadiels. C'est de cette différence entre les nadiels et les possessions paysannes à l'époque du servage, que parle le programme des sociaux démocrates.

(29) On parle ici, évidemment, des terres appartenant à l'Etat, qui étaient affermées pour un long terme aux paysans et c'est ces rapports entre l'Etat propriétaire et les paysans fermiers que les socialistes démocrates considéraient, comme des restes de servage.

« Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe. Mais que veulent-ils dire par là ? Ils veulent dire que ces transformations économiques et sociales, qui sont devenues une nécessité pour la Russie, non seulement ne signifieraient pas en elles-mêmes la fin de la domination de la bourgeoisie, mais au contraire pour la première fois elles libéreront véritablement le terrain pour le développement du capitalisme, large et rapide, européen et non asiatique ».

Mais revenons au programme des sociaux-démocrates.

Ce programme était exclusivement une théorie et pratiquement il était tout à fait irréalisable.

Comment pouvait-on déterminer au juste quelle portion de terre cultivait une famille de paysans à l'époque du servage, quand depuis ce temps plus de quarante ans sont passés ; d'autant plus qu'une possession paysanne à ce moment n'était pas du tout stable et n'était basée sous aucun titre juridique.

Le remboursement des annuités présenterait aussi de graves inconvénients et difficultés, parce qu'à cette époque une grande partie des propriétés avait changé de propriétaires.

Et enfin le plus important que ce programme n'avait aucune chance de se voir réalisé.

Il était inacceptable pour le gouvernement, car c'était l'abandon de toute sa politique agraire. Quant aux paysans, ceux d'entre eux qui voulaient prendre part à la révolution, étaient entièrement dominés par l'idée du partage noir. La révolution de 1905 et les revoltes paysannes ont clairement démontré, que le parti social-démocrate-bolchévique (30), devait radicalement changer son programme agraire.

Le nouveau programme du parti fut le suivant :

1° La confiscation de toutes les terres des Eglises, des apanages et des grands propriétaires (ce dernier point fut la principale différence du premier programme).

(30) En 1905 le parti des sociaux démocrates ne présentait déjà plus qu'une seule fraction, mais consistait en deux camps absolument différents : la fraction des sociaux démocrates bolchéviques et la fraction des sociaux démocrates menchéviques. Cette scission a eu lieu en 1903,



2<sup>o</sup> La création des comités paysans pour la gestion provisoire des terres confisquées, jusqu'au moment, où l'Assemblée Constituante donnerait une législation agraire définitive.

3<sup>o</sup> L'abolition des annuités et des impôts spéciaux.

4<sup>o</sup> L'abolition de toutes les lois, limitant la liberté des paysans de disposer de leurs nadiels.

5<sup>o</sup> Le droit des tribunaux, élus par la population, de baisser le prix des fermages, qu'on considérait trop élevé.

Cette dernière clause montrait que même dans son deuxième programme, les sociaux-démocrates ne voulaient pas détruire complètement les propriétés, ayant un caractère capitaliste.

« Et c'est seulement au cas de succès définitif de la révolution en Russie et l'institution d'une république ayant un caractère tout à fait démocratique, que le parti luttera pour l'abolition complète de la propriété foncière », écrit Lénine.

Après 1905, le parti social-démocrate n'était plus absolument unanime sur la question agraire.

Selon les idées d'un groupe du parti, ni la nationalisation, ni la confiscation des terres des grands propriétaires ne devait rentrer dans le programme des socialistes-démocrates.

D'autres disaient, que le parti devait exiger cette confiscation, mais ne voulaient pas sous aucune forme nationaliser cette terre.

Un troisième groupe voulait le transfert des terres aux Zemstvos et, les quatrièmes, Lénine parmi eux, étaient partisans de la confiscation de ces terres des grands propriétaires pour les nationaliser en cas de réalisation de certaines conditions, notamment l'institution d'une république démocratique.

Au congrès du parti des sociaux-démocrates russes, qui eut lieu à Stockholm, Lénine s'opposa à tous les projets de transfert de terres aux Zemstvos, en disant que les paysans exigeaient les terres sans préciser le système d'exploitation de ces terres après leur acquisition.

Il se rapprochait des opinions des socialistes-révolutionnaires en disant, que les paysans désiraient augmenter leur petite culture et en faire la forme prédominante de l'agriculture russe.

Malgré sa répugnance de la petite propriété et petite culture, Lénine trouvait, que le partage noir devait être approuvé par le parti des sociaux-démocrates, car c'était un puissant allié, avec l'aide duquel on pouvait créer une révolution contre le gouvernement Impérial, qu'il qualifiait de féodal.

Ainsi nous voyons, qu'après la révolution de 1905, Lénine et la fraction du parti des sociaux-démocrates, qui le suivirent, se rapprochèrent du programme agraire des socialistes-révolutionnaires.

## CHAPITRE V

---

### L'influence de la Grande Guerre sur la vie rurale de la Russie

---

L'influence de la Grande Guerre fut énorme sur toute la vie de la Russie. Elle causa de considérables changements psychologiques, politiques et économiques et aucune branche de la vie russe n'en était épargnée. L'économie rurale n'en faisait pas exception.

Les changements dans la vie économique des campagnes russes étaient nombreux et touchaient toutes les branches de l'activité économique et bien que tous résultaient de cette guerre leurs causes étaient différentes.

Premièrement : c'était la diminution très rapide et brusque de la main-d'œuvre et

Deuxièmement ce fut l'abondance d'argent inaccoutumée, qui augmentait de jour en jour encore plus rapidement, que la diminution de la main-d'œuvre.

Commençons par la cause de la diminution de la main-d'œuvre elle était principalement due à la mobiisation.

Le nombre des mobilisés, au début de la Grande Guerre était modéré, mais devint énorme vers la deuxième moitié.

Le Lieutenant-Général Golovine dans son livre « *The Russian Army in the World War* » évalue le nombre des mobilisés à 15.378.000 hommes, vers l'année 1917, dont 10.932.600 furent mobilisés parmi les paysans de la Russie d'Europe.

Le pourcentage des mobilisés dans les campagnes pendant la guerre était (31) de 22,6 % de tous les mâles de la population et de 47,4% des hommes aptes au travail, selon les statistiques officielles.

(31) *La Russie pendant la Guerre Mondiale de 1914-1918* (en chiffres). Edition du Bureau Central de la Statistique Soviétique en 1925.

Une diminution aussi considérable d'ouvriers avait comme conséquence un amoindrissement d'étendues labourées. Cette diminution devait être grande, surtout dans les régions, où la culture avait le caractère plus marqué pour le commerce.

Ainsi dans toute la Russie d'Europe les superficies ensemencées en 1916 ont diminué de 7,6% ; dans le centre de la Russie elles étaient de 11 % et dans le sud de 17 %, dans le Nord-Ouest elles ne sont réduites que de 0,3 % et le Nord-Est de 0,4 %. Par contre en Sibérie il y avait même une augmentation de 7,3 % d'ensemencements.

La diminution, fut comme nous l'avons vu, plus grande dans le centre et le midi de la Russie, qu'au nord. Ce fait s'explique du fait que non seulement dans ces régions il y avait un grand pourcentage de mobilisés, mais aussi parce que les paysans sont allés en masses dans les villes pour remplacer les ouvriers urbains mobilisés, car le centre étant la région la plus industrialisée de la Russie, c'est surtout les paysans de cette zone, qui sont allés dans les villes.

L'augmentation des semailles en Sibérie s'explique par leur diminution en Russie d'Europe, et ce fait obligeait la population sibérienne à augmenter les siennes.

La diminution de la main-d'œuvre agricole ne pouvait être contrebalancée par l'emploi des prisonniers de guerre et encore moins par le travail des équipes des volontaires, formées par les étudiants, qui travaillaient gratuitement dans les campagnes pendant les vacances d'été, pour remplacer les paysans mobilisés.

Mais ces deux catégories de nouveaux travailleurs agricoles étaient d'un nombre beaucoup moins élevé, que celui des ouvriers mobilisés, très souvent ils manquaient de connaissances nécessaires et l'habitude du travail. Les prisonniers de guerre désiraient rarement travailler.

Ainsi la diminution de la main-d'œuvre agricole, dont souffraient plutôt les grandes exploitations, que les petites, ne pouvait être remédiée par ces aides.

Avant la guerre c'étaient principalement les jeunes gens qui s'engageaient à travailler dans les grandes exploitations et c'est justement ceux-là, qui furent mobilisés, tandis que les exploita-

tions paysannes étaient très souvent cultivées par les femmes surtout dans le centre de la Russie, par conséquent elles étaient beaucoup moins éprouvées par la mobilisation des hommes.

L'autre conséquence de la grande guerre était l'abondance de numéraires chez les paysans.

Cette abondance provenait de trois sources principales :

- 1° Avec la proclamation du régime sec,
- 2° Par le payement des indemnités aux familles des mobilisés,
- 3° Par l'achat des denrées pour l'approvisionnement de l'armée par le gouvernement.

Au commencement de la guerre un Ukase Impérial interdit pendant toute la durée de la guerre la vente et la fabrication des produits alcooliques. Ce fut un grand bouleversement dans les habitudes populaires. Cette habitude des boissons alcooliques s'était fortement ancrée dans la population et après l'interdiction de la vente des boissons les paysans fabriquèrent l'eau de vie à la maison — le fameux « samogone » — qui remplaçait « la vodka » dans les magasins de la régie des alcools. C'était un retour partiel à l'économie domestique. La guerre empêcha la contrebande d'alcool de se développer ; par conséquent l'argent, que les paysans dépensaient ordinairement pour les boissons alcooliques restait à la maison. Si nous considérons la grande consommation d'eau de vie absorbée, nous comprendrons quelle énorme économie présentait le régime sec.

Si le régime sec tout en obligeant les paysans à faire des économies, ne leur rapportait pas d'argent directement ; par contre les indemnités aux familles des mobilisés, les achats des denrées effectués par le gouvernement leur apportaient de grosses sommes.

Tout membre de famille d'un mobilisé se trouvant à la charge de ce dernier avant la mobilisation, recevait une pension alimentaire de l'Etat pendant toute la durée de la guerre.

En 1917, à la veille de la révolution, l'Etat payait 28.935.000 pensions à la population rurale de la Russie d'Europe et 2.916.400 à la population de la Russie d'Asie.

Le montant des pensions variait suivant le coût de la vie de la région, tout de même la pension était toujours amplement suffi-



santé pour permettre à une personne, qui la touchait, de vivre quoique très modestement.

Cette pension (ou païok comme on l'appelait) était un supplément fort agréable à une famille paysanne, qui la recevait, cette somme s'ajoutait aux profits qu'elle retirait de sa petite exploitation.

Les achats de denrées pour l'armée effectués par le gouvernement russe, furent la troisième source de l'abondance d'argent dans les villages.

L'armée, qui dès le début de la guerre, devint beaucoup plus grande qu'au temps de paix, obligea le gouvernement dès le commencement des hostilités à s'occuper sérieusement de son approvisionnement.

Le gouvernement commença à charger le Bureau central de l'agriculture de s'en occuper ; mais déjà le 15 mars 1915 un Ukase fut promulgué donnant le droit aux commandants des arrondissements militaires d'interdire l'exportation des céréales de leurs régions et de fixer les prix imposés et même d'opérer les réquisitions en cas de nécessités.

Ces mesures étaient prises par suite des obstacles causés par les spéculateurs, qui faisaient disparaître artificiellement les produits alimentaires. Bien que la situation économique du pays ne laissât pas supposer qu'on rencontrerait des difficultés avec les céréales.

Si la production des céréales s'est abaissée par rapport à celle de 1913, comme conséquence de la diminution des étendues ensemencées, cette réduction était contre-balancée par la diminution de l'exportation, qui montait à 680.000.000 poudes avant la guerre et qui tomba en 1914 à 348.000.000 poudes et en 1915 n'était plus que de 31.000.000 poudes.

La diminution de l'exportation était de 332.000.000 poudes en 1914, et de 559.000.00 poudes en 1915, par rapport à l'exportation d'avant guerre.

Tandis que le tableau qui suit montrera combien on a dépensé pour l'alimentation de l'armée :

| ANNÉES | FARINE        | GRUAU        | AVOINE         |
|--------|---------------|--------------|----------------|
| 1914   | 23.600.000 p. | 3.400.000 p. | 52.600.000 p.  |
| 1915   | 118.300.000 » | 15.400.000 » | 153.600.000 p. |
| 1916   | 212.000.000 » | 33.000.000 » | 295.000.000 »  |
| 1917   | 225.000.000 » | 30.000.000 » | 175.000.000 »  |

Ainsi surtout pendant les premières années de la guerre la diminution d'exportation couvrait largement la nourriture d'une grande armée, et la diminution de la production agricole.

Mais malgré tout cela, la situation alimentaire empirait de plus en plus. Il fallait que le gouvernement se préoccupe non seulement de l'alimentation de l'armée, mais aussi de celle des habitants des villes.

Une commission spéciale nommée « Comité Central d'alimentation » créée le 19 mai 1915 devait s'occuper de l'approvisionnement de l'armée et des villes.

La loi du 17 août 1915 créa un « Conseil Spécial » dans lequel entraient les ministres et les membres des deux chambres législatives pour concentrer toute l'administration de la répartition des aliments sous une même égide. Mais tous ces comités et conseils ne réussirent pas à résoudre le problème de l'alimentation.

Pendant ce temps le commerce des céréales restait libre ; en ce sens que le propriétaire des produits alimentaires pouvait les vendre à n'importe qui, ou de ne pas les vendre du tout, mais en les vendant il ne pouvait dépasser les prix obligatoires fixés par le gouvernement. Ces prix étaient fixés en 1915 et 1916 au-dessus des prix du marché de l'époque, mais la spéculation déchaînée, réussit quand même à faire monter ces prix encore plus haut.

Pendant l'automne de l'année 1916 le gouvernement baissa les prix imposés en espérant qu'une baisse générale des prix suivrait l'exemple donné par le gouvernement ; mais ses espérances ne se réalisèrent point, les prix continuèrent toujours à monter.

Mais si les céréales suffisaient à la demande car ce n'était que la spéculation qui créait les difficultés, l'approvisionnement de viande présentait une question tout à fait différente.

La masse paysanne mangeait d'ordinaire très peu de viande et c'était la population urbaine qui consommait presque la totalité de la viande nécessaire pour toute la population russe.

La consommation annuelle de la viande absorbait la plus grande partie de l'augmentation annuelle du troupeau, ce qui fut la cause principale de la faible augmentation du cheptel par rapport à la croissance rapide des étendues ensemencées.

Nous venons de dire que le paysan ne mangeait pas beaucoup de viande, par contre le soldat en recevait 72 zolotniks par jour (ou 307,15 grammes) ; on peut voir que l'augmentation de l'effectif de l'armée entraînant avec elle l'augmentation de la consommation de viande, demandait un abatage exceptionnel d'animaux.

Ainsi pendant la première année de la guerre 5.000.000 de têtes de bétails furent abattues en surplus.

Si nous ajoutons ce chiffre à celui de 9.000.000 de têtes qu'on abattait annuellement avant la guerre, nous arrivons à un chiffre de 14.000.000, qui représente le total des bêtes tuées pendant la première année de la guerre. Cet immense abatage de bétail couvrait non seulement les naissances annuelles, mais faisait aussi des ravages dans le troupeau initial.

Cette situation obligea le gouvernement de choisir entre deux solutions : celle de continuer la même consommation et exterminer ainsi tout le bétail, ou alors de diminuer la consommation de la viande.

Le gouvernement choisit la deuxième solution et introduit les cartes de rations de viande dans les villes.

Résumons les changements apportés par la guerre mondiale dans la vie des villages russes.

La diminution du nombre d'ouvriers, la diminution des superficies labourées et du nombre du bétail ; par contre, une grande augmentation de l'argent liquide en papier, que la classe paysanne, n'avait pas l'habitude de placer dans les banques ou à la caisse d'épargne, elle devait donc le garder à la maison, où le dépenser

en achats de marchandises, dont elle se passait autrefois. Par conséquent ces marchandises n'étaient pas préparées en quantité suffisante pour satisfaire à la demande populaire et les stocks épuisés causaient un mécontentement général.

Ainsi à la veille de la Révolution Russe, la vie dans les villages était complètement dérégulée.

Bien que le nouveau système de la propriété foncière s'introduisit très rapidement il ne réussissait pas à s'enraciner entièrement. La vieille organisation subsistait encore en grande mesure et par conséquent la vie paysanne se trouvait dans des contradictions sans fins.

La grande guerre avec ses suites économiques bouleversa toutes les habitudes paysannes.

Cette époque peut être caractérisée en deux mots : les vieilles bases étaient ébranlées et les nouvelles n'eurent pas le temps de s'affermir.





## CHAPITRE VI

---

### **La Révolution de Février 1917 et la Question Agraire**

---

Immédiatement après la Révolution de février 1917 la question agraire est devenue la question du jour. Elle se trouvait parmi les questions les plus importantes que l'Assemblée Constituante devait résoudre.

Mais même avant la décision de cette Assemblée, le transfert des terres des grands propriétaires, de l'Etat, des Apanages et de l'Eglise aux paysans était prédéterminé.

L'idée du partage des terres entre les paysans rentrait dans les programmes de tous les divers partis politiques, qui soutenaient le gouvernement provisoire. Il n'y avait de controverses que sur le mode de ce partage, sur la question des indemnités aux anciens propriétaires et sur le régime de la propriété paysanne après la réforme.

Si tous ces partis étaient unanimes sur la nécessité de faire le partage des terres entre les paysans, ils étaient aussi d'accord, que c'est seulement l'Assemblée Constituante qui pourrait rédiger une réforme agraire et en attendant cette réforme les paysans devaient respecter les droits des grands propriétaires.

Vu que pour un gouvernement démocratique, comme le Gouvernement Provisoire l'était, il serait impossible d'exécuter une réforme agraire radicale avant la convocation de l'Assemblée Constituante, étant donné qu'il y avait plusieurs programmes agraires, tous unanimes sur la question du partage des terres, mais différents sur les autres points de vue. C'était impossible que le gouvernement sache d'avance lequel de ces programmes serait le plus conforme à la volonté de la majorité de la population.

Le Gouvernement Provisoire se contenta de proclamer le principe de la réforme agraire et créa des comités agraires :

« Chargés de rassembler les matériaux, concernant les conditions locales agraires et les besoins agricoles de la population, résoudre durant l'époque de transition, qui durera jusqu'à la promulgation de la réforme agraire par l'Assemblée Constituante, tous les litiges et les controverses, qui se lèveront au sujet du problème agraire ».

Mais ces comités ne réussirent pas à obtenir une grande influence sur la vie rurale.

Les masses des déserteurs, excités par la propagande des extrémistes, envahissaient les villages, exigeant le partage immédiat de terres et procédant même à ce partage en dépit des protestations des « comités agraires ».

Pour illustrer ce fait nous citerons le récit d'un nommé Tchinoff, communiste, qui était déserteur à ce moment :

« Au mois de mai 1917, quand je suis revenu dans mon village (Nikolskoé au gouvernement d'Orel, de nombreux paysans payaient encore le prix de fermage aux grands propriétaires. Mais dès mon arrivée au village, j'organisai un comité bolchévique qui partageait malgré les protestations du comité agraire, nommé par le gouvernement provisoire, toutes les prairies des grands propriétaires entre les paysans, qui les labouraient. Après avoir fauché le foin les paysans, déjà de leur propre initiative, sans aucune instigation de la part du comité, partagèrent entre eux la terre arable des propriétaires. Après quoi, le comité bolchévique, décida de réquisitionner tous les céréales qu'on trouvera dans les greniers des propriétaires et de les envoyer dans les grands centres ; bien entendu le comité ne leur a payé aucune indemnité ».

Ce récit démontre, qu'au mois de mai 1917, les paysans suivaient encore les ordres des comités agraires et respectaient le droit de propriété des grands propriétaires, mais qu'il suffisait de la seule apparition d'un agitateur bolchévique pour que ces paysans changent complètement leurs opinions et procèdent au partage des terres et à la réquisition des produits.

C'étaient presque toujours les soldats revenus du front, qui étaient les instigateurs du partage immédiat des terres. Ils s'occupaient principalement de la propagande bolchévique dans les villages. Cette propagande avait un grand succès parmi les paysans.

Worontzoff écrit à ce sujet dans son recueil : « *Le Bureau Militaire du Comité Bolchévique* » :

« Les paysans se considèrent tous encore comme des socialistes-révolutionnaires, il y a quand même entre les paysans et les socialistes-révolutionnaires une scission. Les paysans sont mécontents, que le parti les oblige à attendre une décision de l'Assemblée Constituante et ne leur permette pas de prendre les terres eux-mêmes. Les soldats, qui parlaient aux réunions, soulignaient que les paysans sous l'influence des agitateurs sociale-révolutionnaire, étaient hostiles aux bolchéviques, mais ils résoudre la question agraire comme s'ils étaient bolchéviques ».

Autrement dit, les paysans procédaient au partage immédiat des terres, malgré les interdictions faites par les « comités agraires ».

La situation s'aggravait du fait, que le Gouvernement Provisoire était presque exclusivement occupé du souci de rétablir le front et de forcer les soldats à combattre l'ennemi, ce qui empêchait le soviét de la garnison de Saint-Petersbourg, et ne pouvait prendre des mesures énergiques dans les villages.

Vers le milieu de l'été de l'année 1917, le Gouvernement Provisoire et ses comités ont complètement perdu le pouvoir dans les villages, où les paysans entreprirent le partage noir.

Mais avant de parler de ce partage, nous allons dire quelques mots sur les mesures prises par le Gouvernement Provisoire pour résoudre les questions alimentaires et de nouveaux projets dans le programme agraire du parti bolchévique.

Le 25 mars 1917, le Gouvernement Provisoire promulgua, vu les difficultés alimentaires, une loi établissant le monopole de l'Etat sur toutes les céréales.

Aux termes de cette loi, tous les effectifs des céréales ont été proclamés propriété de l'Etat et devaient être vendus au prix imposé par le Gouvernement.

Bientôt fut créé le Ministère de l'alimentation, qui devait remplacer les commissions et comités, créés par le Gouvernement Impérial. Mais toutes ces mesures n'avaient pas de succès et la situation alimentaire s'empirait de plus en plus.

Les paysans ne vendaient plus les produits aux prix imposés par le Gouvernement, et ce dernier devait élever les prix des céréales de plus en plus.

Le monopole cessa de fonctionner, quand vers le milieu de l'été de 1917 le Gouvernement perdit son pouvoir dans les villages.

Passons maintenant au nouveau programme agraire du Parti Bolchévique.

La Révolution devint un fait accompli. L'ancien Empire fut remplacé par une République, qui n'avait pas encore acquis la stabilité. Il fallait créer un nouveau programme et de nouvelles conditions.

Dans une conférence qui eut lieu le 26 avril 1917, c'est-à-dire deux mois après la Révolution, le parti social-démocrate-bolchévique fixa son nouveau programme agraire.

Tandis que les partis politiques qui soutenaient le Gouvernement Provisoire, promettaient le partage des terres à la suite d'une décision de l'Assemblée Constituante, le parti bolchévique dans l'article 1<sup>er</sup> de son programme agraire, déclarait que :

« Art. 1<sup>er</sup>. — Le parti du prolétariat lutte de toutes ses forces pour la confiscation des terres, immédiate et entière, des propriétaires fonciers en Russie (et aussi des terres de l'Etat, des apanages, des Eglises etc. etc.)

Art. 2. — Déclare que le passage immédiat de toutes les terres est exigé par le parti pour les passer dans les mains des paysans organisés en Soviets « conseils » des députés paysans ou en d'autres organisations locales, autonomes, élus par un suffrage véritablement démocratique et entièrement soustrait à l'influence des propriétaires fonciers et des fonctionnaires ».

Cet article pourrait être interprété comme la proclamation de la municipalisation des terres ; mais ce n'était pas ainsi. En réalité les organes de l'autonomie locale n'avaient que la jouissance des terres,

tandis que la propriété appartenait à l'Etat, comme le déclarait l'article 3.

Ensuite le parti déclara qu'il allait lutter contre le Gouvernement Provisoire et les autres partis même socialistes et conseillait aux paysans dans cette lutte de créer des comités payans et approuva l'initiative déjà prise par certains d'eux qui se subsistaient aux « comités agraires », créés par le Gouvernement Provisoire et procédaient au partage des biens des propriétaires (art. 8). Comme nous le voyons ce programme était inspiré par le désir de faire une nouvelle Révolution. Pour arriver à leurs fins, les bolchéviques promettaient aux paysans plus que les autres partis politiques et, ce qui était le plus important : ils promettaient la réalisation immédiate de ces promesses. Il n'y avait rien d'étonnant qu'ils réussissent à avoir toutes les sympathies de la masse paysanne avec leur programme et ces derniers entreprirent l'été de l'année 1917 le partage de toutes les terres, le véritable « partage noir ».

Presque aussitôt après la révolution de février, commencèrent les pillages des maisons et des enclos des grands propriétaires. Mais au début, ce n'était que des cas isolés, qui n'avaient pas encore pris un caractère général.

Mais peu à peu, sous l'instigation des agitateurs communistes et profitant de ce que le pouvoir du gouvernement provisoire chancelait (d'ailleurs ce même gouvernement avait reconnu le partage des terres en principe), ces cas isolés ont pris le caractère d'un grand mouvement social.

Vers le mois de juillet 1917 surtout après la révolte bolchévique des 3 et 4 juillet, qui quoique n'ayant pas de succès, avait tout de même secoué profondément toute la Russie, commença une véritable « Jacquerie » dans une grande partie de la Russie.

« La révolution de 1917 se manifesta dans le village russe sous la forme d'un ravage agraire panrusse. La légende du partage noir se réalisa », écrit Zaïtzeff.

Le partage des terres et le pillage des maisons des grands propriétaires prirent des formes très variables.

Dans la plupart des régions, les paysans sans distinction, qu'ils fussent pauvres ou riches, s'ils possédaient de la terre en commun



sous le régime du mir ou s'ils la possédaient à titre de propriété individuelle, tous se précipitaient sur les maisons des grands propriétaires nobles ou bourgeois, pillaient leurs biens, leurs meubles et partageaient les terres.

Il y avait des régions, où rien que les paysans pauvres procédaient au partage des terres, tandis que les paysans riches étaient hostiles à ce partage. Mais ces cas étaient beaucoup moins fréquents.

En général le commencement du partage noir, était dirigé contre toute la population rurale, qui n'appartenait pas à l'ordre paysan. Ce fait devenait parfois tout à fait inexplicable.

Par exemple dans certaines régions de la Petite Russie réapparut l'ancienne hostilité entre les paysans ukraniens et les Kozacks de l'Ukraine (31), entre lesquels il n'y avait nulle différence juridique et économique.

Le plus souvent le partage noir prenait la forme d'un pillage accompagné de dévastation des maisons et de la propriété mobilière, mais il y eut aussi plusieurs cas où le partage s'est fait paisiblement et les paysans essayèrent de lui conférer les formes d'une certaine légalité.

Quant au partage lui-même il était opéré aussi de plusieurs manières différentes. Parfois les paysans s'inspiraient d'idées égalitaires, mais le plus souvent, ce partage se faisait sans aucune considération de l'égalité, le plus agile, le plus énergique réussissait toujours d'obtenir plus que les autres.

(32) Il ne faut pas confondre les Kozacks de l'Ukraine, ou de la Petite Russie, comme on l'appelle généralement en Russie, avec les Kozacks du Don, de Kouban, etc., etc. Ce sont les descendants des simples Kozacks de l'Armée de la Petite Russie. Après la suppression de l'indépendance de l'Ukraine et son incorporation dans la Russie, les officiers de ces Kozacks sont entrés dans les rangs de la noblesse Russe, tandis que les simples Kozacks ont conservé leurs noms et restèrent comme une caste à part. Au point de vue économique ils vivaient comme de simples paysans, mais ils n'ont jamais été serfs. Après l'émancipation il ne resta aucune différence entre les paysans et ces Kozacks. Ils ne se distinguèrent que par le nom Kozack.

Mais il faut souligner encore une fois, qu'il n'y avait aucune règle générale sur la manière, dont se faisait ce partage des terres des grands propriétaires : chaque région procédait d'une manière différente.

Au moment de la révolution bolchevique du 25 octobre 1917, les villages russes étaient déjà en pleine révolution et les villages vivaient sous nulle autorité d'aucun Gouvernement.



## DEUXIÈME PARTIE

---

# LA PREMIÈRE RÉVOLUTION AGRAIRE

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### **La Politique Agricole du Gouvernement Soviétique de 1917-1921 L'époque du communisme de Guerre**

---

Immédiatement après la Révolution du 25 octobre 1917, le nouveau Gouvernement Soviétique se préoccupa de la résolution de la question agraire, qui avait à ce moment une importance primordiale.

Le lendemain du coup d'Etat, le 26 octobre 1917, Lénine promulgua au deuxième congrès panrusse des Soviets, le décret suivant du conseil des commissaires du peuple :

Art. 1<sup>er</sup>. — La propriété des grands propriétaires fonciers était abolie immédiatement sans aucun rachat.

Art. 2. — Les domaines des propriétaires, ainsi que toutes les terres de la couronne, des couvents et des églises avec tout l'inventaire et le cheptel, leurs constructions agricoles, et toutes leurs dépendances sont mis à la disposition des comités agraires du « volost » (canton) des Soviets des députés paysans des districts jusqu'à l'Assemblée Constituante.

Art. 3. — Toute détérioration faite aux biens confisqués, appartenant, désormais au peuple entier, était considérée comme un grand crime, qui devait être jugé par le tribunal révolutionnaire. Les soviets du district des députés paysans prendront toutes

les mesures nécessaires pour observer l'ordre le plus strict au moment de la confiscation des domaines des propriétaires, en déterminant la superficie des terres à confisquer, dans le dressage de l'inventaire exact des biens à confisquer et pour la stricte garde révolutionnaire de toute la propriété passant au peuple : terres, constructions, instruments, bétail, stocks de produits, etc., etc.,

Art. 4. — Pour la réalisation des grandes réformes agraires on gardera les produits confisqués jusqu'à la décision définitive de l'Assemblée Constituante sur les « instructions suivantes établies sur la base des instructions adoptées par 242 sociétés locales des paysans par la rédaction du Soviet Panrusse des députés paysans et publiés dans le N° 88 des « Izvestia ».

Art. 5. — La terre appartenant aux simples cosaques et aux paysans ne devait pas être confisquée.

Le trait caractéristique du présent décret consistait dans le fait qu'il était conçu comme une disposition provisoire jusqu'au moment où l'Assemblée Constituante donnera une solution définitive à la question agraire.

Sur ce point ce décret se rapprochait du point de vue du Gouvernement Provisoire.

Mais l'abolition immédiate et sans indemnité de la grande propriété, sans attendre la décision de cette Assemblée le séparait profondément de tout ce que proclamait et faisait le Gouvernement Provisoire.

D'autre part, le décret abolissait seulement la grande propriété, tandis que la petite restait intacte.

A ce point de vue le décret se rapprochait plutôt du programme des sociales démocrates de 1905 (voir Chapitre IV de la 1<sup>re</sup> Partie), que du programme du parti Bolchevique du 28 avril 1917, qui dans son article 3, exigeait la nationalisation de toutes les terres du pays. Dans ce revirement à l'ancien programme, on voit la préoccupation du Gouvernement Soviétique de ne pas dresser la masse de petits propriétaires contre lui en proclamant la nationalisation des terres qui leur appartenait.

Quant aux instructions du 19 août 1917, elles prévoyaient l'abolition de la propriété privée sur la terre (ce qui serait difficile-



ment à coordonner avec la proclamation expresse de l'inviolabilité, de la petite propriété privée) le passage à l'Etat de toutes les fermes modèles, des haras, et des forêts, aussi bien que tout l'inventaire de ces exploitations.

Quant à la totalité des terres elles constituaient le fond unique et commun d'où on pouvait en prendre pour l'usage personnel de tous les citoyens. Les instructions ne réglementaient pas de quelle manière on pouvait employer cette terre.

Mais toutes ces instructions, aussi bien que celles du décret du 26 octobre 1917, avaient un caractère purement déclaratif, car le gouvernement Soviétique n'avait pas la possibilité de diriger le partage noir, qui se développait librement sans intervention directe du gouvernement.

La révolution Soviétique donna comme premiers résultats la fin des hostilités sur le Front Russo-Allemand et le commencement de la guerre civile.

Déjà, avant la révolution Soviétique, les combats avaient cessé sur le front, les soldats désertaient en masses et l'Armée ne présentait en réalité qu'une poignée d'hommes dépourvus de discipline et d'esprit militaire. Tout de même une grande majorité de soldats restait au front. Le haut commandement faisait tout son possible pour obliger ces soldats à combattre et les hostilités théoriquement pouvaient recommencer sur tout le front d'un jour à l'autre.

Mais après la révolution soviétique tout était changé.

La guerre fut déclarée, terminée et même sans attendre la conclusion de la paix, les pouvoirs Soviétiques permirent aux soldats de rentrer chez eux.

Les masses de soldats, la plupart d'entre eux étaient d'anciens paysans, se hâtèrent de regagner leurs domiciles pour pouvoir prendre part au partage des terres.

Le partage noir se généralisa ainsi sur toute l'étendue de la Russie.

Si avant cette révolution il y avait encore dans certaines régions, le plus souvent en Ukraine et aux autres extrémités de la Russie de grandes propriétés qui n'étaient pas partagées par les paysans, maintenant que les soldats étaient revenus du front, ces dernières exploitations furent partagées, les maisons et les enclos souvent brûlés et les propriétaires tués, s'ils ne réussirent pas à fuir.

Cette masse de démobilisés plongea dans une véritable anarchie tous les villages.

Il y avait à cette époque de grands territoires, où la population vivait sans connaître aucun pouvoir.

Chaque village présentait à ce moment un petit « état » absolument indépendant du pouvoir central, qui n'exerçait son autorité, que dans les villes et sur les réseaux des chemins de fer.

La paix de Brest-Litovsk, qui termina la guerre sur le front Russo-Allemand, enleva à la Russie des territoires immenses. Dans ces régions les pouvoirs locaux s'installèrent sous le protectorat allemand et rétablirent l'ancienne législation russe et les rapports fonciers, qui existaient avant la révolution de février 1917.

Les paysans furent obligés de rendre les terres, les meubles, le bétail, etc., etc., aux anciens propriétaires et de leur payer des indemnités pour les objets et les maisons détruites. Cette dernière disposition souvent ne fut pas exécutée en réalité.

Après la révolution en Allemagne les armées allemandes évacuèrent les régions occupées et elles furent de nouveau reprises par l'armée rouge.

Alors le partage noir a eu lieu pour la deuxième fois et de la même façon que la première fois.

En même temps que l'établissement du Gouvernement Soviétique la guerre civile éclata dans le centre de la Russie et à ses extrémités.

Dans toutes les régions, qu'occupèrent les armées blanches on abolissait immédiatement toute la législation soviétique et on revenait à la législation du Gouvernement Provisoire.

La question agraire subit aussi le même sort : on revint là aussi au système du Gouvernement Provisoire, c'est-à-dire que l'on di-

sait que cette question serait définitivement résolue par l'Assemblée Constituante, qui devrait avoir lieu après la victoire des armées blanches et jusqu'à ce temps tout devait rester, comme c'était au commencement de la révolution. Par conséquent les grands propriétaires devaient reprendre les terres, qui leur appartenaient et les paysans devaient leur rendre les biens qu'ils avaient pris lors du partage noir.

Après leur victoire, les bolcheviques ont procédé pour la troisième fois aux partages des terres des grands propriétaires dans les endroits où les armées blanches les ont rétablis.

La guerre civile absorbait toute l'attention du gouvernement Soviétique et le reste passait au deuxième plan. Par conséquent la vie des villages échappait à peu près complètement des préoccupations du gouvernement. Ce dernier considérait les villages seulement comme un réservoir d'où on pouvait puiser les produits alimentaires pour nourrir l'armée rouge et les ouvriers industriels. Les mesures prises pour atteindre ce but ont exercé une grande influence sur la vie rurale et par répercussion sur toute la vie du pays.

Le Gouvernement Soviétique ne réglait pas en réalité les rapports entre les paysans et la terre et les systèmes de possessions, etc. à ce moment, bien qu'il ait promulgué plusieurs lois à ce sujet.

La guerre civile, de nombreuses révoltes paysannes, un grand développement du banditisme, et enfin la ruine presque totale de l'organisme de l'Etat empêchaient le gouvernement Soviétique de régler la vie rurale, selon ses idées et réduisaient la législation agraire Soviétique au degré de simples raisonnements théoriquement très intéressants d'ailleurs parce qu'ils démontraient l'évolution des idées du législateur, mais dépourvus presque entièrement d'intérêts au point de vue pratique.

Après la dissolution de l'Assemblée Constituante, le gouvernement Soviétique avait résolu définitivement toutes les questions auxquelles il avait donné antérieurement une solution provisoire.

Le 19 février 1918 au troisième congrès panrusse des soviets on vota sur l'initiative du gouvernement, la loi fondamentale de la socialisation de la terre.

Art. 1<sup>er</sup>. — Cette loi abolit toute la propriété sur la terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les forces naturelles.

Art. 2. — Toutes les terres sans rachats passaient en jouissance au peuple ouvrier.

Non seulement cette loi abolit toute la propriété grande ou petite, mais la notion même de la propriété privée était bannie par elle, car même les propriétés de l'Etat et des établissements publics furent abolies au même titre que les propriétés privées.

L'Etat put seulement obtenir des lots de terre en jouissance au même titre que les simples particuliers.

Ainsi l'article 20 énumérait de la manière suivante les personnes ayant droit d'obtenir la terre en jouissance :

- 1° L'Etat représenté par les organes des soviets ;
- 2° Les organisations publiques ;
- 3° Les communes agricoles rurales ;
- 4° Les associations agricoles ;
- 5° Mutuelles agricoles ;
- 6° Les organes du Gouvernement des Soviets ;
- 7° Les organisations sociales, les familles et les personnes distinctes ;
- 8° Les entreprises industrielles et de transports (avec l'autorisation spéciale et sous le contrôle du Gouvernement des Soviets) ;
- 9° Les organes du Gouvernement des Soviets pour la construction des voies de communication.

Cette énumération dans laquelle sont confondues les personnes du droit public et privé montre clairement que le législateur ne voyait aucune différence entre le droit de ces différentes personnes.

Ainsi le premier trait caractéristique de cette loi fut l'absence du droit de propriété, qui était remplacé par le droit de jouissance.

La deuxième caractéristique de cette loi était le caractère laborieux de cette jouissance.

« Le droit de jouissance de la terre n'appartient qu'à ceux qui la labourent eux-mêmes, sauf les cas spécialement prévus par la loi », dit l'article 4 et cette exigence du travail personnel sur le lot de terre était si rigoureuse qu'une personne employant un travail

salarié perdait le droit de jouissance de la terre (article 54) paragraphe 4).

La jouissance doit être non seulement obtenue par le labeur mais aussi elle devait être égalitairement partagée « la superficie des terres assignées aux exploitations agricoles pour l'agriculture en vue d'en tirer des moyens d'existence ne devait dépasser les normes du travail de la région considérée ». (Article 25).

Non seulement l'égalité entre les parcelles devait exister en ce qui concernaient leurs étendues, mais elles devaient apporter à l'exploitation un revenu complètement égal parce que :

« Tout excédent de revenu, résultat de la fertilité naturelle des meilleures parcelles, comme de leur situation plus favorisée par rapport au marché, était mis à la disposition des organes du Gouvernement des Soviets, pour la satisfaction des besoins sociaux » (article 17).

Ces derniers, c'est-à-dire les besoins sociaux, avaient toujours la priorité devant les besoins privés. Ainsi la terre était accordée en jouissance, par priorité à ceux qui voulaient la travailler non pour en tirer profit personnel, mais un profit pour la communauté (article 21).

Parmi ceux qui voulaient obtenir la terre en jouissance en vue d'en tirer profit personnel la loi établit de préférence le règlement suivant :

« En premier lieu on assignait la terre à la population locale agricole, n'ayant pas ou ayant peu de terre et aux manœuvres agricoles à des conditions égales. En second lieu on assignait à la population agricole ayant fixée sa résidence dans la localité choisie après la publication de la loi sur la socialisation de la terre et enfin à la population non agricole, mais désirant s'occuper de l'agriculture (article 22).

La loi prévoit la possibilité pour les organes du pouvoir des Soviets d'emprunter au fond agraire de réserve des lots de terre pour y établir des fermes modèles ou des champs d'expérience et d'exemples. Ces exploitations devraient être mises en marche par le travail salarié de l'Etat (article 13).



Les forêts et les sous-sols devaient être mis aussi à la disposition de l'Etat (article 5).

Ces dispositions législatives étaient les premières, qui instituaient des exploitations soviétiques, les Sovkhoses comme ils sont appelés dans l'Union Soviétique.

Dans la même loi on rencontre les premières indications sur la deuxième forme de la jouissance de terre spéciale à l'époque Soviétique, c'est-à-dire les exploitations collectives « Kolkhose », comme on les appelle.

La loi exigeait même qu'on donne aux exploitations collectives la priorité sur les exploitations individuelles en leur dotant la terre (article 35).

Les exploitations collectives « Kolkhose » pouvaient prendre différentes formes :

1° La commune agricole consistait en ce que non seulement la terre et le bétail étaient mis en commun, mais aussi tous les biens des personnes et des membres de la commune vivaient et se nourrissaient ensemble.

2° L'artel (une communauté d'ouvriers ou de gens de même profession) lorsque la terre, le bétail et les moyens de la production agricole sont mis en commun, mais les membres de la communauté vivaient et se nourrissaient à part.

3° La troisième forme du Kolkhose appelée « travail agricole en commun » était, lorsque seulement certaines opérations agricoles se faisaient en commun et tout le reste demeurait indépendant.

La jouissance de la terre était réalisée selon la présente loi par l'application effective de son travail sur le lot de terre, à condition que le travailleur ne reçut pas de salaire du tout pour son travail (article 43).

La personne qui avait l'usufruit d'un lot de terre pouvait le laisser sans culture, à condition qu'elle soit empêchée de le cultiver par un cas de force majeure comme une maladie, ou étant élue à une charge quelconque ou enfin si elle est mobilisée dans l'armée rouge (article 48).

Si la personne ne s'appliquait pas à la culture de son lot, sauf dans les cas prévus par l'article 48, elle perdait tout droit de jouis-

sance. Elle le perdait aussi si elle utilisait cette parcelle de terre pour des buts prohibés ou par des moyens interdits par la loi, comme par exemple, en employant le travail salarié, ou enfin si la jouissance de terre par la personne portait préjudice à l'exploitation voisine (article 53).

Par contre « personne ne pouvait transmettre son droit de jouissance sur le lot de terre qu'il possédait (33) à une autre personne » (article 45).

Par conséquent le droit de jouissance ne pouvait jamais dériver du droit d'une personne qui l'avait antérieurement eu (article 46).

D'où il suit que le droit de jouissance ne pouvait être transmis par voie de succession. Ce droit prenait fin avec la mort ou la privation de tous les droits civils par suite d'un jugement rendu à la personne, qui la possédait (article 52).

Les personnes, qui seraient les héritiers de cette personne selon le droit « bourgeois » pouvaient selon le droit Soviétique obtenir le même lot par hasard, mais ils pouvaient aussi bien obtenir un lot tout à fait différent.

Résumons maintenant les trois caractéristiques de la loi du 19 février 1918.

1° L'absence de l'institution de la propriété.

2° L'existence seulement du droit de jouir de la terre d'une façon égalitaire en la labourant et ne pouvant être transmise, sous n'importe quel titre à une autre personne.

3° Cette jouissance était subordonnée à l'intérêt collectif, qui prédominait dans toute cette loi.

4° Dans la loi on trouve les premières indications sur les deux formes d'exploitations agricoles, qui reçurent plus tard une grande importance : les exploitations soviétiques (sovkhozes) et les exploitations collectives (kolkhozes). Les dispositions de cette loi étaient si loin de la vie réelle des villages russes, qu'il fallut la modifier profondément dès qu'on voulait l'appliquer.

(33) Dans ce cas la loi du 19 février 1918 employait le mot « possède » au lieu de « jouit », mais ce n'est qu'un défaut dans la phrase, car l'institution de la possession était inconnue à la présente loi.

Le 1<sup>er</sup> mai 1918 un décret fut promulgué, qui décida, que dorénavant les paysans pouvaient hériter les lots de terre et les biens immobiliers de leurs parents. Ce qui était la plus grosse atteinte au principe de la socialisation de la terre, d'autres dérogations suivirent, à ce principe.

Le décret du 20 mai permit aux paysans d'employer les ouvriers salariés, en abrogeant ainsi le paragraphe 4 de l'article 53 de la loi du 19 février 1918.

D'autre part la loi du 14 février 1919 proclama sur toutes les terres la propriété de l'Etat.

Le résultat de toutes ces modifications fut, la structure juridique distincte de celle que voulait créer la loi du 19 février 1918.

A présent l'Etat propriétaire de toutes les terres, les donnait aux paysans en jouissance héréditaire et ces derniers pouvaient res cultiver soit eux-mêmes, soit en employant des ouvriers salariés, à condition que l'exploitation paysanne demeura une exploitation purement de travail.

Une pareille structure juridique était bien entendu loin de l'idéal socialiste, mais elle correspondait à la structure réelle de la classe rurale de cette époque, et le gouvernement Soviétique, n'était pas suffisamment fort à ce moment pour obliger des paysans de changer entièrement leur vie économique. Par contre, il était assez fort pour soumettre les villages à un nouveau régime fiscal tout à fait différent du régime fiscal des époques précédentes, qui exerça une influence profonde sur toute la vie rurale.

Mais avant de parler de ces mesures fiscales, jetons un coup d'œil sur les premières exploitations de l'Etat : Sovkhoze et exploitations collectives koolkhoze.

Au cours du partage noir, toutes les terres n'ont pas été partagées entre les paysans labourant individuellement leurs lots, il arrivait parfois que les ouvriers agricoles travaillaient dans une grande exploitation et prenaient les terres (toutes ou seulement une partie) de cette exploitation et annonçaient que dorénavant ce seraient eux qui allaient les labourer en créant une exploitation collective.

Telles furent les premières origines des exploitations collectives Kolkhoze.

Les ouvriers, membres des Kolkhozes, continuaient à vivre dans les locaux qu'ils occupaient étant travailleurs chez les grands propriétaires, ou vivaient dans les maisons de leurs anciens patrons, et ils continuaient comme avant de se nourrir ensemble.

Les moyens de production, aussi bien que les locaux d'habitations et les réserves des produits agricoles n'étaient pas partagés entre eux. La terre, le bétail et les outils rentraient dans les moyens de production et bien qu'ils ne soient pas partagés rentraient quand même dans le fond commun.

Ainsi ces ouvriers vivaient sous le régime de la communauté avant même que furent édités les dispositions législatives réglant leur vie.

L'instruction suivante sur l'organisation de la vie dans les communes agricoles fut proclamée le 16 août 1918 :

« Celui qui rentre dans une commune, renonce à toute propriété privée, c'est-à-dire, tout son inventaire vivant ou non, ses biens mobiliers ou immobiliers, sa maison, son argent passent à la commune. La direction de la commune appartient à l'assemblée générale de ses membres et au conseil, qu'elle a élu. Le sol est labouré en commun par les membres de cette commune, selon les directives du conseil. La première tâche de la commune est de remplacer le travail individuel par le travail socialisé. La commune dispose des produits du travail de ses membres. Elle prélève d'abord ce qui doit servir à couvrir leurs besoins communs, elle s'efforce de créer pour eux des habitations communes, des salles de travail et de récréations, des écoles, des bibliothèques. Le reliquat est partagé entre les membres de la commune véritablement fraternelle, puisque chacun donnait selon ses forces, il reçoit selon ses besoins ».

Dans cette instruction sont insérés tous les traits caractéristiques de la commune agricole :

L'absence de la propriété individuelle, l'élection du conseil qui devait diriger les affaires de la commune, le travail des membres selon leurs forces et le partage des revenus selon les besoins.

La réalisation de ces buts était très difficile et nous voyons que les communes étaient très instables et se développaient relativement lentement.

L'année 1918 : en novembre il y avait 950 communes ;

L'année 1919 : en novembre il y avait 1596 communes ;

L'année 1920 : en septembre il y avait 1826 communes (34).

Ayant respectivement 72.329 dessiatines, 97.345 dessiatines et 140.786 dessiatines, c'est-à-dire que les communes avaient en moyenne

|         |         |    |              |
|---------|---------|----|--------------|
| en 1918 | environ | 76 | dessiatines. |
| 1919    | »       | 61 | »            |
| 1920    | »       | 78 | »            |

Le nombre des membres des communes agricoles étaient beaucoup plus variable, que l'étendue de leurs terres :

|                              |      |        |         |
|------------------------------|------|--------|---------|
| Le 1 <sup>er</sup> mars..... | 1919 | 85.619 | membres |
| 1 <sup>er</sup> novembre..   | 1919 | 91.676 | »       |
| 1 <sup>er</sup> novembre..   | 1920 | 76.052 | »       |

Toutes les communes n'étaient pas créées par des ouvriers agricoles sur les terres des anciennes grandes propriétés, parfois les communes étaient établies par les paysans sur les terres qu'ils possédaient même avant la révolution. L'organisation de la famille paysanne (dvor) où presque tous les biens étaient en commun, facilitait en certaines mesures l'établissement d'une commune, mais quand même le passage d'une communauté familiale (bien que cette famille puisse être très grande et englober des parents très éloignés) au régime d'une commune agraire était très difficile et en réalité sur les terres paysannes ne s'établirent qu'un nombre très réduit des communes agraires.

Ainsi en 1920 dans la région du Sud-Est seulement 1 % des communes agricoles situées dans cette zone étaient établies sur les terres des paysans.

(34) Kindéoff considère que le nombre des communes était

|                 |       |
|-----------------|-------|
| en 1916 de..... | 950   |
| 1919 de.....    | 1.961 |
| 1920 de.....    | 1.862 |
| en 1918 de..... | 950   |



Dans la région du Nord seulement 4 % et dans le gouvernement de Pétrograd 3 % et ainsi de suite.

Non seulement les communes établies sur les terres paysannes étaient peu nombreuses, moins stables, mais elles se disloquaient plus facilement.

Il y avait encore une troisième source d'où provenaient les communes agricoles. C'étaient les anciens couvents, qui continuaient d'exister clandestinement sous cette forme. Ce dernier genre des communes était le plus stable. Les vœux des moines : la pauvreté, la chasteté et l'obéissance facilitent la vie en commun et par conséquent ces communes sont les mieux organisées.

Mais le gouvernement Soviétique, étant hostile aux couvents, dès qu'il découvrait qu'un couvent existait sous forme d'une commune agricole, il le dissolvait immédiatement. Mais malgré ces persécutions, encore en 1929 ces couvents clandestins continuaient à exister sous la forme des communes agricoles.

Les communes agricoles n'étaient pas la seule forme d'exploitation collective, il existait encore deux autres formes :

L'artel agricole et la société de culture communale.

Avant la révolution soviétique, on entendait sous le nom artel, un groupe d'ouvriers, qui s'engageaient à exécuter des travaux en commun. Ces ouvriers choisissaient un chef, appelé « atamane », qui dirigeait le travail des membres de l'artel, et menait toutes les négociations avec les entrepreneurs. Le salaire était reçu par l'atamane et versé dans la caisse commune. Ce n'était qu'après la fin de la saison de travail, que l'argent gagné par les membres de l'artel était partagé parmi eux. Les artels existaient seulement parmi les ouvriers saisonniers, comme par exemple les bûcherons, les maçons etc. etc.

L'artel agricole était une institution inconnue en Russie jusqu'à la révolution soviétique, parce que l'artel était toujours une société de travail et non de capitalisation sous toutes les formes qu'elles soient et ensuite l'artel était toujours temporaire, tandis que le travail agricole était durable.

L'artel agricole selon le droit soviétique n'a rien de commun avec l'artel, telle qu'elle était sous l'ancien régime.

Premièrement, d'après le droit soviétique, l'artel est la société non seulement de travail, mais celle du capital, parce que les membres de cette dernière mettaient en commun leurs terres et les moyens de production, quoique dans les artels ce n'était pas comme dans les communes agricoles, où tous les biens sans distinction sont mis en commun, ici à part des biens communs les membres gardent certains biens en leur possession individuelle.

La seconde différence de l'ancien artel est l'absence de l'atamane, qui est remplacé par un organe collectif.

Et enfin, tandis qu'autrefois l'artel était temporaire, l'artel agricole est en principe éternelle.

Cette forme de travail collectif était plus facile à réaliser que la commune agricole et nous voyons que les artels agricoles étaient plus nombreuses que les communes.

|                                       |            |                       |         |
|---------------------------------------|------------|-----------------------|---------|
| Le 1 <sup>er</sup> mars. . . . . 1919 | il y avait | 422 artels agricoles. |         |
| 1 <sup>er</sup> novembre. . 1919      | »          | 3.401                 | »       |
| 1 <sup>er</sup> septembre . 1920      | »          | 7510                  | » (35). |

Ces artels jouissaient des étendues de terres suivantes :

|                                             |         |              |
|---------------------------------------------|---------|--------------|
| 1 <sup>er</sup> mars. . . . . 1919. . . . . | 36.459  | dessiatines. |
| 1 <sup>er</sup> novembre. . 1919. . . . .   | 173.353 | »            |
| 1 <sup>er</sup> septembre. . 1920. . . . .  | 664.920 | »            |

Ce qui donne comme moyenne par artel :

|                                             |       |              |
|---------------------------------------------|-------|--------------|
| 1 <sup>er</sup> mars. . . . . 1919. . . . . | 91,61 | dessiatines. |
| 1 <sup>er</sup> novembre. . 1919. . . . .   | 53,32 | »            |
| 1 <sup>er</sup> septembre. . 1920. . . . .  | 80,54 | »            |

C'est-à-dire une moyenne en générale plus grande que pour les communes, mais tout de même insignifiante par rapport à ces énormes latifundias que présenteront les exploitations collectives de l'époque de la collectivisation en masse des années 1930-1933.

(35) L'économiste Soviétique Kindéeff donne la statistique suivante des artels agricoles :

|                  |        |
|------------------|--------|
| en 1919. . . . . | 3.606  |
| 1920. . . . .    | 7.722  |
| 1921. . . . .    | 10.491 |

La troisième forme d'exploitation collective est la société de culture communale, qui est définie par la loi fondamentale sur la socialisation de la terre du 19 février 1918 comme suit :

« Dans ce cas la terre est cultivée par toute la population paysanne de la localité, ou bien par certains groupes de membres de cette population, qui mettent en commun leur travail, leurs ressources et leurs instruments au moment du travail des semailles, de la récolte etc etc. ».

Comme on voit par cette définition, la terre n'était pas mise en commun dans ce genre des exploitations collectives, ce n'est que le travail, qui s'exécute en commun.

La culture communale était beaucoup moins répandue que l'artel et même que la commune agricole.

En novembre 1920 il n'y avait que 927 sociétés de cultures communales ayant 49.153 dessiatines et dont 48.043 personnes faisaient partie (36).

Ces trois formes d'exploitations collectives occupaient en 1920 au total 794.859 dessiatines (37). Ce qui présente un chiffre tout à fait insignifiant par rapport aux masses de terres cultivées par les paysans individuels.

En plus du Kolkhoze, à cette époque se sont créées aussi des exploitations de l'Etat (Sovkhoze) qui étaient exploitées en régie par les fonctionnaires d'Etat et labourées par la main-d'œuvre salariée. Ces Sovkhozes étaient beaucoup plus importantes que les Kolkhoze et occupaient une superficie plus grande. En juin 1921 il y avait 8951 Sovkhozes occupant 4.139.909 dessiatines. Ce qui fait en moyenne environ 462,5 dessiatines par Sovkhoze.

(36) Selon Kindéeff, le nombre des sociétés de cultures communales était de :

|              |       |
|--------------|-------|
| en 1919..... | 682   |
| 1920.....    | 886   |
| 1921.....    | 2.039 |

(37) Schkaff considère qu'à cette époque, les exploitations collectives, occupaient 1.122.140 dessiatines, mais cette opinion est basée sur la surestimation de l'importance des sociétés de cultures communales.

Les Sovkhozes étaient ordinairement créés sur les terres des anciens propriétaires et surtout les anciennes fermes moquées furent transformées en Sovkhozes.

Mais pendant le partage noir, ces fermes avaient été aussi dévastées que les autres grandes propriétés et le résultat fut que les Sovkhozes ont été presque entièrement dépourvus de bétail.

Ainsi il y avait en moyenne un cheval par Sovkhoze en Ukraine.

Dans de pareilles conditions, les Sovkhozes ne pouvaient exercer une grande influence même s'ils avaient de grandes étendues de terre, mais, comme nous l'avons dit, leur étendue était relativement petite.

Pour illustrer ce fait prenons la statistique citée par M. Lescure, qui présente le pourcentage des terres arables possédées par les Sovkhozes, les communes et les artels agricoles dans différentes régions en 1922.

| REGIONS                   | Communes<br>agricoles | Artels<br>agricoles | Sovkhozes |
|---------------------------|-----------------------|---------------------|-----------|
| Extrême Nord .....        |                       | 0,1 %               | 0,1 %     |
| Bassins des lacs.....     | 0,1 %                 | 0,1 %               | 0,7 %     |
| Centre industriel.....    | 0,1 %                 | 0,3 %               | 1,1 %     |
| Centre agricole.....      | 0,1 %                 | 0,1 %               | 5,6 %     |
| Oural .....               | 0,3 %                 | 0,4 %               | 0,6 %     |
| Basse Volga .....         | 0,2 %                 | 0,5 %               | 0,9 %     |
| Ukraine .....             | 0,2 %                 | 0,3 %               | 3,0 %     |
| Nouvelz Russie .....      | 0,2 %                 | 0,4 %               | 6,8 %     |
| Sud-Ouest .....           |                       | 0,1 %               | 3,6 %     |
| Russie Blanche .....      | 0,2 %                 | 0,5 %               | 2,0 %     |
| Sud-Est .....             | 0,4 %                 | 0,3 %               | 0,7 %     |
| Sibérie Occidentale ..... | 0,4 %                 | 0,7 %               | 1,6 %     |
| Sibérie Orientale .....   | 0,1 %                 | 0,1 %               | 1,0 %     |

L'immense majorité des paysans aspirait à vivre individuellement, ayant leur exploitation personnelle. Ces exploitations occupaient presque la totalité des terres arables. Par conséquent, c'étaient eux qui présentaient le plus grand facteur économique dans la vie rurale à cette époque.

Le gouvernement Soviétique, n'essayait pas à ce moment de transformer directement cette vie, mais il l'influénçait fortement par voie de législation fiscale et par les dispositions concernant l'approvisionnement des villes.

Nous passerons à l'étude de ces mesures dans le suivant chapitre.





## CHAPITRE II

---

### La Politique Fiscale du Gouvernement Soviétique

---

Dès son avènement au pouvoir le Gouvernement Soviétique rencontra de grandes difficultés dans l'approvisionnement des villes.

La ruine presque complète de l'industrie, l'absence des produits manufacturés et la dépréciation monétaire, causée par l'inflation toujours croissante, enlevèrent aux paysans tout désir de vendre leurs produits en ville.

En même temps le désarroi des voies de communication rendait impossible le transport des produits d'une région à une autre, même si les paysans avaient voulu le faire ; par conséquence, le marché cessa d'exister et les villages retournèrent à l'économie naturelle.

Les paysans pouvaient exister individuellement et indépendamment des villes, mais les villes, ne pouvaient, bien entendu, se passer des produits bruts, que produisaient les villages.

Devant le Gouvernement Soviétique se posait alors l'alternative suivante : ou laisser périr les villes, ou forcer les paysans à y envoyer (gratuitement en réalité, les produits bruts, surtout les produits alimentaires indispensables à la vie de la population urbaine.

Bien entendu le gouvernement Soviétique, créé et soutenu principalement par les ouvriers des grandes villes, devait coûte que coûte procurer des produits alimentaires pour les villes et vu qu'il ne pouvait rien donner aux paysans en échange de leurs produits, le gouvernement Soviétique recourut à la force, autrement dit, il choisit la deuxième solution du dilemme.

Déjà le Gouvernement Provisoire, comme nous l'avons dit, avait établi par la loi du 25 mars 1917, le monopole des céréales, le Gouvernement Soviétique l'étendit sur tous les produits agricoles par l'article 19 de la loi du 19 février 1918, qui proclama le mono-

pole du commerce des produits agricoles en faveur de l'Etat. Enfin au mois de mai de l'année 1918 fut rendu le décret établissant la dictature alimentaire.

Dans ce décret nous rencontrons le passage suivant :

« Pas un ponde (38) de céréales ne doit rester entre les mains des producteurs, sauf la quantité nécessaire pour l'ensemencement et la nourriture des familles, des producteurs jusqu'à la nouvelle récolte ».

Tout le surplus devait être rendu aux organes du gouvernement qui payerait un prix déterminé en papier monnaie et qui ne présentait que 5 % en 1918 et seulement 0,2 % en 1920 du prix existant à ce moment sur le marché privé (ce marché continuait d'exister en petite proportion, malgré les décrets du 8 août 1918 sur l'échange obligatoire et du 21 novembre 1918, sur la nationalisation du commerce).

Bien entendu, les paysans ne voulaient pas vendre leurs produits à des conditions pareilles et le gouvernement Soviétique devait obtenir les produits par la force. Pour atteindre ce but, le gouvernement créa par décret du 11 avril 1918 « les comités des paysans pauvres », qui devaient être la base sociale et économique nécessaire pour réaliser les plans du gouvernement en ce qui concerne l'alimentation.

Dans ces comités ne pouvaient être élus que les paysans les plus pauvres et on comprenait la pauvreté dans le sens que l'homme devait vraiment être dépourvu de tout.

Ainsi l'article 2 du décret du 11 avril 1918 dit que les paysans ayant un excédant de produits alimentaires, ne peuvent pas être élus dans les comités de la pauvreté (ainsi on appelle les comités des paysans pauvres).

L'occupation principale de ces comités était d'aider le gouvernement Soviétique dans la réalisation du monopole des produits agricoles et de partager entre les paysans pauvres l'aide en céréales que le gouvernement leur laissait après avoir exécuté le stockage des produits en vertu de son droit de monopole.

(38) Ponde est une mesure de poids Russe équivalent à 16,38 kilogrammes.

L'article 4 du dit décret du 11 avril 1918 déterminait l'obligation des comités de pauvreté à dresser la liste des exploitations qui doivent être subventionnées en céréales et en autres produits alimentaires.

En principe tout le superflu des produits agricoles qui restaient chez l'agriculteur, après avoir retenu la quantité nécessaire pour l'ensemencement et pour la nourriture de sa famille, devait être rendu aux organisations de l'Etat. Si le paysan ne le rendait pas de son propre gré, il était contraint de le faire par la force.

« Si tu ne rends pas ce que tu dois », — dit Zourypa au congrès des agents de production agricole 1919, — « nous allons lutter contre toi par tous les moyens, jusqu'à la démolition complète de ton exploitation ».

La possibilité de contraindre par la force est ce qui donne à l'Etat son autorité.

Cette contrainte devait être réalisée le plus souvent par les comités locaux de la pauvreté, mais très souvent le gouvernement Soviétique, dont les comités ne pouvaient pas rassembler une quantité suffisante de produits, envoyait des détachements spéciaux, qui devaient à mains armées procéder à la réquisition de ces produits.

« Ce sont à tour de rôle les diverses corporations ou usines qui envoyaient chez les paysans des troupes de délégués armés afin d'apporter en ville, les uns du blé, les autres des pommes de terre, d'autres encore de la viande, etc. etc. ».

(*L'Avenir*, septembre 1919) (39).

Mais en plus de ces troupes improvisées il y avait une véritable armée, qui était occupée exclusivement des réquisitions chez les paysans.

Svidersky, un des commissaires du peuple, disait qu'à la disposition du commissariat d'alimentation se trouvaient 500 détachements ayant au total 20.000 hommes, qui s'occupaient du recouvrement de produits alimentaires en vertu du monopole.

(39) Ce passage de *L'Avenir* est basé sur l'article inséré dans la *Gazette de Rouge de Petrograd* du 6 septembre 1919.

Mais le plus souvent, comme nous l'avons dit, c'était les comités de pauvreté qui opéraient les réquisitions. Et pour intéresser personnellement la pauvreté des villages dans l'exécution de la réquisition, une certaine partie des produits réquisitionnés restait à la disposition des organes Soviétiques locaux pour subvenir aux besoins des paysans pauvres de la localité et, comme la liste de ces paysans était dressée par le comité de la pauvreté, en réalité ces produits restaient à la disposition de ces derniers.

Ainsi par exemple en Ukraine les céréales laissées à la disposition de ces comités, étaient fixées à 25 % pour les gouvernements de Tchernigoff, Kiev, Khrkoff, Podolie et Volhynie ; et seulement à 10 %, dans le gouvernement de Poltava, d'Ekaterinoslaff, d'Odessa, de Khersone et du Donezk.

Comme nous l'avons dit, les paysans devaient rendre à ces organes de l'Etat tout le superflu de leur production. Mais comment déterminer ce superflu surtout en cette époque troublée ?

Bien entendu le gouvernement Soviétique ne pouvait pas entreprendre des évaluations statistiques très détaillées, il n'avait ni le personnel nécessaire, ni surtout le temps.

Le gouvernement eut recours simplement à la répartition (razverstka).

Cette répartition se faisait de la manière suivante :

Les organes du gouvernement déterminaient une somme globale des produits agricoles, que devait rendre à l'Etat la région déterminée en vertu du monopole. Cette somme était supposée égale au superflu libre des produits agricoles dans la région.

Puis les organes de la région répartissaient cette somme entre les districts, ceux du district entre les Volostis et ceux de la Volost entre les villages, enfin ceux des villages entre les exploitations paysannes.

Les paysans du village étaient responsables par solidarité de l'exécution de la répartition. Les villages d'une voloste étaient responsables de même pour l'exécution exacte de la répartition par les autres villages et ainsi de suite. Chaque unité administrative inférieure était responsable solidairement devant l'unité supérieure.



En procédant à la répartition, le Gouvernement prenait peu en considération les données statistiques.

Ainsi par exemple le Bureau Central de la statistique déterminant le surplus des produits alimentaires pour le gouvernement d'Orel à 13.524.000 poudes de céréales, pour le gouvernement de Toula à 15.220.500 poudes et pour le gouvernement de Riazane à 3.360.400 poudes. Mais le Gouvernement Soviétique obligea ces gouvernements de fournir comme répartition, respectivement les quantités suivantes : 14.100.000 poudes, 13.000.000 poudes et 5.000.000 poudes.

Le gouvernement Soviétique avait raison de ne pas croire à sa statistique, parce que à cette époque la statistique à proprement parler n'existait pas.

Comme exemple on peut citer le compte rendu de son voyage par Kaganovitch en Simbirsk. Quand il inspectait le Bureau de Statistique local, il apprit que ce bureau ne savait ni combien de terres étaient labourées par les paysans, ni de quelles céréales elles étaient ensemencées. Et cet exemple n'est pas unique. Par conséquent, les données du Bureau Central de la Statistique qui se basait sur les rapports des bureaux locaux, ne pouvaient fournir aucun renseignement exact, et bon gré mal gré, le gouvernement devait répartir entre les différentes régions l'obligation de fournir les denrées tout à fait arbitrairement.

L'arbitraire dans la répartition avait pour conséquences que, quelquefois on sous-estimait les quantités des denrées dans les régions et alors il se trouvait qu'après l'exécution du plan il restait encore dans cette région des produits. On procédait alors à une nouvelle répartition en obligeant cette région de rendre tout le reste du surplus.

Ainsi selon la décision du conseil d'alimentation Panukrainien, « au cas, où on trouverait encore un excédent de produit après l'exécution du plan de la répartition, cet excédent devait être réquisitionné pour être réparti entre les paysans pauvres de la région ».

Par exemple la province de la Volhynie en 1921 fut ainsi imposée la deuxième fois après avoir rendu tout ce qu'elle devait rendre selon le plan original.

Mais plus souvent on sur-estimait la possibilité de fournir les céréales et autres denrées dans les régions, d'où il résultait des arriérés énormes.

Ainsi on a réussi à réaliser le pourcentage suivant par rapport au plan primitivement prévu :

|              |         |
|--------------|---------|
| en 1918-1919 | 41,5 %. |
| 1919-1920    | 66,5 %. |
| 1920-1921    | 67,7 %. |

Ce qui fait en chiffres absolus pour la R. S. F. S. R. (la Grande Russie).

|              |             |                     |
|--------------|-------------|---------------------|
| en 1918-1919 | 269.000.000 | poules de céréales. |
| 1919-1920    | 326.197.000 | » » »               |
| 1920-1921    | 446.000.000 | » » »               |

Et pour l'Ukraine : (40).

|              |             |                     |
|--------------|-------------|---------------------|
| en 1919-1920 | 163.488.000 | poules de céréales. |
| 1920-1921    | 166.450.000 | » » »               |

Comme on le voit par ces chiffres le rendement du monopole des produits agricoles augmentait chaque année, mais ce fait s'explique non pas par l'accroissement de la richesse nationale qui au contraire était en ce temps en décroissance rapide, mais par l'augmentation des rigueurs pour la réalisation de la répartition. Ainsi de 1918-1919, en répartissant l'obligation de fournir les denrées, on exemptait toutes les exploitations au-dessous de 5 dessiatines. Or, en 1919-1920 seulement les exploitations de moins de 3 dessiatines en furent exemptes et en 1920-1921 on n'exemptait déjà aucune exploitation. La répartition pesait le plus lourdement sur les paysans riches.

Les comités de la pauvreté, à qui était confié la charge de répartir entre les paysans l'obligation de fournir les denrées à l'Etat, suivaient dans leur pratique la formule de Lénine : « Dérobe

(40) En 1918-19 l'Ukraine ne faisait pas partie de l'U.R.S.S.

du Koulak (41) n'offense pas le paysan moyen et donne au paysan pauvre ». Ce qui leur était facile, car ils se recrutaient parmi les paysans pauvres, qui non seulement ne devaient rien fournir, mais encore touchaient une certaine partie des produits fournis par les paysans riches.

On ne tenait pas à cette époque des registres statistiques précis, mais tout de même en grandes lignes on peut remarquer quelle catégorie de paysans exécutait le plus grand pourcentage de ces obligations.

Markoff écrit dans son ouvrage intitulé « *La répartition et l'impôt en nature* », que la plus grande masse des produits que l'Etat a obtenu en vertu du monopole tombait sur les exploitations des paysans plus ou moins aisés. Parmi ces paysans il n'y en avait pas un seul, qui n'ait pas exécuté des prestations en nature très lourdes.

Résumons le système de la répartition. Si le paysan avait plus de produits qu'il ne lui en fallait pour les semailles et sa subsistance physique, ainsi que celle de sa famille jusqu'à la nouvelle récolte,

(41) L'expression « Koulak » a complètement changé sa signification après la révolution et variait toujours suivant la variation de la politique agraire du Gouvernement Soviétique.

Koulak, dans le sens étymologique du mot, signifie « poing ». Avant la révolution c'était un nom moqueur qu'on donnait à un riche parvenu, qui exploitait en employant des procédés malhonnêtes toute une région plus ou moins grande. Le Koulak tenait en parlant figuralement tous les habitants de la région dans son poing. C'était l'expression qui désignait plutôt la physionomie morale d'une personne, que ses conditions économiques.

Après la révolution on commença à désigner sous le nom de Koulak tous les paysans riches.

Pendant la période de la collectivisation massive (en 1929-30) on appelait ainsi tous les paysans plus ou moins aisés. Et actuellement après le collectivisme on appelle Koulak chaque paysan qui est très hostile au gouvernement Soviétique et à sa politique agraire.

Ainsi dans la période de quinze ans le mot Koulak qui détermine les défauts moraux est devenu premièrement, le nom d'une classe économique et fini par devenir la désignation des opinions politiques.

on réquisitionnait cet excédent. Mais par contre s'il n'avait pas de produits ou bien s'il les avait en quantité tout à fait insignifiante, on lui accordait une certaine quantité de produits en les réquisitionnant chez les paysans riches.

Ce système avait pour conséquence la disparition de tout stimulant, non seulement pour améliorer, mais même pour soutenir l'exploitation à son niveau primitif.

Pourquoi produire plus qu'il était nécessaire pour l'existence personnelle, quand tout l'excédent serait pris par le gouvernement pratiquement sans indemnité, se disaient les paysans aisés.

Quant aux paysans pauvres, ils ne voulaient pas augmenter leurs ensemencements ou améliorer leurs exploitations, parce qu'ils recevaient tout de même tout ce qui est nécessaire pour leur subsistance. D'autre part, s'ils commençaient à améliorer leur situation économique ils pourraient tomber alors dans la catégorie des paysans riches et par conséquent perdre tous les avantages et privilèges, non seulement dans la répartition des produits, mais aussi dans l'approvisionnement par des produits industriels, puisque on fournissait ses produits en premier lieu aux paysans pauvres. A ce point de vue, l'opinion d'un membre du congrès Pan-Ukrainien des conseils d'alimentation est très caractéristique. Il disait :

« Si nous donnons plus de produits manufacturés, d'où nous recevons le plus de céréales, ce sera une politique anti-Soviétique ».

La même idée est exprimée dans la remarque du décret du 5 août 1919 (article 8).

« En répartissant les produits manufacturés parmi les prolétaires et les demi-prolétaires du village, et les personnes, vivant d'un salaire, ils doivent tous recevoir ces produits indépendamment de la quantité des céréales fournies ».

En résultat les paysans diminuaient leur semaille même au-dessous de leur nécessité personnelle et vu que le gouvernement continuait à réquisitionner les produits agricoles en masses toujours croissantes (comme nous l'avons vu plus haut) la population agricole n'obtenait pas la quantité d'alimentation nécessaire et l'agriculture tout entière tombait en désarroi et la famine commençait.

Le gouvernement Soviétique a reconnu lui-même, que la répartition et le monopole étaient la cause principale du désarroi de l'agriculture.

Dans le compte-rendu du commissariat du peuple de l'agriculture de l'Ukraine de l'année 1920 on lit le passage suivant :

« L'exploitation paysanne actuelle a perdu son ancien stimulant de l'économie capitaliste et en même temps elle n'a pas acquis les nouveaux stimulants de l'économie collectiviste (communiste).

Remplacer le stimulant économique par la simple contrainte est aussi insuffisante que de remplacer le jeu, de forces économiques par des décrets.

C'est ici dans la disparition des stimulants de production d'un côté, et dans l'absence de nouveaux stimulants collectifs de l'autre, que se trouve la source de notre désarroi économique ».

En terminant la question de la répartition et du monopole, notons la controverse qui existait entre les économistes soviétiques à propos de la répartition pour savoir si elle était plus lourde ou plus légère pour les paysans, que l'imposition de l'ancien régime.

Popoff dans « *La production des céréales en R.S.F.S.R.* », émit l'opinion que la répartition était moins lourde que l'imposition d'avant-guerre, tandis que Weinstein, dans « *L'Agriculture et la Sylviculture* » dit que la répartition était de trois ou quatre fois plus lourde, que l'imposition d'avant-guerre. Cette contradiction s'explique par le fait que la répartition et les impôts de quelle nature qu'ils soient sont des institutions d'ordre tout à fait différentes.

Tandis que l'impôt a pour but de prendre une certaine part des revenus de chaque personne en se basant sur tel ou tel autre système d'appréciation de ce revenu, la répartition avait pour but de prendre tous les produits qui restaient chez les paysans à l'exception de ce qu'il était nécessaire pour ensemençer la terre et pour nourrir jusqu'à la nouvelle récolte. Il peut arriver que sur certaines exploitations la répartition pesait moins que l'impôt, tandis que sur les autres elle pesait énormément.

Mais la chose essentielle dans la répartition ce n'était pas le nombre plus ou moins grand des poudes de céréales, qu'une exploi-



tation devait fournir, c'était qu'elle devait fournir toute sa production nette.

Ce qui privait les paysans du mobile de soutenir leurs exploitations, au-dessus du niveau permettant seulement la subsistance physique de la famille paysanne. C'est ce qui donne les résultats désastreux pour toute l'économie du pays.

L'étendue des terresensemencées est tombée énormément par rapport à la période d'avant-guerre.

En 1920 la superficie totale de toutes les semailles n'était que de 62.300.000 dessiatines, en 1921 elle tomba encore plus ne représentant que 54.900.000 dessiatines.

Autrement dit, elle n'était que de 50 % de l'étendue ensemencée en 1913, qui était comme nous le savons de 109.000.000 de dessiatines.

Non seulement dans l'agriculture proprement dite les conséquences de la répartition étaient désastreuses, mais l'élevage en souffrait presque autant.

Pour n'être pas obligé de vendre son bétail à vil prix aux organes de l'Etat, les paysans le tuaient et consommaient la viande eux-mêmes. Par conséquent le nombre de bétail a sensiblement diminué.

Cette diminution est visible si nous comparons le nombre du bétail :

|                        | en 1916     | et en 1920  |
|------------------------|-------------|-------------|
| Brebis et chèvres..... | 120.800.000 | 38.800.000. |
| Bovines .....          | 60.300.000  | 36.800.000. |
| Porcs .....            | 20.300.000  | 13.500.000. |

En considérant ces résultats désastreux de la répartition en nature, on peut à juste titre conclure qu'elle était un procédé fiscal, qui écrasait surtout l'agriculture tandis que les impôts de l'ancien régime n'empêchaient pas à cette dernière de se développer de plus en plus.

En terminant ce chapitre, il nous paraît indispensable de dire que la répartition n'était pas la seule charge qui pesait sur l'agriculture.

Bien qu'elle doive absorber tout l'excédant de la production agricole, le gouvernement Soviétique institua par le décret du 3 octobre 1918 un impôt spécial en nature, qui aux termes du dit décret consistait :

« En la défalcation d'une partie des produits agricoles » qui devait remplacer les anciens impôts en argent, qui théoriquement restaient exigeables, mais pratiquement n'étaient plus perçus à cause de la dépréciation de la monnaie.

Le montant de l'impôt était déterminé d'après la quantité de terres arables et le nombre de bétail appartenant à l'exploitation.

Tout le R. S. F. S. R. (cet impôt ne peut pas être appliqué en Ukraine) fut partagé en 7 régions différentes et le taux de l'impôt variait suivant le développement de l'agriculture et de l'élevage de la région, ainsi que de la récolte moyenne.

L'impôt était progressif : les petites exploitations, c'est-à-dire celles qui n'avaient qu'un cheval, une vache et quatre brebis étaient tout à fait exemptes. L'impôt en nature dans un pays où existait le monopole de l'Etat sur tous les produits agricoles et où les paysans devaient rendre tout l'excédant à l'Etat est difficile à concevoir.

Son existence peut être expliquée seulement par le grand besoin des produits alimentaires, qu'éprouvait le gouvernement et encore par le fait que la répartition qui devait théoriquement, absorber tout l'excédant de la production agricole ne le faisait pas en réalité (ou au moins le gouvernement considérait qu'elle ne l'absorbait pas) et que, par conséquent un certain excédant de ces produits restait entre les mains des paysans.

Mais tout de même l'existence de cet impôt paraissait illogique à tout le monde y compris le gouvernement lui-même.

Le 16 décembre 1918 le comité central exécutif Panrusse (W. C. I. K.) prit la décision de remplacer pour une année l'impôt en nature par un impôt en argent, parce que les paysans avaient exécuté entièrement toutes les prestations en nature, qui leur incombaient en vertu de la répartition.

Le décret du 11 janvier 1919 décida que toutes les exploitations paysannes, qui avaient fourni 75 % des produits, en vertu de la répartition devaient être exemptes de l'impôt en nature.

Le décret du 11 août 1919 ajourna la perception de cet impôt jusqu'à l'année suivante, et le décret du 18 octobre 1920 supprima l'impôt en nature sur le bétail en conservant seulement l'impôt sur les céréales.

L'importance économique de cet impôt n'était pas grande.

Les 27 gouvernements, dans lesquels cet impôt était perçu, n'avaient fourni que 43.969 poudes de céréales et 408.000 roubles en 1919 et 199.206 poudes et 58.406.791 roubles en 1920, c'est-à-dire des quantités insignifiantes par rapport aux masses des produits fournis à titre de la répartition.

Par conséquent, l'impôt en nature de 1918 ne présente qu'un intérêt purement théorique.

## CHAPITRE III

---

### **Les Résultats de la Politique Agraire du Gouvernement Soviétique pendant la période du Communisme de Guerre**

---

Les résultats de la première période de la politique agraire du gouvernement Soviétique furent de trois ordres différents :

Premièrement : la disparition complète de la grande propriété foncière, qui fut partagée entre les paysans ;

Deuxièmement : le nivellement des possessions paysannes, leur égalisation et l'abolition en entier de toutes les œuvres de la réforme agraire de Stolypine ;

Troisièmement : le désarroi complet de toute l'agriculture et la famine de 1921 qui en fut la conséquence.

Commençons par la disparition des grandes propriétés :

Comme résultat du partage noir toute la terre des anciens propriétaires fut expropriée et en majeure partie partagée entre les paysans.

Sur la totalité des biens expropriés 86 % revient aux paysans (21.407.152 dessiatines de terres arables) dont les domaines augmentèrent ainsi de 19,5 % ; 11 % passèrent à l'Etat (domaines des sovkhoses) et 3 % aux différentes collectivités agraires (kolkhoze). (42).

Après le partage des terres des grands propriétaires, les paysans possédaient 96,8 % de toutes les terres arables de la Russie Soviétique (Izvestia du 7 novembre 1920).

(42) Oganovsky évalue à 1.049.150 de dessiatines toute l'étendue des terres des grands propriétaires passée à la disposition des sovkhoses et de 391.619 dessiatines de terres arables passées aux kolkhozes.

Dans les différentes régions ce pourcentage variait, mais de très peu.

Ainsi en 1922 quand les domaines paysans se stabilisèrent le pourcentage des terres possédées par eux dans les différentes régions était le suivant :

|                          |        |      |
|--------------------------|--------|------|
| Extrême Nord .....       | 99,7 % |      |
| Bassin des lacs .....    | 79,0 % |      |
| Centre Industriel .....  | 94,8 % |      |
| Centre Agricole.....     | 90,6 % |      |
| Oural.....               | 96,9 % |      |
| Basse Volga.....         | 98,3 % |      |
| Ukraine.....             | 93,9 % |      |
| Nouvelle Russie.....     | 85,6 % |      |
| Sud-Ouest .....          | 95,0 % |      |
| Russie Blanche.....      | 88,0 % |      |
| Sud-Est .....            | 95,7 % |      |
| Sibérie Occidentale..... | 95,7 % |      |
| Sibérie Orientale.....   | 96,4 % | (43) |

Par conséquent les possessions paysannes englobèrent presque la totalité des terres arables et l'exploitation paysanne devient la forme presque exclusive de la jouissance des terres.

Par suite du partage des terres des grands propriétaires l'augmentation des terres des paysans était en moyenne de 0,09 à 0,39 dessiatines par personne ce qui fait qu'en considérant la famille paysanne en moyenne de 5 personnes l'augmentation est de 0,45 à 1,95 dessiatines par exploitation paysanne .

Mais il y avait des régions, où cette augmentation était plus considérable, comme par exemple dans le gouvernement de Pétrograd l'accroissement était de 0,77 dessiatines par personne. Par con-

(43) Ces chiffres sont basés sur la statistique citée par M. Lescure, M. Oganovsky donne des chiffres à peu près semblables, notamment en 1919 dans 32 gouvernements de la Russie d'Europe les paysans possédaient 96,3 % des terres arables et 96 % en Ukraine.



tre il y avait des régions où l'accroissement des possessions comme conséquence du partage noiré était tout à fait insignifiant par exemple dans le gouvernement d'Olonetz il n'était que de 0,007 dessiatines par personne.

Ces variations s'expliquent par la quantité des terres possédées par de grands propriétaires avant la Révolution dans les régions données.

La valeur de la terre transmise aux paysans atteint 5.000.000.000 roubles or et la dette hypothécaire qui pesait sur les exploitations paysannes et qui fut abolie par la révolution d'octobre 1917 atteint 1.500.000.000 roubles or.

Ainsi si nous y ajoutons le bétail, le mobilier et l'inventaire agricole que M. Lescure détermine en 310.000.000 roubles (quoique, ici il est possible d'apprécier seulement la valeur que cette propriété mobilière avait avant le partage, car une grande partie de cette dernière fut simplement détruite par les paysans pendant le partage) la valeur de tous les biens acquis par les paysans comme suite au partage noir était de 6.810.000.000 roubles or approximativement.

Si nous prenons 16.000.000 comme nombre de familles paysannes au moment de la Révolution, l'enrichissement de chaque famille paysanne pourrait être considéré comme étant un peu plus de 400 roubles or, en moyenne.

Mais cette dernière évaluation pourrait être exacte seulement si le sort de toute la classe paysanne était à peu près identique, tandis qu'en réalité leur sort était fort différent.

Si les paysans pauvres et les ouvriers agricoles s'enrichissent, les paysans riches furent sensiblement appauvris parce que leurs terres et leurs biens furent aussi soumis au partage, comme ceux des propriétaires n'appartenant pas à l'ordre paysan.

Au commencement de la Révolution, au moment du partage des biens des grands propriétaires, les paysans riches prenaient souvent aussi part à ce partage et parfois même recevaient les biens expropriés en plus grande quantité que les paysans pauvres. Tout ceci changea au cours de la Révolution, presque partout on entreprit un partage égalitaire, même des terres paysannes.

Les partages égalitaires qui se pratiquaient avant la Révolution à l'intérieur des obstchinas devenus de plus en plus rares, ressuscitèrent soudain avec une violence tout à fait inattendue, et englobèrent non seulement les terres des paysans vivant sous le régime du mir, mais aussi toutes les terres de ces paysans qui les possédaient à titre de propriété individuelle.

Cette dernière forme de la possession foncière disparut presque partout à l'exception de la région des lacs, mais même dans cette région il ne resta que des exploitations individuelles, dont toute la terre appartenait à un seul propriétaire, sur laquelle il y avait un khoutor (une métairie, ferme) ; tandis que les propriétés dont la terre appartenait à un seul propriétaire, mais sur lesquelles il n'y avait pas d'habitation (otroub), aussi bien que les terres possédées par les paysans à titre de propriété individuelle, mais qui n'appartenaient pas à un seul propriétaire disparurent de cette région étant devenus sujet au partage égalitaire.

Les partages des terres paysannes étaient si fréquents, qu'ils enlevaient pratiquement toute stabilité de possession indispensable à l'agriculture.

Le gouvernement lui-même voulait empêcher ces partages spontanés en interdisant par le décret du 30 avril 1920 toute répartition nouvelle de terres durant une période de douze ans.

Mais pratiquement ces partages de terres ne cessèrent point, et pendant toute l'année 1920 et même encore en 1921 de nouvelles répartitions de la terre paysanne furent faites quotidiennement.

Par exemple le commissaire du peuple de l'agriculture de l'Ukraine disait dans son rapport à la fin de l'année 1920 :

« Après la première étape des partages, qui furent appliqués aux terres des grands propriétaires, suivit la deuxième étape « de l'égalité » dirigée contre la partie aisée de la classe paysanne.

Pendant tout le printemps et l'été de l'année en cours on liquidait les koulaks, et on partageait leurs terres, outillages, bétail et autres biens ».

C'est seulement vers l'année 1922 que les domaines paysans se stabilisèrent.

La statistique suivante citée par M. Lescure pourra illustrer l'égalisation progressive des possessions paysannes.

Pourcentage des familles paysannes.

| LE NOMBRE DES TERRES POSSÉDÉES<br>PAR UNE EXPLOITATION | 1917   | 1919   | 1920   |
|--------------------------------------------------------|--------|--------|--------|
| Pas de terres arables.....                             | 11,5 % | 6,6 %  | 5,1 %  |
| Jusqu'à 2 dessiatines .....                            | 28,7 % | 42,9 % | 45,2 % |
| De 2,1-4 » .....                                       | 28,9 % | 28,3 % | 31,4 % |
| De 4,1-6 » .....                                       | 14,7 % | 12,4 % | 11,8 % |
| De 6,1-10 » .....                                      | 11,1 % | 8,3 %  | 5,3 %  |
| De 10,1-16 » .....                                     | 3,9 %  | 1,4 %  | 1,0 %  |
| De 16,1-25 » .....                                     | 1,0 %  | 0,1 %  | 0,2 %  |
| Plus de 25 » .....                                     | 0,2 %  |        |        |

La statistique ci-dessus concerne toute la Russie. Les statistiques ci-dessous données par M. Markoff et M. Oganovsky ne concernent que 24 gouvernements de la Russie d'Europe. Mais tout de même elles montrent la même tendance au développement de la répartition de la terre entre les paysans, en marquant seulement la disparition plus rapide des groupes supérieurs de la classe paysanne.

La première statistique citée par M. Markoff.

| NOMBRE DES TERRES POSSÉDÉES<br>PAR UNE EXPLOITATION | 1917   | 1919   |
|-----------------------------------------------------|--------|--------|
| Sans terre .....                                    | 11,4 % | 6,5 %  |
| Jusqu'à 1 dessiatine .....                          | 10,7 % | 18,8 % |
| De 1-4 » .....                                      | 48,4 % | 55,2 % |
| De 4-8 » .....                                      | 21,6 % | 16,4 % |
| De 8-22 » .....                                     | 7,7 %  | 3,1 %  |
| Plus de 22 » .....                                  | 0,2 %  |        |

La deuxième statistique, citée par M. Oganovsky est à peu près identique.

| NOMBRE DES TERRES POSSÉDÉES<br>PAR UNE EXPLOITATION | 1917   | 1919   |
|-----------------------------------------------------|--------|--------|
| Sans terre .....                                    | 11,4 % | 6,5 %  |
| Jusqu'à 4 dessiatines .....                         | 59,1 % | 74,0 % |
| De 4-8 » .....                                      | 21,6 % | 16,4 % |
| De 8-13 » .....                                     | 4,5 %  | 2,2 %  |
| Plus de 13 » .....                                  | 3,4 %  | 0,9 %  |

L'égalisation progressive des possessions paysannes se poursuivait encore en 1921.

Pendant cette année le pourcentage d'exploitations paysannes n'ayant pas de terre ne dépassait pas 3,5 %.

Ainsi en 1921 presque toute la terre passa entre les mains des paysans et fut partagée entre eux en parties égales. Par conséquent, les grandes exploitations paysannes ont disparu, mais par contre, le nombre des prolétaires agricoles fut réduit à des proportions insignifiantes (de 14,9 % en 1905 et à 3,5 % en 1921). Presque chaque paysan avait à ce moment là un petit lot de terre.

Mais en même temps le monopole de l'Etat sur tous les produits agricoles, l'interdiction du commerce privé qu'on persécutait alors, comme une spéculation illicite, et enfin les réquisitions successives ont privé les paysans de tout intérêt de produire plus que le strict nécessaire à leur existence.

Les paysans laissaient presque la moitié de leur terre inculte (voir le Chapitre II de la deuxième partie) en espérant que le produit de la moitié cultivée, leur serait laissé par le gouvernement, comme une subsistance absolument indispensable à leur existence de cultivateur et de toute leur famille.

Mais comme le gouvernement ne pouvait pas laisser sans nourriture, ni l'armée, ni la population ouvrière des villes, qui recevaient déjà que des rations alimentaires très réduites, le stockage des produits agricoles devait continuer comme auparavant : et, comme

nous l'avons vu (voir le chapitre II de la deuxième partie), le total des réquisitions opérées en vertu de la « répartition » de 1920 était supérieur à celui de l'année 1919.

Cette situation devait fatalement conduire à la famine.

La sécheresse en Ukraine et dans les provinces de la Volga suffirent pour que cette famine prit l'ampleur du désastre.

La grande famine de 1921 doit être considérée comme une conséquence directe de la politique du gouvernement Soviétique et spécialement du monopole des céréales.

Mais dans la littérature soviétique on a pris l'habitude de dire que la famine de 1921 était la conséquence du blocage et de la grande guerre civile.

Le manque de fondement de cette opinion est clairement visible.

La Russie n'importait jamais des produits alimentaires de l'étranger, au contraire elle les exportait en grandes masses.

Ainsi furent exportées des quantités suivantes de céréales :

|                 |             |                     |
|-----------------|-------------|---------------------|
| En 1906/ 7..... | 470.700.700 | poules de céréales. |
| 1907/ 8.....    | 407.500.000 | » » »               |
| 1908/ 9.....    | 586.400.000 | » » »               |
| 1909/10.....    | 852.300.000 | » » »               |
| 1910/11.....    | 944.400.000 | » » »               |
| 1911/12.....    | 533.100.000 | » » »               |
| 1912/13.....    | 595.800.000 | » » »               |
| 1913/14.....    | 663.500.000 | » » »               |

Par conséquent le blocage créait en Russie la surproduction des produits alimentaires et non une diminution, si à l'intérieur du pays la vie était restée normale. Ainsi nous voyons que la famine est due aux causes intérieures et non au blocage. Et ce qui démontre la justesse de cette opinion c'est que le blocage était déjà terminé en l'hiver de l'année 1920-1921.

Passons maintenant à la guerre civile.

La famine sévissait en 1921 surtout dans la région de la moyenne Volga, sud-est de la Grande Russie et dans la partie méridionale de l'Ukraine. Or, ni en 1919, ni en 1920 pendant les années qui



précédèrent la grande famine, la région de la Volga moyenne, ne fut le théâtre de la guerre civile.

Koltchak au printemps de l'année 1919, au moment où son offensive atteignit le point culminant, n'alla pas jusqu'aux rives de la Volga.

Son offensive fut arrêtée à la ligne Bouzolouk-Bougouroslan-Elabouga, c'est-à-dire à 150-200 kilomètres de la Volga et c'est seulement ses petites troupes de l'avant-garde, qui atteignirent Serguievsk-Sourgout et Tchistopol, situés à 80 kilomètres de la Volga.

L'Armée de Dénikine avait atteint la Volga seulement dans sa partie méridionale près des villes de Tsarytzine et Kamychyne.

C'est seulement pendant l'été de de l'année 1918 que la région de la Volga moyenne fut le théâtre de la guerre entre les légions Tchéco-slovaques et l'armée rouge.

Quant à la partie Sud-Est de la Grande Russie les armées blanches n'y ont jamais pénétré pendant toute la guerre civile et néanmoins cette région fut une des plus éprouvées pendant la famine de 1921.

Parmi les régions éprouvées par la famine, ce fut seulement la partie méridionale de l'Ukraine, qui a été le théâtre de la guerre civile en 1919.

Quand en 1920 toute la Russie d'Europe à l'exception de la Crimée fut déjà formellement occupée par l'armée rouge, la guerre civile n'exerça sur ces régions aucune influence.

D'ailleurs il ne faut pas oublier que la guerre civile de 1918-1920 fut dirigée très primitivement.

Les armées des deux côtés étaient relativement très peu nombreuses, les hostilités se poursuivaient presque exclusivement le long des chemins de fer, et ce n'est seulement que très rarement qu'elles se détachaient de ces dernières et se développaient à l'intérieur du pays.

L'artillerie lourde, les gaz toxiques, les tanks, l'aviation faisaient presque complètement défaut aussi bien dans l'armée rouge que dans l'armée blanche.

Toutes ces causes montrent que les combats de la guerre civile furent beaucoup moins désastreux pour la population et pour les pays, que ceux de la Grande Guerre.

Résumons la situation :

Dans les régions sinistrées par la famine, ou la guerre civile ne s'est point déroulée, ou les hostilités ne peuvent pas être considérées comme cause de la famine puisqu'elles furent terminées soit deux, soit trois ans avant.

On peut conclure, que ce ne sont que les mesures du gouvernement Soviétique, qui doivent être considérées comme responsables de la famine et de toutes ses suites.

La famine de 1921 avait pris des proportions tout à fait exceptionnelles.

Le Journal Soviétique « *Pomocht* » (44), à la fin du mois d'août 1921, estimait le nombre des affamés, comme étant de 15.000.000 d'hommes ; dont 13.000.000 de paysans et 2.000.000 de citoyens.

Au IX<sup>e</sup> congrès des Soviets, Kalinine estimait déjà à 15.000.000 ou même 20.000.000 le nombre d'êtres humains assaillis par la famine en novembre 1921, *Current History* évalue leur nombre même à 35.000.000 de personnes, se basant sur les données officielles anglaises.

Devant un désastre aussi grave, le gouvernement Soviétique se considéra incapable d'assurer la nourriture à cette masse par ses propres moyens, et il adressa un appel aux peuples d'Europe et d'Amérique.

En même temps le gouvernement créa des comités spéciaux pour subvenir à la nourriture des affamés.

Des gens de différentes opinions politiques sont entrés comme membres dans ces comités (c'était la seule fois où le gouvernement Soviétique appela au Service d'Etat des gens qui étaient d'opinions nettement opposées à ceux du gouvernement).

La famine de 1921 était si grande que le gouvernement Soviétique considérait qu'il fallait la combattre par tous les moyens sans

(44) Ce journal était spécialement créé par le gouvernement.

tenir compte des opinions politiques des personnes capables d'aider dans cette détresse.

Mais dès que le gouvernement Soviétique se sentit un peu plus sûr, il essaya de se passer des comités.

Déjà au commencement du mois de septembre de l'année 1921, le gouvernement Soviétique dissolva tous ces comités en les remplaçant par une commission du gouvernement « La Commission Soviétique Centrale de la Nourriture ».

Mais ce ne fut pas les comités formés de membres des différents partis, ni la commission du gouvernement non plus, qui sauvèrent la population de la mort, par la famine, ce fut les secours organisés par les étrangers.

Le 19 août 1921 l'accord entre Walter Lyman Brown, le représentant américain et Litvinoff, représentant Soviétique, fut signé, à Riga, grâce auquel une organisation américaine : « American Relief Administration » (A. R. A. en abrégé), se chargea de subvenir à la nourriture des enfants et des malades dans les régions sinistrées.

Plus tard l'A. R. A. en développant son activité en Russie, s'occupa aussi de la nourriture des adultes. The American Relief Administration (A. R. A.) n'était pas la seule organisation étrangère qui s'occupa de la nourriture des assaillis par la famine, il y avait de nombreuses autres organisations parmi lesquelles les plus importantes furent les organisations de Nansen, American Red Cross, Jewish Joint Distribution Committee, Quaker, etc. etc.

L'activité de ces organisations était très grande et très efficace.

M. Hoover, chef de l'A. R. A. écrit dans son rapport qu'il adressa le 10 février 1922 au Président des Etats-Unis Harding, qu'au 1<sup>er</sup> Janvier 1922 l'organisation avait donné de la nourriture à 1.200.000 enfants, qu'elle a élargi son activité et qu'à elle seule elle espère sauver de la mort de 6.800.000 personnes, quant aux autres organisations elles pensent sauver de 400.000 à 500.000 personnes.

Mais malgré le considérable effort de ces organisations, elles ne purent tout de même pas sauver tous les affamés.

La famine de 1921-22 aux dires du D<sup>r</sup> Nansen coûta à la Russie 3.000.000 d'habitants, morts dans les régions sinistrées.

On peut facilement s'imaginer quel résultat désastreux aurait eu cette famine s'il n'y avait pas eu de secours étrangers, basés sur une échelle très large et si on avait laissé le gouvernement Soviétique à ses propres forces.





## TROISIÈME PARTIE

---

# La Période de la Nouvelle Politique Économique de 1921-1927 (N. E. P.)

---

## CHAPITRE I

---

### Les Causes de la Nouvelle Politique Économique (N. E. P.)

---

La superficie de terreensemencée, diminuée de plus de deux fois, la disette des produits alimentaires dans les villes, le mécontentement des paysans causé par des réquisitions successives des produits agricoles, et enfin la grande famine dans les parties les plus fertiles du pays, telle était la situation de l'Union Soviétique en 1921.

Le monopole de l'Etat sur tous les produits agricoles, comme nous l'avons déjà dit, enlevait toute envie aux paysans de travailler et de produire davantage quand leurs besoins physiques étaient déjà à peu près satisfaits « parce que, comme disait dans son rapport le commissaire du peuple de l'agriculture de l'Ukraine, eux (les paysans) n'ont pas le moindre intérêt économique à travailler pour le Commissariat de l'alimentation ».

Et par conséquent l'agriculture était en décroissance complète. Non seulement la superficieensemencée était devenue deux fois moindre (voir le Chapitre II de la II<sup>e</sup> Partie), mais ce qui était aussi très grave, les cultures industrielles étaient en décroissance. Comme exemple, citons la diminution des plantations de coton et de tabac.

### I). Le coton

En 1916 étaientensemencées 533.800 dessiatines.

|      |   |   |         |   |
|------|---|---|---------|---|
| 1917 | » | » | 339.400 | » |
| 1918 | » | » | 80.000  | » |
| 1919 | » | » | 70.000  | » |
| 1920 | » | » | 60.000  | » |
| 1921 | » | » | 58.000  | » |
| 1922 | » | » | 51.400  | » |

### II). Le Tabac.

En 1913 étaientensemencées 14.500 dessiatines

|      |   |   |       |   |
|------|---|---|-------|---|
| 1922 | » | » | 1.800 | » |
|------|---|---|-------|---|

Ainsi tandis que l'étendue totale des semailles était diminuée de deux fois, l'étendue plantée par le coton de plus de dix fois ; les plantations de tabac le furent de 35 fois.

Le tabac et le coton présentent les exemples les plus frappants, mais ce ne sont pas des cas isolés. Partout on voit la diminution de l'intensification de l'agriculture. Les cultures plus extensives comme le sarrazin remplaçaient les cultures plus intensives comme par exemple le chanvre.

En même temps avec la diminution des superficiesensemencées tombait aussi la récolte moyenne par dessiatine.

La diminution de la production agricole causa de grandes difficultés dans l'approvisionnement des villes.

La population urbaine était obligée de se contenter de rations très réduites.

Ainsi au terme du décret du 29 mai 1918 les capitalistes recevaient 25 grammes et les travailleurs (ouvriers) 200 grammes de pain par jour.

Plus tard le système de la « répartition » se perfectionna et le gouvernement réussit à obtenir des villages des masses considérables de produits alimentaires. La situation alimentaire des villes s'améliora un peu, en restant tout de même très difficile. La situation se compliquait encore par l'inflation, qui supprima presque complète-

ment le commerce (surtout dans les villages) en lui substituant le troc en nature.

Voilà ce qu'écrivait à ce sujet un journal soviétique :

« Dans notre gouvernement (Iaroslav) on ne peut obtenir quoi que ce soit pour de l'argent. On y pratique l'échange ou troc. Pour une livre de thé on obtient 20 kilos de farine, pour un paquet d'allumettes une mesure de pommes de terre et ainsi de suite ». (Bednota, le 19 septembre 1919).

Les paysans avaient obtenu les terres des grands propriétaires et ne pouvaient en tirer profit à cause du monopole de l'Etat, sur tous les produits agricoles, ils avaient reçu de grandes masses de papier monnaie, pendant la guerre et la Révolution et n'en pouvaient tirer aucun avantage à cause de la dépréciation de l'argent causée par l'inflation et l'absence des produits manufacturés.

On leur permit tout ce dont ils avaient envie, en leur donnant la terre des grands propriétaires, qu'ils enviaient depuis si longtemps et on leur donna cette terre gratuitement en supprimant en même temps leurs dettes personnelles.

En un mot tous leurs désirs paraissaient être satisfaits, mais en même temps ils virent que tous ces avantages furent anéantis par le monopole de l'Etat sur les produits agricoles et la répartition en nature qui était sa réalisation en pratique.

Non seulement les paysans ne purent à cause de ce monopole améliorer leur situation et profiter de l'acquisition des terres des grands propriétaires, mais leur condition économique empira de beaucoup par rapport à ce qu'elle avait été avant la guerre.

La différence entre les promesses et les espérances d'une part, et la réalité de l'autre part, était trop grande et causa de vives effervescences parmi les paysans.

Leur mécontentement s'exprimait par de nombreuses révoltes.

Dès son début la guerre civile fut accompagnée de révoltes paysannes.

Ces révoltes avaient un caractère très varié selon leur but ou leur importance. Les paysans se révoltaient tantôt contre le gouvernement soviétique, tantôt contre les gouvernements blancs. Les

causes des révoltes étaient aussi très différentes, parfois politiques, parfois économiques.

Après la victoire du Gouvernement Soviétique sur les Armées Blanches les révoltes paysannes ne cessèrent pas, comme on pourrait le croire, mais au contraire prirent une intensité très grande. Seulement maintenant toutes les révoltes étaient dirigées contre les réquisitions des produits agricoles opérées par le gouvernement.

Ces révoltes, quoique très significatives comme preuve du mécontentement de la masse de la population, ne présentaient pas de danger pour l'existence du régime, tout à fait autre était la révolte des matelots de la Marine Baltique, à Cronstadt.

Cette révolte montra au Gouvernement Soviétique que le mécontentement contre sa politique était à peu près général et que même les gens qui avaient créé le régime soviétique, comme c'était le cas des marins de la flotte baltique, désiraient de profonds changements.

En quelques mots la révolte de Cronstadt se déroula de la manière suivante :

Le 21 février 1921 commença la grève des ouvriers du transport de la ville de Pétrograd. Le 23 février à cette grève se joignirent les ouvriers du port et l'équipage d'un brise-glace venu de Cronstadt.

Cette grève qui avait un caractère politique dura jusqu'au commencement du mois de mars, quand tout à coup la garnison de Cronstadt se révolta, ainsi que les marins qui s'y trouvèrent au nombre de 16.000 hommes.

Le 2 mars 1921 ils proclamèrent qu'à partir de ce moment ils ne reconnaissaient plus le Gouvernement Soviétique.

Les soviets ne purent maîtriser cette révolte, et la grève, qu'en concentrant une armée de 60.000 hommes et seulement après deux semaines de combats.

Le 17 mars 1921 la révolte fut réprimée et le Gouvernement Soviétique rétablit son pouvoir à Cronstadt.

Cette révolte quoique de petite durée démontra au Gouvernement Soviétique la nécessité de changer profondément sa politique agraire. Malgré la version officielle, qui déclarait que la raison de

la révolte était la diminution des rations alimentaires des marins et aussi de la tentative de Trotzky, commissaire du Peuple de la Guerre à cette époque, d'introduire la discipline dans la marine militaire ; tout le monde savait qu'une des causes de la révolte était le mécontentement des marins, causé par la politique économique du Gouvernement Soviétique et surtout par sa politique agraire.

Immédiatement après la fin de la révolte de Cronstadt, le Gouvernement Soviétique entreprit des réformes profondes dans toute sa politique agraire en commençant par la partie la plus importante : par l'abolition du monopole et le changement de la politique fiscale.

Si le changement profond de la politique agraire était nécessaire au point de vue politique et économique, il n'était pas trop difficile psychologiquement pour les membres du Gouvernement Soviétique.

Encore avant la Révolution, Lénine disait que la révolution russe aurait un caractère bourgeois (voir Chapitre IV de la première partie) et ce n'est qu'après la victoire complète de la démocratie en Russie qu'on pourra songer à l'établissement du régime socialiste.

Dans le partage des terres il voyait avant tout le moyen de faire la Révolution qui devait mettre le pouvoir entre les mains de ses partisans, mais non pas établir le régime socialiste.

L'établissement immédiat du gouvernement soviétique-socialiste était pour lui un succès inattendu. Quant à la tentative de créer le système socialiste de répartition des richesses, Lénine la trouva bientôt prématurée et revint à ses anciennes opinions d'avant-guerre et de Révolution.

« Nous avons fait une erreur, disait-il au deuxième congrès des organisations d'enseignement politique (politotdél'y) en octobre 1921, quand nous avons décidé le passage immédiat à la production et la répartition communiste » (45).

Cet état d'esprit de Lénine lui facilita le rétablissement dans une certaine mesure des procédés économiques du capitalisme dès que l'impossibilité d'introduire immédiatement le régime socialiste se manifesta.

(45) Cité d'après Markoff, *La répartition et l'impôt en nature*.



Le 15 mars 1921 au deuxième congrès du parti communiste russe, Lénine déclara que : « L'œuvre de la transformation du petit agriculteur, de toute sa psychologie et de toutes ses habitudes exige plusieurs générations ». (46) et en attendant il faut recourir aux mesures urgentes pour améliorer le sort du paysan.

Dans un autre discours, notamment dans le discours « Sur l'impôt en nature et le rôle de la nouvelle politique et ses conditions ». (Mai 1921). Lénine explique pourquoi il parle maintenant en premier lieu des paysans et non pas des prolétaires : « Parce que pour améliorer la situation des ouvriers il faut leur fournir du pain et des combustibles. Actuellement la plus grande difficulté au point de vue de toute la vie économique de l'Etat se trouve justement dans la résolution de cette question (c'est-à-dire dans l'approvisionnement par le pain et le combustible). On ne peut pas augmenter la production du pain et celle des combustibles autrement qu'en améliorant les conditions des paysans et en augmentant leurs forces de production. Il faut sans retard augmenter les forces des exploitations paysannes. C'est seulement par ce moyen qu'on peut améliorer le sort des ouvriers ».

Ainsi Lénine a décidé de relever les exploitations paysannes telles qu'elles étaient sans rien changer de leur nature, bien qu'il reconnaisse maintes fois que ces exploitations ne soient pas du tout des exploitations communistes.

Par exemple le 30 octobre 1919 dans son article « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat ». Lénine dit : « Les exploitations paysannes continuent à être de petites productrices de marchandises. Ici nous avons une base du capitalisme très large et ayant des racines très profondes ».

Dans le rapport du conseil des Commissaires du Peuple au VIII<sup>e</sup> congrès des soviets Panrusses le 22-28 décembre 1920, rédigé par Lénine il y a une constatation encore plus catégorique :

« Jusqu'ici nous vivons dans un pays de petites propriétés paysannes ; pour le capitalisme, en Russie il y a une base économique plus solide que pour le communisme ».

(46) Cité d'après le recueil officiel des discours de Lénine.

Si après toutes ces constatations, le Gouvernement Soviétique voulait rétablir les exploitations paysannes, ne les ayant pas préalablement transformées en exploitations communistes, il devait créer des conditions favorables au développement des petites exploitations capitalistes. Et Lénine le reconnut tout franchement, il dit : « que dans un pays de petite propriété paysanne prédomine l'économie du petit paysan, c'est-à-dire mi-patriarcale, mi-petite-bourgeoise, cela se comprend de soi-même. Le développement des petites exploitations est un développement de la petite bourgeoisie, du capitalisme même. — c'est un axiome », et il continue en disant « qu'il ne faut pas interdire le développement du capitalisme. Il faut simplement tâcher de le diriger dans le chemin du capitalisme de l'Etat ».

Le Commissaire de l'Agriculture Svidérsky dit encore plus catégoriquement :

« Devant le Gouvernement Soviétique il y a deux alternatives : ou bien relever l'agriculture en permettant certains changements dans l'ordre qui régnait aux villages et une aide aux Koulaks, ou bien continuer le nivellement du village jusqu'aux extrêmes limites, mais alors nous y perderrions tout. Il n'y a pas de troisième solution c'est pourquoi il faut choisir la première ».

Ainsi le Gouvernement Soviétique sciemment rétablissait dans une certaine mesure le capitalisme, mais en le rétablissant, le gouvernement soulignait que c'était seulement temporairement quoique pour un délai assez long, et que ce délai passé il instituerait le communisme.

Mais pendant ce temps la population ne prenait pas au sérieux ces promesses de rétablir dans un avenir lointain le communisme et se contentait de la promesse que la nouvelle politique économique serait instituée « sérieusement et pour longtemps », selon l'expression de Lénine, elle considérait le rétablissement du capitalisme comme définitif.

Pour rétablir l'agriculture il fallait renouveler l'intérêt personnel des paysans dans le développement de leurs exploitations et pour atteindre ce but le gouvernement soviétique abolit le monopole sur les produits agricoles et transforma le régime fiscal.



## CHAPITRE II

---

### La Nouvelle Politique Fiscale

---

Le Gouvernement Soviétique reconnaissait que la cause essentielle du désastre de l'agriculture était le monopole de l'Etat sur tous les produits agricoles et la répartition, comme sa réalisation. Il décida d'abolir le monopole et de remplacer la répartition par des impôts.

Mais quels pouvaient être ces impôts en ce moment ?

Ils ne pouvaient être que des impôts en nature, parce que la monnaie était si dépréciée qu'on ne pouvait rien acheter avec elle. En outre, le gouvernement devait être assuré d'obtenir un certain minimum de produits alimentaires indispensables pour la nourriture de l'armée et des prolétaires des villes, ce qu'il pourrait obtenir seulement grâce à l'impôt en nature.

Tandis que s'il laissait cette besogne à l'échange libre des villes et des villages, il pourrait être sûr de n'obtenir que peu de chose. L'industrie étant complètement détruite, elle ne pourrait jeter sur le marché assez de produits industriels pour intéresser les paysans à faire en grand l'échange de leurs produits contre les manufactures des villes.

Ainsi le gouvernement décida d'introduire des impôts en nature et créa le décret sur les impôts par série sur les différentes catégories de produits agricoles.

Notons quelques impôts en nature dans l'ordre chronologique de leur introduction :

Le décret du 27-3-1921 créa l'impôt sur les céréales.

|   |   |           |   |   |   |                        |
|---|---|-----------|---|---|---|------------------------|
| » | » | 21-4-1921 | » | » | » | les fruits.            |
| » | » | 24-4-1921 | » | » | » | les produits laitiers. |
| » | » | 24-4-1921 | » | » | » | les légumes.           |
| » | » | 11-5-1921 | » | » | » | le tabac.              |

» » 28-6-1921 » » le lin et le chanvre.  
etc.

Chacun de ces impôts avait ses traits caractéristiques, quant à leurs traits communs ils étaient exprimés dans le décret du 27 mars 1921, art. 2, qui disait : « L'impôt doit être moins grand que les quantités des produits que les paysans doivent fournir à titre de répartition ».

« La somme totale de l'impôt doit être calculée de manière, qu'elle couvre les besoins les plus pressants de l'armée et de la population urbaine ouvrière. La somme totale doit se diminuer progressivement, à mesure que la reconstitution des communications et de l'industrie permettent au gouvernement soviétique de recevoir les produits de l'agriculture en échange des produits manufacturés ».

La responsabilité pour le payement de l'impôt était individuelle et sous aucun prétexte les paysans ayant exécuté leurs obligations ne pouvaient être obligés de payer à la place de leur voisin récalcitrant (art. 6 du même décret).

Après avoir exécuté ces obligations envers l'Etat en payant tous les impôts le paysan recevait la libre disposition des restes de sa production agricole (décret du 2 avril 1921). (47).

En 1921, le gouvernement créa les impôts en nature suivants :

- 1) L'impôt sur les céréales, pommes de terre et matières huileuses.
- 2) » » le foin.
- 3) » » les légumes.
- 4) » » la paille.
- 5) » » les produits laitiers, lait, etc.
- 6) » » les œufs.
- 7) » » le miel et la cire.
- 8) » » la laine.
- 9) » » la viande.
- 10) » » le chanvre.
- 11) » » le lin.

(47) Le décret du 2 avril 1921 n'était qu'application et développement du décret du Comité Exécutif Panrusse du 27 mars 1921.



- 12)    »        »   les fruits.
- 13)    »        »   le cuir.
- 14)    »        »   la volaille.
- 15)    »        »   le tabac.

Les produits de ces impôts devaient être transportés par les imposés à leurs frais aux endroits fixés par le gouvernement. Chaque impôt avait son assiette et mode d'évaluation spéciale et propre exclusivement à lui. Ce qui compliquait énormément le calcul de ces impôts.

En outre, il y avait aussi un autre inconvénient de ces impôts. C'était que les produits provenant des impôts étant très variés exigeaient des établissements spéciaux pour les garder et comme ces établissements faisaient très souvent défaut, beaucoup de ces produits s'abîmaient.

Mais le gouvernement consentait à supporter tous ces inconvénients parce qu'il voulait obtenir des produits variés indispensables pour l'alimentation de l'armée et de la population urbaine.

Parmi les impôts en nature le plus important était l'impôt sur les céréales, pommes de terre, et matières huileuses.

Pour sa perception, toute la Russie était divisée en 10 régions (au début on prévoyait seulement 7 régions), suivant la récolte moyenne. L'impôt était progressif (comme tous les impôts en nature de 1921). La progression variait suivant la région et la quantité de terre arable par membre de famille (par bouche ) (48).

(48) L'article 9 du décret instituant cet impôt établit le tableau de l'imposition suivante: l'impôt est exprimé en livres de céréales par dessiatine.

| Nombre de terres<br>imposables par bouche<br>dans une exploitation | Récolte moyenne en poudres par dessiatine |         |         |         |                  |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|---------|---------|---------|------------------|
|                                                                    | jusqu'à<br>25                             | 25-30   | 30-45   | 45-55   | 55-70<br>et plus |
| Jusqu'à 0,5 des.....                                               | 10- 30                                    | 50- 90  | 110-140 | 150-180 | 210-240          |
| de 0,6-1,0    » .....                                              | 20- 40                                    | 60-110  | 130-160 | 180-220 | 260-300          |
| 1,1-1,5        » .....                                             | 40- 70                                    | 90-140  | 160-200 | 250-300 | 350-400          |
| 1,6-2,0        » .....                                             | 70-100                                    | 130-180 | 210-250 | 320-370 | 420-470          |
| 2,1-3,0        » .....                                             | 130-160                                   | 190-250 | 300-330 | 400-450 | 500-550          |
| 3,1-4,0        » .....                                             | 190-230                                   | 270-320 | 400-430 | 500-550 | 600-650          |
| 4,1 et plus.....                                                   | 260-310                                   | 360-450 | 510-550 | 600-650 | 700-750          |

Le taux d'impôt variait suivant la progression de 10 à 750 livres russes par dessiatines (49).

On imposait non seulement la terre effectivement labourée, mais toute la terre arable de l'exploitation, cette mesure était faite pour stimuler les paysans à ensemençer plus de terre. Les autres impôts sur les différentes cultures agraires répétaient en grandes lignes l'impôt sur les céréales. Chaque culture, comme nous l'avons vu était imposée par un impôt spécial.

C'est seulement la betterave, qui faisait exception à cette règle — elle était complètement exemptée d'impôts — pour stimuler sa culture.

Comme nous l'avons dit tous ces impôts étaient progressifs et parfois cette progressivité fut très rapide.

Comme exemple, citons l'impôt sur les produits laitieux.

En vertu de cet impôt, toute la Russie était divisée en 6 régions, et dans chaque région une exploitation agricole devait fournir un nombre déterminé de livres de beurre, ce qui variait suivant le nombre de vaches dans cette exploitation et la région où se trouvait cette dernière.

| Catégories<br>des régions | 1 vache                     | 2 vaches | 3 vaches |
|---------------------------|-----------------------------|----------|----------|
| I région....              | 3 livr. de beurre par vache | 4 livr.  | 5 livr.  |
| II » .....                | 4 » » »                     | 5 »      | 6 »      |
| III » .....               | 5 » » »                     | 6 »      | 7 »      |
| IV » .....                | 6 » » »                     | 7 »      | 8 »      |
| V » .....                 | 7 » » »                     | 8 »      | 9 »      |
| VI » .....                | 8 » » »                     | 10 »     | 12 »     |

La responsabilité des redevables pour les paiements de ces impôts était individuelle, mais il y avait un impôt faisant exception à cette règle. C'était l'impôt sur la viande.

(49) La livre russe est égale à 0,41 kilogrammes.

La nature même de cet impôt préconisait la solidarité fiscale. Pour chaque bête à cornes on devait 12 à 15 livres de viande p<sup>r</sup> tête

|                   |         |   |   |   |
|-------------------|---------|---|---|---|
| Sur chaque porc   | 12 à 15 | » | » | » |
| Sur chaque brebis | 2 à 3   | » | » | » |

Pour payer cet impôt, les redevables devaient se grouper dans des communautés solidairement responsables devant le fisc.

C'était les organes fiscaux, qui devaient répartir les différents groupes de redevables.

En plus des impôts, tombant sur l'agriculture proprement dite et sur l'élevage, un impôt fut créé sur les moulins, les mortiers à piler, etc. etc.

En même temps que la création de cet impôt, le décret du 12 juin 1921 permit d'établir librement les moulins et les exploiter non seulement aux coopératifs et établissements publics, mais aussi aux particuliers. Mais le Commissariat de l'Alimentation gardait seulement le droit d'interdiction de moudre si l'impôt n'était pas payé intégralement.

Le décret du 18 mai 1921, qui permit de transformer librement les graines huileuses en huile, fut inspiré par les mêmes idées.

Résumons maintenant les traits caractéristiques des impôts en nature de 1921.

Ils étaient très compliqués, très élevés à percevoir, peu juste au point de vue fiscal, parce que le classement des exploitations dans un ou deux groupes était basé sur des signes extérieurs peu stables, ce qui donnait un vaste champ d'application à l'arbitraire.

Par contre, ces impôts en remplaçant la répartition, rendaient une certaine liberté à l'agriculture et donnaient un stimulant à l'agriculteur pour développer l'exploitation.

C'était un grand progrès par rapport à la période du monopole et de la répartition. Les paysans obtinrent la liberté de disposer des restes de leurs produits après avoir payé l'impôt. Il fallait seulement fixer le système d'impôt et l'agriculture pourrait se développer à nouveau.

Voulant consolider tous les avantages économiques qui se présentaient par l'abolition de la répartition et du monopole d'une part, et désirant d'autre part, éviter les inconvénients des multiples

impôts compliqués de 1921, le gouvernement Soviétique créa en 1922 un seul impôt.

Le décret du 11 Avril 1922 dans son préambule, exprimait dans les termes suivants, les buts du nouvel impôt.

« Poursuivant le but de développer l'agriculture et de donner aux paysans plus de liberté dans le développement des différentes branches de l'agriculture et aussi pour alléger les charges entre la population elles-mêmes dans le versement de l'impôt le W.U.Z.I.K. et le conseil des commissaires a décidé le 11 avril 1922 de créer au lieu d'impôts en nature sur les céréales, pommes de terre, produits huileux, pain, les produits laitieux, la viande, les œufs, la volaille, le miel, la laine, le chanvre, le tabac, les légumes, etc., etc., pour l'année 1922 et 1923 un impôt unique sur tous les produits agricoles ».

L'impôt unique pesait sur toutes les terres à destination agricole. Il se comptait et s'exprimait dans une mesure unique une ponde de seigle, mais le redevable pouvait payer en différentes céréales, graines huileuses, pommes de terre, farine, viande ou graisse. Quelquefois il peut lui être permis de faire les prestations avec d'autres produits, que ceux énumérés plus haut.

Sur ce point il y a une grande différence entre l'impôt de 1921 et de 1922. Tandis que le redevable devait faire des prestations de différents produits en 1921, en 1922, il peut, si cela lui est avantageux, le faire avec différents produits au lieu de seigle, qui selon le décret du 11 avril 1922 est le moyen ordinaire d'effectuer les paiements d'impôts.

En outre des produits plus fragiles, tels que les œufs, la volaille, etc., etc., ne peuvent pas être reçus comme règle générale en paiements d'impôts et c'est seulement par exception, que les organes de l'Etat pouvaient les accepter.

Pour faire l'évaluation du seigle par rapport aux différents produits le tableau de coefficients suivant fut élaboré :

|           |                               |      |
|-----------|-------------------------------|------|
| Le Seigle | coefficient pour l'évaluation | 1,00 |
| Le blé    | »    »    »                   | 1,25 |
| L'Avoine  | »    »    »                   | 0,83 |

|                              |   |   |   |       |
|------------------------------|---|---|---|-------|
| L'Orge                       | » | » | » | 0,83  |
| Le Maïs                      | » | » | » | 0,83  |
| Le Froment                   | » | » | » | 1,00  |
| Le blé de Sarrazin           | » | » | » | 0,83  |
| Les pois                     | » | » | » | 1,25  |
| Les lentilles                | » | » | » | 1,25  |
| Les haricots                 | » | » | » | 1,25  |
| Le Tournesol                 | » | » | » | 1,00  |
| Les autres graines huileuses | » | » | » | 2,00  |
| La pomme de terre            | » | » | » | 0,25  |
| Le Beurre                    | » | » | » | 15,00 |
| La viande                    | » | » | » | 3,00  |
| La Laine                     | » | » | » | 8,00  |
| Le Chanvre                   | » | » | » | 3,00  |
| Le Foin                      | » | » | » | 0,11  |

Le taux de l'impôt variait de 10 à 640 livres par dessiatines au lieu de 750 de l'impôt en 1921 (50).

(50) Le décret instituant l'impôt unique en nature donne le tableau suivant :

L'impôt par dessiatines est calculé en livres de seigle.

Non seulement la progression de cet impôt est beaucoup moins grande que l'impôt de 1921, mais si on compare le montant d'impôt de chaque catégorie, on peut voir que cet impôt est de beaucoup moins élevé que le précédent (voir la remarque 43).

| La superficie de<br>terre imposable<br>par bouche (1 expl.) | La récolte moyenne en ponde par dessiatines |       |       |       |       |       |       |       |       |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------|
|                                                             | Jusqu'à<br>15                               | 15-20 | 20-25 | 25-30 | 30-35 | 35-40 | 40-45 | 45-50 | 50-60 | 60<br>et plus |
| Jusqu'à 0,25 des.                                           | 10                                          | 10    | 20    | 30    | 40    | 50    | 70    | 90    | 120   | 160           |
| de 0,26-0,50 »                                              | 10                                          | 20    | 30    | 40    | 60    | 80    | 100   | 120   | 160   | 190           |
| 0,51-0,75 »                                                 | 10                                          | 20    | 40    | 60    | 80    | 110   | 140   | 160   | 200   | 230           |
| 0,76-1,00 »                                                 | 20                                          | 30    | 50    | 80    | 110   | 140   | 180   | 210   | 240   | 270           |
| 1,01-1,25 »                                                 | 30                                          | 40    | 60    | 100   | 140   | 170   | 210   | 250   | 270   | 300           |
| 1,26-1,50 »                                                 | 40                                          | 50    | 80    | 120   | 170   | 200   | 240   | 280   | 300   | 340           |
| 1,51-2,00 »                                                 | 50                                          | 70    | 100   | 140   | 190   | 230   | 270   | 310   | 330   | 400           |
| 2,01-2,50 »                                                 | 60                                          | 90    | 120   | 160   | 210   | 260   | 300   | 340   | 400   | 480           |
| 2,51-3,00 »                                                 | 80                                          | 110   | 140   | 180   | 240   | 300   | 330   | 400   | 480   | 500           |
| Plus de 3,01 »                                              | 100                                         | 120   | 160   | 210   | 270   | 320   | 400   | 480   | 560   | 640           |



Les impôts étaient progressifs, comme ceux de l'année 1921, seulement la progression de l'impôt de 1922 était moindre qu'en 1921 quant aux céréales, aux pommes de terre, et aux produits huileux.

Le minimum nécessaire, pour vivre étant de 1,5 dessiatines, aussi bien, qu'une seule vache, était exempté d'impôt.

Ainsi nous voyons que l'impôt de 1922 était bien simplifié par rapport aux impôts de 1921 et se rapprochait de l'impôt en argent (le rôle de l'argent étant joué par le seigle), seulement avec la facilité pour le redevable de substituer à cet « argent » (seigle) un autre produit, tandis que les impôts de 1921 ressemblaient encore beaucoup à la répartition.

Nous allons voir maintenant quelle influence exerçaient les impôts en 1921, et en 1922 sur l'économie rurale et comparons-les avec les impôts d'avant-guerre et avec la répartition de 1920.

Les impôts en nature devaient peser moins lourdement sur la population rurale que la répartition, telle était l'énoncé du décret du 27 mars 1921.

Et nous voyons que cette condition fut effectuée en réalité.

Comparons les quantités des produits fournis par l'impôt sur les céréales, pommes de terre et graines huileuses avec celles fournies par la répartition de 1920.

| NOMS DES PRODUITS         | REPARTITION 1920   | IMPOTS DE 1921     |
|---------------------------|--------------------|--------------------|
| Les Céréales.....         | 583.000.000 poudes | 357.000.000 poudes |
| Les pommes de terre....   | 156.334.000 »      | 75.000.000 »       |
| Les graines huileuses.... | 30.885.000 »       | 14.700.000 »       |

(51) Les chiffres énoncés par la statistique ne concernent que la Russie d'Europe.

La diminution comme nous le voyons était considérable, le nombre de poudes de pommes de terre et des graines huileuses était diminué ainsi plus que de deux fois et les céréales n'étaient que de 61,23 % de la quantité fournie par la répartition. La diminution des quantités de viande fournies par l'impôt par rapport à la répartition était encore plus grande que la diminution des céréales.

Ainsi pour la Russie d'Europe la répartition de 1920 donne 31.991.420 poudes de viandes et l'impôt de 1921 donne 8.900.000.

Il en était ainsi avec tous les autres impôts. L'impôt de 1922 se remarquait surtout par un allègement des charges fiscales.

Par exemple le total de l'impôt de 1922 pour la R. S. F. S. R. était de 340.000.000 poudes de seigle, tandis que le total des impôts de 1921, si nous traduisons les taux des différents produits fournis par le seigle, en utilisant les coefficients officiels, nous obtenons pour la R. S. F. S. R. le total de 380.000.000 poudes de seigle. La diminution des charges fiscales n'était pas le seul avantage de l'impôt en nature par rapport à la répartition.

La chose essentielle était que la répartition absorbe tout l'excédant de la production agricole en laissant à l'agriculture juste de quoi soutenir son existence ; s'il arrivait pendant ce temps que le redevable gardait un surplus de sa production et le vendait même à un spéculateur ou l'échangeait en ville contre un produit manufacturé (le plus souvent contre un objet d'occasion) ce n'était qu'en violation du monopole et seulement grâce à la négligence ou la complicité des organes chargés de la perception de la répartition que cela se réalisait.

Par contre l'impôt ne devait prélever, qu'une certaine partie de la production en laissant le reste à la libre disposition du producteur.

Lors de la répartition le paysan était intéressé à retarder autant que possible ses prestations en vertu de la répartition. Parce que s'il exécutait ses obligations et son voisin ne les exécutait pas il était responsable en vertu de la solidarité fiscale pour son voisin récalcitrant.

Tout autre était la situation sous le régime d'impôt en nature : ici le paysan ne répondait que pour lui-même, l'exécution au l'ine-

exécution de leurs obligations fiscales par ses voisins n'influençaient pas sur sa situation et par conséquent il n'avait aucun intérêt à laisser traîner les paiements. Au contraire le redevable avait tout intérêt à exécuter les paiements le plus tôt possible, parce que, après le paiement complet de ses obligations envers l'Etat il obtenait liberté de disposer de ses produits agricoles. Et nous voyons que le paiement d'impôt en nature, s'effectuait beaucoup plus rapidement, que ceux de la répartition.

Ainsi du 1<sup>er</sup> août au 1<sup>er</sup> novembre 1920, furent présentés aux organes gouvernementaux 15.827.100 poudes, c'est-à-dire 9,9 % de la répartition, tandis que durant la même période de 1921 furent payés à titre d'impôt en nature 44.944.100 poudes ou 38,4 % de l'impôt et c'est malgré la famine, qui sévissait durant cette année. (52).

« Les organes locaux du gouvernement Soviétique expliquaient le succès de l'impôt par le sentiment bénévole des paysans envers l'impôt car il rendait à ces derniers la libre disposition de leurs produits ». (Le compte rendu du Comité Alimentaire du gouvernement de Kharkoff):

Mais malgré tous ces avantages par rapport à la répartition les impôts en nature et surtout ceux de 1921 présentaient de graves inconvénients.

Premièrement : pour la perception de ces impôts, toute la Russie était divisée en différentes zones suivant leur récolte moyenne. Et comme nous l'avons vu, le classement dans une ou l'autre zone d'une localité donnée était très important, parce que le taux variait suivant la récolte moyenne.

Donc la récolte moyenne est une chose abstraite : et très souvent la récolte de l'année donnée par la statistique peut être très différente de la récolte moyenne. En plus, l'absence de données statistiques pour les années de la Révolution obligeait le gouvernement Soviétique à se baser sur les données statistiques d'avant-

(52) Il est vrai que les régions sinistrées furent exemptes de l'impôt, mais même les régions, qui n'étaient pas classées parmi les régions sinistrées, éprouvaient de grandes difficultés dans l'alimentation pendant toute cette année.

guerre, c'est-à-dire, à une période économique très distincte de l'époque du commencement du N. E. P., (1921 et 1922) car dans ce temps, comme règle générale les récoltes étaient beaucoup plus abondantes. On devait refaire toutes les évaluations du rendement de l'impôt, quand on entrait en rapports directs dans la vie réelle.

Si on était obligé de diminuer l'impôt dans un gouvernement on était forcé de le relever dans l'autre, parce que les chiffres primitivement prévus étaient le minimum sans lesquels la population urbaine et l'armée seraient réduites à la famine.

Ainsi s'établit une étrange solidarité fiscale entre les gouvernements à la manière de celle qui existait entre les paysans à l'époque de la répartition.

Le montant des différences entre les prévisions et la réalisation peut être illustré par la statistique suivante citée par Markoff. Elle ne concerne, que l'Ukraine, mais elle est caractéristique pour toute l'Union Soviétique, parce que l'Ukraine ne faisait pas d'exception parmi les autres républiques Soviétiques.

| GOUVERNEMENTS      | Premières<br>prévisions | Dernières<br>prévisions | Différence     |
|--------------------|-------------------------|-------------------------|----------------|
| Aleksandrovsk..... | 10.058.000 p.           | 500.000 p.              | — 9.558.000 p. |
| Volhynie.....      | 4.827.000 p.            | 7.000.000 p.            | + 2.173.000 p. |
| Donetz.....        | 6.363.000 p.            | 2.500.000 p.            | — 3.863.000 p. |
| Ekaterinoslaw..... | 2.411.000 p.            | 1.500.000 p.            | — 911.000 p.   |
| Kiev.....          | 11.955.000 p.           | 13.000.000 p.           | + 1.075.000 p. |
| Krementchoug.....  | 4.645.000 p.            | 6.000.000 p.            | + 1.305.000 p. |
| Nikolaew.....      | 7.856.000 p.            | 4.500.000 p.            | — 3.356.000 p. |
| Odessa.....        | 6.301.000 p.            | 5.500.000 p.            | — 801.000 p.   |
| Poltava.....       | 10.978.000 p.           | 13.000.000 p.           | + 2.022.000 p. |
| Podolie.....       | 13.341.000 p.           | 16.000.000 p.           | + 2.654.000 p. |
| Kharkow.....       | 5.062.000 p.            | 6.000.000 p.            | + 938.000 p.   |
| Tchernigow.....    | 4.860.000 p.            | 6.000.000 p.            | + 1.140.000 p. |

En plus, mais cela ne concerne que les impôts de 1921, ils obligeaient les paysans à rendre les produits, qu'ils pouvaient facilement ne pas avoir du tout dans leurs exploitations.

C'était parce que très souvent l'assiette de l'impôt, n'avait rien de commun avec les produits que les paysans devaient fournir à l'Etat.

Par exemple le nombre d'œufs et de volailles, que les paysans devaient fournir en vertu de l'impôt de 1921, était mesuré en proportion avec l'étendue des terres arables, que les exploitations paysannes possédaient. Mais il pouvait facilement arriver, que l'exploitation paysanne avait peu de volaille et en même temps beaucoup de terres arables et au rebours.

En outre si par rapport à la répartition les impôts de 1921 et 1922 étaient un allègement de charges fiscales, ils étaient des impôts très élevés par rapport aux impôts fonciers de l'ancien régime.

Selon le budget de 1912 le chiffre global des impôts fonciers atteignait 138.312.000 roubles (dont 102.119.000 roubles l'impôt du Zemstvo et 36.193.000 roubles l'impôt de l'Etat (53). Si nous transformons cette somme en seigle selon les prix existants à cette époque nous obtenons de 150.000.000 à 160.000.000 poudes de seigle.

Tandis qu'en 1921 les impôts en nature exprimés en seigle étaient de 380.000.000 poudes par la R.S.F.S.R. et de 117.000.000 poudes de seigle pour l'Ukraine au total 597.000.000 poudes de seigle et en 1922 de 340.000.000 poudes de seigle pour la R.S.F.S.R. et 135.504.000 poudes de seigle en Ukraine ou à 453.514.000 poudes de seigle au total. .

C'est-à-dire, l'agriculture russe payait en 1921 3  $\frac{1}{2}$  de fois et en 1922 3 fois plus qu'en 1912.

Et cette imposition si lourde tombait sur l'agriculture beaucoup moins prospère que celle d'avant guerre (54).

(53) Nous ne parlons pas des impôts communaux de l'ancien régime parce que en 1921 et 1922, il y avait aussi des impôts communaux, qui correspondaient à ceux de l'ancien régime et qui n'étaient pas calculés dans le montant des impôts en nature de 1921 et 1922.

(54) La récolte brute en Russie sans l'Ukraine et sans la Sibérie était en

|         |                      |
|---------|----------------------|
| 1913-14 | 3.525.507.500 poudes |
| 1920-21 | 1.254.277.000 »      |
| 1921-22 | 744.724.000 »        |



Bien entendu les impôts fonciers n'étaient pas la seule charge fiscale, que supportait le paysan avant la Révolution.

A cette époque la plus grande partie du budget de l'Etat était couverte par les impôts indirects (55) dont une grande partie était payée par les paysans.

En 1921 et même en 1922 les impôts indirects étaient de peu d'importance, parce qu'à cette époque les produits, qui font ordinairement l'objet d'imposition indirecte faisaient presque complètement défaut, mais quand vers la fin de 1922 ces produits réapparurent de nouveau sur le marché, les impôts indirects apparurent aussi, mais étant donné que toute l'industrie était nationalisée et devenue le monopole de l'Etat, les impôts indirects prirent une autre forme : ils entrèrent dans le prix de la marchandise, comme un bénéfice supplémentaire de l'Etat entrepreneur.

La question des prix des produits agricoles par rapport aux prix des produits manufacturés (problème des ciseaux, comme on l'appelle dans la presse Soviétique) est une question très importante et elle fera l'objet d'un chapitre à part.

Voyons maintenant quelle influence ont exercé les impôts en nature sur l'agriculture.

En parlant de l'influence qu'ont exercé les impôts en nature sur l'agriculture il faut distinguer l'influence des impôts de 1921 et de 1922.

Quoique les deux impôts présentaient un grand progrès par rapport à la répartition, puisqu'ils stimulaient les paysans à augmenter et améliorer leur agriculture, mais ce n'est qu'après l'application de l'impôt de 1922, que l'agriculture commença à renaître.

Les impôts en nature de 1921 avaient trop de traits communs avec la répartition pour qu'ils permettent le développement de l'agriculture.

Il est vrai que les paysans reçurent la libre disposition de leurs exploitations, mais l'impôt étant trop élevé, trop minutieux et en même temps trop mal adapté aux possibilités des contribuables,

(55) Le budget de l'Empire Russe en 1912 prévoyait 243.271.000 roubles d'impôts directs et 650.440.000 roubles d'impôts indirects.

il absorbait pratiquement tous les excédants de la production. En résultat la superficieensemencée au lieu de s'accroître diminua encore plus.

Elle tomba de 54.749.000 dessiatines en 1921 à 49.275.800 en 1922.

Tout autre fut l'influence de l'impôt de 1922.

Non seulement cet impôt étant moins élevé pesait par ce fait même moins lourdement sur toute l'économie rurale, mais ce qui était le plus important, il permettait aux paysans de s'acquitter par la prestation des produits, qui leur étaient les moins nécessaires.

Sous le régime de l'impôt de 1922 les exploitations paysannes récupérèrent en grande mesure la liberté économique, qu'ils avaient complètement perdue sous le régime du monopole des produits agraires et que l'impôt de 1921 ne rétablit que faiblement.

La statistique ci-dessous pourra démontrer clairement toute la différence entre les résultats économiques des impôts de 1921 et de 1922.

|                           | SUPERFICIES ENSEMENCÉES EN: |               |               |
|---------------------------|-----------------------------|---------------|---------------|
|                           | 1921                        | 1922          | 1923          |
| Semailles d'automne ..... | 20.389.900 d.               | 18.929.900 d. | 22.152.900 d. |
| Semailles d'été .....     | 34.359.100 d.               | 30.345.900 d. | 37.214.500 d. |
| Total.....                | 54.749.000 d.               | 49.275.800 d. | 59.367.400 d. |

Ainsi en 1922, c'est-à-dire, sous l'influence économique de l'impôt de 1921 la superficie ensemencée continuait à diminuer tandis qu'en 1923, quand la population rurale ressentit les effets économiques de 1922, la superficie augmenta non seulement par rapport à 1922, mais aussi par rapport à 1921.

Quoique en général l'impôt de 1921 n'exerça pas une influence favorable sur l'agriculture, tout de même il y eut des régions où dès l'automne de 1921 commença une certaine augmentation de la superficie ensemencée. Bien qu'en général en ce temps là il y avait une diminution des superficies ensemencées (56).

Les impôts en nature suivant la pensée du gouvernement Soviétique devaient être provisoires.

Dès que le gouvernement parait obtenir les produits agricoles moyennant l'échange contre les produits manufacturés et dès que la monnaie, grâce à la réforme monétaire devient de nouveau stable, l'impôt en nature sera remplacé par un impôt en argent.

Cette réforme fut réalisée par le décret du 10 mai 1923, instituant « l'impôt agricole unique », qui devait remplacer non seulement l'impôt en nature de 1922, mais aussi tous les impôts locaux (57).

(56) Comme exemple prenons les tableaux statistiques, que cite Markoff, concernant l'Ukraine

La diminution ou l'augmentation de la superficie ensemencée en automne de 1921 par rapport à 1920.

De combien de % augmenta  
ou diminua la superficie  
par rapport à l'an passé

|                        |   |        |
|------------------------|---|--------|
| Gouvernement de Karkow | + | 3,7 %  |
| » Krementchoug         | + | 2,8 %  |
| » Tchernigow           | — | 4,3 %  |
| » Donetz               | — | 8,5 %  |
| » Nikolaewsk           | — | 20,6 % |
| » Ekaterinoslaw        | — | 39,0 % |
| » Odessa               | — | 40,5 % |
| » Zaporojié            | — | 43,4 % |
| » Kiev                 | — | 2,2 %  |

(57) Durant la première période de la politique agraire du gouvernement Soviétique aussi bien que pendant les années 1921 et 1922 les organes locaux du gouvernement sans autorisations du pouvoir central créèrent une série d'impôts, soit en argent, soit en nature, soit même en établissant différentes corvées. Ces

Ils devaient être calculés en poudes de seigle, mais on devait les payer en argent dans les régions autres que la région de la terre noire, seulement dans la région de la terre noire le redevable pouvait s'acquitter du paiement de l'impôt soit en argent, soit en faisant les prestations en nature. Ainsi dans une période de deux ans la législation Soviétique évolua du système du monopole sur tous les produits agricoles au système de l'impôt en argent, qui en principe ne se distingue guère des impôts existant dans les pays dits capitalistes.

Ainsi nous voyons, que voulant rétablir l'agriculture, le gouvernement Soviétique fut forcé de rétablir le système d'impôt « capitaliste », parce que le système communiste de la répartition aboutissait seulement au désarroi complet de l'agriculture.

impôts variaient d'une localité à l'autre, mais il y avait parmi eux des impôts, qui étaient généralement répandus, comme par exemple l'impôt en argent sur les enclos paysans (dvor).

### CHAPITRE III

---

## Le code agraire de R.S.F.S.R du 30 Octobre 1922

---

L'abolition du monopole sur les céréales, la substitution à la répartition, des impôts en nature et la permission aux paysans de disposer librement des produits agraires, étaient seulement le premier pas dans la direction du changement profond de toute la politique agraire du gouvernement Soviétique.

Après avoir fait le premier pas, le gouvernement fit le suivant beaucoup plus important : ce fut la création le 30 octobre 1922 du Code Agraire de R.S.F.S.R. qui remplaça la loi agraire du 19 février 1918.

Avant de discuter du contenu de ce code, disons quelques mots sur son rapport avec le code civil Soviétique (édité le 31 octobre 1922 et mis en application le 1<sup>er</sup> janvier 1923).

Ce dernier (à part quelques proclamations d'ordre général comme par exemple l'article 21 proclamant que la terre ne peut pas faire objet de la propriété privée, mais appartient exclusivement à l'Etat, où l'article 53 disant que les forêts, les eaux et les richesses minières ne peuvent pas être la propriété des particuliers), ne s'occupe que des rapports entre les personnes résidant en ville.

Il passe sous silence les rapports entre les habitants des villages, en laissant au code agraire la préoccupation de régler leurs rapports.

Quoique les deux codes se soient inspirés du même esprit étatique plutôt que socialiste, il y a entre ces codes une certaine différence ; le code civil est plus individualiste que le code agraire.

Ici nous voyons une étrange résurrection des rapports entre les deux droits : le droit civil général et le droit coutumier paysan, qui existaient en Russie sous l'Empire.

Seulement la différence principale entre les deux codes soviétiques était moindre qu'entre le X<sup>e</sup> Volume et les coutumes paysannes d'avant la Révolution.



Le champ d'application du code civil Soviétique était beaucoup moins grand que celui du X<sup>e</sup> Volume, parce que ce dernier régissait non seulement les habitants des villes, mais aussi tous les villageois n'appartenant pas à l'ordre paysan et même ceux ayant toujours possédé la terre à titre de propriété individuelle. Tandis que le code civil Soviétique est essentiellement un code urbain.

Par conséquent la vie rurale était régie exclusivement par le code agraire. Ce dernier est empreint de l'esprit étatique. Non seulement contrairement à la loi du 19 février 1918 (et conformément au décret du 14 février 1919) la loi du 30 octobre 1922 dans son article 2 proclame que toute la terre est la propriété de l'Etat, mais en outre l'article 3 déclare que « toutes les terres à destination agricole aussi bien que celles qui peuvent être utilisées pour ce but constituent un fond agraire unique appartenant à l'Etat et se trouvant sous l'administration du commissariat de l'agriculture et de ses organes locaux ».

Quant aux particuliers groupés en associations ou individuellement ils peuvent obtenir seulement le droit de jouissance, au même titre, que les municipalités et les établissements publics (article 4).

C'est-à-dire qu'au droit de jouissance que prévoyait l'article 20 de la loi du 19 février 1918 est superposé le droit de propriété de l'Etat, autrement dit le code agraire consolide en ce point la décision du décret de 14 février 1919 (voir le Chapitre I<sup>er</sup> de la II<sup>e</sup> Partie).

Quant au droit à la jouissance il peut être acquis par chaque citoyen de l'Union Soviétique (art. 9) et peut être réalisé par le particulier, soit individuellement soit en sortant dans la communauté rurale (art. 10). La jouissance doit être de travail personnel et s'exprime soit par le droit de travailler une parcelle déterminée soit par le droit sur un « nadiel » (58) donné par la communauté rurale, ou enfin par le droit d'utiliser les terres qui se trouvent dans la jouissance de la collectivité (art. 12).

(58) Le code emploie le mot « nadiel » dans le même sens qu'on employait ce mot avant la Révolution. (Voir Ch. I<sup>er</sup>, I<sup>re</sup> Partie).

Le droit de jouissance selon ce code est seulement beaucoup plus large, qu'il ne l'était en 1919.

Il est vrai que le paysan n'a pas le droit de vendre, ni d'acheter la terre, ni de la tester, ni même de l'hypothéquer (art. 27).

Mais par contre, il a le droit d'exploiter son lot, comme bon lui semble et d'y bâtir tous les édifices nécessaires soit pour son habitation, soit pour la meilleure exploitation du lot (art. 24). Ces bâtiments ainsi que toutes les plantations, appartenant aux paysans (art. 25), c'est-à-dire la jouissance de la terre pouvait être accompagnée du droit de superficies.

Si le paysan voulait donner au lot une destination non agricole, il devait obtenir le consentement des pouvoirs du district (art. 13).

Le paysan pouvait non seulement exploiter personnellement son lot, mais il pouvait même l'affermir, quoique ce droit fut soumis à une série de restrictions.

Premièrement le paysan pouvait affermer son lot seulement si pour cause d'une force majeure il se trouvait dans l'impossibilité de le cultiver par ses propres forces (art. 28).

Deuxièmement, la durée du bail ne pouvait dépasser normalement la durée d'un assolement et si dans la région il n'y avait pas un système régulier d'assolement, il ne pouvait dépasser 3 ans (art. 29). Si pour des conditions exceptionnelles le bail devait être conclu pour une période plus longue, cela pouvait être fait seulement avec l'autorisation du Pouvoir Soviétique du district (art. 30).

Enfin le fermier ne pouvait pas concentrer entre ses mains plus de terre qu'il ne pourrait labourer par ses propres moyens et celles de sa famille (art. 31).

On pouvait facilement passer outre à cette dernière restriction, puisqu'on pouvait employer le travailleur salarié (art. 39), à condition que tous les membres de la famille de l'employeur travaillent eux-mêmes avec les salariés (art. 40).

Le bailleur n'avait pas le droit de céder le lot, qu'il avait pris en bail et devait payer tous les impôts qui tombaient sur ce lot (art. 35).

Le droit de jouissance cessait au cas du refus volontaire de toute la famille, ou en cas de non utilisation de la terre pendant 3 ans. (étant donné que le travail seul donne droit à la jouissance de la terre). La jouissance du lot affermé se terminait aussi après la mort de tous les membres de la famille paysanne (dvor) ou à leur déménagement définitif.

Si c'est seulement un ou plusieurs membres de la famille, qui s'en vont pour chercher du travail ailleurs, leur part de terre reste à la famille pendant la durée de deux assolements successifs, et s'ils continuent à être absents pendant un délai plus long, leur part passe à la communauté. Mais s'ils reviennent ce délai passé, la communauté leur donnera des terres parmi les terres de réserve (art. 17).

Ensuite le droit de jouissance se perd aussi au cas de privation juridique du droit de jouissance par une condamnation juridique, et enfin dans le cas d'expropriation pour utilité publique (art. 18).

Dans ce dernier cas le pouvoir public doit remplacer cette terre par un autre lot pour le fermier laboureur, le dédommager pour tous les bâtiments construits par lui (art. 23).

Si l'ayant-droit de la jouissance utilise la terre d'une manière épuisante, la jouissance peut être interrompue par la décision de la communauté ou d'un organe agraire du gouvernement pour le délai d'un assolement.

Le code dit dans son article 4, que la jouissance de la terre peut appartenir aux travailleurs individuels et aux sociétés de travailleurs agricoles.

Sous le nom de société l'article 43 comprend les communes, les artels agricoles, les obstchina ou mirs paysans et enfin les associations des familles paysannes (dvor).

Obstchina (mir) et la famille paysanne (dvor), sont les formes communes des organisations ayant la jouissance de la terre. A ces organisations le code donne la dénomination pareille à celle qu'on leur donnait sous le régime de l'Empire.

Ainsi la famille paysanne (dvor) est déterminée par l'article 65, comme association familiale et ouvrière dont les membres peuvent être non seulement les membres de la famille proprement dite, mais

aussi les gens vivants dans cette famille quoique n'ayant aucune parenté avec cette famille (art. 66).

Chaque famille (dvor) a un chef, homme ou femme (art. 63) qui administre les biens de la famille. Mais il n'est qu'administrateur des biens qui appartiennent à tous les membres de la famille en commun (art. 67).

En cas de mauvaise gestion des affaires familiales, le chef peut être destitué de ses fonctions par décision du comité exécutif et à sa place peut être nommé un autre membre de la famille (art. 70).

Les biens de la famille sont inaliénables et insaisissables pour les dettes faites par des membres de la famille (art. 71).

Le partage des biens familiaux peut être effectué seulement pour la création d'une nouvelle famille (art. 74).

L'association des familles paysannes constitue une communauté (obstchina), qui est administrée par l'assemblée de ses membres et par les organisations élues (art. 50).

A cette assemblée peuvent prendre part tous les membres des deux sexes ayant atteint l'âge de 18 ans (art. 47).

Tous les biens indivisibles comme par exemple les prairies sont administrés par la communauté (obstchina) (art. 62) et c'est cette dernière qui porte la responsabilité devant l'Etat pour la bonne administration des biens (art. 53).

Mais par contre l'obstchina n'est pas responsable devant le fisc du paiement des impôts par ses membres.

Chaque communauté agraire peut choisir et exploiter la forme qu'elle trouve la plus avantageuse (art. 58).

Si la communauté passe d'un système d'exploitation de la terre à un autre, les membres mécontents peuvent garder l'ancien système en réunissant leurs terres en un seul morceau (art. 91).

La loi reconnaît trois formes de jouissance de la terre :

- 1° Le système de l'obstchina ;
- 2° » des parcelles séparées ;
- 3° » collectif.

Quand il y a le système de l'obstchina, chaque famille faisant partie de la communauté reçoit une partie de terre de l'obstchina (nadiel) qui peut être échangée pour égaliser les lots de terres des

membres (art. 92). Cette égalisation se réalisa au moyen de partages égalitaires (art. 93).

Quand il n'y a que le système des parcelles isolées on attribue à chaque famille une fois pour toute un lot invariable. Ce lot peut avoir ou la forme de petites parcelles dispersées, ou être d'un seul morceau. En ce dernier cas l'habitation du paysan peut se trouver sur son lot ou l'habitation peut se trouver dans le village (otroub) (article 96).

Quand il y a le système collectif, chaque famille faisant partie de la collectivité a le droit de la jouissance en commun des terres de la communauté sans distinction d'un lot spécial (art. 103). Dans jouissance collective la loi distingue les communes et les artels agricoles (art. 105), à qui le présent code donne la même définition que la loi du 19 février 1918 (voir 1<sup>er</sup> chapitre de la II<sup>e</sup> partie).

Dans chaque communauté, indépendamment du système de la jouissance de la terre, la majorité des membres peut imposer le travail de la terre en commun à tous les membres sans distinction des lots de terre qui se trouvent dans leur jouissance, c'est-à-dire qu'ils peuvent établir une société de culture communale (art. 112).

Si c'est la minorité qui veut établir la culture communale la communauté doit lui fournir des terres d'un seul tenant sur lesquelles elle puisse établir ce système de culture (art. 114).

Dans les communautés où il y avait le système des parcelles ou de l'obstchina, chaque famille paysanne, faisant partie de cette communauté, pouvait demander la séparation de ses terres, des terres des autres membres et obtenir l'amputation de ces terres d'un seul tenant, c'est-à-dire le passage au système des otroubes ou khoutors (134).

Au moment du partage général chaque famille peut obtenir la séparation de ses terres même sans le consentement de la communauté (art. 135). A un autre moment le consentement est indispensable.

Même par ce bref aperçu nous voyons que le code agraire de 1922 se distingue de beaucoup de la loi agraire de 1918.

La première chose, qui saute aux yeux c'est l'étatisme extrême de ce code.



Toute la terre est propriété de l'Etat, tandis que dans la loi de 1918 la notion de la propriété est bannie et l'Etat est mis sur un pied égalitaire avec les simples particuliers.

Tandis que la loi du 19 février 1918 veut établir l'égalité absolue (voir son article 25) le code se contente d'une égalité relative exigeant seulement que les exploitations paysannes ne perdent pas leur caractère travailleur. Mais du reste même cette dernière condition est affaiblie par la permission d'employer les ouvriers salariés et d'affermier les terres, chose interdite par la loi de 1918.

En outre le code reconnaît le droit de superficie et le principe du dédommagement en cas d'expropriation pour utilité publique : ce dont il n'y avait pas de trace dans la loi du 19 février 1918.

Mais si ce code de 1922 ne ressemble pas à la loi de 1918, il ressemble beaucoup à la législation et aux coutumes qui régissaient la vie des paysans avant la Révolution.

Les dispositions concernant la famille paysanne, son chef, l'insaisissabilité des biens familiaux et leur partage paraissent être copiés sur les coutumes paysannes d'avant la Révolution.

L'assemblée générale de la communauté n'est que la démocratisation des dispositions qui existaient à ce sujet sous l'Empire.

Les types de la jouissance de la terre, à l'exception de la jouissance collective, ressemblent aux types de la propriété paysanne d'avant la Révolution. Même la possibilité d'obtenir un lot de terre d'un seul tenant ressemble à la possibilité de sortir de la communauté et obtenir un otroub ou khoutor, qu'avait donné aux paysans la réforme de Stolypine.

Mais malgré ces traits de ressemblance entre le code agraire de 1922 et les coutumes paysannes il y a tout de même une grande différence.

Premièrement la terre ne faisait plus partie de la propriété paysanne, mais appartenait à l'Etat.

Si au point de vue pratique cela ne faisait pas de grands changements, au point de vue théorique et juridique la différence était énorme

Les organes du gouvernement reçurent le droit de s'immiscer dans la gestion des affaires paysannes ayant le droit même de destituer non seulement le chef de la famille paysanne (ce qui pouvait être fait même avant la Révolution), mais aussi priver toute la famille paysanne de son droit de jouissance de la terre, les restrictions du fermage de la terre et l'emploi du travail salarié, qui faisaient défaut dans la législation impériale. Enfin l'adhésion aux sociétés du travail communal, pouvait même être obligatoire ce qui faisait une grande différence même au point de vue pratique entre le code agraire Soviétique et la législation de l'ancien régime.

Tout de même malgré la différence dans plusieurs dispositions capitales, le code agraire de 1922 présente un retour à l'ancienne communauté (mir) paysanne.

Ce fait paraît d'abord très étrange : qu'un gouvernement communiste, après une grande Révolution revienne aux méthodes de l'Ancien Empire, mais ce fait peut facilement être expliqué de la manière suivante : la Révolution de 1917 dans les villages était effectuée par les paysans eux-mêmes.

Le partage des terres des grands propriétaires et des paysans riches était effectué bien entendu en vertu des principes de la nationalisation des terres, mais les paysans prononçaient ces mots en majeure partie sans même comprendre la signification de ces mots. Après avoir réalisé le partage noir, ils continuaient à vivre régis par leurs coutumes séculaires.

Le mir paysan s'élargit sur toute la Russie en remplaçant toutes les autres formes de la propriété foncière, mais il ne changea pas sa structure intérieure.

Ce qui était facilité par le fait que la plus grande partie des représentants du pouvoir dans les villages étaient des paysans, qui étaient élevés dans les us et coutumes moyennageuses et avaient seulement des idées très vagues sur le communisme et le socialisme. La loi du 19 février 1918 à proprement parler ne fut jamais appliquée dans les villages.

Voilà pourquoi, le gouvernement Soviétique ne pouvait pas se baser sur la loi du 19 février 1918 — loi théorique — mais il devait prendre comme base la législation qui était du fait en vigueur à ce

moment notamment la législation de l'ancien régime réglant les rapports juridiques et économiques des paysans vivant dans la communauté.

Mais prenant comme base cette législation, le gouvernement Soviétique y fit quelques modifications, pour l'adapter à ses buts politiques et économiques et pour se permettre dans un avenir plus ou moins proche d'entreprendre la transformation des villages dans le sens communiste.

Mais cette transformation des villages n'était pas la préoccupation immédiate du gouvernement, c'était l'affaire de l'avenir. En 1922 il était préoccupé exclusivement par le rétablissement de l'agriculture qui se trouvait dans une situation lamentable.



## CHAPITRE IV

---

### La Renaissance de l'Agriculture

---

L'année 1922 peut être considérée comme le moment, où l'agriculture Russe avait atteint le point le plus bas de sa chute et en même temps c'était le moment où elle commença à se relever.

Ce relèvement, surtout pendant les premiers temps, fut très rapide.

Vers l'année 1922 la superficieensemencée était tellement tombée que la population rurale était réduite à la famine.

Mais quand le gouvernement Soviétique par ses lois des années 1921 et 1922 rétablit dans une grande mesure la liberté économique et dès que les paysans furent assurés que les produits de leur travail leur restaient, ils se mirent à travailler et les résultats de ce travail furent couronnés d'un grand succès. Il y a une grande divergence dans les données statistiques, en ce qui concerne le nombre des dessiatinesensemencées en 1922.

Markoff (59) considère qu'en 1922 il y avait 49.200.000 dessiatines d'ensemencées, par contre Oganovsky dans un de ses ouvrages (60), déclare pour la même année le chiffre de 75.000.000 dessiatines « approximativement », comme il ajoute, dans l'autre ouvrage (61), il donne le chiffre de 50.600.000 dessiatines comme la superficie totaleensemencée en 1922 une contradiction si frappante s'explique par le fait, qu'en 1922 il n'y avait pas de statistique bien organisée et on ne faisait que des évaluations approximatives. La statistique suivante des superficiesensemencées en se ba-

(59) Markoff, *La répartition et l'impôt en nature*.

(60) Oganovsky, *La chute et la restauration de l'agriculture en 10 ans de 1917 à 1927*.

(61) Oganovsky, *Précis de la géographie économique de l'U.R.S.S.*



sant sur le données de la statistique Soviétique officielle se rapporte à des années déjà très postérieures.

| Années | Nombre de dessiatines<br>ensemencées | Pourcentage<br>par rapport à 1913 |
|--------|--------------------------------------|-----------------------------------|
| 1924   | 91.200.000                           | 63,7 %                            |
| 1925   | 96.700.000                           | 88,7 %                            |
| 1926   | 102.800.000                          | 94,3 %                            |
| 1927   | 105.500.000                          | 96,7 %                            |

En même temps que le rétablissement des superficies ensemencées se rétablissait aussi le niveau de la récolte moyenne des céréales.

Quoiqu'elle reste tout de même inférieure au rendement d'avant guerre et recommença à baisser de nouveau à partir de 1925.

en 1913 elle était en moyenne de 9,10 quintaux par dessiatine

|      |   |   |      |   |   |         |
|------|---|---|------|---|---|---------|
| 1925 | » | » | 8,31 | » | » | »       |
| 1926 | » | » | 8,20 | » | » | »       |
| 1927 | » | » | 7,55 | » | » | » (62). |

Les cultures techniques se rétablissaient en même temps que les céréales.

### 1. La Betterave

En 1913 il y avait d'ensemencé 693.000 dessiatines

|         |   |   |         |   |
|---------|---|---|---------|---|
| 1921-22 | » | » | 200.000 | » |
| 1922-23 | » | » | 160.700 | » |

(62) Liachtenko dans *Le Problème des Céréales et l'Élévation de la récolte moyenne*, publia dans *La Revue Economique* à Moscou des chiffres encore plus petits. Notamment :

|           |     |          |     |           |
|-----------|-----|----------|-----|-----------|
| Le Blé    | 6,6 | quintaux | par | hectares. |
| Le Seigle | 6,8 | »        | »   | »         |
| L'Orge    | 8,2 | »        | »   | »         |
| L'Avoine  | 6,5 | »        | »   | »         |

|         |   |   |         |         |
|---------|---|---|---------|---------|
| 1923-24 | » | » | 227.300 | »       |
| 1924-25 | » | » | 476.000 | »       |
| 1925-26 | » | » | 534.000 | »       |
| 1926-27 | » | » | 538.000 | »       |
| 1927-28 | » | » | 610.000 | » (63). |

## II. Le Tabac

|         |                        |        |             |
|---------|------------------------|--------|-------------|
| En 1913 | il y avait d'ensemencé | 64.000 | dessiatines |
| 1922    | »                      | »      | 1.800 »     |
| 1923    | »                      | »      | 15.500 »    |
| 1925-26 | »                      | »      | 37.300 »    |
| 1926-27 | »                      | »      | 36.500 »    |
| 1927-28 | »                      | »      | 42.000 »    |

## III. Le Chanvre

|         |                        |         |           |
|---------|------------------------|---------|-----------|
| En 1913 | il y avait d'ensemencé | 634.452 | hectares  |
| 1925-26 | »                      | »       | 945.000 » |
| 1926-27 | »                      | »       | 946.000 » |
| 1927-28 | »                      | »       | 940.000 » |

## IV. Le Lin

|         |                        |           |                        |
|---------|------------------------|-----------|------------------------|
| En 1913 | il y avait d'ensemencé | 1.375.000 | hectares <sup>1)</sup> |
| 1925-26 | »                      | »         | 1.290.000 »            |
| 1926-27 | »                      | »         | 1.284.000 »            |
| 1927-28 | »                      | »         | 1.266.000 »            |

## V. Le Coton

|         |                        |         |                 |
|---------|------------------------|---------|-----------------|
| En 1913 | il y avait d'ensemencé | 857.220 | hectares        |
| 1922    | »                      | »       | 51.400 »        |
| 1924-25 | »                      | »       | 480.000 »       |
| 1926-27 | »                      | »       | 629.400 »       |
| 1927-28 | »                      | »       | 784.200 » (64). |

(63) Pridiac donne un chiffre un peu plus grand pour les ensemencements de betterave en 1927-28, notamment 660.000 hectares.

(64) Richard dans *L'Etat de Matière Brute et les Perspectives de l'Approvisionnement de l'Industrie par les Produits Bruts*, donne des chiffres un peu

En comparant les chiffres, concernant le coton et le lin, on voit, que tandis que les superficies des terres consacrées à la culture du lin étaient en régression, les superficies des plantations de coton augmentaient rapidement.

Ce fait s'explique par l'influence du marché, réapparut pendant la période de N.E.P.

La Révolution et les grands bouleversements, qui en suivirent, détruisirent complètement le marché. Le commerce cessa d'exister et chaque village présentait un monde économique complètement fermé, qui devait se suffire à lui-même.

Par conséquent, les paysans devaient préparer eux-mêmes le tissus qui leur était indispensable et forcément ils devaient cultiver beaucoup de lin, qui sert de matière première pour l'industrie domestique.

Le rétablissement de l'industrie eut pour résultat la diminution de la fabrication des tissus à domicile et comme conséquence finale la diminution des superficies ensemencées par le lin.

En même temps le rétablissement de l'industrie textile exerça une influence très favorable sur la culture du coton, qu'on cultivait ordinairement pour le vendre aux usines et non pour tisser à domicile.

Comme nous le voyons d'après les statistiques ci-dessus (basées sur les données de la statistique Soviétique officielle), les cultures techniques les unes plus, les autres moins, progressèrent pendant la période du N.E.P., quoique tout de même elles n'aient pas atteint le niveau d'avant guerre.

Les économistes Soviétiques en 1927 et 1928, disaient que la superficie ensemencée par les cultures techniques était plus grande vers la fin du N.E.P., qu'avant guerre. Mais cette opinion se trouve en contradiction directe avec les données de la statistique Soviétique.

différents, mais marquant tout de même le mouvement du progrès, c'est-à-dire :

|            |                  |
|------------|------------------|
| en 1925-26 | 654.000 hectares |
| 1926-27    | 701.000 »        |
| 1927-28    | 804.000 »        |

En même temps que les superficies ensemencées, les récoltes moyennes se rétablissaient aussi, quoiqu'elles n'eurent pas atteint le niveau d'avant guerre.

Oganovsky considère que la récolte moyenne :

|                               |      |                          |      |
|-------------------------------|------|--------------------------|------|
| du Tournesol en 1927 était de | 91 % | de celle d'avant guerre. |      |
| Chanvre                       | »    | »                        | 95 % |
| Lin                           | »    | »                        | 76 % |
| Coton                         | »    | »                        | 70 % |
| de la Betterave               | »    | »                        | 71 % |

(65).

A partir de l'année 1925 la récolte moyenne des cultures techniques, aussi bien que celle des céréales commença à diminuer.

Comme illustration de ce fait prenons le tableau statistique cité par Richard dans la *Revue Economique* (Ekonomitcheskoié Obozrenié) à Moscou.

|            |              |       |          |           |
|------------|--------------|-------|----------|-----------|
| En 1913    | La Betterave | 170,5 | quintaux | par hect. |
|            | Le Coton     | 3,5   | »        | »         |
|            | Le Lin       | 3,2   | »        | »         |
|            | Le Chanvre   | 5,9   | »        | »         |
|            | Le Tabac     | 10,3  | »        | »         |
| En 1925-26 | La Betterave | 157,4 | »        | »         |
|            | Le Coton     | 2,5   | »        | »         |
|            | Le Lin       | 2,4   | »        | »         |
|            | Le Chanvre   | 5,3   | »        | »         |
|            | Le Tabac     | 11,4  | »        | »         |
| En 1926-27 | La Betterave | 113,9 | »        | »         |
|            | Le Coton     | 2,5   | »        | »         |
|            | Le Lin       | 2,1   | »        | »         |
|            | Le Chanvre   | 5,1   | »        | »         |
|            | Le Tabac     | 9,3   | »        | »         |

Le professeur Soviétique Karatyguine explique le faible rendement par rapport à la période d'avant guerre, par le fait que la

(65) Karatyguine considère, que la récolte moyenne du lin n'était pendant la période du N.E.P., que de 64,8 % de celle d'avant-guerre.

terre des grands propriétaires passa aux paysans et que, ces derniers n'ont ni l'inventaire, ni les capitaux nécessaires pour obtenir des récoltes égales à celles qu'obtenaient les grands propriétaires avant la guerre.

Pendant la période de 1922 à 1927, l'élevage avait aussi fait de grands progrès.

### I. Les Chevaux

|                    |                    |
|--------------------|--------------------|
| En 1916 il y avait | 35.500.000 chevaux |
| 1922 »             | 19.000.000 »       |
| 1923 »             | 20.000.000 »       |
| 1926 »             | 28.400.000 »       |
| 1927 »             | 31.200.000 »       |

### II. Les bêtes bovines

|                    |                  |
|--------------------|------------------|
| En 1916 il y avait | 60.300.000 têtes |
| 1922 »             | 33.100.000 »     |
| 1923 »             | 39.700.000 »     |
| 1926 »             | 63.300.000 »     |
| 1927 »             | 67.300.000 »     |

En ce qui concerne le nombre de bêtes bovines il y a une contradiction entre les statistiques des différents économistes Soviétiques.

Tandis que Vichnevsky donne les chiffres que nous venons de citer, les chiffres de Drosdoff sont tout à fait différents. Notamment :

|         |                             |
|---------|-----------------------------|
| En 1925 | 31.800.000 têtes de bovines |
| 1926    | 35.000.000 » »              |
| 1927    | 37.500.000 » »              |

Quant à Oganovsky il cite des chiffres bien plus près de Vichnevsky, notamment 66.800.000 têtes en 1927.

### III. Chèvres et Brebis

|                    |                                         |
|--------------------|-----------------------------------------|
| En 1916 il y avait | 120.000.000 têtes de chèvres et brebis. |
| 1922 »             | 41.000.000 » » » »                      |
| 1923 »             | 55.900.000 » » » »                      |



|      |   |            |   |   |   |
|------|---|------------|---|---|---|
| 1925 | » | 60.100.000 | » | » | » |
| 1926 | » | 65.800.000 | » | » | » |
| 1927 | » | 69.600.000 | » | » | » |

En ce qui concerne le nombre de chèvres et brebis il y a la même contradiction entre les économistes soviétiques.

Oganovsky considère, qu'en 1927 il y avait 129.000.000 de têtes de brebis et de chèvres, Vichnevsky considère qu'en ce temps il y avait 137.400.000 têtes et Drosdoff compte 69.600.000 têtes.

#### IV. *Les Porcs.*

|                    |                   |
|--------------------|-------------------|
| En 1916 il y avait | 20.300.000 têtes. |
| 1922               | » 7.700.000 »     |
| 1923               | » 9.100.000 »     |
| 1925               | » 10.200.000 »    |
| 1926               | » 11.300.000 »    |
| 1927               | » 12.800.000 »    |

En ce qui concerne le nombre des pores, il y a aussi contradiction entre les économistes Drosdoff, Oganovsky et Vichnevsky, qui évaluent le nombre des porcs en 1927 respectivement à 12.800.000 têtes à 20.000.000 têtes et enfin à 22.600.000 têtes.

De cette contradiction qui concerne le nombre de bétail il apparaît que les chiffres donnés par Drosdoff sont moindre, que la réalité et ceux de Vichnevsky et Oganovsky sont plus près de la réalité. nous sommes amenés à cette conclusion en comparant les chiffres concernant la quantité du bétail à la période ultérieure avec celle qui concerne l'année 1927.

Mais malgré cette contradiction il est acquis que l'élevage a fait des progrès considérables pendant la période du N. E .P. par rapport à ce qu'il était vers la fin de la période précédente de la politique agraire du gouvernement Soviétique.

En résumé nous pouvons dire, que pendant la période de 1922 à 1927 l'agriculture se rétablit après la période désastreuse de 1917 à 1921.

Quoique, en ce qui concerne l'agriculture proprement dite, elle n'a pas atteint le niveau d'avant-guerre.

Nous allons voir maintenant les changements dans la structure sociale de la classe paysanne qui accompagnèrent cette résurrection de l'agriculture.

## CHAPITRE V

---

### La Renaissance de la Bourgeoisie Rurale

---

La liquidation de la classe aisée des paysans était un des buts principaux de la politique agraire poursuivie par le Gouvernement Soviétique pendant la première période de son existence.

Le partage égalitaire des terres, l'interdiction d'employer la main-d'œuvre salariée, d'affermier la terre et enfin la répartition, qui était tous produits de la terre, principalement aux paysans riches, voilà quels étaient les moyens par lesquels le gouvernement Soviétique réalisait cette politique. La classe paysanne s'appauvrit et se nivela.

Tous les paysans pauvres et riches commencèrent à labourer seulement la quantité de terre indispensable pour leur existence physique ; et par conséquent leurs exploitations s'égalisèrent.

Le type de l'exploitation paysanne était l'exploitation d'un paysan pauvre à peine satisfaisante pour soutenir l'existence du cultivateur et de la famille.

Mais dès que la nouvelle politique du gouvernement Soviétique rétablit l'intérêt personnel des paysans dans le développement de leur exploitation, les paysans recommencèrent à travailler de toutes leurs forces.

La différence économique entre les paysans ressuscita et de grandes exploitations paysannes réapparurent.

Comme illustration de ce fait citons la statistique suivante :

| Quantité de terre<br>possédée par la famille paysanne | % DE TOUTES LES FAMILLES PAYSANNES |        |        |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------|--------|--------|
|                                                       | 1922                               | 1923   | 1924   |
| Sans terre .....                                      | 6,6 %                              | 5,3 %  | 4,8 %  |
| Moins de 2 dessiatines.....                           | 46,6 %                             | 40,7 % | 36,4 % |
| De 2-4       » .....                                  | 29,3 %                             | 30,3 % | 31,8 % |
| De 4-6       » .....                                  | 11,0 %                             | 13,7 % | 15,1 % |
| De 6-10      » .....                                  | 5,6 %                              | 7,8 %  | 9,0 %  |
| De 10-16    » .....                                   | 0,9 %                              | 1,9 %  | 2,2 %  |
| De 16-25    » .....                                   | 0,2 %                              | 0,5 %  | 0,6 %  |
| Plus de 25   » .....                                  |                                    | 0,1 %  | 0,1 %  |

(66).

Le procès de la différence et l'augmentation du pourcentage des grandes exploitations continua pendant toute la période du N. E. P.

| Ainsi                       | en R. S. F. S. R. |         | en Ukraine |         |
|-----------------------------|-------------------|---------|------------|---------|
| les exploitations           | en 1925,          | en 1926 | en 1925,   | en 1926 |
| sans terre ou moins de 2 D. | 39,0 %            | 36,6 %  | 35,8 %     | 27,9 %  |
| de 2 à 6 dessiatines        | 49,6 %            | 50,9 %  | 48,2 %     | 54,6 %  |
| plus de 6 dessiatines       | 11,4 %            | 12,5 %  | 16,0 %     | 17,5 %  |

Ces deux statistiques montrent, que non seulement apparaissaient de nouveau les paysans riches, mais qu'en même temps toute la masse des paysans commença à s'enrichir après la période désastreuse des années 1917 à 1921.

En même temps avec la réapparition des grandes exploitations paysannes ressuscitèrent aussi des formes de possessions de terres qui existaient avant la guerre. Notamment les exploitations ayant la terre d'un seul tenant, sous la forme de Khoutor ou de Otroub.

La tendance des paysans à se séparer de la communauté et de créer des exploitations individuelles, soit sous forme de Otroub, soit Khoutor, se manifestait à partir de 1921.

Ce mouvement prit un développement toujours croissant aux

(66) Cité selon Lescure, *La Révolution Russe, le Bolchévisme, Communisme et le N. E. P.*

gouvernements de Viatka, Vologda, Dvina du Nord, Novgorod, Tcherepovetz, Leningrad, Orel, Kalouga, Moscou, Toula, Kostroma, Riazan, Vladimir, Yaroslavl, Pskoff, Tver, Smolensk, Vitebsk, Goumel et Briansk, c'est-à-dire, le mouvement engloba presque toute la partie Centrale, Boréale et Occidentale de la Grande Russie et de la Russie Blanche.

Le Code Agraire du 30 octobre 1922 en autorisant les communautés rurales à choisir le mode qui leur plairait de la jouissance de la terre et permettant même la jouissance individuelle, accéléra encore plus ce mouvement.

En résultat en 1922 il y avait déjà 988.900 dessiatines appartenant à des exploitations individuelles, dont 781.000 dessiatines dans la zone de la terre noire, 114.700 dessiatines en Sibérie et dans le Caucase du Nord et 32.400 dessiatines dans la région de la Russie d'Europe, autre que la terre noire.

La période de 1922 à 1925 fut le temps où le gouvernement Soviétique encouragea la création des exploitations isolées. Pendant ce temps furent créées des exploitations individuelles isolées, soit sous forme de Otroub soit sous forme de Khoutor sur l'étendue totale de 4.528.000 dessiatines.

Vers la fin du N. E. P., le Gouvernement Soviétique commença à regarder moins favorablement ce procédé et immédiatement le nombre des nouvelles créations de fermes isolées diminua.

Ainsi en 1926 des otroubs furent créées, seulement sur 525.156 hectares et les Khoutors sur 268.337 hectares, tandis qu'en 1927 on ne créa les Otroubs que sur 382.295 hectares et les Khoutors que sur 145.817 hectares. L'année 1927 fut la dernière, pendant laquelle on put créer des exploitations individuelles.

En 1922 seulement 5 % des terres soumises à différentes opérations de transmission étaient attribuées à des exploitations isolées. Pendant la période de 1922 à 1925 ce pourcentage fut plus élevé, mais par la suite il diminua définitivement. En 1926 ce n'était déjà que 3,7 %, en 1927 seulement 2,2 % des terres soumises aux différentes opérations de remembrements.

En considérant ces chiffres relativement modestes, nous voyons que l'opinion de M. Daudé-Bancel n'est pas fondée, quand il dit

dans son livre « *La Réforme Agraire en Russie* », dans le chapitre intitulé « *La fin du Mir* », que « les moujiks veulent à tout prix avoir leurs lots individuels, définitifs et surtout ne plus faire partie des communautés du village ». Et que « les terres à attribution collective du mir disparaissent de plus en plus ».

Qu'il y avait parmi les paysans un très grand nombre de gens qui voulaient avoir de la terre à titre de propriété individuelle, c'est plus que la vérité.

Qu'il y avait un nombre important, mais moins grand que la catégorie précédente, qui se séparait de la communauté en établissant des exploitations individuelles, c'est prouvé officiellement.

Mais déduire de ces faits que la communauté paysanne est morte, nous paraît une conclusion prématurée.

Pour terminer on peut dire que les opérations pour la création de fermes isolées étaient très importantes et jouaient un grand rôle dans l'économie rurale, mais qu'elles n'ont pas acquis une importance aussi grande que celle qu'elles avaient au temps où fonctionnait la réforme agraire de Stolypine (voir chapitre II de la 1<sup>re</sup> partie).

Alors c'est sous le régime de la communauté rurale, que continuait à vivre la majeure partie des paysans.

Sous ce régime un seul paysan ne pouvait pas concentrer entre ses mains une grande étendue de terre, parce que en vertu du Code Agraire la jouissance doit être égalitaire entre travailleurs. Mais comme nous l'avons vu, le Code permettait d'affermier les terres. C'est sous cette forme, que se produisit la concentration des terres entre les mains des paysans riches.

C'était ordinairement les paysans pauvres, qui affermaient leur terre et c'était ordinairement les paysans riches qui la louaient.

« Le labourage des terres par les paysans pauvres se heurte contre un obstacle qu'il est difficile à vaincre — l'absence de l'outillage agricole, ce qui oblige souvent les paysans pauvres à affermer leur lot de terre » écrit Asisiane dans la *Revue Economique* en septembre 1927.

Pour montrer quelle importance avait l'absence des moyens de production, Asisiane cite le tableau statistique suivant, qui montre le pourcentage des paysans n'ayant pas de chevaux :



| REGIONS                                 | 1922   | 1923   | 1924   | 1925   |
|-----------------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| La région productrice de R.S.F.S.R..... | 39,2 % | 38,6 % | 37,1 % | 36,4 % |
| La région consommatrice.....            | 30,7 % | 31,2 % | 30,8 % | 29,1 % |
| Le Caucase du Nord.....                 | 46,7 % | 48,4 % | 48,0 % | 49,0 % |
| La Sibérie .....                        | 9,6 %  | 11,8 % | 12,9 % | 13,0 % |
| L'Ukraine .....                         | 42,0 % | 42,8 % | 41,5 % | 40,6 % |

En 1927 selon le Journal Soviétique « Sur le front agraire (*Nagrannome frontié*). N° 11/12, le pourcentage des exploitations paysannes dépourvu de chevaux pour toute l'U. R. S. S. était de 44,8 %.

Bien entendu, qu'une partie de ces exploitations pouvaient labourer leurs lots en louant des bêtes de somme chez leurs riches voisins, mais la plupart louaient leurs lots de terres et allaient travailler dans les villes ou comme ouvriers agricoles.

Très souvent le paysan, après avoir donné en location son lot de terre, s'engageait à travailler chez le locataire, comme ouvrier agricole.

Selon les données de la Commission centrale de l'inspection ouvrière et paysanne 60,5 % de toutes les terres affermées étaient louées par les paysans riches (le pourcentage des terres louées par les paysans riches était plus grand en réalité parce qu'un nombre des baux effectués principalement par les paysans riches n'étaient pas enregistrés et par conséquent échappaient au contrôle). Les paysans louaient 1-2-3 dessiätines, tandis que les paysans riches louaient 5-10-20 dessiätines, parfois même plus. Ainsi dans le district du Tersk les paysans riches affermaient en moyenne des lots de 36,2 dessiätines.

Bien entendu on devait employer la main-d'œuvre salariée pour cultiver des lots pareils. Et nous voyons que dans les régions où le fermage était répandu le nombre des chômeurs, parmi les ouvriers agricoles diminua de 50 % dans la période de 1922 à 1926.

C'était parce que plus de 20 % des fermiers employaient spontanément les ouvriers agricoles, quant aux ouvriers pour la saison et les journaliers ils étaient employés presque par tous les fermiers.

Le fermage selon le Code Agraire devait être de court délai, mais cette règle était très souvent contournée ainsi que l'interdiction de céder un bail au tiers. C'était possible, parce qu'en violation de la loi on n'enregistrait pas les contrats de baux.

Les organes gouvernementaux ne luttèrent que faiblement contre toutes ces violations de la loi, parce qu'on considérait qu'ils facilitaient le développement du fermage. Et celui-ci donnait aux paysans pauvres la facilité de se rétablir, grâce à la valeur locative qu'ils recevaient et de leur aider à recommencer plus tard l'exploitation indépendante de leur terre, il diminuait aussi le chômage parmi les prolétaires agricoles et enfin il aidait au développement et à l'augmentation des superficies ensemencées.

Ainsi en 1925-1926 l'augmentation des superficies ensemencées sur les terres affermées fut très grande. Par exemple :

|                                                |       |
|------------------------------------------------|-------|
| En Sibérie l'augmentation était de.....        | 18 %. |
| Dans le Caucase du Nord       »   » .....      | 48 %. |
| Dans l'Oural                       »   » ..... | 27 %. |
| En Crimée                         »   » .....  | 27 %. |

En résumant tout ce qui a été dit précédemment, on voit que le fermage était utile pour l'agriculture, car il augmentait les superficies ensemencées et procurait du travail au prolétariat rural. Mais au point de vue social il exerça une influence tout à fait contraire à toute la politique agraire du gouvernement Soviétique, celui-ci tendait à niveler toute la population rurale, tandis que le fermage contribua à la différencier (les classes et les individus) en facilitant la création de la bourgeoisie rurale.

Avant de finir ce chapitre, disons quelques mots sur le salariat agricole, comme il existait dans la période du N. E. P.

Selon les données d'une enquête faite par les Soviets des villages, il y avait en août de l'année 1926 2.200.000 ouvriers agricoles, dont 1.600.000 étaient occupés sur des exploitations paysannes et 600.000 sur des exploitations soviétiques (sovkhoze). Par contre, Kritsky en se basant sur les données de Larine dans *La Revue Economique* considère le nombre des ouvriers agricoles, comme étant bien plus important, notamment :

|                   |           |         |
|-------------------|-----------|---------|
| En 1924-1925..... | 4.900.000 | hommes. |
| En 1925-1926..... | 5.400.000 | »       |
| En 1926-1927..... | 5.800.000 | »       |

Cette grande différence s'explique par le fait, que Larine compte tous les ouvriers agricoles, sans tenir compte s'ils avaient du travail ou s'ils chômaient ; tandis que l'enquête des soviets des villes ne compte que les ouvriers se trouvant effectivement au travail, et qui étaient en outre enregistrés comme travaillant dans telle ou telle autre exploitation.

Par conséquent non seulement tous les chômeurs, mais même les ouvriers qui travaillaient et non enregistrés comme tels, échappaient à la statistique dressée par les soviets des villages.

67 % des ouvriers agricoles travaillant dans des exploitations paysannes étaient employés par les paysans moyens, 25.7 % par les paysans riches et 7,3 % par les paysans pauvres. De ces chiffres les économistes Soviétiques de l'époque, déduisaient, que c'étaient surtout les paysans moyens qui profitaient de l'emploi de la main-d'œuvre salariée.

Mais si nous tenons compte, que vers la fin du N .E. P., seulement 3 % des familles paysannes étaient considérées comme riches (voir Chapitre IV de la IV partie) et ensuite il nous faut tenir compte de la masse d'ouvriers qui n'étaient pas enregistrés (vu que les paysans riches n'enregistraient pas leurs ouvriers) nous devons conclure que c'est surtout la partie aisée des paysans qui profitait des travailleurs salariés.

La situation des ouvriers agricoles était très difficile.

En 1926, un ouvrier agricole, même si on ajoutait à son salaire la nourriture et le logis, que lui fournissait son patron, gagnait en moyenne trois fois moins qu'un ouvrier industriel.

Quant au salaire en argent il était dans la plupart des cas tout à fait insignifiant. Ainsi par exemple on payait en Sibérie en 1926 à un ouvrier agricole : 4 roubles, 68 kopecks par mois ; et en 1927 d'après les données de Molotoff le salaire annuel d'un ouvrier agricole (en moyenne) était de 81 roubles, ce qui fait 6 roubles 75 kopecks par mois.

Par contre la journée de travail des ouvriers agricoles était sensiblement plus longue que celle des ouvriers industriels. Elles étaient ordinairement de 12, 14 ou 15 heures par jour. (Bédnota, 4 mars 1927). En plus, on n'accordait pas de jours de repos aux ouvriers agricoles, ils n'étaient pas assurés et en cas de maladie, chômage, accident de travail ou autre sinistre, ils ne touchaient rien.

Les tentatives du gouvernement Soviétique pour améliorer la situation au moyen de différentes « règles provisoires » n'aboutissaient à rien. Les employeurs non seulement n'exécutaient pas leurs obligations, décrétées par le gouvernement, mais ils n'enregistraient simplement pas leurs salariés, et par conséquent selon les termes du Code de droit Soviétique, le contrat avec un ouvrier était considéré comme nul et le salarié, même s'il voulait réclamer un autre traitement ne pouvait obtenir satisfaction, dans le cas cité plus haut.

Le passage du système de la communauté au système d'exploitation isolée, l'affermage de la terre et l'emploi de la main-d'œuvre salariée créaient lentement, mais méthodiquement, la petite bourgeoisie rurale.

Il en résulta que vers la fin du N. E. P., les paysans étaient de nouveau partagés en différentes classe sociales, quoique les économistes soviétiques considéraient que la classe paysanne était tout de même partagée en des classes plus égales entre elles pendant la période du N. E. P., qu'avant la Révolution.

Malgré cela le gouvernement Soviétique distinguait, excepté le prolétariat agricole, trois classes distinctes parmi les paysans.

Ces trois catégories étaient : les paysans riches (ou comme on les appelait les Koulaks ou les exploitateurs) les paysans moyens et enfin les paysans pauvres.

Selon Larine (67) : le nombre des paysans pauvres en 1927 était de 22.400.000 hommes (68), c'est-à-dire, environ 19 % de la popu-

(67) *Pravda*, N° 255 de l'année 1927.

(68) Kritsky en se basant sur les données des années 1928, 1929 considère qu'en 1927 il y avait au moins 25.250.000 paysans pauvres.

lation rurale, 5.000.000 d'hommes environ de Koulaks et tout le reste était des paysans moyens.

Mais il nous paraît nécessaire d'ajouter que toutes ces évaluations ne sont que très approximatives, et les notions de ce que sont des paysans pauvres, moyens et riches sont tout à fait arbitraires.

Par exemple il nous semble qu'un paysan n'ayant pas de cheval de somme doit être considéré comme pauvre ; tandis que les économistes soviétiques ne considèrent pas sûrement ceux n'ayant pas de chevaux comme pauvres.

Comme nous l'avons dit, Larine considère que 19 % des paysans étaient pauvres en 1927, or en cette même année 44,8 % des paysans n'avaient pas de chevaux.

En comparant ces deux chiffres, nous sommes obligés de considérer le nombre de paysans pauvres comme sensiblement supérieur à celui qu'indique Larine.

Maintenant pour pouvoir mieux comprendre les conditions économiques des paysans de la période du N. E. P., voyons en quels rapports se trouvaient les prix des produits manufacturés et les prix des produits agricoles.

Et ensuite jetons un coup d'œil sur l'imposition des paysans, qui était pratiquée vers la fin du N. E. P.





## CHAPITRE VI

### La Politique des Prix des Produits Agricoles

Le rapport entre les prix des produits manufacturés et des produits agricoles a subi de profondes modifications pendant la période du N. E. P.

Cette période commença au temps, où une famine terrible sévissait dans les parties les plus fertiles de la Russie, par conséquent, les prix des produits alimentaires étaient exagérés à cette époque.

Forcément pendant ce temps les prix des produits agricoles étaient très élevés. Mais à mesure, que l'agriculture se rétablissait la quantité de produits alimentaires, apportée dans les villes fut plus grande, les prix de ces produits baissèrent peu à peu par rapport aux produits manufacturés, quoique les prix restèrent tout de même supérieurs à ceux d'avant-guerre. C'étaient surtout les prix des céréales, qui ont monté le plus haut, même par rapport aux autres produits alimentaires.

|                                  | POUNDS DE FARINE DE SEIGLE DONNE |      |                |
|----------------------------------|----------------------------------|------|----------------|
|                                  | 1914                             | 1920 | 1922 septembre |
| Le beurre (1 pound).....         | 16,00                            | 6,86 | 8,30           |
| La viande    »   .....           | 7,33                             | 2,00 | 2,46           |
| Le sel        »   .....          | 0,83                             | 2,29 | 0,77           |
| Le savon     »   .....           | 5,00                             | 2,86 | 4,92           |
| Percales imprimées 1 archine.... | 0,11                             | 0,02 | 0,09           |
| 1 paire de bottines.....         | 5,84.                            | 2,00 | 2,92           |

Mais après la récolte de 1922 les prix de tous les produits agricoles tombèrent brusquement. Ainsi l'index des prix agricoles était le suivant (si on prend l'index général des prix égaux à 100) :

|                                   |      |
|-----------------------------------|------|
| Le 1 <sup>er</sup> septembre 1922 | 103. |
| Le 1 <sup>er</sup> octobre 1922   | 65.  |
| Le 1 <sup>er</sup> novembre 1922  | 89.  |
| Le 1 <sup>er</sup> décembre 1922  | 87.  |

La chute des prix des produits agricoles, continua à se poursuivre aussi en 1923. Si nous prenons les prix d'avant-guerre égaux à 1 les prix de 1922 et 1923 étaient les suivants :

|                               | en 1922 | en 1923 |
|-------------------------------|---------|---------|
| Céréales et fruits            | 1,03    | 0,46    |
| Tous les produits agricoles   | 0,98    | 0,54    |
| Tous les produits industriels | 1,02    | 1,71    |

C'est-à-dire, qu'en 1923 les prix des produits agricoles étaient presque deux fois plus bas et les prix des produits industriels presque deux fois plus élevés que ceux d'avant-guerre.

Cet écart entre les prix des produits agricoles et industriels a reçu dans la littérature économique le nom du « problème des ciseaux ».

Pendant toute la période du N. E. P., les prix des produits agricoles surtout le prix des céréales avaient la tendance à tomber de plus en plus. Ainsi le poudre de céréales coûtait :

|           | en 1925 et 1926 | en 1926 et 1927 |
|-----------|-----------------|-----------------|
| Le seigle | 91,1 kopecks    | 70,1 kopecks    |
| Le blé    | 123,9 »         | 101,6 »         |
| L'avoine  | 88,0 »          | 58,7 »          |
| L'orge    | 69,2 »          | 54,4 »          |

Mais cette tendance générale à la baisse n'empêchait pas des fluctuations selon les saisons des prix des produits agricoles. Ces fluctuations étaient surtout très grandes durant les années agricoles de 1924-25 et de 1925-26, quand les prix montaient avant les récol-

tes et tombaient immédiatement après. Par contre, pendant l'année de 1926-27 les prix restaient presque égaux pendant toute l'année.

Tandis que les prix des produits agricoles tombaient systématiquement, les prix des produits industriels montaient aussi systématiquement. Les rapports entre les prix devenaient si défavorables pour les paysans, que l'économiste soviétique Oganovsky est obligé de dire à ce sujet :

« Le paysan perd sur l'immense différence de l'index des prix des produits industriels et agricoles. Selon les données citées plus haut (celles du Commissariat du Commerce), les paysans perdent sur les chiffres du commerce entre les villes et les villages, qui est de 2.500.000.000 roubles en monnaie soviétique environ 1.000.000.000 roubles ou 40 %, c'est-à-dire, la somme correspondante à peu près à ce que perdaient les pays sur tous les paiements d'avant-guerre, et en plus à une partie de leurs dépenses excessives sur l'eau-de-vie. (Oganovský, « La construction du Plan Prospectif du Développement de l'Agriculture », Moscou « *La Revue Economique* », février 1927).

Ce fait s'expliquait par la hausse considérable des frais de transport et de la production des objets manufacturés, ce qui devait incontestablement influencer les prix de vente de ces produits.

L'absence de toute concurrence (puisque presque toute la grande industrie était nationalisée et propriété de l'Etat), privait l'industrie de tout intérêt à baisser les prix de vente.

Quant aux frais de transport ils étaient vraiment très élevés par rapport à ceux d'avant-guerre, le tarif des chemins de fer monta vers la fin du N. E. P. de 150 % par rapport à celui d'avant-guerre.

Les frais élevés influençaient non seulement les produits manufacturés, mais aussi les produits agricoles vendus au détail.

Tandis que les prix de gros d'avant-guerre étaient sensiblement plus élevés, les frais supplémentaires, selon les données du Commissariat du Commerce, s'établissaient en 1927 bien supérieurs à ceux d'avant-guerre.

Comme exemple de cette augmentation de frais de transport des produits agricoles des places d'origine jusqu'aux marchés centraux dressés par le dit Commissariat, nous citerons :

| Pendant le N. E. P.   | Avant la guerre |            |
|-----------------------|-----------------|------------|
| Un poudre de céréales | 62 kop.         | 18-20 kop. |
| » » de coton          | 470 »           | 2,57 »     |
| » » de lin            | 93 »            | 28-30 »    |
| » » de beurre         | 600 »           | 2,30 »     |

L'augmentation des frais de transport ne fut pas une exception, toutes les opérations de la transformation des produits agricoles devinrent plus chers, qu'avant la guerre.

Par exemple tandis qu'en 1913 en Ukraine les frais de transformation des céréales en farine constituaient 23,7 % du prix ils étaient en 1926 déjà de 55,3 % du prix. Et ainsi de suite dans toutes les autres opérations.

Résumons la période du N. E. P., (après 1922) : les paysans vendaient leurs produits meilleur marché qu'avant-guerre, mais par suite des grands frais supplémentaires, les consommateurs ne payaient pas meilleur marché leur achat. Par contre les paysans devaient payer les produits industriels, qu'ils achetaient, beaucoup plus cher qu'avant-guerre.

Très souvent on soulevait dans la presse économique Soviétique la question de la nécessité de réduire les frais supplémentaires et les prix des produits industriels vendus aux paysans. Mais le gouvernement ne pouvait rien faire dans cette direction parce que la différence entre ces prix « les ciseaux » comme cela s'appelait, constituait une source de revenus fiscaux fort appréciable, formant un genre d'impôt indirect. Maintenant après ce bref aperçu du problème « des ciseaux » nous allons voir les impôts qui pesaient sur les paysans vers la fin de la période du N. E. P.

## CHAPITRE VII

---

### **Les Impôts payés par les Paysans vers la fin de la période du N.E.P.**

---

Comme nous l'avons dit plus haut (voir le II<sup>e</sup> chapitre de la II<sup>e</sup> partie) l'impôt agricole unique fut établi et perçu soit en nature soit en espèce et devait remplacer tous les impôts antérieurs.

Cet impôt tombait sur les exploitations agricoles dans le large sens du mot. Le taux de l'impôt variait suivant la quantité de terre possédée par la famille paysanne, le nombre des membres de la famille (nombre de bouches selon l'expression de la loi), le nombre des travailleurs adultes, du bétail et la récolte moyenne de la région.

L'impôt était calculé en poudes de seigle ou de blé et perçu, soit en nature, soit en argent. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924, l'impôt agricole unique devait être perçu exclusivement en espèces.

Cet impôt, avait des modifications parfois très notables pendant toute la période du N. E. P. Il devait être unique, mais immédiatement après sa création fut créé un impôt additionnel de 10 % de l'impôt principal destiné aux besoins locaux et un de 5 % du principal impôt pour les besoins régionaux.

En réalité, l'imposition additionnelle était plus élevée et d'après le journal soviétique « *Ekonomitscheskaia Jisne* » la vie économique n<sup>o</sup> 177 et n<sup>o</sup> 178), atteignait jusqu'à 40 % du principal impôt.

A partir de 1924-25, on établit le système progressif suivant une « échelle mobile »

En vertu de ce système, on imposait le taux le moins élevé à une petite étendue de terre correspondante à chaque membre de la famille (ou bouche), l'excédant de terre jusqu'à une certaine limite, était imposé à un taux plus élevé ; le deuxième excédant par un taux encore plus élevé que le premier excédant et ainsi de suite.

Ce système était favorable aux familles nombreuses, parce que, même si les premières étaient plus riches que les dernières, elles étaient imposées par un taux moindre. L'économiste Soviétique Gourieff dit que « l'application de la progression sur la base du nombre de bouches de la famille, met les familles nombreuses (qui sont ordinairement les plus fortes au point de vue économique), dans une situation très bonne et sur-impose les familles peu nombreuses, qui sont d'ordinaire les plus pauvres, ce qui est contraire aux buts poursuivis par l'imposition des différentes classes de paysans ».

L'autre particularité de l'imposition de 1924 à 1925 et 1925 à 1926 était la faible progression de l'impôt suivant la fertilité du sol et les récoltes moyennes

On établissait le taux d'imposition dans les différentes régions de manière à ce que les paysans riches dans toutes les régions soient imposés au même taux d'impôt, les paysans moyens par un autre et les paysans pauvres par un troisième mais à des taux égaux pour toutes les différentes régions.

Etant donné que la notion de la richesse et de la pauvreté étaient des notions relatives, il arrivait que dans une région fertile on considérait un paysan comme pauvre, tandis que dans une région pauvre, ces mêmes paysans étaient considérés comme riches, il en résultait que les paysans ayant la même richesse réelle, mais demeurant dans des régions différentes étaient passibles d'un impôt sensiblement différent.

Ce fait paradoxal s'explique par l'idée de classe, comme on dit en U. R. S. S. On voulait imposer plus lourdement non pas les paysans capables de supporter une grande imposition, mais simplement les gens qu'on considérait dans la région donnée comme riches.

Comme base pour l'évaluation de l'impôt on prenait la terre arable, quant aux prairies et au bétail, on les transformait en terre arable en se basant sur des coefficients spéciaux. Pour déterminer le revenu de l'exploitation paysanne, on déterminait le revenu moyen par dessiatine dans un gouvernement ou même dans une série de



gouvernements et puis on multipliait ce revenu par le nombre de dessiatives exploitées.

Après 1926, on commença à prendre en considération les conditions économiques de chaque domaine, mais l'absence du cadastre et des données statistiques précises, empêchaient la juste répartition de l'impôt.

Jusqu'en 1926 et 1927, on imposait par un impôt agricole unique seulement les bénéfices provenant des exploitations agricoles, mais en 1926-27, on introduisit l'imposition sur le revenu des paysans, résultant du travail personnel. Cette innovation rapprocha l'impôt agricole unique de l'impôt sur le revenu qui existait dans les villes de l'Union Soviétique.

Seulement le taux de l'imposition sur l'agriculture était beaucoup plus élevé que celui des autres impôts.

Ainsi le revenu de 287 roubles, provenant d'une exploitation agricole, était passible du même taux d'impôt, que le bénéfice égal à 2.850 roubles, provenant d'une autre source, que le travail personnel et comme 11.300 roubles, provenant du travail non agricole.

Au moment de son introduction, l'impôt direct sur l'agriculture jouait un rôle très important dans les finances de l'U. R. S. S., mais ce rôle diminuait de plus en plus.

Ainsi en 1921-22 l'impôt agricole présentait 55,3 % de la recette du budget

|         |   |   |   |        |   |   |
|---------|---|---|---|--------|---|---|
| 1922-23 | » | » | » | 13,4 % | » | » |
| 1923-24 | » | » | » | 10,0 % | » | » |
| 1924-25 | » | » | » | 11,6 % | » | » |
| 1925-26 | » | » | » | 5,9 %  | » | » |

C'est-à-dire, qu'à l'exception de 1924-25, année malheureuse pour l'économie Soviétique (il y avait une nouvelle famine, quoique beaucoup plus faible, qu'en 1921-22), le rôle de l'impôt sur l'agriculture, comme ressource fiscale diminuait systématiquement.

Mais si le rôle fiscal de l'impôt sur l'agriculture s'amoindrissait son rôle économique et social restait très grand.

C'est d'après lui que le gouvernement Soviétique, déterminait le prix des céréales. Pour payer l'impôt, les paysans devaient ven-

dre leurs produits agricoles et comme à cette époque l'Etat était l'acheteur le plus important et privilégié, il pouvait déterminer le prix d'achat des céréales et des autres produits agricoles. C'est l'explication des prix très bas des produits agricoles dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

Pour réaliser la détermination des prix sur les produits agricoles, l'impôt devait être très élevé. L'économiste Soviétique Galgovsky exprime sa pensée dans les termes suivants :

« Lui (l'impôt), est le régularisateur des prix des céréales. Mais il ne peut exercer ce rôle seulement si la pression exercée par lui sur l'agriculture est suffisamment grande. Autrement dit la somme de l'impôt ne peut pas être insignifiante ».

Et nous voyons en réalité que l'impôt foncier se chiffrait par des sommes importantes.

|            |               |                     |               |
|------------|---------------|---------------------|---------------|
| En 1922-23 | l'impôt donna | 193.000.000 roubles |               |
| 1923-24    | »             | »                   | 231.000.000 » |
| 1924-25    | »             | »                   | 343.000.000 » |
| 1925-26    | »             | »                   | 240.000.000 » |

En comparant cet impôt avec les impôts de l'ancien régime nous devons reconnaître, que l'impôt agricole unique était beaucoup plus lourd pour l'agriculture russe, que les impôts de l'ancien régime, parce qu'en 1912 tous les impôts fonciers n'atteignaient que 136.312.000 roubles et en outre ces impôts étaient payés par une agriculture plus florissante que celle de l'époque du N.E.P. (voir le chapitre IV de la II<sup>e</sup> partie), et par un Etat beaucoup plus grand, que l'Union Soviétique.

Maintenant après avoir parlé principalement des conditions économiques des paysans, nous dirons quelques mots sur deux formes de la grande possession de la terre qui existaient dans l'Union Soviétique :

Les exploitations Soviétiques et collectives (les Sovkhoz et les Kolkhozes) d'une part et les concessions agricoles des étrangers d'autre part.

## CHAPITRE VIII

---

### **Les Sovkhozes et les Kolkhozes pendant la période du N.E.P.**

---

La période du N.E.P. était un temps peu propice pour le développement des exploitations Soviétiques et Collectives.

Le gouvernement avait de nouveau reconnu officiellement les formes de la jouissance de la terre individuelle sous les formes de Khoutor et de l'Otroub et la jouissance collective sous la forme du mir.

Il essayait de rétablir l'agriculture, de la rehausser jusqu'au niveau qu'elle avait atteint avant la Révolution. Le gouvernement s'occupait relativement peu de la socialisation de la vie rurale.

Le gouvernement a laissé les Sovkhozes et les Kolkhozes sans vouloir les aider et encore moins d'en faire la forme dominante de la jouissance de la terre.

L'étendue totale des terres des exploitations soviétiques (Sovkhozes), après une chute rapide, quand elle tomba de 4.139.909 dessiatines en juin de l'année 1921 à 2.264.037 dessiatines en septembre 1923, resta presque stationnaire.

En 1927, elle était de 2.098.250 dessiatines. Autrement dit, pendant la période de quatre ans (1923 à 1927) il y avait seulement une diminution de 165.787 dessiatines.

Si l'étendue des terres occupées par des exploitations soviétiques, était à peu près stable pendant ce temps, il y avait une grande différence dans le mode d'exploitation des Sovkhozes par l'Etat.

A l'époque du communisme de guerre, les Sovkhozes étaient attachés à des entreprises industrielles, ou à des établissements publics et devaient fournir la nourriture aux ouvriers et aux em-

ployés de ces établissements. Mais dès le commencement du N.E.P., les Sovkhozes commencèrent à se séparer de ces établissements, auxquels ils étaient attachés précédemment. Ils se formaient en trusts (au commencement du N.E.P., tous les établissements industriels et commerciaux commençaient à former des trusts).

Une grande partie des Sovkhozes entrèrent dans l'organisation des trusts agricoles et pendant toute la période du N.E.P., l'étendue de terre de ces Sovkhozes augmenta aux dépens d'autres Sovkhozes, quoique lentement, mais méthodiquement.

|            |               |           |          |
|------------|---------------|-----------|----------|
| En 1923-24 | elle était de | 1.014.969 | hectares |
| 1924-25    | »             | 1.118.860 | »        |
| 1925-26    | »             | 1.172.869 | »        |
| 1926-27    | »             | 1.219.137 | »        |

(69)

Les Sovkhozes, faisant partie des différents trusts agricoles, ne présentaient pas la totalité des Sovkhozes. Ces derniers se trouvaient en jouissance dans dix-neuf différentes catégories d'établissements et même 78 Sovkhozes ayant la superficie globale de 37.855 hectares étaient en jouissance des particuliers et formaient ainsi une chose vraiment paradoxale. C'étaient de grandes possessions foncières appartenant à des particuliers dans un Etat socialiste.

(69) Si l'étendue globale de la terre possédée par ces Sovkhozes augmentait méthodiquement, on ne peut dire de même de la terre arable de ces Sovkhozes.

| ANNEES | R.S.F.S.R.    | UKRAINE       | TOTAL         |
|--------|---------------|---------------|---------------|
| 1923   | 402.000 hect. | 531.927 hect. | 933.927 hect. |
| 1924   | 357.927 »     | 539.018 »     | 896.945 »     |
| 1925   | 340.254 »     | 537.600 »     | 877.854 »     |
| 1926   | 314.727 »     | 570.000 »     | 884.727 »     |
| 1927   | 268.472 »     | 521.563 »     | 790.038 »     |

Parmi les établissements ayant dans leur jouissance les Sovkhozes, un des plus importants était le trust du sucre, qui, à lui seul, avait la jouissance de 29,25 % de terre, appartenant aux Sovkhozes (70).

La jouissance des Sovkhozes n'était pas stable. Très souvent un ou plusieurs Sovkhozes passaient de la jouissance d'un établissement ou d'un groupe à un autre.

Comme exemple, on peut citer les Sovkhozes du trust du sucre qui en 1925-26 possédait 1.029.000 hectares, en 1926-27 seulement 979.000 hectares.

Le 16 mars 1927, on entreprit une grande réforme des Sovkhozes.

Par un décret du Comité Central Exécutif et du Conseil des Commissaires du Peuple, il fut décidé que tous les Sovkhozes, sauf ceux qui appartenaient aux trusts du sucre et aux écoles d'agriculture, devaient être expropriés et enlevés des établissements qui en jouissaient antérieurement et être donnés aux trusts agricoles.

Malgré tous les changements dans le mode de leur exploitation les Sovkhozes n'exerçaient pas une grande influence sur la vie économique de l'Union Soviétique.

(70) La majeure partie des semailles de betteraves était effectuée par les Sovkhozes du trust du Sucre. La répartition des semailles, effectuées par le trust et par les paysans, était la suivante :

| ANNEES | TRUST DU SUCRE | PAYSANS INDIVIDUELS |
|--------|----------------|---------------------|
| 1921   | 56.616 hect.   | 126.480 hect.       |
| 1922   | 24.120 »       | 121.680 »           |
| 1923   | 22.560 »       | 148.440 »           |
| 1924   | 47.280 »       | 133.800 »           |
| 1925   | 85.200 »       | 90.600 »            |
| 1926   | 164.520 »      | 17.280 »            |
| 1927   | 219.120 »      |                     |

Les terres des Sovkhozes ne présentaient pas plus que 1,2 % de la superficie totale des terres arables de l'U.R.S.S., ou 6,5 % des terres qui, avant la révolution, appartenaient aux grands propriétaires. En outre, les Sovkhozes étaient moins bien outillés d'instruments agricoles que les exploitations paysannes, quoique selon les économistes Soviétiques, ils augmentèrent et améliorèrent leur outillage agricole plus rapidement que les paysans.

L'insuffisance de l'outillage agricole empêchait les Sovkhozes encore en 1927 de travailler toute la terre qu'ils possédaient.

Le sort des exploitations collectives pendant la période du N.E.P. était à peu près semblable à celui des exploitations soviétiques. Elles continuaient d'exister sans se développer et, parfois même, tombaient même en décadence complète. Toutes les trois formes des exploitations collectives, qui furent introduites pendant le communisme de guerre, continuaient à subsister pendant la période du N.E.P. Seulement, le rapport numérique entre le nombre des Kolkhozes vivant sous l'un ou l'autre système variait chaque année, sans que ces variations marquent une tendance nettement caractéristique ce que montre le tableau ci-dessous :

| ANNEES | NOMBRES  |        |                    |        |
|--------|----------|--------|--------------------|--------|
|        | Communes | Artels | Assoc. cult. comm. | Total  |
| 1922   | 1448     | 6639   | 3991               | 12.026 |
| 1923   | 1818     | 7511   | 3762               | 13.091 |
| 1924   | 1270     | 6321   | 2127               | 9.718  |
| 1925   | 1342     | 7740   | 3527               | 12.609 |
| 1926   | 1233     | 6709   | 4157               | 12.099 |
| 1927   | 988      | 6283   | 4124               | 11.395 |

Comme on peut le voir d'après ce tableau, les Kolkhozes n'étaient pas stables et si nous regardons les Kolkhozes dans les différentes parties de l'Union Soviétique, nous verrons des changements encore plus brusques. Ainsi en Crimée, de 1129 kolkhozes au commencement du N.E.P., il ne resta que 369 en 1927. Au gouvernement de Moscou de 867 kolkhozes subsistèrent seulement 331, etc.



L'instabilité des kolkhozes était encore augmentée du fait que les formes du kolkhoze elles-mêmes ne présentaient rien de stable ni de déterminé, une fois pour toutes.

Sous la même dénomination on concevait des choses tout à fait différentes dans les diverses régions ou même dans la même contrée, d'une année à l'autre. Par exemple, comme un des traits caractéristiques de l'artel agricole, la loi veut la mise en commun des moyens de production agricole. Il peut paraître alors que dans toutes les artels on doit mettre en commun les mêmes moyens de production agricole et au même pourcentage. En réalité c'est tout à fait autre chose : non seulement le pourcentage des outils mis en commun variait suivant la localité et l'époque, mais encore ce n'était pas toujours les mêmes articles qu'on avait en commun.

Citons quelques exemples :

I<sup>er</sup> exemple : *Le gouvernement de Moscou*

| MIS EN COMMUN                 |      |      |
|-------------------------------|------|------|
|                               | 1925 | 1926 |
| Les bêtes de somme.....       | 49 % | 43 % |
| Le bétail pour l'abatage..... | 43 % | 51 % |
| Les pores .....               | 60 % | 53 % |

II<sup>e</sup> exemple : *Le Caucase du Nord*

| MIS EN COMMUN                      |        |        |
|------------------------------------|--------|--------|
|                                    | 1925   | 1927   |
| Les bêtes de somme.....            | 32,2 % | 13,0 % |
| Le bétail pour l'abatage.....      | 15,8 % | 5,7 %  |
| L'outillage de labourage.....      | 20,5 % | 27,5 % |
| L'outillage pour es semailles..... | 62,6 % | 44,8 % |
| L'outillage pour la moisson.....   | 53,5 % | 36,3 % |
| Les semailles .....                | 96,0 % | 62,5 % |

III<sup>e</sup> exemple : La région de l'Oural

| MIS EN COMMUN           |        |        |
|-------------------------|--------|--------|
|                         | 1926   | 1927   |
| Les bêtes de somme..... | 60,0 % | 48,0 % |
| Les porcs .....         | 24,0 % | 27,0 % |
| Les brebis .....        | 31,8 % | 18,5 % |
| Les bovidés .....       | 13,4 % | 13,4 % |

On pourrait multiplier ainsi les exemples à l'infini, mais il nous semble que les exemples donnés suffisent pour démontrer la variété des objets mis en commun dans les différents artels de régions diverses de l'Union Soviétique.

La même diversité qui existait en matière d'articles mis en commun existait aussi dans la question de la répartition des bénéfices.

Il y avait des Kolkhozes, où on répartissait le bénéfice d'après le nombre de bouches, d'après les familles, d'après le nombre des journées de travail, etc., etc. De même il y avait des kolkhozes, où le bénéfice se répartissait en nature, tandis que dans d'autres il était réparti en argent.

Malgré cette grande diversité il y avait une seule chose, qui était commune à tous les kolkhozes, c'était leur petite étendue.

Pendant la période du N.E.P., ils ne sont pas devenus plus grands par rapport à ce qu'ils étaient pendant la première période de la politique agraire soviétique (voir la II<sup>e</sup> Partie, le Chapitre I<sup>er</sup>). Leur petite étendue leur empêchait d'avoir des machines agricoles compliquées.

Parce qu'en général ces machines ne travaillaient seulement qu'une partie du temps, qu'elles auraient dû travailler normalement. Ainsi par exemple, un tracteur ne travaillait, que la moitié du temps qu'il aurait dû travailler, ce qui rendait le labourage de la terre par un tracteur beaucoup trop cher. Le labourage d'un hectare par des chevaux revenait à 6 roubles 16 kopecks, tandis que

le labourage par le tracteur était de 7 roubles 41 kopecks. Par conséquent, il n'était pas avantageux d'employer des tracteurs et des machines chères dans les kolkhozes.

Parmi les autres facteurs, qui exerçaient une influence défavorable sur le développement des kolkhozes les auteurs soviétiques citent :

a) L'absence des indications précises dans le code agraire sur le passage du système de l'obstchina au système des kolkhozes.

b) L'impossibilité presque absolue de créer le kolkhoze dans une grande obstchina sans la partager.

c) La possibilité que donnait le code agraire à chaque membre du kolkhoze de reprendre son lot de terre en sortant du kolkhoze.

Tout cela créa de grandes difficultés dans la répartition des terres de kolkhoze et exigeait de longs et pénibles travaux pour l'exécuter. Le décret du Comité Exécutif Central et du Conseil des Commissaires du Peuple du 16 mars 1927 (le même décret qui réformait les sovkhozes) ordonna d'exécuter la répartition des terres des kolkhozes jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1927. Mais en réalité le plan de répartition ne fut exécuté nulle part complètement. Il y avait des régions où la répartition des terres des kolkhozes fut exécutée jusqu'à 60 % (gouvernement de Samara mais par contre il y avait des endroits où le plan de ces travaux ne fut réalisé que jusqu'à 5 % (District de Kromy). De tout ce que nous venons de dire, c'est-à-dire de l'instabilité des kolkhozes, de leur petite étendue et de leur petit nombre, aussi bien que de l'impossibilité d'employer des moyens d'agriculture plus perfectionnés, que ceux des paysans, résultait que les kolkhozes aussi bien que les sovkhozes, de cette époque, ne purent exercer une grande influence sur la vie économique rurale.

C'étaient les exploitations paysannes soit isolées, soit groupées en communauté rurale (obstchina, mir), qui dominaient dans la vie économique des villages.



## CHAPITRE IX

---

### Les Concessions Agricoles

---

Notre aperçu serait incomplet, si après avoir parlé des exploitations soviétiques et collectives nous passions sous silence une autre forme de grandes exploitations agricoles : les concessions aux étrangers.

La question des concessions agricoles nous paraît importante non pas à cause de l'influence économique, qu'exerçaient ces entreprises sur la vie économique de l'Union Soviétique (car contrairement aux prévisions leur rôle économique était de peu d'importance), mais à cause des grandes déviations, du droit Soviétique normal, que présentaient les contrats des concessions. La situation désastreuse de toute la Russie pendant l'année 1921 força le gouvernement Soviétique à demander des secours aux étrangers.

Cette demande de secours ne se limitait point aux demandes adressées par le gouvernement Soviétique à l'A.R.A., et autres œuvres de bienfaisance en les priant de subvenir à la nourriture de la population dans la région sinistrée par la famine.

Toute la vie économique de l'U.R.S.S. était ruinée et Lénine comprit qu'avec ses propres forces la Russie Soviétique ne pourrait jamais la restaurer.

Il disait à ce sujet en 1921 :

« Nous ne sommes pas en mesure de rétablir notre situation économique, sans recourir à l'outillage et à l'aide technique de l'étranger. Il ne suffit pas de faire venir de l'étranger l'outillage, il faut octroyer des concessions très larges afin que l'outillage soit monté selon le dernier mot de la technique. C'est ainsi, que nous pourrons reprendre un peu d'avance sur les syndicats de produc-

tions des autres pays. Toute personne qui regarde les choses froidement doit convenir, que sans cela nous ne pouvons pas parer à la crise actuelle » (71).

Dans le même sens Kameneff disait le 15 mars 1921 au congrès des Soviets :

« La Russie Soviétique ne peut exister, que si elle développe activement ses forces productrices. Sommes-nous capables de mettre en valeur nos richesses naturelles et rétablir notre économie sans l'aide du capital étranger ? Nous devons répondre carrément à ce congrès : non ! Mais si nous nous contentons de nous faire aider par le capital étranger, pourquoi n'accorderions-nous pas de concessions aux capitalistes russes ? Cette question s'est souvent posée. Eh bien ! ceux qui la posent ne comprennent pas, que si nous rappelons les capitalistes russes nous serons obligés de leur céder le pouvoir, tandis que les capitalistes étrangers se contenteront de mettre en valeur les richesses naturelles russes sans vouloir exercer le pouvoir, mais le feront simplement pour obtenir des revenus. Nous leur faisons une concession économique précisément pour retenir le pouvoir ».

Dans ces paroles est concentrée toute l'essence de la concession.

Le gouvernement Soviétique se trouvant dans une situation excessivement difficile, consentit à faire de très grandes dérogations à son droit et à sa politique économique, mais il ne consentit aucune concession politique.

Sous l'influence de ces idées fut rédigée toute la législation du régime des concessions.

Mais avant d'entrer dans les détails de cette législation il faut voir ce que c'est que la concession selon le droit Soviétique.

Le docteur Hwang-Zen la détermine comme suit :

« La concession c'est une loi spéciale promulguée par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union, accordant aux particuliers étrangers dans un but d'utilité publique la possession provisoire de biens appartenant à l'Etat ».

(71) Cité d'après le Bulletin de la Société des Etudes et d'Informations Economiques.



Ces concessions sont accordées à de certaines conditions et sous certaines réserves. En employant ici le mot la « loi » il faut faire une réserve : c'est plutôt un décret loi, qu'une loi proprement dite. La première disposition concernant le régime des concessions fut le décret du 23 novembre 1920, qui posa les principes fondamentaux de toute la législation ultérieure. Puis le décret du 25 avril 1923 régularisait le mode des concessions (72).

Au terme du décret du 23 novembre de l'année 1920, la concession est donnée pour un délai ordinairement de longue durée qui est déterminé par le contrat. Le concessionnaire doit utiliser pour l'exploitation de la concession son capital, qui ne peut être ni nationalisé, ni confisqué, ni réquisitionné sous aucun prétexte. Aussi bien le gouvernement Soviétique garantit-il par un acte qu'il ne sera fait aucune dérogation aux règles du contrat de la concession. (Mais selon l'interprétation donnée par les juristes soviétiques les organes législatifs de l'Union Soviétique se réservent tout de même le droit d'éditer des lois modifiant les conditions du contrat des concessions).

La rémunération du concessionnaire consiste dans une partie du bénéfice, cette partie est déterminée par le contrat.

Enfin pour réaliser la concession le concessionnaire a le droit d'embaucher des ouvriers et des employés conformément aux dispositions du code de travail de l'Union Soviétique. Toute ces dispositions étaient contraires aux principes du droit Soviétique.

Premièrement, tandis que le délai du bail, selon l'article 154 du code civil Soviétique, ne pouvait dépasser 12 ans, la concession pouvait être accordée pour des délais bien plus longs.

Deuxièmement, le capital, que devait appliquer le concessionnaire, pouvait passer à ses héritiers, même s'il dépassait la limite de l'héritage, qui est de 10.000 roubles, selon l'article 416 du Code Civil Soviétique.

(72) Les décrets du 8 mars 1923 et du 11 août 1925, parlent des organes administratifs régissant les concessions, ne concernant pas directement les concessions agricoles, dont nous parlons dans le présent chapitre.

Cette dérogation paraissait si importante, qu'elle fut insérée non seulement dans le décret du 23 novembre 1920, mais aussi dans la remarque du dit article 416.

Enfin les promesses, que les biens de la concession ne seraient pas confisqués sous n'importe quelle forme, est en contradiction avec l'article 38 du Code Pénal, qui reconnaissait le droit de confiscation des biens en totalité ou partiellement.

En outre, parce que la concession est une entreprise capitaliste et étrangère, son existence même exige de grandes dérogations aux règles économiques existentes dans l'Union Soviétique.

La plus grande dérogation fut la suivante :

La loi permit aux concessionnaires de vendre leurs produits librement, non seulement sur le marché intérieur, ce que pouvaient aussi faire les paysans à cette époque, mais même les vendre à l'étranger en violation de la disposition économique la plus capitale du monopole du commerce extérieur.

Cette dernière vente pouvait être effectuée seulement en vue d'obtenir la monnaie étrangère, nécessaire pour le paiement des intérêts et l'amortissement des capitaux engagés.

Cette dérogation aux règles essentielles de la politique économique du gouvernement, fut affaiblie par l'existence du droit de priorité en faveur de l'Etat sur tous les produits de la concession.

Mais si le gouvernement voulait faire usage de son droit de priorité sur la partie de la production déterminée pour la vente à l'étranger, il devait la payer en monnaie étrangère au cours du jour, déduction faite des frais de transports.

Par contre le concessionnaire s'engage non seulement de mettre en marche son entreprise et d'y engager les capitaux nécessaires mais aussi de remplir annuellement un programme de production minimum. En outre, il devait payer à l'Etat, une redevance annuelle fixée par le contrat et acquitter tous les impôts directs et indirects sur la même base que les autres établissements privés de la même branche.

La concession, comme nous l'avons déjà dit, est un contrat temporaire et à l'expiration du délai pour lequel il était établi il prend fin et tous les biens de la concession passent à l'Etat. Celui-ci

peut même après un certain temps, prévu par le contrat de la concession, la racheter. Aussi bien en cas de non exécution des obligations prises par une partie (l'Etat ou le concessionnaire) l'autre partie peut demander la résiliation de la concession.

Pratiquement les concessions et surtout les concessions agricoles étaient beaucoup moins importantes que l'on pouvait s'y attendre. Jusqu'en novembre 1927 (époque qu'on peut considérer comme la fin du N.E.P.), il ne se créa que six concessions agricoles (73), présentant 5,5 % environ de toutes les concessions étrangères en U. R. S. S.

Toutes ces concessions étaient très grandes et conclues pour un délai relativement long. Ainsi par exemple la concession de Krupp dans le district de Salsk, région du Don, possédait 25.000 dessiatines et était conclue pour une période de 36 ans.

Les concessions agricoles étaient organisées comme des grandes entreprises avec de grands capitaux et avec un outillage perfectionné, quoique l'absence de garanties suffisantes des capitaux engagés, empêchait les concessionnaires d'y investir tous les capitaux, qu'il serait nécessaire pour organiser les exploitations en proportions avec la dimension de la concession.

Tout cela rendait l'exploitation des concessions étrangères, des exploitations modèles par rapport aux petites exploitations paysannes ayant une culture très arriérée, et par rapport aux exploitations soviétiques instables et presque dépourvues d'outillage.

L'insuffisance de garanties des capitaux investis, les charges fiscales et surtout les charges sociales très élevées n'ont pas permis d'intéresser un grand nombre des capitalistes étrangers dans les concessions agricoles. Ces concessions au lieu de se multiplier restent des faits isolés, n'exerçant aucune influence sur la vie économique de l'Union Soviétique et ne présentant comme nous l'avons dit, au commencement de ce chapitre qu'un intérêt purement théorique.

(73) En plus des six concessions purement agricoles, il y avait à cette époque 7 concessions forestières.



## CHAPITRE X

---

### La Colonisation

---

Le courant de la colonisation, qui était très fort avant la guerre, s'affaiblit pendant la Grande Guerre et cessa complètement pendant la Révolution.

Le partage noir attira toute l'attention des paysans, qui croyaient que le partage des terres des grandes propriétés leur procurerait des terres en quantité suffisante pour une vie riche et abondante.

La vie réelle a complètement bouleversé cette espérance de paysans.

Le partage des terres des grands propriétaires et des paysans riches augmentèrent, bien entendu, l'étendue moyenne des lots paysans, mais cette augmentation n'était pas assez grande pour résoudre la question du surpeuplement rural, qui s'accrut pendant les premières années de l'existence du gouvernement Soviétique, à cause du retour massif des ouvriers industriels dans les villages, d'où ils étaient originaires. Cela venait de ce que le travail de la plupart des établissements industriels s'arrêta à cette époque, et en même temps que la question alimentaire, comme nous l'avons déjà dit, était devenue très difficile.

Ce retour des ouvriers industriels dans les villages contrebalança pour une grande mesure la croissance des lots de terre paysans, et si nous tenons compte de la baisse de la récolte moyenne après la Révolution, nous pouvons facilement comprendre, pourquoi aussitôt après la fin de la guerre civile, réapparurent les plaintes sur le surpeuplement agricole.

Avaloff dans l'article « La question du surpeuplement agraire » imprimé dans « *La Revue Economique* » Moscou 1929, estime que vers la fin du N. E. P. seulement dans la région du Caucase du Nord, en Crimée et le Bas-Volga, la région industrielle de l'Ukraine, de Dniepropetrovsk et les steppes, les paysans éprouvaient l'insuffisance de terre, mais le surpeuplement n'était pas trop grand. Mais dans la région du centre agricole, de l'Ukraine de la rive droite du Dniepre, du Volga moyen, des terres Bachkires, en Russie Blanche et du Don l'insuffisance de terre se sentait très fortement, et le surpeuplement agraire était très grand (74).

La première conséquence du surpeuplement agraire fut la renaissance du courant de la colonisation. Pendant les 5 ans de 1923 à 1927 il y avait 1.573.000 demandes d'émigration pour la colonisation, qui se répartissaient de la manière suivante :

|         |            |         |           |
|---------|------------|---------|-----------|
| En 1923 | il y avait | 107.000 | demandes. |
| 1924    | » »        | 125.000 | »         |
| 1925    | » »        | 310.000 | »         |
| 1926    | » »        | 431.000 | »         |
| 1927    | » »        | 600.000 | »         |

Mais de ce grand nombre d'aspirants à la colonisation seulement une partie sensiblement moindre entreprit effectivement la colonisation. Notamment :

|                 |         |         |
|-----------------|---------|---------|
| En 1923-24..... | 15.847  | hommes. |
| 1924-25.....    | 111.804 | »       |
| 1925-26.....    | 120.008 | »       |
| 1926-27.....    | 161.839 | »       |
| 1927-28.....    | 195.692 | »       |

---

Au total..... 605.190 hommes.

(74) Dans cette énumération ne sont pas mentionnées premièrement les régions du Nord-Est, de Leningrad, de la Korélie et du centre industriel, parce que dans ces régions la terre ne joua pas un rôle prépondérant et parce que les ressources non agricoles prédominaient dans les budgets des paysans de ces régions. Deuxièmement, la région d'Orenbourg, qui était très fortement éprouvée par la famine de 1921 et qui n'a pas pu se rétablir durant toute la période du N. E. P.



Mais c'est seulement 401.383 hommes, qui s'installèrent définitivement dans les lieux de la colonisation, les autres retournèrent à leurs anciennes habitations.

Le pourcentage des retours était surtout très grand pendant les deux premières années de la colonisation :

Ainsi en 1923-24 93,0 % des colons sont revenus.

1924-25 79,0 % » » » »

1925-26 20,8 % » » » »

1926-27 21,2 % » » » »

1927-28 20,7 % » » » »

Tous ces retours s'expliquent par l'état très médiocre des mesures entreprises par le gouvernement pour faciliter la colonisation et surtout par l'insuffisance d'aide matérielle fournie aux colons.

Ainsi la somme qu'avancait aux colons le gouvernement Impérial pour les frais de voyage et de premier établissement était de 400 à 700 roubles par exploitation (cette somme est transformée en monnaie soviétique), tandis que la somme avancée par le gouvernement soviétique pour les mêmes buts n'étaient que :

En 1924-25 que de 11 roubles par exploitation.

1925-26 » » 62 » » »

1926-27 » » 243 » » »

Les sommes que le gouvernement Soviétique dépensait pour subvenir aux besoins matériels et moraux des colons déjà établis étaient sensiblement inférieures aux sommes dépensées pour le même but par le Gouvernement Impérial.

Ainsi tandis que ces derniers dépensaient pour ce but en moyenne de 110 roubles 55 kopecks par exploitation.

En 1925-26 on ne dépensait que 3 roubles 11 kopecks

1925-26 » » 22 » 44 »

1927-28 » » 32 » 56 »

Bien entendu que la situation des colons dans des conditions pareilles n'était pas brillante. Mais leur situation était bien pire par rapport à celle des colons d'avant-guerre, non seulement parce qu'ils recevaient du gouvernement une aide moindre, mais aussi parce que, eux-mêmes, ils étaient plus pauvres, que les colons d'avant-guerre.

Bolchakoff (75) considère que les colons du gouvernement de Tomks, en 1911 et 1912 avaient en moyenne 434 roubles or, ce qui en tenant compte de la différence des cours est presque trois fois plus de ce que eurent les colons de l'époque du N. E. P.

Par contre il est vrai, que les colons soviétiques conservent pendant 2 ou 3 ans le droit de jouissance de la terre dans l'endroit de leur ancienne habitation, mais cela non seulement ne facilitait pas la colonisation, mais par contre favorisait les retours des colons, parce que, si ce dernier rencontrait des obstacles dans son nouveau domicile il n'essayait même pas de les surmonter, mais retournait simplement à son ancienne habitation parce qu'il était sûr de trouver sa terre là-bas.

Pendant les cinq ans (1923 à 1927) ne s'installèrent définitivement que 401.383 colons, tandis qu'en deux ans de 1912 à 1913 435.904 hommes s'établirent définitivement en Sibérie.

Ces résultats ont été reconnus insuffisants par le gouvernement Soviétique et ce dernier élaborait un nouveau plan de colonisation.

Selon le nouveau projet, à la colonisation purement agricole devait être substituée la colonisation « combinée », c'est-à-dire être non seulement agricole, mais aussi industrielle et la partie méridionale de la Sibérie devait être remplie de centres industriels et autour de ces centres devait se développer la colonisation agricole. En réalité cette nouvelle colonisation prit un caractère essentiellement industriel et par conséquent ce nouveau mouvement se trouva hors des limites du présent ouvrage.

(75) Bolchakoff, *Les Résultats de la Colonisation Soviétique durant les Cinq Ans*. La Revue Economique, Mars 1929.

## CHAPITRE XI

---

### La Situation Agraire en 1927

---

L'année 1927 peut être considérée comme la limite de la période du N. E. P., et en même temps comme le commencement d'une période tout à fait différente : — de la période du « Plan Quinquennal ». C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de nous arrêter sur cette année et d'apprécier les résultats de la politique agraire du gouvernement Soviétique ; avant de passer à l'étude de sa politique agraire pendant la période du plan quinquennal.

L'économiste Soviétique Oganovsky détermine la situation agricole de l'Union Soviétique en 1927 comme suit :

Pendant cette année la superficieensemencée atteint 97 % de celle de 1913 (voir le IV<sup>e</sup> Chapitre de la III<sup>e</sup> Partie). Dans les différentes parties de l'Union Soviétique le pourcentage du rétablissement de l'agriculture variait fortement. Ainsi en Ukraine toutes les terres qu'on labourait avant la guerre furent ensemencées. Dans le Caucase du Nord on a rétabli à peu près 90 % de l'étendue de terre labourée d'avant-guerre. Quant à la région de la Volga, là ne fut ensemencée que 56 à 58 % de la superficie d'avant-guerre. Par contre en Sibérie on cultivait en 1927 plus de terre qu'en 1916 (l'année la plus prospère dans cette région). Mais en Kazacstane (nord du Turkestan), on a rétabli que 80 % de la superficie d'avant-guerre. L'élevage était rétabli aussi vers 1927. Le nombre du bétail était alors de 101 % du nombre de 1916. C'est-à-dire, moindre par rapport à 1913, puisque le nombre du bétail en 1916 était sensiblement plus petit par rapport à celui de 1913. Comme le pourcentage des terres labourées, le pourcentage du rétablissement de l'élevage variait aussi d'une région

à une autre. Ainsi par exemple en Ukraine le nombre du bétail n'était que de 60 % par rapport à celui de 1913.

La valeur globale de la production brute de tous les produits agricoles était de 98 % de celle de 1913 et l'exportation s'élevait à 30 % de celle d'avant-guerre.

Par conséquent l'agriculture atteignait en 1927 à peine le niveau qu'elle avait en 1913. Par contre la population rurale se multiplia de plus en plus.

En 1913 la population rurale de ces parties de la Russie d'Europe sur lesquelles s'étend actuellement l'Union Soviétique était de 114.000.000 de personnes, tandis qu'en 1927, elle était déjà de 122.000.000 de personnes. C'est-à-dire que le rapport entre le nombre de la population et celui de la production agricole était moins favorable en 1927 qu'en 1913. Cela ne présentait pas encore un très grand danger, parce que en 1923 ou 1924 ce rapport était encore moins favorable et on pouvait croire que dans l'avenir il serait plus avantageux, si le progrès de l'agriculture continuait toujours. Mais justement vers cette époque un ralentissement de ce progrès agricole s'accrut et même une légère diminution de certains produits se fit remarquer.

Ce fait s'explique facilement :

Pendant la période du communisme de guerre, l'agriculture tomba à un tel degré, qu'elle ne pouvait plus satisfaire même aux besoins des cultivateurs eux-mêmes.

Le changement de la politique agraire et économique permit aux paysans de rétablir la culture de leur travail sur la terre, et ils s'adonnèrent avec ferveur à cette besogne.

Mais une fois l'agriculture rétablie en mesure suffisante pour subvenir aux besoins personnels de l'agriculteur et de sa famille et pour les paiements des impôts, la croissance de l'agriculture ne se poursuivit que très lentement. Le système du mir (obstchina) des paysans, le système le plus arriéré de tous les systèmes possibles, avec les partages périodiques des terres, les énormes enclaves, etc. etc. qui fut généralisé sur toutes les terres de la Russie par le gouvernement Soviétique empêchait le développement rapide de l'agriculture.

Et si nous y ajoutons l'imposition trop lourde et mal assortie aux possibilités des contribuables et les restrictions de la liberté économique (qui ont survécu à la première période de la politique du gouvernement Soviétique), nous comprendrons pourquoi le développement de l'agriculture commença à devenir de plus en plus lent.

En 1927 tout de même, par rapport à 1922 il y avait un grand progrès de réalisé dans l'agriculture. Ce progrès était accompagné d'un autre fait que nous avons traité dans un chapitre spécial — la différence sociale de la classe paysanne — la renaissance de la petite bourgeoisie rurale.

Cette nouvelle bourgeoisie devait inévitablement apparaître dès le rétablissement de la liberté économique. Parce que tandis que les uns s'enivraient et gaspillaient leurs biens, les autres travaillaient très attentivement et mettaient de l'argent de côté. Ces paysans plus appliqués et laborieux, plus prévoyants et plus économes formaient la nouvelle bourgeoisie rurale, c'est-à-dire, une classe, qui selon le programme communiste ne devait plus exister. Ce fait à lui seul était désagréable au premier gouvernement communiste, mais ce qui aggravait encore la situation aux yeux du gouvernement Soviétique c'était que la nouvelle bourgeoisie rurale en grande partie se constituait de personnes dont le dévouement et la fidélité au régime Soviétique étaient pour le moins très douteux.

Par contre un grand nombre des partisans du gouvernement, qui prenaient une part très active dans la guerre civile ne purent s'adapter aux nouvelles conditions économiques et étaient réduits à la condition d'ouvriers agricoles, ou même à la mendicité.

Dans les journaux soviétiques de 1927 et de 1928 on pouvait lire très souvent qu'un tel ou tel ancien communiste de la guerre civile, chevalier de l'ordre du Drapeau Rouge, ou même un chef des francs-tireurs de la guerre civile sont devenus mendiants et demandent l'aumône chez les paysans riches ou aux cosaks, à ceux en un mot, qui parfois faisaient partie des troupes blanches ou vertes pendant la guerre civile.

Bien entendu, qu'une situation pareille paraissait anormale aux nombreux membres du parti Communiste et même à plusieurs membres du gouvernement Soviétique.



Résumons la situation :

L'agriculture avait fait tout le progrès, qu'elle pouvait faire sous les conditions économiques et juridiques créées par le N. E. P. et tout de même elle restait inférieure à celle d'avant-guerre.

Si on voulait qu'elle progresse encore plus il fallait changer les conditions. Il fallait faire alors un des deux : ou augmenter la liberté économique en s'approchant ainsi encore plus de l'économie dite capitaliste, ou chercher une autre voie établissant le socialisme et en essayant d'obtenir ainsi le progrès agricole.

L'augmentation de la liberté économique était un moyen plus sûr pour obtenir le progrès agricole, mais elle devait inévitablement augmenter la différence sociale et économique de la population rurale et renforcer encore plus la nouvelle bourgeoisie rurale. Un grand nombre de communistes étaient opposés à cette solution, parce que même la structure sociale qui existait en 1927 était très loin de ce que proclamaient les bolcheviques au commencement de la Révolution.

Au lieu de l'égalité complète entre tous les paysans, des impôts légers, de la possibilité de vendre cher tous les produits agricoles et d'acheter les produits industriels à bon marché, il y avait en 1927, une classe paysanne divisée en différentes classes économiques, surchargée d'impôts lourds et mal répartis, obligée de vendre ses produits à vil prix et d'acheter cher les produits industriels. L'agriculture moins prospère que celle d'avant-guerre. Enfin au lieu d'avoir une surabondance de terre on commençait de nouveau à sentir son insuffisance.

Une nouvelle augmentation de la liberté économique, mais en même temps accentuant encore plus la différence sociale, améliorerait certes la situation économique.

Mais est-ce qu'il valait la peine d'entreprendre une grande Révolution, de mener une guerre civile longue et sanglante, de souffrir de la famine et de l'absence de tous les produits nécessaires, pour aboutir à des résultats pareils ?

C'est ce que se demandaient de nombreux communistes, des prolétaires agricoles et des paysans pauvres. Peut-être pourrait-on entreprendre une deuxième Révolution agraire ? Cette fois contre les



paysans riches et aisés ce qui serait plus facile à réaliser, car le pouvoir était déjà entre les mains des communistes. Et peut-être cette deuxième Révolution apporterait ce bien-être que la première n'avait pas réalisé. Ainsi pensaient de nombreux communistes.

Ainsi naquit l'idée de cette grande transformation de la vie rurale, qui est la collectivisation et qui peut avec raison être considérée comme la deuxième Révolution agraire.

Mais avant de pouvoir être réalisée elle devait passer par une période transitoire, qui dura environ deux ans et pûr vaincre l'opposition à l'intérieur du parti Communiste.

Nous étudierons dans la partie suivante cette période de transition.



## QUATRIÈME PARTIE

---

### La Période Transitoire

---

#### CHAPITRE PREMIER

---

### Les Divergences dans le Parti Communiste et le XV<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste

---

Vers la fin de la période du N. E. P., au sein du Parti Communiste deux courants se formèrent : les droites et les gauches.

La différence entre ces deux courants se montre dans toutes les questions économiques et bien entendu, dans la question agraire aussi.

Les droites voulaient non seulement consolider toutes les concessions faites à l'initiative privée pendant la période du N. E. P., mais encore les élargir de plus en plus en s'approchant ainsi de l'économie « capitaliste ».

Svetloff (76) donne le résumé suivant des idées des droites dans la politique agraire.

(76) Svetloff, *Sous le signe du développement de la reconstruction socialiste*.

Moscou, *La Revue Economique*, Novembre 1929.

« Il faut dans la question agraire affaiblir le développement des formes collectives de l'agriculture. Changer le penchant de notre politique générale vers ce qui concerne les exploitations individuelles et adopter la politique de la construction des établissements industriels, la politique du crédit et de l'importation, aussi bien que la politique des prix sur les céréales dans l'intérêt des exploitations individuelles ».

L'arrêt du développement de l'agriculture et sa légère décadence (77) pendant l'année 1928. Cela s'expliquait par les droites, par la fiscalité excessive et par la tentative d'introduire le Socialisme dans la vie rurale.

Les gauches accusaient les droites d'avoir accepté des idées bourgeoises. Svetloff, dans son article que nous avons cité plus haut, appelle leurs idées tout court « Idéologie Bourgeoise ».

Mais en réalité ils n'étaient ni partisans du rétablissement intégral de la structure capitaliste, ni empreints de l'idéologie bourgeoise.

Au contraire les droites étaient socialistes et même communistes. Ils considéraient la socialisation de l'agriculture, comme un idéal, mais seulement ils jugeaient l'introduction du socialisme dans l'agriculture, comme inopportun. Par exemple au sujet du développement des Kolkhozes, ils disaient :

« Le Kolkhoze est la forme naturelle de l'organisation des exploitations de paysans pauvres, mais il est clair, que le passage immédiat à ce genre d'exploitation exige un changement trop brusque des habitudes héritées des pères et des grands-pères ; c'est pourquoi il est très douteux que le mouvement de la collectivisation entraîne toute la masse de la pauvreté rurale ». (Plan quinquennal de la réorganisation socialiste. « *La Revue Economique* » Avril 1929).

(77) La superficieensemencée en 1928 était sensiblement inférieure à celle de 1927. Ainsi tandis que les semailles de céréales occupaient en 1927 95.200.00 hectares, ils n'occupaient en 1928 que 93.400.000 hectares. En plus de cette diminution des étendues des terres labourées, il y eut en 1928 une mauvaise récolte. Tchernoff, *Les Questions Principales d'Approvisionnement en Céréales*. Moscou, *La Revue Economique*, Juillet 1929.

En attendant cette transformation, il faut donc, que l'agriculture progresse et parce qu'elle ne peut pas prendre de formes socialistes, il faut développer celles-ci dans les formes les plus productives existantes : même si elles sont très éloignées de l'idéal socialiste. Ainsi, par exemple, Oganovsky en parlant de la colonisation agricole dit, qu'il faut encourager les exploitations fortes parmi les colonistes auxquels ils proposent d'accorder de grands lots de terre jusqu'à 44 à 45 dessiatines par ménage.

L'opinion des gauches était tout à fait autre .

La socialisation intégrale de l'agriculture devait être réalisée immédiatement ; et ce qui est le plus important dans leurs opinions, c'est qu'ils disaient que cette socialisation devait non seulement être réalisée immédiatement, mais encore que c'était une chose *tassable*.

La structure sociale actuelle des villages leur paraît tout à fait insupportable et ils peignaient cette structure tout en noir.

Pour illustrer ces idées, prenons l'exemple, que cite Kritsky dans son livre « *Die Wirtschaftliche Differenzierung der Bauernklasse* ». C'est un passage extrait du rapport d'un correspondant rural Soviétique (évidemment appartenant aux gauches).

« La situation des paysans n'ayant pas de chevaux (et nous avons vu que c'était 44,8 % des paysans), remarque l'auteur, est désespérée... Ils vivent dans une pauvreté égale à celle des mendiants, dans le froid et dans la saleté, mangés par les parasites, souffrant de la psore, des tristes et malheureux martyrs. La vie d'un pauvre est une torture ininterrompue. La pauvreté qui s'approche de la mendicité est la vie quotidienne d'un villageois. Dans de nombreuses régions le développement des villages, à vrai dire a reculé de 1.000 ans. — C'est l'économie naturelle classique avec l'outillage insuffisant et des méthodes barbares de l'utilisation des richesses naturelles ».

Tandis que pour les droites, les paysans riches sont les forts des travailleurs appliqués, par contre pour les gauches ce sont les koulaks, les exploitateurs, les vampires, qui sucent le sang du peuple travailleur.

Selon l'opinion des gauches, ce ne sont pas les mesures de la socialisation de l'agriculture, qui empêchent cette dernière de se

développer, ce sont au contraire les intrigues faites par les koulaks, qui sont la cause du faible développement de l'agriculture.

Ce sont les koulaks, qui par leur « grève du blé » (expression soviétique signifiant la diminution des superficies labourées) essaient d'augmenter les difficultés du Gouvernement Soviétique.

Ce sont eux encore, qui exploitent les paysans pauvres, en les privant au moyen de pratiques basses de tous les avantages économiques, que leur propose le Gouvernement Soviétique etc.

Pour les gauches, les koulaks sont les ennemis les plus redoutables de la socialisation, qui doivent être exterminés par le Gouvernement Soviétique pour le bien-être du peuple travailleur.

La liquidation (extermination) des paysans riches et la création de grandes exploitations collectives étaient selon les opinions des gauches les meilleurs moyens de redressement de l'agriculture.

Ces deux opinions, si opposées l'une de l'autre, existaient en l'état latent pendant toute la période du N. E. P., mais c'est seulement vers la fin de cette période, qu'ils s'établirent définitivement.

Le gouvernement Soviétique jusqu'en 1927 ne prit définitivement parti ni pour la droite, ni pour la gauche. Pendant ce temps, au sein du gouvernement lui-même, c'était une lutte acharnée entre les différentes fractions et oppositions. C'est seulement après le XV<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste, que le Gouvernement Soviétique prit une position définitive en faveur des gauches dans la question agraire.

Le XV<sup>e</sup> Congrès peut à cause de cela être considéré, comme le point de départ d'une politique agraire tout à fait différente de celle de la période du N. E. P.

Cela peut être considéré avec d'autant plus de raison, que pendant ce temps fut élaboré le Plan Quinquennal dans sa première rédaction.

De toutes les questions économiques le XV<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste a consacré le maximum de temps à l'étude des moyens de la réorganisation socialiste de l'agriculture.

Voilà en quels termes Molotoff, qui parla au XV<sup>e</sup> Congrès de la part du Gouvernement Soviétique, déterminait sa politique agraire :



« Puisque nous sommes arrivés dans le développement des formes productives des villes et des villages, jusqu'au niveau d'avant-guerre et l'avons même dépassé un peu ; — dès ce moment le problème essentiel de la politique rurale du parti devient la création de conditions telles, qu'il puisse assurer à toute la classe paysanne et à l'Etat tout entier, le passage le plus avantageux des petites exploitations individuelles aux grandes exploitations collectives ».

Mais en même temps, il considère, que cette transformation ne peut se faire rapidement.

« Nous ne devons pas oublier, continue Molotoff au même XV<sup>e</sup> Congrès, que notre village est l'ensemble d'une immense quantité d'exploitations individuelles. Nous savons que le développement des économies individuelles en voie de socialisation est très difficile. Il faut plusieurs années pour passer de l'économie individuelle à la collective. Nous savons que le développement des exploitations individuelles continua des années et des années. Notre règle de conduite dans la résolution de notre problème dans les villages doit être la suivante : Aucune fantaisie dans ce qui concerne nos relations avec le village, aucune fantaisie en ce qui concerne le développement des grandes exploitations aucune immiscion et aucune intervention des agents soviétiques urbains dans ces questions ».

Cette déclaration marquait, en somme, la victoire des gauches, mais cette victoire était évidemment incomplète. Parce que le gouvernement voulait transformer la vie rurale sans rien brusquer. La réalisation de ces idées se trouvait dans le plan quinquennal (première rédaction) dans la V<sup>e</sup> partie qui parlait de l'agriculture.

Le plan quinquennal est un plan qui devait régir l'activité économique de l'Union Soviétique comprenant les années économiques qui vont de 1927-28. à 1932-33. Durant lesquelles toutes les branches économiques devaient dans une mesure plus ou moins grande être socialisées.

« Mais cela serait une grave erreur de voir dans le plan quinquennal un simple plan économique élaboré dans les bureaux et exécuté ensuite par voie bureaucratique. En réalité le plan quinquennal est un plan de lutte de la classe prolétaire de l'Union Soviétique pendant les cinq années suivantes ; un plan pour l'édification

du socialisme. Bien plus il constitue une partie essentielle de la lutte de la classe internationale ». Voilà en quels termes les décrits une brochure communiste, publiée à Paris (78).

Cette brochure souligne que le plan quinquennal est premièrement un plan de lutte contre les classes autres que le prolétariat et qu'il est un essai pour établir le socialisme dans l'Union Soviétique.

Mais ce qui est très caractéristique pour le plan quinquennal (de la première rédaction) c'est que le socialisme ne doit pas éliminer complètement l'économie individuelle. Dans toutes les branches de l'activité économique il devait rester un certain pourcentage d'entreprises privées, le secteur privé, comme l'appela-t à cette époque la presse soviétique.

Seulement l'importance de ce secteur était différente dans le commerce, l'industrie et l'agriculture. Tandis que dans l'industrie vers la fin de la période du plan quinquennal, le secteur socialisé devait atteindre 92,4 % et le secteur privé seulement 7,6 % et dans le commerce à la même date respectivement 96,8 % et 3,2 % dans l'agriculture, le secteur socialisé ne devait représenter que 15 % tandis que le secteur privé 85 %.

Maurice Mendelson, directeur du département d'information du *Amtorg Trading Corporation* (79), dans son article *The Industrialisation of Russia*, dit que selon les premières suppositions, il devrait être labouré collectivement à la fin de la période du plan quinquennal environ 20 à 22.000.000 hectares, c'est-à-dire que tandis que pour l'industrie et le commerce le plan quinquennal était très osé, dans l'agriculture il n'escomptait obtenir qu'une transformation relativement modeste.

(78) *Qu'est-ce que c'est que le Plan Quinquennal. L'édification du Socialisme.* Paris, 1930.

(79) *Amtogr Trading Corporation* est une entreprise du gouvernement Soviétique, destinée à l'élargissement des rapports commerciaux de l'Union Soviétique avec les Etats-Unis.

Le « secteur socialisé » devait seulement s'accroître de 2 % de ce qu'il présentait approximativement en 1927-28 à 15 % en 1932-1933.

Cet accroissement ne devait même pas diminuer le nombre d'exploitations individuelles, causé par leur collectivité, il devait être contrebalancé par l'accroissement de la population rurale dans le pays.

Les kolkhozes et les sovkhoses devaient, selon la première rédaction, remplacer seulement les paysans riches dans l'économie rurale et jouer leur rôle économique.

On ne songeait à cette époque à remplacer tous les paysans travaillant la terre soit individuellement, soit groupés dans des communautés rurales, par les exploitations collectives.

L'existence des paysans non collectivistes était non seulement tolérée par le plan quinquennal, mais même elle était indispensable pour sa réalisation parce qu'une grande partie des ressources financières nécessaires pour son exécution devait être fournie par « le secteur privé » dans lequel les paysans non collectivistes jouaient un rôle prédominant.

Ainsi sur la somme nécessaire pour financer le plan quinquennal qui était évaluée à 77.000.000.000 roubles au minimum, et 86.000.000.000 roubles au maximum, 28.700.000.000 roubles, c'est-à-dire plus d'un tiers devait être fourni par l'imposition du secteur non collectivisé.

Mais si les paysans pauvres et moyens ayant des exploitations non collectivisées devaient être conservés, les koulaks devaient être persécutés.

On ne prévoyait pas encore à cette époque leur extermination totale, ce que l'on entreprit plus tard, quand on procéda à la « liquidation des koulaks, comme classe », mais par une série de mesures économiques et politiques, dont nous parlerons dans les chapitres suivants, on essayait de les appauvrir et de leur ôter toute influence économique dans les villages.

Un autre résultat du plan quinquennal devait être l'augmentation des kolkhozes. Après dix ans de l'existence de la République Soviétique la superficie des terres appartenant aux kolkhozes avait

à peine atteint 2 % de la superficie totale des terres arables, tandis qu'en cinq ans, elle devait augmenter de 13 % en atteignant le chiffre de 15 %, c'est-à-dire qu'on prévoyait une augmentation considérable et très rapide. Mais la vie réelle a largement dépassé ces prévisions.

En même temps que les kolkhozes devenaient plus répandus, devaient progresser aussi les sovkhozes, dont la superficie totale devait s'accroître pendant cinq ans de 7.000.000 hectares, et dont la production en 1932-33 devait atteindre 32.000.000 quintaux de céréales.

La socialisation de l'agriculture n'était pas la seule préoccupation du plan quinquennal, en ce qui concerne l'agriculture.

Il prévoyait aussi un grand essor de la production agricole, l'augmentation des superficies ensemencées, l'amélioration des modes d'agriculture et la mécanisation de cette dernière.

Ainsi toute la superficie ensemencée en 1932-33 devait être de 139.600.000 hectares au minimum et de 141.600.000 hectares au maximum, c'est-à-dire une augmentation de 21 à 22 % par rapport à celle de 1927-28. (Le plan quinquennal considère que le nombre d'hectares labourés en 1927-28 était de 115.600.000 et en ce point il se trouve en contradiction avec la statistique officielle, qui comme nous l'avons dit ailleurs (voir Chapitre IV de la III<sup>e</sup> Partie), les considère comme étant beaucoup moins nombreux.

L'augmentation totale de la superficie des terres labourées doit se répartir d'une manière différente entre les diverses cultures.

| AUGMENTATION DES SUPERFICIES<br>ENSEMENCÉES | LE % D'AUGMENTATION<br>PAR RAPPORT A 1927-28 |
|---------------------------------------------|----------------------------------------------|
| Les céréales .....                          | 14-15 %                                      |
| Les cultures techniques.....                | 40-50 %                                      |
| Les herbages .....                          | 130-160 %                                    |

Les instruments agricoles perfectionnés devaient donner à l'agriculture un progrès encore plus rapide.

Tandis qu'en 1927-28 il n'y avait que 25.729 tracteurs dans toute l'Union Soviétique, en 1932-33 il devait y en avoir 185.000, c'est-à-dire qu'on prévoyait une augmentation de 710,9 % du nombre de tracteurs.

L'augmentation du nombre des autres machines agricoles perfectionnées devait être dans les mêmes proportions que celle des tracteurs.

Autrement dit le plan quinquennal dans sa première rédaction prévoyait en ce qui concerne l'agriculture une très grande révolution technique plutôt qu'une transformation sociale.

Nous allons voir maintenant, comment fut appliquée dans la vie le plan quinquennal.

Premièrement étudions le développement « du secteur socialisé ». Deuxièmement les mesures du gouvernement concernant « le secteur privé ».





## CHAPITRE II

---

### **Le Développement des Kolkhozes et des Sovkhozes**

---

La socialisation devait se développer au moyen de la coopération successive de l'approvisionnement, par la vente des produits agricoles et enfin par la production.

Ce dernier genre de coopération était considéré comme étant le principal.

Svetloff écrit au mois de mars 1928 que : « l'essentiel est de créer la coopération productive dans l'agriculture, c'est le moyen de lutter pour la création de grandes exploitations rurales collectivistes ».

Cette coopération de l'agriculture devait être accompagnée par l'introduction dans celle-ci de machines agricoles différentes.

Le Gouvernement Soviétique décida définitivement d'entreprendre cette dernière mesure après l'expérience d'un agronome communiste Markevitch, qui en 1927 entreprit la fourniture des machines aux sovkhozes de l'Ukraine.

Il soumit les terres de ces sovkhozes au labourage en commun sans tenir compte de leurs délimitations au moyen de 700 tracteurs. Il laboura ainsi environ 80.000 hectares appartenant à ces sovkhozes.

Ce fut une grande innovation dans la pratique de l'emploi en commun de machines agricoles. Car jusqu'à ce moment-là les sociétés pour labourer la terre avec des machines communes étaient de peu d'importance et en général ne se groupaient que dans deux ou trois exploitations (selon Selezneff) (80).

Les machines ne pouvaient pas donner un grand rendement dans ces sociétés, par suite de leur petite étendue.

(80) Selezneff, *Le Problème de la Mécanisation de l'Agriculture*.

Tandis que l'expérience de Markevitch réussit à merveille.

Non seulement les terres étaient bien labourées, mais en outre le travail mécanique, quand il fut exécuté sans tenir compte des limites d'un sovkhoe, apporta en moyenne une économie de 19 roubles 20 kopecks par dessiatine, alors que l'emploi des tracteurs attachés à différents sovkhoez non seulement ne revenait meilleur marché que le travail des chevaux, mais autrefois il revenait même plus cher que ce dernier (voir le chapitre VIII de la III<sup>e</sup> partie).

Encouragé par la réussite de son expérience, Markévitch essaya d'élargir la culture mécanique de la terre, aussi sur les lots de terre des paysans.

Il conclut des contrats avec les paysans voisins, aux termes desquels les terres des paysans devaient être labourées par les tracteurs des sovkhoez, qui étaient sous la gérance de Markévitch et avec lequel il créa « les stations de machines agricoles et de tracteurs ».

Pendant la culture mécanique on ne devait pas tenir compte des limites des terres des exploitations individuelles paysannes. Les paysans devaient fournir leur travail pour le labourage de la terre, sans tenir compte s'il s'agissait du lot de l'un ou de l'autre paysan. Il suffisait que le lot appartienne à un paysan ayant signé un contrat avec Markévitch, pour que ses terres soient soumises à la culture en commun.

Après la récolte on partageait le produit entre « la station de machines agricoles et de tracteurs » et les paysans, qui de leur côté se le partageaient entre eux.

Autrement dit Markévitch établit une forme d'exploitation collective, que le droit Soviétique désigne sous le nom de société de culture communale de la terre.

Cette deuxième expérience donna aussi des résultats tout à fait satisfaisants. Les terres paysannes qui avaient été soumises à la culture communale et mécanique donnèrent en moyenne de 7 à 8 quintaux par hectare, c'est-à-dire un peu au-dessus de la récolte moyenne (voir le IV<sup>e</sup> chapitre de la III<sup>e</sup> partie).

De cette expérience Markévitch fit part au Présidium du « Gosplan » (81) à qui il signala les avantages suivants :

Premièrement : par le fait du versement d'une partie de la récolte (entre  $\frac{1}{4}$  et  $\frac{1}{3}$  du total de la récolte) par les paysans au Gouvernement comme prix du travail des stations de machines agricoles et de tracteurs, le Gouvernement réunirait plus de blé qu'il ne l'aurait fait par le système de l'imposition ;

Deuxièmement : la mécanisation de l'agriculture et la réunion des paysans en unités importantes, forme la seule voie possible et juste de l'introduction du socialisme dans les villages.

Le Gouvernement Soviétique s'intéressa à l'expérience et décida de la généraliser.

C'est seulement après l'expérience de Markévitch que le Gouvernement Soviétique prit une position vraiment favorable envers l'utilisation des machines agricoles en commun.

Avant il la considérait avec indifférence et quelquefois les représentants locaux du Gouvernement lui étaient même hostiles. Ainsi par exemple dans le Caucase du Nord la section des kolkhozes était entièrement hostile aux sociétés pour l'emploi des machines agricoles en commun « en contestant leurs caractères coopératifs », comme dit Selezneff.

Comme nous l'avons dit, l'attitude du Gouvernement envers la culture de la terre par les machines communes, changea totalement, après cette expérience.

Pendant l'année 1928-29 furent achetés à l'étranger 9.666 tracteurs avec lesquels deux stations de machines agricoles et de tracteurs furent organisées, sous la direction de Markévitch. L'année suivante (1929-30) il existait déjà 158 stations pareilles.

En même temps avec le commencement des créations des stations citées plus haut en mars 1928, il fut définitivement interdit de vendre des tracteurs aux exploitations individuelles ou aux sociétés dites « fictives », c'est-à-dire à celles qui ne se trouvaient pas sous le contrôle effectif du Gouvernement. Le Gouvernement fit ceci

(81) Gosplan, *L'établissement chargé de l'élaboration des plans économiques.*

parce qu'il voulait que les machines agricoles aient exclusivement un caractère collectif.

La mécanisation de l'agriculture même si le Gouvernement faisait de grands efforts pour sa réalisation, ne pourrait englober, les premiers temps, qu'une partie infime de la terre arable.

Si le Gouvernement se contentait de la collectivité de l'agriculture exclusivement au moyen de sa mécanisation, la collectivité de l'agriculture serait très lente. Mais à côté de la mécanisation le Gouvernement Soviétique entreprit la collectivité par d'autres moyens.

Parmi ces moyens se trouvait au premier plan la création de nouvelles exploitations soviétiques et le développement de celles qui existaient déjà.

Selon la décision du XV<sup>e</sup> Congrès les sovkhozes devaient se transformer en entreprises modèles non seulement agricoles, mais aussi industrielles-agricoles, groupant autour d'elles toutes les exploitations paysannes du voisinage. Ils devaient habituer les paysans, grâce à une influence lente et méthodique à cultiver le nécessaire pour les industries établies dans les sovkhozes et le développement de ces dernières correspondait aux vues générales du Gouvernement.

Les sovkhozes de cette époque étaient tout différents à ceux des époques précédentes. C'était de très grandes exploitations « des fabriques de produits agricoles » comme on commença à les appeler. « S'il y a deux ans de cela, une exploitation soviétique ayant 10.000 hectares, paraissait un idéal inaccessible, on a par contre créé actuellement des exploitations soviétiques ayant 100.000 hectares de superficie », écrit à ce sujet Liachtenko dans la « *Revue Economique* » de juillet 1929. En même temps avec l'augmentation de l'étendue moyenne des sovkhozes s'accroît aussi leur étendue totale.

Ainsi durant l'année 1928-29 les exploitations soviétiques appartenant seulement aux trusts agricoles occupaient 1.653.000 d'hectares, tandis que les sovkhozes, qu'on établissait seulement vers ce temps et qui devaient commencer à fonctionner à partir du printemps 1930 englobaient 4.265.000 hectares.

L'influence des sovkhoses pouvait être seulement très lente, elle pouvait tout au plus aider au développement de la collectivisation mais ne pouvait pas la créer.

A côté de cette influence indirecte, fut la création directe des établissements collectifs : les kolkhoses.

L'établissement des kolkhoses à cette époque était libre, c'est-à-dire on n'exerçait aucune pression administrative sur les paysans, ils pouvaient entrer librement dans une exploitation collective ou ne pas y entrer.

Mais seulement l'entrée dans le kolkhose était considérée comme un acte de loyauté envers le gouvernement alors que le refus rendait suspect. Et sous un régime autoritaire il est très dangereux d'être suspect aux organes gouvernementaux.

En outre les exploitations individuelles étaient soumises à la pression économique, qui, comme nous le verrons plus loin, était très forte, tandis que les kolkhoses étaient placés dans des conditions économiques et financières plus privilégiées.

Par suite de tout cela la création des kolkhoses devint assez rapide à cette époque (sans toutefois prendre l'ampleur qu'elle atteignit en l'année 1930 et les années suivantes).

Ainsi au 1<sup>er</sup> octobre 1928 était collectivisé 416.700 exploitations paysannes ou 1,7 % de toutes les exploitations paysannes.

Au 1<sup>er</sup> juin 1929 était collectivisé 1.007.000 exploitations paysannes ou 3,9 % de toutes les exploitations paysannes.

Au 1<sup>er</sup> octobre 1929 était collectivisé 1.919.400 exploitations paysannes ou 7,6 % de toutes les exploitations paysannes.

La grandeur moyenne des exploitations collectives devint à cette époque beaucoup plus grande, que celle de l'époque précédente.

Les dimensions ordinaires devenaient à 100-120 hectares. Mais parmi ces kolkhoses apparaissaient de plus en plus souvent les exploitations ayant de 300-500 hectares et plus tard même de 2.000-3.000 hectares de terres. Enfin, en 1929 commencèrent à apparaître des kolkhoses très grands, comme par exemple le kolkhose Digorsky ayant 12.000 hectares, Valorsky de 96.000 hectares et enfin Elansky



de 135.000 hectares. Ces énormes kolkhozes se créaient ordinairement au moyen de la fusion des plus petits kolkhozes.

En même temps que l'augmentation des superficies des kolkhozes le pourcentage de la collectivité des semailles et des moyens de la production augmenta aussi. En 1929 le pourcentage de la collectivité des semailles dans les communes était 99,8 %, celui des artels était de 83,4 % et enfin celui des associations de cultures communales était de 54,9 %.

Et le pourcentage de la collectivité des moyens de productions agricoles était :

En communes : 99,5 %.

En artel : 67,0 %.

En associations de cultures communales : 32,0 %.

Le développement des kolkhozes était rapide et on pouvait croire que si l'augmentation de la collectivité avait continué de la sorte, que, vers la fin de la période du Plan Quinquennal le pourcentage prévu par le plan atteindrait ou peut-être même dépasserait un peu les prévisions.

Mais la deuxième rédaction du plan quinquennal changea toutes les prévisions, en créant des kolkhozes à la forme dominante dans l'économie rurale.

En 1928 et 1929 la forme dominante restait encore l'exploitation paysanne individuelle. Seulement cette exploitation avait subi de profonds changements par suite des tentatives du gouvernement Soviétique de transformer les villages d'une manière socialiste.

La collectivité, la création des économies soviétiques et des stations des machines agricoles et des tracteurs, n'étaient pas les seules mesures par lesquelles le gouvernement Soviétique cherchait à socialiser l'agriculture.

En même temps que ces mesures là, il entreprit une série d'autres mesures, qui devaient soumettre l'agriculture à la direction du gouvernement et à éliminer les éléments de la bourgeoisie rurale, qui était ressuscitée pendant le N. E. P.

De ces mesures nous parlerons aux chapitres suivants.



## CHAPITRE III

---

### La « Contractation » des Produits Agricoles

---

Pendant la période du N.E.P., après l'abolition des impôts en nature, le Gouvernement se procurait des produits agricoles en les achetant chez les paysans.

Toutes les entreprises de l'Etat, qui jouissaient de l'indépendance économique, les coopératives et même les commerçants privés envoyaient leurs acheteurs dans les villages et y achetaient les produits nécessaires. Parfois il se montrait une certaine rivalité entre les organes du gouvernement ou coopératifs, chargés de faire les achats, ce qui nécessairement montait le prix des marchandises. Mais beaucoup plus souvent c'étaient les acheteurs privés, qui réussissaient à acheter les produits avant les organes du gouvernement, ce qui bouleversait les prévisions du Gouvernement Soviétique.

Pour éviter ces inconvénients le gouvernement Soviétique recourut vers la fin de la période du N.E.P., à un procédé spécial qui était appelé la « contractation ».

La « contractation » consistait en un contrat aux termes duquel le paysan s'engageait encore beaucoup avant la récolte de vendre à l'Etat un certain nombre de produits agricoles déterminés d'après le poids, ou toute la production d'une certaine étendue de la terre.

La « contractation » pouvait être de différents genres :

Premièrement : il faut distinguer la « contractation » commerciale et la « contractation » productive.

La « contractation » commerciale a pour but d'obtenir une quantité déterminée de produits agricoles sans se soucier de l'origine de ces produits. Par contre la « contractation » productive en plus de cela a pour but d'organiser la production elle-même. Aux termes de cette dernière le paysan s'engage non seulement à vendre

la récolte, d'une certaine étendue de terre, mais aussi à cultiver cette terre d'une manière déterminée par le contrat en employant un ensemencement déterminé.

Quand il avait un contrat commercial le paysan pouvait fournir au lieu des produits provenant de son exploitation, des produits semblables, qu'il achetait ailleurs et cela ne constituait pas une violation de contrat, tandis que si c'était un contrat productif le paysan devait fournir les produits provenant des terres soumises au contrat, et s'il les remplaçait par des produits achetés il était considéré comme n'ayant pas exécuté son contrat.

Les résultats de ces deux formes de « contractation » sont fort différents en cas de non exécution du contrat par le paysan.

S'il y avait une contractation commerciale l'acheteur (l'Etat) a seulement le droit d'exiger qu'on lui paye une amende pour la non exécution de l'obligation. Tandis que s'il y avait un contrat productif, l'Etat acheteur avait le droit d'exécuter pour le compte du vendeur et à sa place le travail qu'il n'avait pas exécuté.

Deuxièmement : la contractation peut être simple ou complétée par une opération de crédit. Cette dernière forme était la forme ordinaire, car l'Etat en concluant le contrat donnait toujours au paysan un certain acompte.

Troisièmement : l'Etat pouvait conclure la « contractation » soit avec des paysans isolés, soit avec des paysans groupés dans des coopératives de vente.

Ces différentes formes de « contractations » n'ont pas paru en même temps.

Premièrement apparut la contractation commerciale avec des paysans isolés et ensuite avec des paysans groupés en coopératives. C'est seulement après le XV<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste, qu'on décida la contractation productive conclue entre les paysans groupés en coopératives de vente et l'Etat et qui doit être considérée comme l'idéal de ce genre de contrat. Alors cette forme de contrat devint la forme dominante. Enfin le décret du Conseil des Commissaires du Peuple du 7 octobre 1929 établit la nouvelle forme de « contractation » productive : la « contractation » obligatoire.

Ce décret permit aux communautés rurales d'établir les contrats par la simple majorité des paysans pauvres et moyens, et le contrat ainsi voté devenait obligatoire même pour ceux qui avaient voté contre, et pour ceux qui, comme les paysans riches n'avaient pas le droit de vote.

Pendant la période du N.E.P. il y avait seulement des contrats pour différentes cultures techniques, et ce n'est qu'en 1927-28 que le gouvernement entreprit de soumettre aux « contractations » les céréales.

En 1925-26 le gouvernement procéda pour la première fois à ce genre de contrat. Cette année-là on ne soumit au contrat que les cultures de coton, de la betterave et du tabac. L'année suivante on fit des contrats pour le lin et le tournesol.

A partir de 1926-27 presque 100 % des semailles du coton et de la betterave furent soumises aux contrats.

Le nombre des contrats pour les cultures techniques était en progrès ; ainsi la superficie des terresensemencées par ces cultures techniques et soumises à la « contractation » était :

|            |                    |
|------------|--------------------|
| En 1926-27 | 1.827.300 hectares |
| 1927-28    | 3.314.100      »   |

Les contrats pour les céréales firent immédiatement de grands progrès dès l'année 1928 quand on commença à les conclure.

Ainsi en 1928 furent soumis aux contrats 3.223.400 hectares de semailles d'automne et en 1929 déjà 12.544.000 hectares de semailles de printemps.

Enfin à partir de 1928-29 la « contractation » fut appliquée même à l'élevage. Si on considère les chiffres qui marquent un progrès si rapide de la « contractation » on serait tenté de croire que celle-ci était avantageuse aux paysans, mais en comparant les prix qu'on payait par la contractation et les prix qu'on payait pour les mêmes produits au marché privé, on voit que cela est bien le contraire.

Comme illustration de ce fait prenons la statistique donnée par Brukhanoff dans *La Revue Economique* de novembre 1929.

| NOM DES CEREALES | PRIX EN KOPECKS PAR QUINT DE CEREALES |         |                     |         |
|------------------|---------------------------------------|---------|---------------------|---------|
|                  | <i>Contraction</i>                    |         | <i>Marché libre</i> |         |
|                  | 1927-28                               | 1928-29 | 1927-28             | 1928-29 |
| Le seigle .....  | 462                                   | 568     | 550                 | 1230    |
| Le blé .....     | 672                                   | 802     | 630                 | 1680    |
| L'avoine .....   | 397                                   | 481     | 620                 | 1000    |
| L'orge.....      | 488                                   | 597     | 610                 | 1080    |

Cette différence des prix entre le marché libre et ceux de la contraction devaient exercer une influence défavorable sur le développement de la contraction. De nombreux endroits on écrivait que : « à cause de la différence des prix la population consentait seulement à contre cœur à signer une contraction et même parfois refusait à l'exécuter (régions d'Ichime et Chadrine) » (82). Tout de même, malgré cela, la contraction se développa de plus en plus.

Bien entendu ce n'était pas les prix qui attiraient les paysans vers la contraction.

La cause doit être cherchée ailleurs et notamment dans les avances payées par le gouvernement et dans la pression administrative exercée envers les paysans.

Le rapport défavorable entre les produits agricoles et leur évaluation avec les prix des produits manufacturés d'une part, et les impôts très lourds d'autre part, créa un manque d'argent perpétuel chez les paysans. L'absence de la grande propriété où le paysan pouvait s'engager comme ouvrier et le faible développement de l'industrie urbaine pendant la période du N.E.P., étaient de grands obstacles à l'amélioration de cet inconvénient. Dans des conditions semblables les avances que payait le gouvernement, quoique assez modestes, 7 roubles par dessiatine contractée, et en 1926 cette

(82) Kisseleff, *La Revue Economique*, Janvier 1929.

avance s'éleva jusqu'à 8 et 10 roubles, présentaient un grand intérêt pour les paysans.

Les avances étaient accordées non pas entièrement en argent, mais une certaine partie en nature, le plus souvent sous forme de grains pour l'ensemencement.

Sur ces avances les paysans devaient payer un intérêt qui ne devait pas dépasser 8 % par an, et ils devaient restituer les avances en nature au moment de la réalisation de la récolte. Il fallait être dans des conditions économiques bien embarrassées pour consentir à des conditions pareilles. Et nous voyons que ce sont surtout les paysans les plus pauvres qui consentent à contracter une « contraction ».

Prenons par exemple au Turkestan en 1927-28 c'étaient les exploitations des paysans pauvres, qui avaient moins de 2 dessiastines, qui représentaient 95,01 % des terres scumises à la « contraction » du coton.

La pauvreté de la masse principale des paysans acceptant « contraction » cause parfois de grandes difficultés dans la réalisation de la « contraction ». Souvent les paysans n'étaient même pas à même de rendre les avances. Par exemple en 1928 les paysans n'ont rendu au gouvernement que 73 % des avances.

En plus des avantages, que donnaient les avances à la « contraction » en 1928 la nouvelle disposition fiscale prévoyait un dégrèvement d'impôt de 10 %, si toute la communauté rurale avait conclu une contraction, mais c'est seulement à condition que les paysans n'aient pris d'avance pour la conclusion de la « contraction ».

Cet avantage fiscal pouvait seulement avoir une petite influence sur le développement de la « contraction », car pour en profiter il fallait renoncer à des avances, et c'était justement les avances qui présentaient le plus grand intérêt économique aux paysans dans les contractions.

Mais c'est surtout dans le domaine de la politique pure, qu'il faut chercher la cause principale du succès de la contraction.

La contraction des produits agricoles était conforme aux vues du Gouvernement, par conséquent, chaque paysan qui concluait



une contractation se montrait loyal et dévoué au Gouvernement, par contre les refus de la conclure étaient considérés comme un manque de dévouement au régime et rendait ce paysan suspect. Ce qui fait que vu les conditions dans lesquelles on vivait en Russie Soviétique cela était très dangereux pour un particulier. Donc très souvent, beaucoup de gens consentaient à conclure une « contractation » seulement pour ne pas devenir suspect au point de vue politique.

Le Gouvernement Soviétique trouvait que la contractation participait à faciliter les stockages des produits agricoles, mais aussi à la collectivité de l'agriculture.

La « contractation » surtout si elle était productive et conclue avec des paysans, groupés en de coopératives donnait au Gouvernement un moyen puissant de diriger l'agriculture dans la direction voulue. Le Gouvernement pouvait, grâce à cela déterminer le mode de la culture du sol et le genre des céréales à ensemençer. En même temps il établissait un nouveau lien entre les paysans en facilitant la création de nouveaux kolkhozes et en les privant de toute possibilité de vendre leurs produits aux marchés libres.

Grâce à la contractation on créa en 1928 4.000 kolkhozes, 5.000 associations de semailles et en 1929 26.000 associations de semailles.

D'autre part par suite de la contractation le rôle du commerce des produits agricoles tombait de plus en plus.

Ainsi tandis qu'en 1925-26 le commerce privé fournissait 7,5 % des produits agricoles, pour les villes, en 1926-27 il ne fournissait plus que 3,5 % et en 1927-28 1,9 %.

Le Gouvernement voulait stabiliser ses conquêtes de l'étatisme en rendant plus stables les rapports établis par la « contractation ».

Le Conseil du Travail et de la Défense ordonna le 23 janvier 1928 un « gosplane », c'est-à-dire qu'il prépara un projet de la « contractation » qui devait être conclu pour un délai de 2 ou même de 3 ans.

Ce genre de « contractation » fut réalisé en 1929, quand 326.000 hectares furent déjà soumis à ce genre de « contractation ».



En plus de toutes les qualités que la « contractation » avait aux yeux du Gouvernement Soviétique, elle était un moyen très puissant entre ses mains pour la lutte des classes.

Non seulement la « contractation » fournissait le moyen de semailles aux paysans pauvres en les rendant indépendants des paysans riches ; mais surtout elle était une arme puissante de lutte de classes, car très souvent elle englobait des communautés rurales entières avec toutes les exploitations qui en faisaient partie, et par conséquent mettait sous un contrôle très étroit les terres des paysans riches.

Le système de la « contractation » des produits se trouvait en relations directes avec l'arrêté du Comité Exécutif Central et le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. du 28 juin 1929. En vertu de cet arrêté les assemblées des électeurs du village étaient autorisés à prendre la résolution suivant laquelle, le stockage du blé devait être assuré par l'assemblée des villageois, avec une répartition obligatoire des livraisons que les paysans devaient faire.

C'était déjà le retour au système de la solidarité, qui existait à l'époque de la répartition. A côté de la « contractation » cette solidarité présentait un grand pas dans la voie de la socialisation de l'agriculture et de l'extermination économique des paysans riches.

Ces derniers étant dépourvus du droit de vote, ils ne pouvaient prendre part aux assemblées des électeurs. Bien entendu que les prestations en nature, qui à cause des prix payés par le Gouvernement Soviétique étaient désagréables aux paysans tombaient toujours en vertu des décisions des assemblées presque exclusivement sur les paysans riches.



## CHAPITRE IV

### La Politique Fiscale pendant la Période Transitoire

Pendant la période du N.E.P. le Gouvernement Soviétique essayait de plus en plus de rapprocher l'impôt sur l'agriculture de l'impôt progressif sur le revenu.

L'impôt de 1927-28 était déjà un impôt sur le revenu et était pourvu d'une progression très forte.

Un revenu annuel de moins de 20 roubles par personne était exempt d'impôt.

|                             |                 |      |
|-----------------------------|-----------------|------|
| 20-25 roubles par personnes | était imposé de | 4 %  |
| 25-100                      | »               | 8 %  |
| 100-200                     | »               | 14 % |
| 200-350                     | »               | 18 % |
| 350-550                     | »               | 24 % |
| plus de 550                 | »               | 25 % |

(83).

(83) En prenant comme exemple une famille paysanne de 5 membres, nous obtenons le tableau suivant de l'impôt payé par la famille.

| Le revenu de la famille | Montant de l'impôt | % du revenu absorbé par l'impôt |
|-------------------------|--------------------|---------------------------------|
| 150 roubles             | 3,50 roubles       | 2,3 %                           |
| 300 »                   | 19,50 »            | 6,5 %                           |
| 600 »                   | 88,50 »            | 14,8 %                          |
| 900 »                   | 163,50 »           | 18,2 %                          |
| 1200 »                  | 233,50 »           | 19,5 %                          |
| 1600 »                  | 338,50 »           | 21,2 %                          |
| 2000 »                  | 438,50 »           | 21,9 %                          |

La première caractéristique de cet impôt fut qu'il était plus favorable pour les familles nombreuses que pour celles qui ne l'étaient pas, car on calculait pour l'impôt non pas sur le revenu général de la famille, mais sur le revenu de chaque membre de celle-ci. L'autre caractéristique était qu'on imposait le revenu sans distinguer de quelle source il provenait, s'il venait de l'agriculture ou de l'élevage, ou même du travail personnel.

Enfin la troisième caractéristique était qu'il était très progressif.

Mais le gouvernement Soviétique considérait, que la progression, bien qu'assez forte, n'atteignait pas son but, car une grande partie des revenus paysans ne pouvaient être trouvés.

Un des économistes soviétiques Lifchitz a même dressé un tableau, où il compare le revenu réel des paysans (au moins celui qu'il considère être comme tel), et le revenu qui était imposé en réalité en 1927-28.

| GENRE DE REVENUS              | Revenu net<br>en réalité | Revenu déclaré<br>comme net<br>pour l'imposition | % de sous-<br>estimation |
|-------------------------------|--------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------|
| La culture des champs.....    | 5.064.000.000 r.         | 3.796.000.000 r.                                 | — 25,04 %                |
| Les pâturages .....           | 1.498.000.000 r.         | 396.000.000 r.                                   | — 73,56 %                |
| Les bêtes à cornes.....       | 660.000.000 r.           | 461.000.000 r.                                   | — 30,15 %                |
| Bêtes de somme.....           | 704.000.000 r.           | 465.000.000 r.                                   | — 33,95 %                |
| Le menu bétail.....           | 330.000.000 r.           | 137.000.000 r.                                   | — 58,50 %                |
| Cultures techniques .....     | 995.000.000 r.           | 149.000.000 r.                                   | — 85,03 %                |
| Toute agriculture et élevage. | 9.251.000.000 r.         | 5.404.000.000 r.                                 | — 41,58 %                |
| Les revenus non agricoles...  | 3.281.000.000 r.         | 297.000.000 r.                                   | — 90,95 %                |
| Tout le revenu.....           | 12.532.000.000 r.        | 5.701.000.000 r.                                 | — 54,51 %                |

Ainsi selon Lifchitz 54,51 % du revenu paysan échappait à l'imposition et dans cette partie se trouvaient surtout les revenus de la partie la plus aisée des paysans, comme par exemple le revenu des cultures techniques dont 85 % échappaient à l'imposition (84). C'était plutôt les paysans riches qui possédaient des cultures. Mais un pareil résultat était contraire aux buts du Gouvernement Soviétique.

On peut se demander si vraiment une aussi grande partie du revenu paysan échappait à l'imposition ? Si Lifchitz pouvait calculer le revenu des paysans caché à l'imposition ? La réponse est douteuse.

Mais ce qui est certain, c'est que le gouvernement Soviétique considérait que l'impôt de 1927-28 n'atteignait pas suffisamment la partie aisée des paysans et qu'il fallait prendre des mesures plus rigoureuses pour les atteindre.

A ce moment le gouvernement Soviétique jugeait nécessaire que l'impôt fournisse non seulement des ressources matérielles à l'Etat, mais qu'il devait même l'aider avant tout à liquider les paysans riches — koulaks — comme on les appelait à l'époque.

En raison de tout ceci le gouvernement entreprit une réforme sur l'imposition.

L'impôt de 1928-29, se distingua de l'impôt de l'année 1927-28 par une progression encore plus grande et par une plus grande sévérité dans l'évaluation du revenu et dans sa perception.

D'autre part en 1928-29, comme en 1927-28, on calculait non pas le revenu de la famille entière, mais la part du revenu qui tombait sur chaque membre de la famille (chaque bouche, comme on le disait), et comme dans l'année précédente, on exonérait de l'impôt le revenu annuel de moins de 20 roubles par personne.

(84) Les revenus, qui ne parvenaient pas des agricultures, existaient parmi les paysans pauvres principalement, et le dit tableau montre la sous estimation la plus grande (90,95 %) dans cette branche de revenus, mais ici la sous estimation préoccupait beaucoup moins le gouvernement Soviétique, que la sous estimation des autres genres de revenus.

Quant au taux de l'impôt il était le suivant :

|                   |      |
|-------------------|------|
| de 20- 25 roubles | 4 %  |
| » 25-100 »        | 7 %  |
| » 100-150 »       | 10 % |
| » 150-200 »       | 15 % |
| » 200-250 »       | 20 % |
| » 250-300 »       | 22 % |
| » 300-400 »       | 25 % |
| » 400-600 »       | 28 % |
| » 600 et plus »   | 30 % |

Après avoir vu le taux de l'impôt de 1928-29 nous allons voir quel groupe de paysans payait tel ou tel pourcentage de l'impôt. Il y avait 35 % d'exploitations paysannes payant 0 % d'impôt ayant jusqu'à 250 roubles de revenus, 27,26 % des familles, payant 11,25 % d'impôt, de 250 à 400 roubles, 25,40 % des familles, payant 28,07 % et plus de 400 roubles de revenus, 12,34 % des familles payant 60,68 %.

Même dans le groupe des plus lourdement imposés, la plus grande partie de l'impôt était payée par la petite minorité.

Ainsi on peut dire, qu'environ 5 % des paysans payaient plus de 40 % du chiffre global de l'impôt. Ces chiffres concernent toute l'Union Soviétique, mais il y avait des régions où 2 % des paysans payaient 30 % et même plus du chiffre total de l'impôt de la région.

Autrement dit l'impôt de 1928-29 tombait plus lourdement sur la partie la plus aisée du village.

Mais le gouvernement soviétique ne se contentait pas de la progression de l'impôt « agraire ». Pour accentuer le caractère de « classe » du système fiscal, il créa l'impôt dit « individuel », qui devait être payé par la partie la plus aisée des paysans, on recourait à cet impôt dans les cas où les organes de l'administration financière de l'Etat trouvaient que la dite exploitation était trop forte économiquement, et n'était pas suffisamment imposée en appliquant le taux ordinaire de l'impôt.

Ils avaient le droit de le surpasser en décrétant un taux de 30 %, 35 %, 40 %, et plus.



« L'impôt individuel » n'était pas une innovation de l'année financière de 1928-29, il existait déjà en 1927-28 et 11/2 % des exploitations paysannes en étaient passibles. Pendant l'année financière de 1928-29 il fut seulement étendu sur un plus grand nombre d'exploitations paysannes. On le fit parce que le gouvernement comptait qu'il y avait beaucoup d'exploitations paysannes capables de supporter cet impôt.

Ainsi l'Assemblée Pleinière du Conseil des Soviets, du mois de novembre 1928 décida, que 3 % de toutes les exploitations paysannes devaient être passibles de l'impôt individuel, en ajoutant tout de même, que sous aucun prétexte le chiffre de 3 % ne devait être dépassé.

En plus de l'imposition obligatoire décrétée par la loi, il y avait encore un autre genre d'imposition dite : « volontaire ». Ce dernier genre d'imposition reçut un très grand développement pendant les années 1928 et 1929.

« L'imposition volontaire » aux termes de la loi consistait en des cotisations librement consenties, par les paysans eux-mêmes et employées pour un but spécialement déterminé par les redevables. Mais en réalité ce genre d'imposition était devenu une simple imposition locale.

Verchansky (85) dit qu'ordinairement les projets des impôts « volontaires » étaient préparés par des comités exécutifs de la région ou de la volost, et envoyés comme ordre obligatoire aux Conseils (Soviets) des villages, qui décrétaient ces impôts comme si c'était une imposition obligatoire.

Quelquefois les Conseils des villages convoquaient des assemblées d'électeurs des villages, mais le plus souvent, ils décrétaient l'impôt en se passant de cette formalité.

Au termes de la loi, si l'imposition volontaire dépassait 35 % de l'imposition obligatoire, la décision créant l'imposition volontaire, devait être confirmée par le Conseil de la région, mais en pratique cet ordre de la loi ne s'exécutait jamais. Par exemple : sur 69 cas de l'imposition volontaire dépassant les 35 % de l'imposition

(85) Verchansky, *La Revue Economique*, Août 1928.

obligatoire, qui ont été soumis à l'enquête dans 53 cas on n'avait même pas demandé le consentement de ce Conseil.

Ce fait s'explique facilement parce que ce n'était pas la population, mais les conseils des régions qui décrétaient l'imposition volontaire, alors, bien entendu il était superflu de demander le consentement de l'organe du gouvernement qui lui-même avait établi cet impôt.

Par conséquent il faut considérer l'imposition volontaire comme une véritable imposition locale, non seulement par sa forme, mais aussi par la destination des sommes perçues.

Cette imposition était très importante. Ainsi le 1<sup>er</sup> juillet 1928 la somme globale de cette imposition était de 73.683.000 roubles, dont 54.329.000 roubles étaient déjà payés.

Ces sommes étaient employées pour l'instruction publique, pour les voies de communications, pour l'achat de bétail et enfin même pour les frais d'administration locale.

Maintenant après avoir parlé des nouvelles mesures du Gouvernement Soviétique notamment de l'institution de nouveaux impôts et des mesures favorisant le développement des exploitations soviétiques et collectives, nous verrons quels en furent les résultats économiques.

## CHAPITRE V

---

### Les Difficultés Alimentaires dans les Villes les Mesures Exceptionnelles et leur Abolition

---

Le premier résultat de la politique agraire du Gouvernement Soviétique en 1928 et 1929 fut la diminution rapide de la quantité des céréales, recueillis par l'Etat, par rapport aux quantités qu'il recevait pendant la dernière année du N. E. P.

Ainsi en 1926-27 726.000.000 poudes de céréales étaient en stocks.

|   |   |         |             |   |   |   |   |
|---|---|---------|-------------|---|---|---|---|
| » | » | 1927-28 | 672.000.000 | » | » | » | » |
| » | » | 1928-29 | 658.000.000 | » | » | » | » |

(86)

Les conséquences immédiates de cette diminution furent la diminution de l'exportation des produits agricoles et les difficultés alimentaires dans les villes.

En 1926-27 on exporta des produits agricoles p<sup>r</sup> 471.000.000 r. or.

|         |   |   |   |   |   |             |   |
|---------|---|---|---|---|---|-------------|---|
| 1927-28 | » | » | » | » | » | 382.300.000 | » |
| 1928-29 | » | » | » | » | » | 371.300.000 | » |

(86) Selon Brukhanoff, la diminution des stocks était encore plus rapide :

|          |         |                   |
|----------|---------|-------------------|
| Ainsi en | 1926-27 | 10.610.000 tonnes |
| »        | 1927-28 | 10.115.000 »      |
| »        | 1928-29 | 8.128.000 »       |

C'est-à-dire, que Brukhanoff considère que les stocks de 1928-29 ne présentaient que 76,6 % de ceux de 1926-27, tandis que Markoff les considère comme étant de 90,35 % de ceux de 1926-27.

Quant à l'approvisionnement des habitants des villes : la disette des produits alimentaires était devenue si grande, que le gouvernement Soviétique établit en 1928 des cartes alimentaires pour les différents produits. Les difficultés alimentaires étaient si grandes à cette époque, que l'Assemblée du Comité Central du Parti Communiste en novembre 1928 déclara la question alimentaire, comme étant le problème le plus urgent. La cause principale des difficultés alimentaires, selon les économistes soviétiques, étaient les mauvaises récoltes de 1928 et 1929.

Mais il paraît, que la cause des difficultés alimentaires ne doit pas être imputée aux facteurs naturels. Il est vrai, qu'en 1928 de 31.500.000 hectares de semailles d'automne 5.500.000 hectares, dont 4.200.000 hectares en Ukraine, ont péri entièrement et le reste ne donna qu'un rendement médiocre.

Mais au printemps on a ensemencé à nouveau 4.500.000 hectares de la superficie, où la récolte périt et ainsi en 1928 par rapport à l'année précédente la superficie n'était que relativement peu diminuée. En 1927 il fut ensemencé 95.000.000 hectares et en 1928 94.600.000 hectares (87), on peut bien se rendre compte qu'une diminution de la superficie ensemencée de 400.000 hectares environ ne pouvait avoir des conséquences, aussi énormes que celles qui ont eu lieu en réalité.

L'explication de ce phénomène est donné par un périodique soviétique « *La Statistique et l'Economie Populaire* », (*Statistika i Narodnoïé Khosiaïstvo*), qui dit :

« Dans toutes les régions, sauf la Volga Moyenne, dès qu'un groupe de la population se trouve mieux pourvu de bétail, où qu'il était plus aisé, le pourcentage des exploitations de ce groupe, qui ont diminué leurs semailles en 1928 est plus grand. Par contre dès que

(87) Savelieff, en se basant sur les données du Bureau Central de la Statistique, évalue la superficie totale des semailles de céréales en 1928-29 égale à 93.400.000 hectares et les semailles de 1927-28 de 95.200.000, c'est-à-dire que a diminution des céréales en 1928-29 par rapport à 1927-28 était égale à 1.600.000 hectares.

le groupe est moins aisé on voit que le pourcentage d'augmentation de semailles dans ces exploitations est plus grand ».

C'est-à-dire, que les mesures prises par le gouvernement contre les koulaks obligèrent ces derniers à réduire leurs semailles. Mais c'était précisément eux, qui fournissaient la plus grande partie des produits alimentaires, destinés à l'exportation et pour l'alimentation des villes.

L'augmentation des semailles des paysans pauvres ne pouvait contrebalancer cette diminution, car les paysans pauvres produisaient pour leur consommation personnelle et non pour la vente.

Il est vrai qu'en 1928 les kolkhozes existaient, dont la raison d'être était de se substituer à la production des exploitations des paysans riches. Mais en 1928 ils n'ont pas accompli leurs obligations. Comme écrit Vichnevsky dans « *La Revue Economique* » (décembre 1928). Les Kolkhozes, n'ayant pas de bêtes de somme en quantité suffisante, ne pouvaient exécuter les travaux agricoles dans le délai nécessaire pour obtenir une bonne récolte. Le nombre de bétail diminua parallèlement avec la diminution de la superficie ensemencée

Ici nous remarquons la même procédure, que dans la diminution de la superficie ensemencée, c'est surtout dans les exploitations des paysans riches que le pourcentage de la diminution du bétail se faisait sentir. Seulement contrairement aux céréales la diminution du bétail était considérable. Notamment selon les données du Bureau Central de la Statistique, la diminution vers le printemps de l'année 1929 était de 3,5 % du nombre du printemps précédent. La diminution se remarquait surtout parmi les animaux suivants : vaches et bœufs des haras. Comme écrit Kouritzky dans son article intitulé « Les difficultés du marché de la Viande » (88), tandis que le pourcentage des vaches par rapport au nombre de bétail (total), était en 1916 de 15,3 %, il n'était que de 11,9 % en 1928. Ce qui est caractéristique pour l'élevage c'était que la diminution du nombre de bétail était à peu près la même sur toute l'étendue de l'Union Soviétique (à l'exception de la Sibérie), indifféremment dans les

(88) *La Revue Economique*, Juillet 1929.

régions frappées par la mauvaise récolte ou dans les autres. Autrement dit, la diminution du nombre de bétail n'était pas causée par les facteurs d'ordre naturel, mais d'ordre économique.

L'économiste soviétique Guerchmann confirme cette opinion et donne l'explication suivante à cet événement économique. Il dit, que les mesures prises contre les paysans riches entraînèrent la diminution des étendues de terres affermées par les paysans riches, ce qui entraîna de son côté la diminution des fourrages, dont disposaient ces groupes de paysans. C'est ce qui rendit nécessaire la diminution du nombre de bétail.

Mais la diminution du nombre des terres affermées n'était pas la cause unique de la diminution du nombre de bétail.

Par exemple « Durant l'année précédente (1928), un grand nombre de bœufs, de haras fut liquidé aussi bien à cause de l'absence de fourrage, que pour causes fiscales ou sociales. « *La Revue Economique* » septembre 1929 ;

Chaque paysan était intéressé à paraître le plus pauvre possible et comme le bétail était le signe extérieur de richesse le plus visible, les paysans cherchaient à s'en débarrasser. On ressentait fortement le manque de céréales dans les villes, vue la diminution de la superficie ensemencée ; mais par contre grâce à la liquidation du bétail dans les villages il y eut pendant les premiers temps une grande quantité de viande sur les marchés des villes.

Ainsi la production brute de la viande, qui était de 3.397.000 tonnes en 1926-27 a atteint 3.684.000 tonnes en 1927-28.

Comme nous l'avons dit, de grandes masses de viande passaient aux marchés des villes, la plus grande quantité de cette dernière denrée était consommée sur place par les paysans eux-mêmes malgré tout.

Pour résumer la situation alimentaire du pays en 1929, citons ce que dit à ce sujet un économiste soviétique Brukhanoff :

« 1) Les réserves visibles des céréales étaient de 22-25 % moindre, que celles de l'année précédente ;

2) La demande de produits alimentaires ne se contrebalançait pas par l'offre ;



3) Les prix du marché privé, qui avaient fortement augmenté pendant le premier quart de l'année précédente restaient à un niveau très élevé ».

En résumé une situation peu favorable en résultat. On peut dire, que la politique agraire du Gouvernement Soviétique dans les villages pendant cette période, exerça une influence défavorable sur la production agricole et sur l'alimentation des villes.

Voyons maintenant comment le Gouvernement Soviétique essayait d'améliorer la situation et quels furent les résultats de ces essais.

« En janvier 1928, dit le rapport publié à l'Assemblée Pleinière du Parti Communiste du mois de juin 1928, le gouvernement se trouva face à face avec un déficit par rapport à l'année précédente de 128.000.000 roubles, menaçant de provoquer une crise de toute notre économie nationale. C'est alors, que pour remédier au mal, le parti communiste et le gouvernement résolurent d'avoir recours aux mesures extraordinaires de perquisitions, arrestations, fermes-tures des marchés etc. etc. ».

Comme nous le voyons ce sont des mesures auxquelles le gouvernement Soviétique avait eu recours au temps de la première période de sa politique agraire. Mais ce qui est très caractéristique pour l'époque, le gouvernement reniait toujours le retour au « communisme de guerre » et continuait à affirmer, que le N. E. P. restait en vigueur. Mais la population rurale s'épouvantait à la perspective de l'abolition du N. E. P. et ne croyait pas à ces assertions du gouvernement.

Voilà en quels termes décrit cet état d'esprit des paysans un journaliste communiste (89). « A cause de l'introduction rapide des mesures extraordinaires : fouilles, perquisitions dans les maisons etc... des bruits coururent sur un changement de la politique et à ces bruits se mêlèrent des rumeurs d'une guerre prochaine. Le souvenir malencontreux réapparut des années passées du communisme de guerre. Le village commença à se replier sur lui-même ; dans le cerveau des paysans naquit des doutes sur la solidité de ses droits sur la terre ; ne lui avait-on pas clairement laissé entendre que son

(89) Cité selon Jacques Lyon : *La crise en Russie Soviétique.*

impôt payé il pourrait disposer librement de l'excédant de sa récolte ? Sa confiance fut ébranlée ».

Les mesures exceptionnelles provoquèrent un mécontentement chez les paysans, non seulement riches ou moyens, mais ce qui était très important pour le gouvernement Soviétique, même parmi les paysans pauvres.

Pour ne pas exciter la population rurale, l'Assemblée générale du Parti Communiste (pleinière, du mois de juin 1928 décréta l'abolition de toutes les mesures exceptionnelles, c'est-à-dire, ordonna de cesser les perquisitions dans les maisons des paysans en vue de trouver du blé et de recourir à la réouverture des marchés.

Cette dernière mesure a eu pour conséquence immédiate la réapparition vers la fin de 1928 de petits revendeurs, qui avaient complètement disparu par suite des mesures exceptionnelles prises par le gouvernement au commencement de cette année. Leur réapparition exerça une influence tout à fait inattendue sur l'exécution par les paysans de leurs obligations prises en vertu de la « *contraction* ».

Aux dires de l'économiste soviétique Kisseleff, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1928, les paysans ne rendirent que 56,1 % de la quantité des céréales contractées. Le reste alla au marché privé.

Mais d'autre part, la réouverture des marchés privés des produits agricoles, et la réapparition des revendeurs stimula les paysans à augmenter de nouveau l'étendue de leurs semailles et nous voyons que la superficie des terres ensemencées en 1929 était plus grande qu'en 1928 ; mais elle n'atteint pas tout de même celle de 1927.

Pour illustrer ce fait prenons la statistique dressée par Vichnevsky :

|         |                  |      |                  |                      |
|---------|------------------|------|------------------|----------------------|
| En 1927 | 96.000.000 hect. | dont | 59.600.000 hect. | de blé et de seigle. |
| » 1928  | 91.800.000       | »    | 52.500.000       | » » » » »            |
| » 1929  | 95.400.000       | »    | 54.300.000       | » » » » »            |

(90)

(90) Comme nous voyons, Vichnevsky considère que la diminution des terres ensemencées en 1928 par rapport à 1927 était plus grande que la considèrent Markoff et Saveliëff, dont nous avons cité les statistiques dans ce même chapitre.

Si le changement de la politique agraire et le retour partiel au N. E. P. exerça une influence favorable sur l'agriculture proprement dite, il n'arrêta pas l'abatage en masse du bétail, car la politique de la liquidation des paysans riches ne fut pas changée, par la suppression des mesures exceptionnelles, et les paysans riches continuaient à massacrer leur bétail pour supprimer ainsi les signes extérieurs les plus marquants de leur richesse.

Résumons la situation pendant la fin de 1927 et 1928 et la première moitié de 1929. La politique agraire du gouvernement Soviétique pendant ce temps n'était pas très précise ni définitive.

Le gouvernement n'essayait pas encore, d'introduire immédiatement le socialisme agraire, il se contentait de favoriser la création de nouvelles exploitations collectives et soviétiques, mais les exploitations paysannes restaient encore comme forme principale de la jouissance de la terre. Parmi ces exploitations le gouvernement essayait de liquider les exploitations des paysans riches en créant des conditions économiques défavorables pour ce genre d'exploitations, mais il favorisait les exploitations des paysans pauvres. Quant aux paysans moyens leur situation variait suivant la localité. Dans certaines parties de l'Union on les persécutait comme des koulaks, tandis que dans d'autres on les protégeait de la même façon, que les paysans pauvres.

Quant à ce qui concerne le droit de la jouissance de la terre, son étendue et sa forme restaient à peu près les mêmes, que pendant la période du N. E. P., mais la disposition des produits de la terre était devenue plus limitée et gênée par la fermeture des marchés et surtout par la *contractation*. Cette dernière, sous forme de *contraction* productive, avait tendance à influencer non seulement la disposition des produits, mais aussi le mode de jouissance de la terre.

A ce point de vue la période de 1927-29 ressemblait à la période du socialisme de guerre (première période de la politique agraire du Gouvernement Soviétique), mais seulement à ce moment le gouvernement poursuivait sa politique avec beaucoup moins d'acharnement que pendant la période de 1917-1921.

Par exemple si une mesure quelconque paraissait impopulaire le gouvernement l'abolissait ce qu'il ne faisait pas pendant la période du socialisme de guerre.

Mais vers la fin de l'année 1929, le gouvernement Soviétique changea brusquement sa politique agraire en entreprenant la *collectivité* en masse de l'agriculture et en supprimant complètement les exploitations individuelles et en entreprenant la liquidation des koulaks comme une classe.

La réalisation de ces deux mesures peut être considérée, comme une deuxième Révolution agraire dépassant même par son ampleur et son importance économique et sociale la Révolution agraire de 1917.

Nous passerons maintenant à l'étude de cette deuxième Révolution agraire.

## CINQUIÈME PARTIE

---

# La Deuxième Révolution Agraire

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### La Collectivisation en Masse de l'Hiver 1929-1930

---

Molotoff disait déjà le 30 novembre 1928, dans son rapport à l'Assemblée Plénière du Parti Communiste, que « La voie vers le développement de l'agriculture dans le pays Soviétique, s'obtiendrait par la voie du développement des exploitations des paysans pauvres et par la limitation toujours croissante des éléments capitalistes du village ». C'est-à-dire, qu'on considérerait alors les exploitations de la terre par les paysans pauvres, comme la forme la plus désirable de l'agriculture, mais seulement six mois après, au mois de mai de l'année 1929, le V<sup>e</sup> Congrès des Soviets se prononce dans un sens diamétralement opposé en proclamant le principe suivant :

« Le Congrès considère, que le développement des formes collectives de la production agricole est la condition la plus importante de la croissance de l'agriculture dans l'avenir ; car seulement dans la grande culture collective, ne peuvent être appliqués et largement utilisés que les moyens de la production perfectionnée et les acquisitions de la science, qui sont inaccessibles aux petites exploitations individuelles arriérées et dispersées ».

Ici on voit déjà une tendance tout à fait différente. La collectivisation de l'agriculture est reconnue, comme forme désirable et même unique, vraiment progressive.

Les auteurs du plan quinquennal étaient empreints de ces idées lors de sa deuxième rédaction, — ou comme on l'appelait « Le Plan Quinquennal réalisé en quatre ans ».

Aux termes de ce nouveau plan, vers la période de 5 ans, la collectivisation de l'agriculture au lieu d'englober 15 %, seulement d'exploitations paysannes, comme c'était prévu primitivement, devait englober la totalité des exploitations paysannes.

Le « *plenum* » du Comité Central du Parti Communiste au mois de novembre 1929 pour réaliser le nouveau plan quinquennal créa une série de mesures.

Premièrement la superficie arable des kolkhozes, qui était à ce moment de 4.000.000 d'hectares à la fin de 1930 devait accroître sensiblement.

Deuxièmement, les exploitations type de kolkhozes devaient devenir des exploitations « géantes ».

Troisièmement, la collectivisation devait suivre un ordre géographique.

Tandis qu'auparavant on établissait les kolkhozes dans n'importe quelle région, sans se préoccuper si un kolkhoze est dans le voisinage d'un autre, ou s'il est situé isolément, on divisa maintenant tout le territoire de l'Union Soviétique en zones, dans chacune desquelles la collectivisation complète de l'agriculture devait être réalisée à une date déterminée spécialement. En premier lieu devaient être collectivisés : le Caucase du Nord et les régions du Bas-Volga et de la Volga Moyenne. Puis la région de l'Ukraine du Sud, Zones des steppes et ensuite l'Ukraine du Nord. Et ainsi de suite toute l'Union Soviétique. Les régions dans lesquelles la collectivité devait être réalisée immédiatement ont été appelées « les régions de la collectivisation en masse ».

La création de ces zones ne devait pas signifier, qu'on ne procédât à la collectivisation que dans ces zones et laisserait les autres régions vivre sous le régime des exploitations paysannes individuelles, non, la collectivité n'était pas limitée par des « zones de la collectivisation en masse », mais dans ces zones elle devait être obligatoirement réalisée et dans les autres zones on pouvait collectiviser l'agriculture, mais là-bas cette collectivisation ne devait pas être obligatoirement réalisée.



En même temps avec la collectivisation de l'agriculture, les décisions du plénum de novembre 1929 prévoyait une lutte très énergique contre les éléments capitalistes des villages.

C'est vers la fin de 1929, que le gouvernement entreprit la grande lutte contre les paysans riches, connue sous le nom de la liquidation des koulaks comme classe.

Nous commençons notre étude de la collectivisation par la description de cette liquidation (textuellement traduit du russe par le mot deskoulakisation), car c'était précisément cette lutte, qui était le pivot principal de la collectivisation agraire et surtout parce que c'est elle qui lui donna un caractère si révolutionnaire.

La politique de liquidation des koulaks était dirigée, comme le mot l'indique contre les koulaks et dans ce temps on appelait chaque paysan riche ou plus ou moins aisé de ce nom.

En 1927, le gouvernement commença une pression économique très prononcée contre les koulaks en les obligeant à fournir une quantité déterminée de produits agricoles (obligations dures comme on les appelait) en plus des obligations qu'avaient ces paysans par suite de la « *contractation* ». Les prestations en nature et en argent (ces derniers sous forme d'impôts individuels) étaient si grandes, que très souvent elles équivalaient à la spoliation complète de l'économie des koulaks.

Staline appelait ces mesures « la politique de la limitation et d'évincement des koulaks et disait-il, cette politique fut appliquée chez nous jusqu'à l'été de l'année 1929 - période de la « collectivisation en masse », quand recommença le tournant vers la politique « de la liquidation des koulaks en tant que classe ».

Pour exécuter cette mesure, le gouvernement rétablit les « comités de la pauvreté » sous forme d'associations de paysans pauvres et moyens. Ces comités étaient en tout semblables à ceux de l'époque du communisme de guerre.

C'étaient eux qui devaient entreprendre les perquisitions chez les paysans riches en vue de trouver les produits alimentaires cachés et les réquisitionner. Les réquisitions et les perquisitions prirent bientôt la forme de confiscations de tous les biens des koulaks.

Toute la haine du prolétariat rural et des paysans les plus pauvres, qui pour n'importe quelle cause que ce soit n'avaient pu se créer le bien-être fut dirigée contre les koulaks.

Le faible développement de l'estime de la propriété privée par la masse paysanne, favorisa le développement de la liquidation des koulaks.

Jamais, même avant la Révolution, les paysans ne considéraient le droit de la propriété, comme un droit sacré et inviolable, et très souvent, ils considéraient sa violation (surtout si la victime était un propriétaire riche) comme un fait sans grande importance et non pas comme un crime. La révolution qui avait proclamé le partage égalitaire de toutes les terres et de tout l'outillage agricole, affaiblit encore plus ce sentiment de respect de la propriété, qui était d'ailleurs faible de tout temps.

Lénine donna l'expression suivante à cet état d'esprit : « pille des biens pillés », qui est devenu le mot d'ordre de la Révolution sociale.

Pendant la période du N. E. P., quand le gouvernement Soviétique avait rétabli dans une certaine mesure le capitalisme dans les villages, l'idée de piller les biens pillés passa au dernier plan ; mais elle ne fut jamais oubliée par les prolétaires agraires et les communistes des villages.

En pleine période du N. E. P., en 1925 à la XIV<sup>e</sup> réunion du Parti Communiste, Staline disait : « Si on demandait aux communistes ce qu'il préférerait dans le parti : dépouiller le koulak ou ne pas le faire, mais s'allier avec le paysan moyen ? Je crois que sur 100 communistes 99 diront que le mot d'ordre du parti est « à bas le koulak ».

Cet état d'esprit des communistes locaux explique pourquoi la liquidation des koulaks fut entreprise premièrement par les organes gouvernementaux (de l'administration locale et par les comités de la pauvreté).

Mais elle fut accueillie très favorablement par les gouvernements soviétiques, qui le confirma par les décrets du 1<sup>er</sup> février 1930.

La « dékoulakisation » avait pour but non seulement de liquider économiquement les paysans riches, mais de les exterminer.

Larine proposa à la conférence des agrariens marxistes le programme suivant de la liquidation des koulaks.

« 1°) La confiscation sans aucune indemnité de tous les biens des koulaks ;

« 2°) Le bannissement des familles des koulaks des régions, où elles vivaient avant l'entreprise de ces mesures ;

« 3°) l'interdiction aux koulaks à leur nouveau lieu d'habitation d'établir des exploitations indépendantes et l'obligation aux koulaks d'entrer dans les communes agricoles où sont collectivisées toute la production et toute la consommation. Mais ils pouvaient devenir membres égaux de ces communes, seulement après une longue période d'essai ».

Ces mesures, quoique très rigoureuses, parurent insuffisamment sévères à la majorité des communistes et Anissimoff (l'un d'eux) répondit à Larine dans le périodique « *La Revue Economique* » du mois de janvier de l'année 1930.

C'est surtout la possibilité d'accepter des koulaks dans les communes agricoles, qui lui paraissait incompatible avec les buts poursuivis par le Parti Communiste.

« La préoccupation, dit Anissimoff, de faire d'un koulak un travailleur — allié du prolétariat — n'est point digne du prolétariat. Cela équivaldrait à s'occuper d'un capitaliste resté sans travail, qui est comme on le sait le pire ennemi de la classe prolétarienne. Essayer de le transformer ne fait pas partie du programme prolétarien.

C'est un programme bourgeois. Programme « **sucré** ».

Le gouvernement Soviétique suivit non pas les idées de Larine, mais les idées de cette section du Parti Communiste dont l'opinion fut exprimée par Anissimoff.

Il fut définitivement interdit d'accepter les koulaks, comme membres des kolkhozes. Staline a dit au sujet des koulaks :

« Pour les koulaks il n'y a pas de place dans les kolkhozes. Les koulaks sont condamnés à mort ».

Pendant l'hiver 1929-1930 de grandes masses de koulaks furent exilés dans les régions du Nord de la Russie et employés là-bas aux travaux forcés.

L'ancien expert de l'agriculture de l'Ambassade d'Allemagne à Moscou, le professeur Auchagen considère qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933 le nombre des koulaks condamnés aux travaux forcés était déjà de 8 à 900.000 hommes (91). Mais pas tous les koulaks furent exilés, une grande partie de ces derniers s'enfuirent dans les villes, où ils essayèrent de s'établir en qualité d'ouvriers industriels. Il y avait ainsi pas mal de koulaks, qui ne furent pas exilés et en même temps ne purent pas s'établir dans les villes, et qui après avoir été chassés de leurs maisons et privés de tous leurs biens, formèrent des bandes de mendiants et de vagabonds qui rôdèrent de village en village, représentant de véritables parias de l'Union Soviétique.

Les biens confisqués chez les koulaks devaient constituer les biens individuels et indivisibles des kolkhozes. La valeur des biens confisqués chez les koulaks était très grande. Staline dit à ce sujet dans son message adressé au Parti Communiste le 27 juin 1930 :

« La valeur de la propriété confisquée chez les koulaks et transmise aux kolkhozes dépasse 400.000.000 roubles » (92).

Par conséquent la valeur de ces biens dépasse même celle des biens confisqués aux grands propriétaires pendant la première Révolution agraire en 1917 et 1919, qui selon l'évaluation de M. Lescuré était de 300.000.000 roubles. (Ici nous ne parlons, que des biens, meubles, car les immeubles le gouvernement Soviétique ne considérait pas, comme faisant partie de la propriété privée).

Comme nous l'avons dit, les biens confisqués chez les koulaks devaient être transmis aux kolkhozes, mais en réalité très souvent, et surtout en 1929 les biens confisqués chez les koulaks furent partagés entre les paysans pauvres du village. C'était comme si on voulait répéter le partage noir. Mais cette pratique fut supprimée très

(91) *Der Deutsche Oekonomiste*, 20 janvier 1933.

(92) Henry Baker, *The Five Year Plan under Five*.

vite par un décret du Conseil des Commissaires du Peuple, interdisant de procéder à la liquidation des koulaks, sans créer de ses biens un kolkhoze en même temps.

La création des kolkhozes se poursuivait très rapidement. Les masses de paysans entraient dans les kolkhozes en de telles quantités, que cela dépassa toutes les prévisions du gouvernement.

Ainsi le 1<sup>er</sup> octobre 1929 il y avait 1.919.400 familles paysannes ou 7,6 % du total ;

Le 11 janvier 1930 il y avait 4.393.000 familles paysannes ou 21,6 % du total ;

Le 1<sup>er</sup> mars 1930 il y avait 14.264.000 familles paysannes ou 55,0 % du total.

Quelle fut la cause d'un si grand et subit succès de la collectivisation ?

Comme une des causes principales de ce succès, il faut considérer la liquidation des koulaks. D'une part les paysans plus ou moins aisés, craignant d'être classés parmi les koulaks, se précipitaient dans les kolkhozes pour s'y cacher, des persécutions possibles, même avec perte de leurs exploitations individuelles.

D'autre part les paysans pauvres allaient dans les kolkhozes espérant s'approprier les biens confisqués chez les koulaks qui comme nous l'avons dit passaient dans les kolkhozes.

Mais la plus grande partie des paysans entraient dans les kolkhozes simplement sous la pression administrative.

Celui qui allait dans les kolkhozes était considéré comme un citoyen dévoué au gouvernement, mais celui qui refusait d'y entrer était considéré comme un suspect. Ce qui est le plus important c'est que la collectivisation s'effectuait très souvent par voie de simple décret administratif (93). Le décret et les menaces étaient les moyens les plus communs de l'organisation des kolkhozes. Comme exemple de menaces administratives, Staline cite le cas de la collectivisation au Turkestan où les organisateurs de la collectivisation menaçaient les paysans de l'intervention de l'armée en cas de refus de collectiviser leurs exploitations. Dans les endroits, où l'arrosage

(93) *L'organisation des kolkhozes par des décrets bureaucratiques*, comme dit Staline dans son article *Les succès nous tournent la tête*.



artificiel était indispensable pour l'agriculture, l'administration privait d'eau les exploitations des paysans, qui refusaient de collectiviser leur agriculture et ainsi de suite tout se passait dans le même genre.

Mais le Turkestan n'était pas l'unique région, où fut appliquée la pression administrative pour stimuler les paysans à collectiviser leurs exploitations.

Le Comité Central du Parti Communiste publie à ce sujet dans le journal « *Pravda* » du 15 mars 1930 les révélations suivantes :

« On violait la règle de la liberté d'adhésion aux kolkhozes. Dans une série de régions le principe de la liberté fut remplacé par la contrainte. On obligeait d'adhérer aux kolkhozes sous peine de confiscation de tous les biens, de la privation du droit de vote, etc. etc. Par conséquent, parfois des paysans pauvres ou moyens perdaient leurs biens. Dans certaines régions le pourcentage des paysans, ayant perdu tout leur avoir, était de 15 % et celui des paysans privés du droit électoral jusqu'à 15 % ou même 20 % ».

Le fait que la collectivisation en masse avait un si grand succès, presque exclusivement à cause de la contrainte administrative est prouvé indirectement par le fait d'une diminution considérable du nombre des kolkhozes et des personnes en faisant partie, dès qu'il fut permis de sortir librement des kolkhozes.

Le gouvernement considéra l'administration locale ordinaire comme insuffisante pour effectuer la pression sur les paysans en vue de les forcer à adhérer aux kolkhozes et envoya en novembre 1929 dans les villages pour y procéder à la collectivisation 25.000 ouvriers industriels (plus tard leur nombre fut porté à 40.000). Ensuite on y envoya encore 25.000 membres de l'Union des Jeunes Communistes (Komsomol). Enfin le 30 janvier 1930 même l'armée rouge fut attirée à collectiviser des villages. A cette date une ordonnance signée par Vorochiloff fut éditée dans laquelle il y avait le passage suivant :

« Préparer en 1930 au sein de l'actif de l'armée rouge et parmi les officiers subalternes 100.000 travailleurs pour la campagne, dont au moins 75.000 formés par les exploitations des économies rura-



les collectivistes. Ces personnes doivent être capables de diriger les kolkhozes ».

Toute cette masse de nouveaux administrateurs se mit à réaliser la collectivisation de l'agriculture. Ils mirent tant de zèle à cette besogne, qu'aux dires de Staline au 20 février 1930 « il fut réalisé plus de 200 % des prévisions du Plan Quinquennal ».

Pendant cette première phase de la collectivité intégrale la différence entre les régions de la collectivisation en masse et des autres régions de l'Union disparut ou presque.

Ainsi le décret du Comité Exécutif Central et du Conseil des Commissaires du Peuple du 1<sup>er</sup> février 1930 prévoyait la suppression dans les régions de la collectivisation en masse, les effets des lois sur l'emploi de la main-d'œuvre salariée dans les exploitations paysannes et sur le fermage des terres.

En même temps dans ces régions les « activités » locales devaient procéder à la confiscation des biens des koulaks et à la déportation de ceux-ci.

Mais le 3 février 1930 le journal « *Pravda* » annonce que toutes ces mesures peuvent être appliquées non seulement dans les régions de la collectivisation en masse, mais aussi dans toutes les régions de l'Union Soviétique, ce qui équivalait pratiquement à l'assimilation de toutes les régions de l'Union Soviétique aux régions de la collectivisation en masse. Car pendant l'hiver de 1929-1930 tous les agents de l'administration locale, rivalisaient en tâchant de collectiviser le plus grand nombre possible des exploitations paysannes.

Dans son excès de zèle l'administration locale et surtout les ouvriers industriels envoyés pour opérer la collectivisation ne faisaient plus de distinction entre les paysans riches et moyens, et persécutaient tous les paysans isolés, qui n'étaient pas dans les kolkhozes sans distinction de leur situation économique.

Cette politique causa de vifs mécontentements parmi les paysans en général. Et le gouvernement résolut de changer sa politique pour éviter une rupture définitive, non seulement avec les paysans riches (qu'on continuait toujours à persécuter), mais aussi avec les paysans moyens et même avec les pauvres,

Le changement de la politique fut annoncé par un article de journal écrit par Staline lui-même : « *Les succès nous tournent la tête* ».

Cet article influença sur toute la politique agraire du gouvernement Soviétique et à cause de cela mérite une étude approfondie. Dans le chapitre suivant nous analyserons cet article.

## DEUXIÈME CHAPITRE

---

### **L'Article de Staline** **« Les Succès nous tournent la Tête »**

---

Quoique « *Les succès nous tournent la tête* » ne soit qu'un simple article de journal, étant donné que son auteur était le chef absolu du gouvernement Soviétique, cet article exerça une grande influence sur toute la politique agraire du gouvernement Soviétique (94).

L'article commence par l'énumération des grands succès obtenus par la collectivisation « Le 20 février 1930 50 % des exploitations paysannes de l'Union Soviétique ont été collectivisées ». Les économies collectives emmagasinèrent déjà au 28 février 1930 plus de 18.000.000 quintaux de semailles du printemps, c'est-à-dire, plus de 90 % du plan et on peut déjà considérer comme assurée la décision des villages d'adopter le socialisme comme base de son exploitation agraire. Après avoir énuméré ainsi les succès obtenus, Staline passe à la détermination des causes de ce succès, ou plutôt sous forme de causes du succès il donne le nouveau programme de la collectivisation.

Il dit : « Les succès sont explicables, entre autres après le fait que cette politique (la politique de la collectivisation) se base sur le principe de l'entrée spontanée dans les économies collectives et sur l'appréciation de la diversité des conditions. L'entrée spontanée est libre dans les kolkhozes — est la politique à suivre à l'avenir et non pas la politique que le gouvernement a déjà poursuivi ; la vérité

(94) En 1931 cet article fut inséré dans le recueil officiel des dispositions du Gouvernement Soviétique, concernant sa politique agraire.

de ceci est encore plus visible dans la deuxième partie de l'article où Staline parle des défauts de l'organisation de la collectivisation.

Il dit : « Il faut tenir compte des diversités des conditions, dans les différentes régions de l'Union » et qu'en réalité jusqu'à-lors on n'avait pas toujours tenu compte de cela. Que très souvent on voulait organiser la collectivité par la pression administrative sur les paysans, cela est prouvé par Staline (95), qui cite même, comme exemple de cette pression les événements du Turkestan. (Voir à ce sujet le chapitre précédent).

Les abus de la contrainte administrative n'étaient pas, selon Staline les uniques défauts de l'organisation de la collectivité. Très souvent « on veut réaliser l'organisation d'économies collectives sur le papier seulement ». En se contentant « de résolutions fanfaronnes » sans se soucier de la collectivité réelle des exploitations paysannes, qui continuaient à rester des exploitations indépendantes.

Si dans certaines régions la collectivisation selon Staline était insuffisante, dans d'autres elle était excessive. Staline se montre hostile à la création immédiate des communes agricoles qu'il considère être une forme de l'avenir, mais non pas du présent (96). Staline dit à ce sujet : « Il paraît, qu'au lieu d'organiser les mouvements des masses en coopératives agricoles de production, les camarades commencèrent par faire passer les économies individuelles aux statuts des communes. Au lieu de consolider les formes du mouvement vers les coopératives agricoles de production, ils commencèrent par socialiser de force le petit bétail, la volaille, les bêtes laitières, servant à l'usage ménager ; ainsi que les habitations. Les résultats de cette précipitation inadmissible pour un leniniste, sont maintenant connues par tout le monde.

(95) On a violé le principe de Lénine de l'adhésion volontaire aux kolkhozes, dit Staline à ce propos, dans son article *La réponse aux camarades, membres des kolkhozes* paru dans la *Pravda* du 30 avril 1930.

(96) On a violé le principe de Lénine, d'après lequel il est inadmissible de sauter des formes incomplètes du mouvement collectiviste à l'organisation des communes agricoles. (Staline, *Les Succès nous tournent la tête*).

Comme règle générale les communes créées étaient tout naturellement instables. Par contre on a négligé une série de coopératives agricoles de production (artel). Et le résultat ? De belles résolutions et rien de plus.

Mais que voulez-vous qu'on en fasse ? Staline conseille aux kolkhozes « d'adopter la forme d'une artel agricole » car cette dernière forme en donnant aux membres des kolkhozes une liberté économique plus grande que la commune, crée tout de même une très grande collectivité de l'agriculture.

En même temps il conseille d'élaborer un statut type d'une « artel agricole ». (Ce conseil fut immédiatement suivi par le Comité Exécutif Central de l'U. R. S. S., qui élaborâ ce statut, dont nous reparlerons plus tard).

Finalement Staline accuse les représentants locaux de l'autorité publique, dans les régions autres que celles de « la collectivisation en masse », de vouloir coûte que coûte obtenir la collectivisation de toutes les exploitations de leurs régions.

Il souligne que ces régions ont beaucoup de temps devant elles, pour obtenir la collectivisation. Cette dernière pensée Staline la développe encore plus dans son article « Réponse aux camarades, membres des kolkhozes ». Il écrit ce qui suit : « Se basant sur les instructions de Lénine, le Comité Central de notre Parti, dans sa résolution sur le rythme de la marche de la collectivisation divise le territoire de l'U. R. S. S. en trois groupes, par rapport à la rapidité de la collectivisation. Parmi lesquels : Le Caucase du Nord, les régions du Moyen Volga et de la Basse Volga, qui peuvent avoir terminé d'une manière générale la collectivisation pour le printemps de l'année 1931, alors que les autres régions productrices de blé (l'Ukraine, la Région Centrale de la Terre Noire, la Sibérie, l'Oural, le Cosakstan-etc.). ne peuvent la terminer qu'au printemps de l'année 1932, et que les autres régions peuvent faire durer le procédé de la collectivisation jusqu'en 1932. »

Mais que s'est-il passé en réalité ? Il apparaît que la région de Moscou à la poursuite fiévreuse de chiffres enflés de la collectivisation se met à orienter ses militants (oudarnikis) pour obtenir la terminaison de la collectivisation pour l'année 1930, tandis qu'elle dispose

pour cette réalisation d'un espace de temps de trois ans. La région centrale de la terre noire, qui ne voulait pas être en retard par rapport aux autres régions, commençait à presser ses militants pour obtenir l'exécution de la collectivisation pour la fin du premier semestre de l'année 1930 ; alors qu'elle disposait de non moins de deux ans pour son travail. Le Caucase et le Turkestan dans leur ardeur de « rattraper et même de dépasser » les régions avancées commencèrent à pousser l'achèvement de la collectivisation dans le plus bref délai possible ».

Résumons maintenant les nouvelles mesures que proposa Staline.

Premièrement, la liberté d'entrer et de sortir dans les kolkhozes.

Deuxièmement, la proclamation de l'artel agricole, comme la forme la plus conforme de la vie rurale de l'état actuel.

Les conséquences immédiates de la proclamation de la nouvelle politique furent, les sorties en masse des paysans des kolkhozes.

Dès que les paysans eurent la permission de sortir des kolkhozes ils s'empressèrent de le faire et de reprendre possession de leurs terres et leurs autres biens, qui leur furent enlevés ou collectivisés durant le temps de la collectivisation en masse.

Par suite de sorties au premier mai 1930 le nombre d'exploitations paysannes faisant partie des kolkhozes n'était que de 5.999.000 au lieu de 14.246.000 au 1<sup>er</sup> mars 1930. Autrement dit en deux mois depuis le 2 mars 1930 (date de la proclamation de l'article de Staline « *les succès nous tournent la tête* »). Jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1930, 8.247.000 exploitations paysannes ont quitté les kolkhozes.

Après le 1<sup>er</sup> mai jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1930, le nombre d'exploitations paysannes faisant partie des kolkhozes resta presque stationnaire (au 1<sup>er</sup> octobre il n'y avait que 6.000.000 exploitations paysannes collectivisées), c'est-à-dire, quand la pression administrative cessa. Avec la pression se termina l'entrée en masse des paysans dans les exploitations collectives.

Les paysans recommencèrent à entrer en masse dans les kolkhozes seulement pendant l'hiver 1930-1931, quand recommença la collectivisation forcée.

De cette deuxième période de la collectivité nous en parlerons plus loin dans un chapitre spécial, mais maintenant, passons à l'étude du statut — modèle de l'artel agricole.



## CHAPITRE III

---

### Le Statut Modèle de l'Artel Agricole

---

Conformément aux désirs de Staline le Présidium du Comité Exécutif Central de l'U. R. S. S., approuva un statut modèle d'un kolkhoze ayant la forme d'une artel agricole.

En vertu de ce statut tous les travailleurs, qui avaient atteint l'âge de 16 ans pouvaient être membres de l'artel agricole. Par contre les koulaks, les personnes auxquelles on a enlevé le droit de suffrage et toutes les personnes, qui avaient abattu ou vendu leur bétail avant de demander l'autorisation d'entrer dans les kolkhozes, ne pouvaient pas y être admis (art. 7). Tous ceux qui entrent dans l'artel doivent acquitter en argent un droit d'entrée de 2 % à 10 % de la valeur de leur propriété toute entière (art. 8). Indépendamment de cet apport les paysans entrant dans l'artel devaient lui céder.

1) Toute leur terre, qui devait constituer un bloc unique ne devait en aucun cas être diminuée ; et même en cas de la séparation d'un membre de l'artel, les terres cédées une fois à l'artel ne pouvaient pas leur être substituées (art. 3).

2) Ils doivent soumettre à la socialisation toutes les bêtes de trait, l'inventaire agricole, tout le bétail de production marchande, tous les stocks de semailles, le fourrage nécessaire pour alimenter le bétail socialisé, les bâtiments servant à la direction de l'économie et enfin toutes les installations de la transformation des produits agricoles (art. 4).

Par contre toutes les maisons d'habitation et les jardins des membres de l'artel ne sont pas socialisés, pas plus que le petit bétail,

s'il ne présente pas un caractère industriel. Une vache par ménage ne pouvait non plus être socialisée.

D'un quart à la moitié de la valeur de la fortune socialisée des membres de l'artel est versée au fond inaliénable de l'artel. Le reste de la fortune est attribué à la quote-part des membres de l'artel (art. 8).

En cas de séparation, il n'est restitué au membre de l'artel, que sa quote-part, quant aux biens versés dans le fond inaliénable du kolkhoze ils ne peuvent pas être restitués sous aucun prétexte. Quant aux terres seulement, celles qui se trouvent au dehors du territoire de l'artel, peuvent être restituées (art. 10).

Ainsi en entrant dans un artel le paysan devait se séparer de la majeure partie de ses biens, meubles et immeubles. En plus il s'engageait à travailler personnellement dans l'artel et à effectuer tous les travaux, qui lui seraient imposés par le règlement de la répartition du travail à l'intérieur du kolkhoze (art. 12).

La répartition du travail entre les membres de l'artel était faite par la direction et aucun membre ne pouvait refuser un travail ordonné par cette dernière (art. 13).

Le travail devait être exécuté soigneusement et s'il était exécuté avec négligence ou s'il y avait infraction à la discipline, la direction avait le droit d'infliger des peines disciplinaires, comme par exemple, réprimandes, amendes en argent, etc. etc. En cas d'infractions plus grandes, la direction devait poser devant l'Assemblée Générale des membres de l'artel la question de l'exclusion du membre récalcitrant de l'artel (art. 17).

Le membre de l'artel devait consacrer toutes ses forces au travail dans le kolkhoze et s'il exécutait un travail auxiliaire quelconque en travaillant comme artisan ou comme ouvrier saisonnier en ville ou dans un kolkhoze voisin, il devait verser une partie de son salaire au fond indivisible de l'artel. L'article 15 détermine que cette partie ne doit pas être inférieure à 3 % et supérieure à 10 % de son salaire (97). Si le membre du kolkhoze doit consacrer toutes ses

(97) La décision de l'office central des kolkhozes du commissariat du travail et du Conseil de l'Economie Nationale du 11 février 1931 abaissa la part de salaire

forces au travail dans le kolkhoze, l'administration de ce dernier n'est pas obligée de l'employer à l'intérieur du kolkhoze. Si elle le juge utile, elle peut envoyer le membre du kolkhoze travailler ailleurs. C'est l'administration du kolkhoze et ce n'est pas le membre de ce dernier qui conclut le contrat avec l'entreprise industrielle. L'administration du kolkhoze fixe d'un commun accord avec l'administration de cette dernière le salaire, que touchera le membre du kolkhoze en travaillant dans l'industrie et le montant des sommes à retenir sur son salaire en faveur du kolkhoze. (Mais cette somme doit être fixée dans les limites prévues par le statut modèle). En vertu du décret du Commissariat du travail de l'U. R. S. S. du 14 février 1931 qui compléta le statut modèle, l'administration du kolkhoze doit tenir des registres des travailleurs, qui sont superflus à l'intérieur du kolkhoze et qu'elle doit tenir à la disposition de l'industrie.

Mais d'autre part, le décret en répartissant tous les kolkhozes entre les établissements industriels, donnait à chacun de ces établissements le droit exclusif d'embaucher les membres des kolkhozes, qui étaient attachés à l'établissement industriel.

Par conséquent le pouvoir de l'administration des kolkhozes d'envoyer ses membres travailler ailleurs, était limité par un seul établissement auquel était attaché le kolkhoze.

Comme contre partie de ces obligations le membre de l'artel avait deux droits :

Premièrement, le droit à une certaine partie du revenu net de l'artel et,

Deuxièmement, le droit de prendre part à la gestion des affaires du kolkhoze.

Sur la répartition des bénéfices le statut-modèle ne donne pas de grandes précisions. Il dit seulement, que des bénéfices nets doivent être déduits premièrement les dépenses nécessaires pour soutenir les personnes incapables de travailler et ensuite de 13 à 45 % du reste pour le fond indivisible et autres fonds communs (art. 11).

qu' les membres du kolkhoze travaillant en villes devaient payer à leurs kolkhozes de 3-10 % de salaire à 2-5 %.

Et que la répartition définitive doit être exécutée à la fin de l'année, néanmoins on peut attribuer aux membres des avances, qui en tout cas ne doivent pas dépasser 50 % de la somme définitivement accordée, tirée des bénéfices (art. 15).

Voici donc les décrets concernant la répartition des bénéfices.

La question la plus importante c'est de savoir quelle sera la base prise pour la répartition des bénéfices. Sera-ce le nombre des personnes, la quantité du travail fourni, ou du capital investi. Cette question était passée sous silence dans les statuts modèles.

La détermination de la base de la répartition des bénéfices était laissée à la discrétion de l'administration des artels eux-mêmes. En ce qui concerne la direction des affaires des artels les statuts sont plus précis. Ils prévoient une assemblée générale des membres dans les petits artels ou une assemblée des délégués dans les grands artels. Ces assemblées choisissent la direction et la commission du contrôle et aussi décident les questions les plus importantes (art. 18).

Le vote dans ces assemblées est public et toutes les décisions sont prises à la majorité simple des voix (art. 19).

La gestion des affaires quotidiennes est confiée à la direction élue pour le délai d'un an (art. 20).

Et enfin le contrôle de toutes les affaires est confié à une commission de contrôle élue pour le même délai (art. 21).

Ce qui est aussi très important c'est que l'artel n'est pas un établissement tout à fait indépendant : au contraire il fait partie de l'union des kolkhozes de sa région et fait son travail sous la direction directe de cette union (art. 22).

Le statut-modèle parle des paysans membres des kolkhozes comme s'ils étaient égaux dans leurs droits et leurs obligations. Mais en réalité ce n'était pas le cas. Il y avait une profonde différence entre les membres des kolkhozes communistes et ceux qui ne sont pas membres du Parti Communiste.

La décision du Comité Central du Parti Communiste du 26 août 1930, groupe les communistes du kolkhoze dans un groupe spécial « alvéole » (yatchëika) à qui il transmet effectivement l'administration du kolkhoze et le contrôle sur toute sa vie.

L'article 1<sup>er</sup> de cette décision dit que dans chaque kolkhoze sera créée une cellule du Parti Communiste consistant au moins de trois membres. Ces trois membres sont représentés par les membres des kolkhozes — communistes et nommés par le Comité régional du Parti. Cette cellule prend une part très active dans la vie des kolkhozes. En vertu de l'article 13 de la dite décision elle veille sur l'exécution rigoureuse du statut et des obligations contractées par les kolkhozes, aussi bien que sur l'accomplissement de tous les travaux agricoles, l'organisation du travail et le contrôle même de la comptabilité.

Mais la cellule du Parti Communiste dans les kolkhozes ne se borne pas au contrôle, son activité s'étend aussi, en vertu de l'article 14, sur l'élection parmi les membres du kolkhoze surtout parmi les anciens paysans pauvres et ouvriers agricoles, c'est-à-dire sur des personnes qu'elle juge capable d'accomplir les fonctions administratives du kolkhoze. Elle les présente, comme candidats à l'élection pour ces charges ce qui dans les conditions soviétiques équivaut à la nomination.

Par conséquent, la participation des membres des kolkhozes à la nomination de l'administration et au contrôle des affaires est pratiquement réduite à rien.

Nous voyons ainsi que la situation des paysans devait changer profondément s'ils rentraient dans un artel agricole par rapport à celle qu'ils vivaient régi par les Codes Agraires.

Il est vrai que même pendant le N. E. P. les paysans n'étaient pas propriétaires des terres qu'ils cultivaient, mais alors ils en avaient la jouissance, quoique cette jouissance fût soumise à de nombreuses restrictions, tout de même elle était relativement libre. La propriété des bâtiments agricoles et des moyens de production leur appartenait. Et ce qui est le plus important, ils pouvaient librement disposer de leur travail et des produits de ce dernier.

Maintenant c'était tout autre chose. C'est le kolkhoze qui se trouve être le maître et comme une personne indépendante prend des paysans, qui en font partie tout ce qu'il veut, c'est lui qui jouit de la terre et qui est le propriétaire des moyens de productions. C'est encore lui, en la personne de sa direction, qui dispose du tra-

vail des paysans, qui doivent accomplir tous les travaux, qui leur sont ordonnés.

Si le paysan ne veut plus faire partie des kolkhozes, il peut se séparer de lui, mais alors la plupart des biens qu'il avait apporté au kolkhoze en y rentrant reste à ce dernier, il ne sera rendu au paysan qu'une partie infime de ses biens.

De son côté le kolkhoze peut licencier le paysan s'il est mécontent de ce dernier et en ce cas, aussi, la plus grande partie des biens apportés par le paysan dans le kolkhoze, ne lui sera pas restituée.

En résumé, on peut dire, que le paysan en entrant dans le kolkhoze perd définitivement le bien qu'il avait avec ses terres et lui-même devient un simple ouvrier agricole rénuméré pour son travail par une partie de la récolte et soumis à une discipline de travail très sévère.



## CHAPITRE IV

---

### Les Différents Types de Kolkhoses

---

Après avoir vu le statut-modèle du kolkhoze, c'est-à-dire, de l'organisation des kolkhoses comme ils devaient être selon les vues du Gouvernement Soviétique, nous verrons, qu'elle était l'organisation de la vie dans le kolkhoze en réalité.

Le correspondant de Moscou du journal « *Manchester Guardian* » (98), qui avait visité en 1930 plusieurs kolkhoses, donne la description suivante de la vie de ces derniers :

Premièrement, il souligne, que très souvent à la direction des kolkhoses se trouvent non des paysans élus par les membres du kolkhozes, mais des ouvriers industriels, envoyés par le Gouvernement Soviétique dans les villages en vue de stimuler la collectivisation.

Deuxièmement, que l'influence des organes locaux du gouvernement Soviétique était très grande dans toute la vie des kolkhoses.

Tous les kolkhoses, qu'il avait visité étaient de deux types distincts : soit des artels agricoles, soit des communes.

Quoique Staline dans son article : « *Les succès nous tournent la tête* », se montre hostile à la création de nouvelles communes agricoles, néanmoins les communes agricoles déjà existantes continuaient leurs existences si elles ne s'étaient pas disloquées au printemps de 1930 (quand les paysans se séparèrent en masses des kolkhoses).

(98) Cette correspondance fut publiée dans le périodique *Living Age*, Novembre 1930.

Comme exemple d'une commune agricole le correspondant du « *Manchester Guardian* » cite la commune agricole « Staline », située non loin de Saratoff (un peu au sud de cette ville).

400 familles paysannes faisaient partie de cette commune. Elles possédaient environ 8.000 hectares de terre, 240 chevaux, 98 chameaux, 700 brebis, un peu plus de 300 vaches et 150 porcs. Ce qui est très caractéristique pour les kolkhozes c'est le nombre insignifiant du bétail par rapport à la quantité de terre à labourer aussi bien que par rapport, au nombre des personnes faisant partie de la commune. Ce fait s'explique par de véritables massacres de bétail, qui eurent lieu en 1929 et 1930. Quand les paysans tuaient leur bétail avant d'entrer dans les kolkhozes. C'est précisément ces massacres qui ont obligé le Gouvernement Soviétique à introduire l'article n° 7 dans le statut-modèle, interdisant aux paysans ayant massacré leur bétail d'entrer comme membres dans les kolkhozes.

Dans la commune agricole tous les biens constituaient le fond commun et aucune quote-part n'est attribuée aux membres de la commune. Ces derniers n'ont aucune propriété individuelle. Tout ce qu'ils ont appartient à la communauté, qui par contre les nourrit, leur donne un logis et leur procure tout ce qu'elle considère être nécessaire pour eux.

Aussi il n'est pas procédé à la répartition des bénéfices. Tous les surplus des bénéfices, qui restent après le paiement des impôts, des différentes dépenses de production, de nourriture et de logement des membres de la commune, est employé soit à des perfectionnements de la production agricole, soit à l'amélioration de la vie de la commune entière, soit enfin à la souscription d'emprunts de l'Etat Soviétique au nom de la commune comme personne morale.

La vie dans cette commune était très dure. Surtout l'insuffisance du bétail exerça une influence très défavorable sur la nourriture des membres de la commune. Mais la mauvaise nourriture n'était pas le seul inconvénient de la vie dans la commune. L'autre inconvénient, peut-être encore plus grand était l'insuffisance des lieux d'habitations. Le correspondant dit que : « de 10 à 20 personnes occupaient une chambre ». Ce fait peut paraître paradoxal à première vue car avant la collectivisation chaque famille paysanne

n'avait qu'une maison d'habitation, mais le fait s'explique par la volonté de la commune de faire vivre ensemble tous les habitants de la commune. Car très souvent les maisons de certains membres se trouvaient loin de la commune, les membres de la commune étaient déménagés de leurs anciennes demeures et placés dans les habitations de ceux des membres vivant près de la commune.

L'absence de toute propriété individuelle et les conditions de la vie très difficile étaient la cause principale de l'instabilité des communes agricoles.

Sous un régime pareil à celui décrit par le correspondant du « *Manchester Guardian* » seulement des moines ascètes pourraient vivre, vu que pour eux la pauvreté, l'absence de volonté personnelle et le désir de supporter coûte que coûte tous les genres de privations, sont les buts de la vie monastique.

Tandis que les membres de la commune agricole entraient dans cette dernière, non pas pour supporter des privations, mais pour y trouver le bien-être économique.

Ne trouvant pas dans la commune la satisfaction de leur désir ils essayaient encore une fois de changer leur sort. Ce fut pourquoi la majeure partie des communes agricoles disparurent en 1930. Les unes s'étaient complètement disloquées au printemps de l'année 1930, après la publication de l'article de Staline « *Les succès nous tournent la tête* », les autres ont transformé leurs statuts en un statut d'un artel agricole, enfin ceux qui ont conservé leur ancien statut se transformaient en réalité dans des artels agricoles.

C'est cette dernière forme d'exploitations collectives, qui devint la forme dominante.

Les véritables communes agricoles, comme par exemple la commune « Staline », dont nous venons de parler, n'étaient que de rares exceptions.

Comme exemple d'un artel agricole, le même correspondant cite le kolkhoze « l'Octobre Rouge », situé près de Bykovo, sur la rive gauche de la Volga, non loin de la ville de Komychina.

Cet artel consiste en 1200 familles paysannes, ayant environ 9.000 hectares de terre arable.

La différence entre la commune agraires et l'artel, conformément au statut-modèle est :

Les membres de cet artel conservent la propriété sur le petit bétail et la volaille et ont aussi leurs lieux d'habitation en jouissance personnelle ; puis chaque famille se nourrit séparément.

Quant aux bénéfices nets ils sont partagés entre les membres de l'artel. Ce partage se fait dans cet artel en proportion du travail fourni ! (pour les détails de ce partage, voir le chapitre VIII de la cinquième partie).

Par conséquent, dans l'artel agricole les membres étaient moins absorbés par la collectivité, que dans la commune.

Et comme suite de cela les artels se montraient plus stables que les communes.

Maintenant après avoir parlé des kolkhozes nous allons voir quelle influence, leur apparition et toute la nouvelle politique agraire du Gouvernement Soviétique exercèrent sur l'alimentation des villes et la situation agraire de l'U. R. S. S.

## CHAPITRE V

### Le Stockage des Produits Agricoles et l'Approvisionnement des Villes

Le stockage des produits agricoles est considérée par le Gouvernement Soviétique, comme le couronnement de la politique agraire. Il considère que le stockage est aussi important que la socialisation de l'agriculture elle-même.

Ce point de vue est exprimé de la manière suivante par « *La Revue Economique* ». « Il ne suffit pas de constituer un sovkhoe ou un kolkhoze, l'essentiel est surtout que les excédents des céréales et de ces exploitations se trouvent réunis entre les mains du gouvernement (99) ».

Et à ce point de vue la politique Soviétique a eu un grand succès en 1930 ; voici quels étaient les stockages :

|                                        | 1928-29 | 1929-30 | 1930-31 |
|----------------------------------------|---------|---------|---------|
| Les céréales (en millions de tonnes).. | 10,7    | 16,0    | 22,2    |
| La viande (en millions de quintaux)..  |         | 17,2    | 27,8    |

(100).

(99) Ekonomitcheskoie Obozrenie, Janvier 1930 (*Revue Economique*).

(100) Cette statistique est tirée de Markoff, qui se base sur les données de l'*Annuaire Statistique de 1932*. Par contre Kritsky en se basant sur *La Revue Economique de 1930* donne la statistique sensiblement différente des stockages effectués par l'Etat :

|         |                  |
|---------|------------------|
| En 1929 | 6.289.000 tonnes |
| 1930    | 13.842.000 »     |

Le succès des stockages n'était pas dû à la vente libre des produits agricoles effectuée par les paysans mais à la pratique de la *contractation*, qui détruisait le commerce privé.

Il n'était pas avantageux au paysan de vendre leurs produits aux organes gouvernementaux à cause des grandes différences entre les prix officiels et les prix des marchés libres, qui continuaient à exister malgré toutes les restrictions et toutes les répressions. Cette grande différence entre les prix, qui existait encore pendant la période intermédiaire des années 1927-1929, s'accrut plus pendant les années 1930-1932.

Ainsi le prix du quintal du froment était :

|      | en stockage officiel : | sur le marché libre : |
|------|------------------------|-----------------------|
| 1929 | 4,75 — 5,49 roubles    | 15,25 — 21 roubles.   |
| 1931 | 4,15 — 5,70 »          | 360 »                 |

Par conséquent ce n'était pas l'intérêt économique qui poussait les paysans à effectuer les fournitures en vertu des *contractations*, mais par contre c'est le perfectionnement des moyens administratifs du contrôle résultant de la socialisation de l'agriculture, qui fut la cause de l'augmentation si rapide et si considérable des stockages des produits agricoles.

L'augmentation du stockage avait pour résultat immédiat une augmentation considérable des produits agricoles.

Les exportations de blé qui étaient en 1909-1913 de 4.117.400 tonne par an en moyenne :

|                               |                |
|-------------------------------|----------------|
| en 1921 n'étaient que de..... | 80.800 tonnes. |
| » 1922...étaient.....de.....  | 198.400 »      |
| » 1923.....                   | 333.000 »      |
| » 1924.....                   | 234.200 »      |
| » 1925.....                   | 326.100 »      |
| » 1926.....                   | 1.033.200 »    |

Puis les exportations tombèrent brusquement :

Mais quoiqu'il en soit malgré une grande différence dans les chiffres, tous les deux enregistrent un grand succès des stockages obtenus en 1930 par rapport aux années précédentes.



En 1929 à 98.000 tonnes et montèrent en 1930 à 2.288.000 tonnes.

Mais si le succès du stockage des produits agricoles exerce une influence très favorable sur les exportations il n'améliora pas la situation alimentaire des villes de l'Union Soviétique. Vu que le succès du stockage était contrebalancé par la persécution du commerce privé.

Pendant le N. E. P. la plus grande partie de la population urbaine était nourrie par les produits fournis par le commerce privé. La législation de 1927 à 1930 en supprimant complètement le commerce privé lui substitua les fournitures faites par les agents du Gouvernement.

La masse des produits alimentaires acquis par le gouvernement quoique considérable est tout de même insuffisante pour la nourriture de la population urbaine et comme nous l'avons dit (voir le chapitre V de la IV<sup>e</sup> partie) dès 1929 le Gouvernement dut recourir aux rations alimentaires.

En 1930 les difficultés dans l'alimentation s'accroissaient de plus en plus pour devenir en 1931 catastrophiques, quand la ration même pour le travailleur manuel était théoriquement de 800 gr. de pain par jour et en plus de cette ration en pain on donnait seulement 6.000 gr. de viande et 1.500 gr. de sucre ; 50 gr. de thé, 100 gr. de beurre et 800 gr. de hareng par mois. La ration des membres des familles ouvrières ou des travailleurs intellectuels était de 400 gr. de pain par jour et la ration suivante par mois : 3.000 grammes de viande, 1.500 grammes de sucre, 50 grammes de thé, 100 grammes de beurre et 600 grammes de hareng. Quant aux personnes privées du droit électoral leur ration était encore plus réduite (101).

Nous avons dit que cette ration était théorique, car en pratique on ne donnait jamais toute la ration. Par exemple la ration de viande était absolument supprimée en 1931 dans toutes les villes sauf à Léninegrad et à Moscou. En 1930 la disette des produits alimentaires était moindre qu'en 1931 et on peut croire que cette

(101) Jean Dupont, *La Situation de l'Economie de l'U.R.S.S., pendant l'année 1931. La Revue Economique Internationale*, Juin 1932.

ration théorique alors était plus près de la réalité, qu'en 1931, mais tout de même elle n'était pas toujours octroyée aux ayants-droits de la recevoir.

Les stockages des produits agricoles présentaient, comme nous avons dit plus haut, une charge fiscale pour les exploitations paysannes une sorte d'impôt en nature plutôt qu'une opération commerciale. Mais il n'était pas la seule charge qui pesait sur les exploitations paysannes. Ces dernières devaient en plus, comme pendant les années précédentes, payer les impôts en argent.

L'impôt de 1930 se distinguait sur plusieurs points des impôts des années précédentes.

Premièrement, tandis qu'en 1929 et les années qui la précédèrent, le système de l'imposition des paysans individuels et des paysans collectivisés était le même, c'est-à-dire progressif.

L'impôt de 1930 inaugura une innovation importante. Notamment les paysans individuels continuaient à être imposés progressivement, mais les kolkhozes étaient imposés proportionnellement. C'est-à-dire, que les taux de l'impôt pour les communes étaient de 4 % et pour les artels agricoles et les associations des cultures communales de 5 % du revenu global. Cette innovation a pour but d'encourager les grands kolkhozes dans leur création.

La deuxième innovation capitale était l'augmentation du nombre des exploitations imposées « individuellement », c'est-à-dire, imposées comme des exploitations des koulaks.

Ainsi tandis qu'en 1928-29 seulement 0,89 % des exploitations paysannes de l'U. R. S. S. étaient passibles de ce genre d'impôt, en 1929-1930 ils étaient déjà 2,67 % des exploitations paysannes.

Et enfin la nouvelle loi sur l'impôt agricole prévoit deux échelles différentes pour les koulaks et pour les paysans moyens.

Notamment : (voir la statistique qui suit à la page suivante).

En plus de cette différence les premiers 20 roubles de revenu par personne dans les exploitations de paysans moyens ne sont pas imposés ; les exploitations des koulaks ne jouissent pas de ce bénéfice.

Après avoir parlé des mesures prises par le Gouvernement Soviétique en 1930 en vue de collectiviser les villages russes voyons

quelle influence économique exercèrent ces mesures sur l'agriculture.

| REVENU BRUT             | TAUX D'IMPOT                  |                                      |
|-------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|
|                         | L'exploitation<br>des koulaks | L'exploitation<br>des paysans moyens |
| Jusqu'à 25 roubles..... | 20 %                          | 4 %                                  |
| De 25- 100 » .....      | 20 %                          | 7 %                                  |
| 100- 150 » .....        | 20 %                          | 10 %                                 |
| 150- 200 » .....        | 20 %                          | 15 %                                 |
| 200- 250 » .....        | 20 %                          | 20 %                                 |
| 250- 300 » .....        | 20 %                          | 22 %                                 |
| 300- 400 » .....        | 20 %                          | 25 %                                 |
| 400- 500 » .....        | 20 %                          | 28 %                                 |
| 500- 700 » .....        | 30 %                          | 28 %                                 |
| 700-1000 » .....        | 40 %                          | 30 %                                 |
| 1000-3000 » .....       | 50 %                          | 30 %                                 |
| 3000-6000 » .....       | 60 %                          | 30 %                                 |
| Plus de 6000 » .....    | 70 %                          | 30 %                                 |



## CHAPITRE VI

---

### Les Résultats de la Première Année de la Collectivisation

---

Les résultats de la première année de la collectivisation en masse étaient très contradictoires. D'une part il y avait une augmentation considérable des superficies de terres ensemencées et une bonne récolte de céréales ; d'autre part, il y avait une diminution du nombre de bétail aussi très considérable. Autrement dit l'année 1930 a eu une bonne influence sur l'agriculture et une mauvaise sur l'élevage.

Commençons par l'agriculture proprement dite.

Ici nous voyons une augmentation des étendues ensemencées, mais en ce qui concerne les chiffres précis de cette augmentation existe une grande contradiction. Les nombreuses éditions soviétiques consacrées à l'étude de l'agriculture diffèrent énormément.

« *L'Agriculture Socialiste* » du 15 octobre 1931, considère que le nombre des hectares ensemencés est :

|                    |                       |
|--------------------|-----------------------|
| en 1929 de.....    | 118.000.000 hectares. |
| et en 1930 de..... | 127.000.000       »   |

Ces chiffres en ce qui concerne l'année 1929 se trouvent en contradiction directe avec les chiffres donnés par l'économiste soviétique Vichnevsky, qui évalue la superficie totale de terres ensemencées en 1929 de 95.400.000 hectares.

Les économistes Savelieff et Markoff considèrent, que à cette époque les étendues des semaines étaient encore moindre (voir le chapitre VI de la IV<sup>e</sup> partie). Alors si nous prenons pour l'année de 1929 le chiffre de 95.000.000 hectares et pour l'année 1930 le chiffre de 127.000.000 hectares, nous obtiendrons une augmentation de 31.600.000 hectares. Un accroissement pareil se-

rait en contradiction directe avec la déclaration du Commissaire de l'Agriculture Yacovleff, qui avait fait au XVI<sup>e</sup> congrès du Parti la déclaration suivante ». On peut compter, que 35.000.000 hectares desensemencements des kolkhozes de cette année 1929-1930 sont issus des 24.000.000 hectares desensemencements des paysans de l'année précédente. « Autrement dit, il considère que l'augmentation des superficiesensemencées par les kolkhozes accrut de 11.000.000 hectares environ. Le correspondant Paul Schaffer Bassechess, considère, que l'augmentation des semailles était de 16 % environ par rapport à l'année précédente. Alors si nous prenons la superficie de cette année d'après l'évaluation de Vicnnevsky, c'est-à-dire, de 95.400.000 hectares, nous arrivons à une augmentation de 15.260.000 hectares pour la superficie de l'année 1930 non pas de 127.000.000 mais de 110.664.000 hectares seulement.

Paul Schaffer, dans sa correspondance publiée dans « *Living Age* » dit aussi que l'augmentation des semailles était de 15-17 % par rapport à l'année précédente.

Le correspondant du « *Manchester Guardian* » dit qu'en 1930 la superficie totale des semailles fut augmentée de 30.000.000 acres environ, c'est-à-dire, à peu près égale à 12.600.000 hectares. Alors si nous ajoutons cette augmentation à 95.400.000 hectares nous aurons la superficie totale de 108.000.000 hectares environ.

En fin Kritzky en se basant aussi sur les données de la statistique officielle soviétique donne la statistique suivante :

|              |                      |
|--------------|----------------------|
| en 1929..... | 98.300.000 hectares. |
| en 1930..... | 102.000.000 »        |

Nous voyons de la sorte, que tous ceux qui ont étudié cette question remarquent une augmentation sensible de superficiesensemencées en 1930, mais par contre évaluent cette augmentation d'une manière fort différente.

En plus de la croissance des superficiesensemencées la récolte de 1930 était aussi très bonne. Et ce qui peut paraître bizarre dans l'évaluation de la récolte c'est qu'il n'y a pas d'aussi grande contradiction à son égard que dans l'évaluation des superficiesensemencées. Tous les auteurs donnent des chiffres à peu près identiques.



L'annuaire statistique donne le tableau ci-après :

|              | en 1929               |  | en 1930               |
|--------------|-----------------------|--|-----------------------|
| Les céréales | 717.415.100 quintaux. |  | 835.449.800 quintaux. |
| Le coton     | 8.644.000 »           |  | 11.132.000 »          |
| La betterave | 62.478.000 »          |  | 140.188.000 »         |
| Le lin       | 3.521.000 »           |  | 4.100.100 »           |

Le même annuaire donne aussi en pleine concordance avec les autres auteurs (que nous venons de citer) le rendement moyen par hectare :

|              | en 1929        |  | en 1930        |
|--------------|----------------|--|----------------|
| Le blé d'été | 5,91 quintaux. |  | 7,32 quintaux. |
| Le seigle    | 8,17 »         |  | 8,43 »         |
| Le coton     | 8,2 »          |  | 7,0 »          |
| La betterave | 81,1 »         |  | 135,3 »        |
| Le lin       | 2,2 »          |  | 2,5 »          |

En divisant maintenant la récolte brut par la récolte moyenne par hectare, nous obtenons approximativement le nombre des hectaresensemencés par les cultures principales selon l'annuaire statistique de 1932.

|                   |                       |
|-------------------|-----------------------|
| Les céréales..... | 104.431.225 hectares. |
| Le coton .....    | 1.590.287 »           |
| La betterave..... | 1.038.249 »           |
| Le lin.....       | 164.040 »             |
| Total.....        | 107.223.981 »         |

Si nous y ajoutons les cultures secondaires nous obtenons un chiffre total approchant de celui que nous avons eu en comparant les chiffres donnés par Vichnevsky et ceux donnés par les correspondants des journaux étrangers (Bassechess, Scheffer, Libéral Daily).

Par conséquent nous devons reconnaître que la statistique énoncée par « *L'Agriculture Socialiste* » ne peut être considérée comme étant exacte.

La récolte de 1930 a été bonne pour la plupart des cultures. Paul Scheffer l'explique par la situation météorologique qui était très favorable pendant cette année là et non pas par le changement du mode de travail par suite de la collectivisation.

D'ailleurs la collectivisation en masse commença pendant l'automne de l'année 1929, quand les semailles furent déjà terminées et ne pouvaient donc pas influencer les moissons et les semailles du printemps.

Ainsi la bonne récolte de l'année 1930 ne peut pas être attribuée à la collectivisation.

Enfin ce qui est très caractéristique, c'est que la récolte de l'année 1930 fut non seulement supérieure à celle des années précédentes, mais aussi à celle des années qui la suivirent.

En ce qui concerne l'élevage, la tendance était tout à fait contraire : le nombre du bétail diminua considérablement.

De nombreux paysans massacrèrent leur bétail soit pour exterminer les signes extérieurs de la richesse, soit pour en tirer un profit personnel avant d'entrer dans un kolkhoze où ce bétail serait socialisé. Ces massacres de bétail avaient pris un caractère catastrophique, ce qui obligea le gouvernement d'avoir recours à des mesures de rigueur. Le Comité Exécutif Central et le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. ont ordonné le 16 février 1930, aux comités exécutifs des régions de priver du droit de jouissance de la terre et de confisquer tous les biens des personnes qui massacreraient leur bétail ou avaient donné le conseil de le faire à d'autres.

En surplus il fut ordonné de bannir des kolkhozes les personnes qui avant d'y entrer avaient massacré ou vendu leur bétail.

Et enfin dans le Code pénal de R. S. F. S. R. fut introduit en 1930 l'article 79 conçu dans les termes suivants :

« L'Abatage ou la mutilation préméditée du bétail, aussi bien que l'instigation des autres pour des faits semblables, en vue de la destruction de la collectivisation de l'agriculture, est passible de 2 ans d'emprisonnement avec la déportation, ou sans cette dernière mesure ».

Comme on voit les mesures du gouvernement étaient très sévères, ce qui s'explique par le caractère épidémique des massacres de bétail.

Bassechess écrit dans une de ses correspondances, que la diminution du nombre du bétail était telle qu'il faudrait au moins cinq à six ans de prospérité économique pour que le nombre du bétail atteigne le niveau de 1928 (102).

Mais si tout le monde reconnaissait à l'unanimité la diminution en masse du bétail, il faut dire qu'en ce qui concerne les chiffres exacts de cette diminution, il y a une contradiction presque aussi grande, que dans les chiffres de l'augmentation des étendues semencées.

Ainsi dans l'annuaire statistique de l'année 1932, nous trouvons les chiffres suivants :

| ANNEES | Chevaux | Bovins<br>en millions | Ovins<br>de têtes | Porcs |
|--------|---------|-----------------------|-------------------|-------|
| 1928   | 33,5    | 70,5                  | 146,6             | 25,9  |
| 1929   | 34,6    | 67,1                  | 146,9             | 20,3  |
| 1930   | 30,7    | 52,9                  | 113,1             | 13,3  |

Par contre le livre « *Les changements dans l'agriculture de l'U. R. S. S.* » (« *Sdvigui v selskom khoziaistvé* »), donne une statistique sensiblement différente.

| ANNEES | Bovins | Chèvres<br>en millions | Brebis<br>de têtes | Porcs |
|--------|--------|------------------------|--------------------|-------|
| 1928   | 70,6   | 12,8                   | 133,6              | 11,6  |
| 1929   | 67,2   | 12,6                   | 133,9              | 10,2  |
| 1930   | 53,8   |                        | 111,6              | 7,3   |

(102) *Living Age*, Septembre 1930-Février 1931.

En plus de ces changements dans l'agriculture et dans l'élevage, dont nous venons de parler, la première année de la collectivisation en masse apporta un grand développement de la mécanisation de l'agriculture.

Pour nous rendre compte de la mécanisation de l'agriculture, prenons le nombre des tracteurs employés dans l'agriculture de l'Union Soviétique et la force de ces tracteurs :

Voici les chiffres :

| Le nombre de tracteurs. |         | La force des tracteurs. |
|-------------------------|---------|-------------------------|
| 1928                    | 29.702. | 305.593 H.P.            |
| 1929                    | 42.132. | 470.863 H. P.           |
| 1930                    | 66.332. | 913.348 H. P.           |

Le nombre des autres machines agricoles combinées, correspondait à peu près au nombre des tracteurs.

Comme on le voit la mécanisation de l'agriculture avait fait des progrès depuis 1928 ; mais c'est seulement en 1931 et 1932 qu'elle atteint son plein développement et c'est en étudiant cette période de la politique agraire du Gouvernement Soviétique que nous allons étudier plus profondément la question de l'influence de la mécanisation, sur l'agriculture.

## CHAPITRE VII

---

### Le Développement de la Collectivisation de l'Agriculture en 1931 et 1932

---

Comme nous l'avons vu, après que les paysans sortirent en masse des kolkhozes, au printemps de l'année 1930, pendant tout l'été de l'année 1930, le reste des paysans faisant partie des kolkhozes demeurèrent stables (6.000.000 familles paysannes environ).

Mais en l'automne de l'année 1930 la collectivisation forcée, fut rétablie et le nombre des paysans collectivisés s'accrut sensiblement.

|                    |                                            |   |   |   |
|--------------------|--------------------------------------------|---|---|---|
| Ainsi au 2/2-1931  | 8.250.000 familles étaient collectivisées. |   |   |   |
| Ainsi au 1/5-1931  | 12.045.000                                 | » | » | » |
| Ainsi au 10/7-1931 | 13.839.000                                 | » | » | » |
| Ainsi au 1/11-1931 | 15.000.000                                 | » | » | » |

(103).

c'est-à-dire le nombre des familles collectivisées dépassa à cette date même celui du mois de mars de l'année 1930.

En 1931 la collectivisation continua à se développer et engloba un plus grand nombre encore de familles paysannes.

Au 1<sup>er</sup> octobre 1931, 60 % des familles paysannes furent collectivisées et au 1<sup>er</sup> octobre 1932 ce fut déjà 62 %.

Le pourcentage des familles paysannes collectivisées n'était pas le même dans toutes les parties de l'Union Soviétique.

Dans la Russie du Nord il était inférieur au pourcentage moyen de toute l'Union, mais par contre il le dépassait dans les parties méridionales et orientales. Ainsi furent collectivisées en Ukraine 82,9 % de toutes les familles paysannes, au Caucase du Nord 82,0

(103) Le *Socialistitcheskoïé Zemledelié* N° 176 de l'année 1932 évalue à 16.000.000 le nombre des familles paysannes collectivisées à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1931.

%, la Basse Volga 81,9 %, les Républiques Allemandes 95,0 % et la Volga moyenne 86,1 %.

Autrement dit les parties les plus fertiles de l'Union Soviétique étaient collectivisées presque complètement.

Les paysans collectivisés étaient groupés en 1931 en 230.000 kolkhozes. En plus de ces kolkhozes existaient encore 5.000 sovkhozes. Ces kolkhozes et sovkhozes labouraient pendant cette année (1931) 76,3 % de toutes les terres arables. Ainsi « le secteur socialisé » c'est-à-dire, les kolkhozes et les sovkhozes possédaient proportionnellement au nombre des paysans, qui en faisaient partie, beaucoup plus de terre, que « le secteur individuel » des paysans individuels.

(60 % des familles paysannes et 76,3 % de terres arables).

Cette situation s'accroît encore plus en 1932, quand les semailles du printemps se répartissaient de la manière suivante :

|                         |            |           |
|-------------------------|------------|-----------|
| Les kolkhozes.....      | 66.700.000 | hectares. |
| Les sovkhozes.....      | 11.000.000 | »         |
| Les paysans isolés..... | 18.000.000 | »         |

Par conséquent « le secteur socialisé » qui englobait à ce moment 62 % des familles paysannes, ensemencées déjà 81,29 % de toute la superficie ensemencée.

Les kolkhozes de cette époque deviennent de très grandes exploitations atteignant parfois (surtout dans les régions de la collectivisation en masse) des dimensions énormes à 2.000.000 hectares dans un seul bloc de terre.

Markevitch, créateur des stations de tracteurs et des machines agricoles, trouvait que ces énormes kolkhozes étaient très difficiles à exploiter rationnellement, car en les créant on ne tenait pas compte des villages existants et des commodités des paysans travaillant dans les kolkhozes géants. Il appelait leur création « la géantomanie », contre laquelle il publia un article dans la « *Pravda* » le 8 avril 1930.

Mais malgré son opposition les grands kolkhozes s'agrandissaient et progressaient de plus en plus. La décision du Commissaire de l'Agriculture de l'U. R. S. S. du 28 août 1930, qui ordonna la



réunion de tous les kolkhozes, situés dans une région administrative dans une unité supérieure à la fois administrative et économique en même temps — nommée le kolkhoze de la région. Ceci favorisait encore plus leur développement. Ce kolkhoze devait diriger les kolkhozes de leur région en leur indiquant les buts économiques à poursuivre et en leur donnant son aide matérielle et morale.

De son côté les kolkhozes de la région devaient se réunir dans une unité supérieure — le kolkhoze de la province ou de la république fédérée, qui exerçait de son côté envers les kolkhozes de la région les mêmes droits de contrôle et de direction que ces derniers exerçaient sur les kolkhozes ordinaires.

Cette centralisation favorisait la fusion des kolkhozes, puisqu'elle les privait de toutes initiatives personnelles. Aussi le développement de la collectivisation provoqua de grands changements dans le code agraire.

Le Code Agraire de 1922, reconnaissait la commune rurale — la vieille *obstchina* — (mir paysan), comme une personnalité ayant droit à la jouissance de la terre et à la répartition de la terre entre les familles paysannes et les paysans isolés.

Cette communauté n'avait de raison d'être, qu'autant qu'il existait des exploitations de paysans isolés. Mais s'ils disparaissaient et étaient remplacés par des kolkhozes — personnalités juridiques, pour lesquelles on ne procédait pas au partage égalitaire des terres et qui faisaient parti d'autres communautés que l'*obstchina*, cette dernière devait disparaître.

Le Comité Exécutif Central et le Conseil des Commissaires du Peuple décidèrent le 30 juillet 1930, que dans les régions de la collectivisation en masse, plus de 75 % des exploitations paysannes étaient entrés dans des kolkhozes, la communauté rurale devait être liquidée et ses biens à destination agricole, comme les prairies, les pâturages, etc., devaient passer aux kolkhozes. Quant à ses biens qui n'avaient pas trait à l'agriculture, ils devaient passer aux conseils des villages (organes administratifs).

Le passage des biens, qui constituaient antérieurement la possession commune du mir paysan, aux kolkhozes empirait sensiblement la situation économique des paysans isolés, qui continuaient

à exister dans la région ; car cela les privait des pâturages et les forçait indirectement d'entrer dans les kolkhozes.

Le développement de la collectivisation de l'agriculture était accompagné par l'augmentation du nombre des exploitations de l'Etat, sovkhoses, et dans la suite leur nombre augmenta de 1692, ces derniers commencèrent à se développer en une forme nouvelle, notamment, des fermes d'élevage de bétail.

Nous dirons maintenant quelques mots à propos de ces nouveaux sovkhoses.

La diminution du bétail ne s'arrêta pas en 1930, mais continua à se poursuivre en 1931 et 1932, le Gouvernement cessa de publier les données statistiques, concernant le nombre du bétail.

Par conséquent, en l'absence de données officielles, il fallut s'adresser aux informations recueillies par les voyageurs, et aux données qu'on put obtenir indirectement, en comparant les différentes mesures et propositions du gouvernement en ce qui concernait l'élevage.

Le sénateur Boré dans son livre « *Le Paradis Infernal* » dit qu'au moment où il avait visité l'Union Soviétique, c'est-à-dire, au commencement de l'année 1933 « les troupeaux n'atteignaient pas la moitié de l'effectif de l'année 1928 ».

Markoff arrive à peu près aux mêmes conclusions, en se basant sur le second plan quinquennal, qui prévoit, que « le nombre des bovins en R.S.F.S.R. devra doubler jusqu'en 1937 et atteindre alors 54.000.000 de têtes, c'est-à-dire, qu'en 1932, il n'y avait que 27.000.000 de têtes de bovins sur le territoire de l'R.S.F.S.R.

La statistique officielle donne les chiffres suivants pour le bovin en R. S. F. S. R. pendant les années précédentes :

|         |            |                     |
|---------|------------|---------------------|
| En 1927 | 52.900.000 | de têtes de bovins. |
| 1928    | 50.300.000 | » » »               |
| 1930    | 31.600.000 | » » »               |

Par conséquent le nombre de bovins en 1932 est devenu presque deux fois moindre que celui de 1927.

Bien entendu ces chiffres ne peuvent être pris qu'approximativement, mais en les comparant avec les chiffres donnés par la

statistique officielle, nous devons nous persuader, qu'ils marquent exactement la tendance vers la chute de l'élevage.

Ainsi au Caucase du Nord le nombre de bêtes à cornes était en 1925 de 4.200.000 de têtes et en 1932 il n'était déjà plus que 2.100.000 de têtes, c'est-à-dire, juste 50 % du nombre de l'année 1925.

La diminution du nombre du bétail dans toute l'Union Soviétique est reconnue par la statistique officielle soviétique, quoique cette dernière ne précise ni le nombre, ni le pourcentage de cette diminution.

Le Gouvernement Soviétique considérait que ni les paysans isolés, ni même les kolkhozes n'étaient capables de réaliser le rétablissement de l'élevage.

Il pensa, que c'est seulement en établissant les fermes de l'Etat, qu'on pouvait rétablir la situation. Pour réaliser cette pensée, le Gouvernement entreprit la création de fermes d'Etat pour l'élevage.

En 1932 il y avait 432 fermes pour l'élevage des bovins, appartenant à la Compagnie de l'Etat « skotowod », 150 fermes pour l'élevage des moutons appartenant à la Compagnie de l'Etat « ovtzevod » et enfin 846 fermes pour l'élevage de pores appartenant à la Compagnie de l'Etat « svinovod ».

En plus des fermes de l'Etat, les kolkhozes devaient rétablir aussi des fermes pour l'élevage de différentes espèces de bétail.

Le Commissariat de l'Agriculture de l'U. R. S. S. décréta le 5 janvier 1931 la création par les kolkhozes de fermes pour l'élevage spécial.

Les troupeaux de ces fermes devaient consister soit d'animaux qui faisait partie du troupeau socialisé du kolkhoze, soit d'animaux confisqués chez les koulaks ou spécialement achetés pour la ferme, soit enfin de jeunes bêtes nées à la ferme (art. 2 du décret du 5 janvier 1931). Quant à l'organisation de chaque ferme elle variait suivant le contrat que concluait le kolkhoze avec l'office gouvernemental, qui s'occupait de l'élevage.

Comme règle générale les administrateurs de ces fermes étaient présentés par les kolkhozes et puis nommés par l'office qui s'occupait de ce genre d'élevage.

Les fermes de l'Etat et des kolkhozes constituaient le « secteur socialisé » de l'élevage. Ce secteur possédait en 1932 le nombre suivant de bétail :

| NOM DU BETAIL     | Sovkhozes          | kolkhozes          |
|-------------------|--------------------|--------------------|
| Le bovin .....    | 3.236.600 de têtes | 3.768.400 de têtes |
| Le porc .....     | 1.597.000 »        | 2.115.300 »        |
| Les brebis .....  | 5.210.000 »        | 4.203.800 »        |
| La volaille ..... | 1.150.000 »        | 5.930.000 »        |

(104).

Ces fermes de l'Etat et des kolkhozes apparaissaient sous deux aspects différents :

D'une part, le gouvernement Soviétique y appliquait les moyens d'élevage les plus scientifiques et modernes jusqu'à la fécondation artificielle qui donna selon Boré de bons résultats.

« De Juin à mi-septembre 1930, écrit le sénateur Boré, 19.860 vaches avaient été fécondées déjà artificiellement avec un rendement de 63,7 %. En 1931 la réussite était de 92 %. Dans la même année 96.000 brebis ont été fécondées artificiellement avec un résultat de 94 % pour les bovins sélectionnés et 85 % pour les métis ».

D'autre part le bétail souffre dans ces fermes de l'insuffisance de la nourriture et de terribles épizooties.

(104) Cité d'après *Der Deutsche Okonomiste* 20-1-1933, mais Edgar Furniss dans son livre *Current History*, mai 1932, considère qu'au commencement de 1932 il n'y avait que 1460 fermes de l'Etat possédant le nombre suivant de bétail :

|           |                    |
|-----------|--------------------|
| de bovin  | 2.500.000 de têtes |
| de porc   | 860.000 »          |
| de brebis | 4.750.000 »        |

tandis que le commissariat de l'agriculture donne à ce sujet des chiffres sensiblement différents : notamment il dit qu'au 13-11-1931 il y avait dans les fermes socialisées :

1.700.000 vaches  
et 1.275.000 porcs

Par exemple au printemps de 1932 jusqu'à 25 % des animaux aux fermes moururent de l'épizootie, de la peste animale (105).

On crut pouvoir expliquer ces maladies par les dimensions énormes des fermes qui atteignaient jusqu'à 200.000 hectares avec 42.000 têtes d'animaux. Alors pour parer au mal toutes les fermes d'élevage furent partagées en de plus petites. Ainsi on créa 2.200 fermes pour le bovin dans chacune desquelles le nombre des animaux ne devait dépasser 8.000 têtes.

A l'heure actuelle on ne peut pas encore juger si cette dernière réforme apporte les résultats espérés.





## CHAPITRE VIII

---

### La Rémunération du Travail des Membres des Kolkhozes et l'Exécution du Travail

---

Comme nous avons eu l'occasion de le dire plus haut, le statut-modèle des kolkhozes passait sous silence la question de répartition des bénéfices entre les membres des kolkhozes. Le silence du législateur favorisait la diversité dans les modes de la répartition du bénéfice dans les différents kolkhozes.

Dans un kolkhoze on partageait le bénéfice en proportion des membres de la famille, dans un autre en proportion du nombre des travailleurs du travail fourni, etc...

Mais en général on partageait dans la plupart des kolkhozes le bénéfice en proportion du nombre des membres de la famille des travailleurs sans tenir compte de son travail.

Ce système de la répartition du bénéfice, qu'on appelait en Russie Soviétique : « La répartition en proportion du nombre des bouches » (106), était le plus fréquemment employé dans les kolkhozes.

Non seulement ce système correspondait au principe socialiste « chacun travaille selon ses forces et reçoit suivant ses besoins », mais ce qui est plus important, ce système correspondait en une certaine mesure aux anciennes habitudes des paysans.

Dans les obstchina paysannes d'avant la Révolution et même après cette dernière pendant la période du communisme de guerre et surtout du N. E. P., on répartissait la terre entre les paysans membres de l'obstchina, soit en proportion du nombre des membres de la famille sans distinction du sexe, ou de l'âge, soit en proportion du nombre des travailleurs mâles. Il est fort compréhensible que les paysans entrant dans les kolkhozes y apportaient leurs habitudes.

(106) La répartition en proportion des *mangeurs* (Yedoki).

Dans le kolkhoze la terre est socialisée et ne se répartit point, mais quand on procédait à la répartition des bénéfices les paysans appliquèrent leurs vieux systèmes.

Ce système, quand il était appliqué à la répartition de la terre pouvait donner des résultats, sinon très bons, au moins passables, puisque la productivité de la terre dépendait en grande mesure du travail des laboureurs. Mais ce qui agissait comme un certain stimulant au travail, pour la terre ne l'était plus quand on l'appliqua à la répartition du bénéfice ; alors tout désir de travailler disparut.

Si on reçoit un bénéfice exclusivement en proportion du nombre des membres de la famille, sans tenir compte de la qualité et de la quantité du travail fourni, la question se posait, à quoi bon travailler ?

D'autre part, la quantité des biens apportés par le paysan dans le kolkhoze n'influait guère la part des bénéfices, que touchait ce dernier.

C'est pourquoi les paysans essayaient d'apporter le moins possible de biens dans le kolkhoze et tâchaient de s'en débarrasser avant d'y entrer, en massacrant ou en vendant leur bétail (ce dernier fait, fut la cause principale de la diminution brusque du troupeau).

Les résultats étaient loin d'être ceux que désirait atteindre le Gouvernement Soviétique, qui édicta une circulaire le 27 juillet 1930, donnant un nouveau système de la répartition des bénéfices :

Comme règle générale la répartition des bénéfices devait être faite en proportion du nombre et de la qualité des journées de travail, à l'exception :

1°) De 5 % du bénéfice provenant de l'agriculture, proprement dite et du bétail laitier, qui devait être attribué à la rémunération des moyens de la production socialisée engagée dans le kolkhoze. La quantité de la terre qu'avait labourée le paysan avant de rentrer dans le kolkhoze, comme étant propriété de l'Etat, n'était pas prise en considération dans la répartition de ces 5 % des bénéfices. C'est seulement le nombre des moyens de productions, comme par exemple les machines agricoles, bétail, etc., qui influençaient la répartition de cette branche de bénéfice.

2°) De 10 % destinés à la création du fond indivisible.

3°) De 5 % pour la satisfaction des besoins intellectuels des membres des kolkhozes.

Enfin la répartition de tous les bénéfices se produit seulement après la déduction des sommes nécessaires pour la constitution des fonds de réserves pour l'ensemencement et le fourrage du bétail socialisé ; et aussi après le paiement des impôts et des primes d'assurances.

Dans ce nouveau système de la répartition des bénéfices, la chose essentielle, c'était la quantité des journées, fournies par les membres du kolkhoze.

Mais comme le travail agricole est très varié et très différent, on ne peut pas considérer, que la journée de travail, par exemple, d'un berger est égale à celle d'un laboureur ; le Gouvernement Soviétique établit le système des différents coefficients pour l'évaluation des journées de travail et de différents travailleurs.

L'instruction du Commissariat de l'Agriculture du 13 décembre 1930, donne le tableau suivant de ces coefficients :

| DENOMINATION DU GENRE DE TRAVAIL                                                                                  | Nombre de<br>Journées de Travail |         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------|
| 1 <sup>o</sup> Labourage d'un hectare avec la charrue (sokha).....                                                | 1                                | journée |
| 2 <sup>o</sup> " " " " sans avant train                                                                           | 1 1/2                            | "       |
| 3 <sup>o</sup> " de jachères avec une charrue à deux socs..                                                       | 3/4                              | "       |
| 4 <sup>o</sup> Hersage d'un hectare .....                                                                         | 1/6                              | "       |
| 5 <sup>o</sup> Semailles de céréales à la main.....                                                               | 1/3                              | "       |
| 6 <sup>o</sup> " avec un semoir à 7 socs.....                                                                     | 3/8                              | "       |
| 7 <sup>o</sup> " " " à 11 socs.....                                                                               | 1/2                              | "       |
| 8 <sup>o</sup> " du lin à la main .....                                                                           | 3/8                              | "       |
| 9 <sup>o</sup> Plantation de pommes de terre sur la terre labourée<br>par la charrue à soc ou par une araire..... | 1 2/3                            | "       |
| 10 <sup>o</sup> Labourage du champ pour les pommes de terre avec<br>une houe .....                                | 9 1/2-12 1/2                     | "       |
| 11 <sup>o</sup> Labourage de la terre pour le lin par une « planette »<br>(genre de herse) .....                  | 3/4                              | "       |
| 12 <sup>o</sup> Sarcage du lin .....                                                                              | 9 1/2                            | "       |
| 13 <sup>o</sup> Moisson avec une faucille .....                                                                   | 7                                | "       |
| 14 <sup>o</sup> " des céréales avec une faux.....                                                                 | 1 3/4                            | "       |
| 15 <sup>o</sup> " avec une « lobogreika » (moissonneuse com-<br>binée) .....                                      | 1/6                              | "       |
| 16 <sup>o</sup> " " « geatka » moissonneuse).....                                                                 | 1/5                              | "       |
| 17 <sup>o</sup> " " «snopovezalka» (moissonneuse-lieuse)                                                          | 1/6                              | "       |
| 18 <sup>o</sup> Labourage de la terre pour les pommes de terre avec<br>une charrue à un soc.....                  | 1                                | "       |
| 19 <sup>o</sup> Récolte des pommes de terre, si elle était de 100 quint.                                          | 9 1/2                            | "       |
| 20 <sup>o</sup> " de la betterave à sucre .....                                                                   | 9 1/2                            | "       |
| 21 <sup>o</sup> " du lin à la main .....                                                                          | 26 1/4                           | "       |
| 22 <sup>o</sup> Engerbage du blé du printemps.....                                                                | 11 1/4                           | "       |
| 23 <sup>o</sup> Battage du blé d'automne par une batteuse à 4 chevaux                                             | 2                                | "       |
| 24 <sup>o</sup> " " " " à 8 chevaux                                                                               | 12 1/4                           | "       |
| 25 <sup>o</sup> " " du printemps " à 4 chevaux                                                                    | 12                               | "       |
| 26 <sup>o</sup> Soins quotidiens pour 15 chevaux.....                                                             | 3/4                              | "       |
| 27 <sup>o</sup> " " " 16 vaches.....                                                                              | 3/4                              | "       |
| 28 <sup>o</sup> " " " 30 porcs.....                                                                               | 7/8                              | "       |
| 29 <sup>o</sup> Plantation de choux et de tomates.....                                                            | 5/8                              | "       |

Comme nous le voyons d'après le tableau ci-dessus, le calcul des journées de travail était minutieux et très compliqué.

Par suite de quoi le membre du kolkhoze ne pouvait même pas savoir approximativement la somme qu'il allait toucher.

Pour exécuter les travaux, tous les membres du kolkhoze se répartissaient en brigades. A la tête desquelles se trouvaient des brigadiers nommés par l'administration des kolkhozes.

Ces brigadiers devaient non seulement diriger le travail de leur brigade, mais aussi établir la comptabilité des journées de travail de toute la brigade et de chaque membre de celle-ci en particulier.

Cette comptabilité consistait :

1°) En comptes rendus du travail de la brigade et du nombre de journées de travail de toute la brigade (voir appendice n° 1). Ce compte rendu le brigadier l'envoyait périodiquement à la direction du kolkhoze.

2°) Les livres individuels de chaque membre de brigade où le brigadier inscrivait le nombre des journées de travail de ce dernier (voir l'appendice n° 2).

En se basant sur ces livres individuels et le compte rendu des brigadiers l'administration répartissait définitivement à la fin de chaque année sur le nombre total des journées de travail de chaque membre du kolkhoze sa part du bénéfice (voir appendice n° 3).

Ce système était tout à fait neuf, n'ayant pas de précédent dans la vie économique russe des périodes antérieures.

La situation du membre de kolkhoze ne ressemblait en rien à la situation des villageois de l'ancien régime.

D'une part, il ressemblait à un ouvrier agricole, parce qu'il devait effectuer le travail, que lui indiquait son supérieur, mais avec la différence que l'ouvrier agricole des temps anciens avait son salaire fixe et le salaire de l'ouvrier du kolkhoze dépendait du rendement du kolkhoze entier, ce point le rapprochait dans une grande mesure d'un métayer. Mais tandis que le métayer pouvait librement disposer de son travail, le membre du kolkhoze devait simplement exécuter le travail qu'on lui ordonnait.

Enfin, la dernière particularité qui distinguait la situation du membre du kolkhoze de celle du métayer aussi bien que celle de l'ouvrier agricole, c'était la possibilité, qu'avait la direction du kolkhoze de l'envoyer ailleurs en prélevant une certaine part de son salaire. Un droit semblable seulement à celui que le seigneur à l'époque du servage avait par rapport à ses serfs.

Dés conditions si peu habituelles et en somme si peu avantageuses pour les paysans, ne pouvaient pas s'introduire facilement.

Encore en 1931 en dépit des décrets du Gouvernement Soviétique, dans de nombreux kolkhozes, surtout dans les kolkhozes du Caucase du Nord, du Volga Moyen et de la Sibérie on répartissait le bénéfice par le nombre des « bouches » (107). Mais bien entendu, que ce dernier système était considéré par le Gouvernement Soviétique, comme une violation des règles des kolkhozes et était réprimé par les organes locaux du pouvoir.

Très souvent pour cacher les systèmes de la répartition des bénéfices par le nombre des « bouches » sans tenir compte de la quantité du travail fourni, les artels agricoles changeaient leurs statuts et se transformaient en communes agricoles — établissements où il n'y avait pas du tout de répartition de bénéfices, mais où tous les membres étaient nourris et habillés par la collectivité (voir chapitre IV de la partie V).

L'absence des habitations communes faisait très souvent du passage à la commune un geste purement fictif, qui était fait exclusivement pour contourner l'interdiction de répartir les bénéfices par le nombre des « bouches ».

Pour combattre ce passage fictif à la commune agraire, le Comité Central du Parti Communiste décréta le 4 février 1932 l'interdiction de la transformation des statuts des artels en Statuts de commune, et proclama même le passage à la commune comme un grand danger pour le régime Soviétique, contre laquelle tous les organes locaux du Gouvernement devaient prendre des mesures urgentes.

(107) La décision du VI<sup>e</sup> congrès des Soviets à cause de l'organisation des kolkhozes.



## CHAPITRE IX

---

### La Mécanisation de l'Agriculture et l'Exécution des Travaux Agricoles

---

Pendant les années 1931 et 1932 la mécanisation de l'agriculture continuait à se développer.

Le nombre des tracteurs-machines agricoles, sur lesquelles le Gouvernement Soviétique concentrait le plus d'attention, s'accrut de la manière suivante :

|              |                   |
|--------------|-------------------|
| En 1930..... | 73.498 tracteurs. |
| En 1931..... | 121.260       »   |
| En 1932..... | 144.800       »   |

(Les chiffres concernant l'année 1932 sont cités, selon les prévisions du plan).

Les tracteurs n'étaient pas les uniques machines, dont le nombre s'accrut fortement pendant les années 1931 et 1932. Le nombre de toutes les machines agricoles augmenta sensiblement. Ainsi la valeur de toutes les machines agricoles pour un hectare était de 17 roubles en 1927 et de 21 roubles en 1932.

En concordance avec la croissance du nombre des tracteurs et des autres machines agricoles s'était aussi accru le nombre des stations de machines agricoles et de tracteurs.

En 1931 il y avait 1.400 stations pareilles.

En 1932   »   »   2.466       »       »

(108).

(108) Selon la *Pravda* du 3 février 1932, on prévoyait même la création de 1700 nouvelles stations pendant l'année 1932, c'est-à-dire que le nombre total en 1932 atteignait le chiffre de 3100.

En même temps avec la croissance du nombre des tracteurs et des stations accrut aussi la centralisation de l'approvisionnement de l'agriculture par ces machines.

Les machines et les tracteurs se concentraient de plus en plus entre les mains des stations.

Le pourcentage des machines et des tracteurs envoyés des fabriques aux stations augmentaient chaque année. Ainsi on avait envoyé aux stations :

|         |      |                        |
|---------|------|------------------------|
| en 1929 | 20 % | de tous les tracteurs. |
| » 1930  | 36 % | » » » »                |
| » 1931  | 65 % | » » » »                |

C'est-à-dire, que le pourcentage des machines vendues directement aux kolkhozes et sovkhozes (comme nous le savons, on avait cessé de vendre les machines déjà avant 1930 aux paysans isolés) diminuait chaque année.

Le progrès de la mécanisation en 1931 et surtout en 1932 fut considérable, il devait avoir normalement pour résultat une exécution plus rapide de tous les travaux agricoles.

Mais en réalité nous voyons qu'en 1932 quand la mécanisation fut plus grande qu'en 1931 tous les travaux ont été exécutés avec un retard sensible par rapport à 1931.

Voici un tableau pour illustrer ce fait :

| La dénomination des travaux exécutés                                                                    | 1931             | 1932             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Ensemencé au 10 mai (date limite pour des semailles de printemps dans la plupart de l'U. R. S. S.)..... | 35.700.000 hect. | 31.700.000 hect. |
| Moisson des céréales le 5/IX.....                                                                       | 74.600.000 »     | 66.900.000 »     |
| Battu de blé le 5/IX.....                                                                               | 29.600.000 »     | 24.200.000 »     |
| Semailles d'automne, jusqu'au 10 octobre....                                                            | 30.900.000 »     | 28.800.000 »     |

(109).

(109) Ce tableau fut dressé par Markoff en se basant sur les statistiques publiées dans les journaux Soviétiques.

Le retard des semailles exerçait une influence très défavorable sur la récolte.

Ainsi, selon les données d'une station d'expériences agricoles à Dniepropetrovsk (en Ukraine) la récolte du blé en Ukraine sur le même sol et avec la même qualité de labour serait complètement différente suivant la date à laquelle serait exécutée les semailles. Notamment si les semailles étaient exécutées au :

1<sup>er</sup> mai le rendement serait de 12,78 quintaux par hectares.

11    »        »        »        »        12,17    »        »        »

21    »        »        »        »        11,34    »        »        »

31    »        »        »        »        0,40    »        »        »

Par conséquent si les agriculteurs retardent l'exécution de leurs travaux ils subissent de graves pertes et ce doit être des causes très sérieuses, qui les obligent à être en retard.

Mais quelles sont ces causes ? Comment expliquer la coïncidence du retard dans l'exécution des travaux et la croissance de la mécanisation de l'agriculture ?

Ce fait paradoxal s'explique principalement par la mauvaise qualité des machines et par l'absence des mécaniciens dans les villages.

Ainsi les « Izvestia » du 18 janvier 1931, annonce, que 25,2 % des tracteurs ont été réparés, mais les Izvestia du 14 février 1931 écrit que 87 % des tracteurs exigeaient des réparations capitales.

Pendant l'hiver de l'année 1931 on devait réparer 102.000 sur 121.000 tracteurs (110).

Ces chiffres à eux seuls suffisent pour montrer que les tracteurs en masses étaient dans l'impossibilité d'exécuter les travaux agricoles.

Garreth Johns, après son voyage en U. R. S. S. au commencement de 1933, arrive aussi aux mêmes conclusions.

Il raconte qu'aux questions adressées aux paysans dans les différentes parties de l'Union Soviétique : comment ils trouvaient les tracteurs ? Ils lui répondaient toujours : « Que les tracteurs

restaient presque toujours en panne et à cause de cela ne pouvaient pas être comparés à des chevaux ».

Mais comme nous l'avons vu, le nombre des chevaux, comme celui du bétail en général tomba énormément en 1931 et 1932.

C'est par conséquent l'insuffisance de la force motrice pour labourer la terre, qui était malgré la mécanisation en réalité apparente de l'agriculture la cause du retard dans l'exécution des travaux agricoles.

L'annuaire statistique marque en 1932 pour l'année 1931 une augmentation sensible des superficies ensemencées par rapport à 1930.

Mais certaines diminutions par rapport à 1931.

Notamment : en 1931 137.500.000 hectares.

» 1932 134.000.000 »

Mais comme nous l'avons déjà dit plus haut, à l'occasion des superficies ensemencées de 1929 et 1930 (voir chapitre « Les résultats des premières années de la collectivisation ») les chiffres publiés par cet annuaire sont assez douteux.

Maintenant en comparant les superficies ensemencées par les cultures principales en 1931, comme elles sont indiquées dans l'« socialistithoskoïé zemledelié » et « sdvigui v selskom khoziaïstic S. S. S. R. » nous obtenons des chiffres sensiblement différents à ceux indiqués par l'annuaire :

|                   |             |           |
|-------------------|-------------|-----------|
| Les céréales..... | 104.000.000 | hectares. |
| Le coton.....     | 2.130.000   | »         |
| La betterave..... | 1.494.000   | »         |
| Le lin.....       | 2.338.000   | »         |
| <hr/>             |             |           |
| Le total.....     | 109.962.000 | »         |

Et si nous gardons en vue les grands retards dans l'exécution des travaux agricoles en 1932 qui influençaient désastreusement sur la récolte, nous comprendrons la cause principale des grandes difficultés alimentaires, qu'éprouvait l'Union Soviétique en 1931 et 1932.

## CHAPITRE X

---

### Les Difficultés dans l'Alimentation des Villes en 1931 et 1932

---

Les difficultés alimentaires devenaient de plus en plus grandes en 1931 et 1932. Dans toutes les villes à l'exception de Moscou et de Léninegrad la ration du pain dut être réduite à 200 grammes par jour au lieu de 800 grammes (111).

Mais la ration de 200 grammes par jour n'était point la ration minima, car il y avait des villes, où la ration était encore plus petite.

Ainsi à Kiev les étudiants recevaient 150 grammes par jour et les retnaîtés 100 grammes par jour et en Crimée au printemps de 1933 on cessa même de fournir les rations de pain à toutes les personnes autres que les ouvriers, les hauts fonctionnaires, les hommes de science, et les oudarnikis (112).

Les difficultés alimentaires ont même eu une répercussion en ce qui concerne le ravitaillement des diplomates et les journalistes accrédités à Moscou.

Le correspondant du « *Petit Parisien* » écrit à ce sujet de Moscou le 25 octobre 1932 dans les termes suivants :

« On n'a pas oublié la récente tentation de rationner les correspondants des journaux étrangers. Devant les protestations unanimes, cette mesure dut être reportée ». Maintenant une nouvelle décision concernant le fameux magasin « *Insnab* », où s'approvisionnaient les ambassadeurs et les journalistes, déclare qu'à partir

(111) *La Revue Economique Internationale*.

(112) Une lettre reçue par l'auteur.

de demain, c'est-à-dire, le 26 octobre 1931, les achats devront être faits uniquement en devises étrangères ».

L'absence des produits alimentaires provoque une hausse de prix considérable sur le marché libre (bien entendu ce marché était réduit à peu de chose par suite des mesures de répression du commerce privé).

Pour illustrer cette hausse, nous allons comparer les prix des produits alimentaires sur le marché libre en 1927 et en 1932.

| PRODUITS                                      | 1927         | 1932         |
|-----------------------------------------------|--------------|--------------|
| La farine (un k <sup>gm</sup> ).....          | 0,20 rouble. | 3,50 rouble. |
| Les pommes de terre (1 k <sup>gm</sup> )..... | 0,07-0,10 »  | 2,50 »       |
| La viande .....                               | 0,86-0,87 »  | 13,00 »      |
| Le beurre .....                               | 1,80-2,00 »  | 35,00 »      |
| Les œufs (des 10 pièces).....                 | 0,40 »       | 9,00 »       |
| Le lait, le litre.....                        | 0,18-0,20 »  | 2,70 »       |

La hausse des prix ne s'arrête point en 1932, et vers le commencement de 1933, les prix des produits alimentaires sur le marché libre :

|                          |                |
|--------------------------|----------------|
| Le beurre (un kilo)..... | 62-75 roubles. |
| La viande » .....        | 15-25 »        |
| Le sucre » .....         | 15 »           |
| Le pain » .....          | 3 »            |

La hausse des prix des produits alimentaires, la diminution et pour certaines catégories de citoyens, même la suppression complète des rations alimentaires, provoque dans les villes et surtout dans les petites villes une situation proche de la famine.

Pour parer à ce mal, le Gouvernement Soviétique eut recours à différentes réformes dans l'agriculture.

Ces réformes concernaient premièrement le système du stockage et deuxièmement la condition juridique des kolkhozes et de ses biens.

Dans ces deux branches de la politique agraire, le Gouvernement Soviétique ne montrait aucune suite.



Tandis que les nouvelles réformes dans les stockages des produits agricoles étaient au début inspirées par un esprit libéral donnant plus de liberté économique aux kolkhozes et à ses membres. (Quoique vers la fin de 1932 elles redeviennent rigoureuses), les réformes dans la situation juridique des kolkhozes et de ses biens étaient empreintes d'étatisme toujours croissant, notamment elles assimilaient de plus en plus les kolkhozes à la propriété de l'Etat.

Cette contradiction, d'ailleurs apparente, s'explique par le fait, que le but principal du gouvernement était d'obtenir le plus possible de produits agricoles, surtout de céréales, pour atteindre ce but, le gouvernement avait recours soit à des mesures libérales, soit à des mesures de guerre, sans tenir compte de la logique juridique.

En continuant notre aperçu sur la politique agraire du Gouvernement Soviétique, commençons par les réformes du stockage des produits alimentaires, comme précédant chronologiquement les réformes de la situation juridique des kolkhozes.



## CHAPITRE XI

---

### La Réforme du Système d'Approvisionnement et du Stockage

---

En vertu de la « contractation » de la production agricole, les paysans soit isolés, soit groupés dans les kolkhozes devaient fournir tout l'excédent de leur production aux organes de l'Etat.

Comme paiement de cette fourniture ils touchaient pour les produits un certain prix en argent.

Comme nous l'avons vu plus haut, ces prix fixés par la contractation étaient sensiblement inférieurs à ceux qui existaient sur le marché libre, ce marché existait encore clandestinement, et était tout à fait insignifiant par rapport aux prix des produits manufacturés.

Par exemple, tandis que comme nous l'avons dit, un quintal de blé coûtait pour le stockage de l'Etat de 4,15 roubles à 5,70 roubles, par exemple un simple canif coûtait 30-35 roubles. Dans des conditions pareilles le prix payé par le Gouvernement pour les produits stockés pratiquement était nul et le stockage en réalité devenait une simple réquisition comme la répartition en nature à l'époque du communisme de guerre.

Il ne faut pas oublier, que par les réquisitions de produits pris en vertu de la répartition, le Gouvernement Soviétique payait aussi une petite somme en papier monnaie qui n'avait, à cette époque aucune valeur réelle.

La « contractation » englobait toute la masse des produits agricoles, ne laissant aux paysans que la quantité nécessaire pour les semailles et nécessité pour la vie des paysans jusqu'à la prochaine récolte.

Par conséquent il se créa une situation toute semblable à celle de l'époque du communisme de guerre, quand le paysan avait perdu tout intérêt à continuer de s'occuper de l'agriculture.

Avec la seule différence de l'époque du communisme de guerre que quand le paysan le voulait il était libre dans la disposition de la terre, qu'il possédait, qu'il pouvait cultiver ou la laisser inculte, si la culture ne lui présentait plus d'intérêt économique ; le paysan actuel, membre de kolkhoze doit labourer la superficie de terre indiquée par le plan, même si la culture ne lui présentait plus d'intérêt économique.

Mais si la quantité des terres labourées n'en souffrait pas la qualité du labeur devenait lamentable.

Les retards, dans l'exécution des travaux agricoles et la mauvaise exécution de ces travaux détruisaient pratiquement toute la valeur de l'exécution du plan, c'est-à-dire, du labourage des étendues fixées par le plan (113).

En plus de cela les paysans n'avaient aucun intérêt à exécuter leurs obligations envers l'Etat prises en vertu des contractations. S'ils rendaient les céréales aux organes de l'Etat, ils ne touchaient qu'une somme tout à fait insignifiante, par contre, s'ils réussissaient à cacher les céréales ils pouvaient les vendre en violant les avis soviétiques, aux revendeurs privés (spéculant comme la presse soviétique les appelle) et touchaient alors une somme sensiblement supérieure que celle donnée par les organes de l'Etat.

En réalité nous voyons que les journaux soviétiques du printemps de l'année 1932 accusent les paysans de n'avoir pas accompli leurs devoirs envers l'Etat.

Par exemple « L'Izvestia » du 1<sup>er</sup> mars 1932 écrit :

« La cause principale des insuffisances d'exécution des stockages, est la disposition d'esprit de démobilisation — « la volonté des opportunistes de diminuer les stockages. Autrement, comment pourrait-on expliquer une situation pareille ; sur 200 régions de l'Oural 60 seulement ont exécuté complètement les plans des stockages ».

(113) Les journaux soviétiques.

Dans le même journal on peut lire, que dans le Kasaskstan au 1<sup>er</sup> mars 1932, on n'avait même pas commencé à exécuter les plans de stockage. Et ainsi de suite.

C'est précisément pour rendre de nouveau aux cultivateurs l'intérêt personnel de mieux cultiver la terre et d'exécuter rapidement les plans de stockages des produits agricoles, que furent entreprises les réformes dans le système de stockage.

Le décret du Comité Central du Parti Communiste et du Conseil des Commissaires du Peuple du 6 mai 1932 ordonna une réforme profonde :

Premièrement : le nombre total des produits à stocker fut réduit par rapport à celui de 1931 à 264.000.000 pouds, seulement au lieu de 1.367.000.000 pouds, que le gouvernement avait stocké en 1931, le plan de 1932 ne prit que 1.103.000.000 pouds. Mais ce qui est le plus important, c'est que le décret permit aux paysans après avoir exécuté leurs obligations envers l'Etat et préparé le blé nécessaire pour les semailles de vendre librement les restes de leur production sur le marché privé. Mais à cette permission furent ajoutées des restrictions spéciales : notamment la vente libre ne pouvait pas avoir lieu avant le 15 janvier 1933, les paysans seulement et non pas les revendeurs, pouvaient vendre les produits à la population urbaine.

Après le décret du 6 mai 1932 suivit une série de décrets développant la liberté de disposer des produits agricoles.

Le 10 mai 1932 fut publié un décret semblable à celui du 6 mai 1932, concernant la liberté de vendre la viande après avoir exécuté le stockage.

Puis le décret du 21 mai 1932 réglementait le commerce des produits agricoles. Le décret du 5 juin 1932 diminuait la quantité de chanvre à fournir et donnait le droit de disposer des restes de ce produit. Le décret du 11 juin 1932 décrétant une diminution semblable et la même liberté pour la production des légumes et enfin le décret du 4 juillet concernant le beurre.

Tous ces décrets ont créé une situation qui ressemblait en une certaine mesure à celle du commencement du N. E. P., quand le Gouvernement Soviétique avait remplacé « la répartition » par les

impôts en nature et avait permis aux paysans de disposer des restes de leur production agricole.

Alors les paysans commencèrent à vendre leurs produits sur ce marché libre, même avant d'avoir fourni la partie de leurs productions destinées à l'Etat.

Le Gouvernement commença même à encourager l'initiative privée dans le commerce des produits agricoles. Le président du Conseil des Commissaires - Kalinnine adressa le 3 juin 1932 un appel à la population dans lequel il encouragea la population à ouvrir des marchés libres de produits alimentaires. Même la Banque de l'Etat ouvrit un crédit de 10.000.000 roubles pour financer ce genre de commerce.

Si le Gouvernement avait continué à orienter sa politique dans la même direction, peut-être, qu'un nouveau N. E. P. aurait pu réapparaître, dans une certaine mesure, mais brusquement le Gouvernement changea sa politique agraire.

Deux décrets du 24 septembre 1932 mirent fin à cette politique.

L'un supprima la liberté de vendre sur les marchés libres les produits agricoles, l'autre rétablissait la plus grande sévérité dans la réquisition des produits alimentaires, et proclama une lutte incessante contre les commerçants. En vertu de ce décret les persécutions des commerçants privés recommencèrent et un grand nombre de paysans, qui vendaient sur le marché libre furent arrêtés.

Furniss, dans le périodique « *Current History* » en se basant sur les données de la presse soviétique provinciale écrit que, pendant les derniers jours du mois de septembre, plusieurs milliers de paysans furent emprisonnés pour cette cause.

Le décret publie aussi que le 24 décembre 1932, la transformation du stockage de viande (fait en vertu du décret du 10 mai 1932) en un impôt de nature supplémentaire fut ordonné.

Notamment il ordonnait, que dans le délai du 1<sup>er</sup> octobre 1932 au 1<sup>er</sup> janvier 1934 chaque famille de paysans isolés devait fournir aux organes de l'Etat 110 livres de viande et les paysans membres des kolkhozes 73 livres par famille. Quant aux fermes d'élevages appartenant soit à l'Etat, soit aux kolkhozes, elles devaient fournir dans le même délai 66 livres de viande pour chaque vache, 22



livres pour chaque brebis et 260 pour chaque porc qu'elles possédaient pour le 1<sup>er</sup> octobre 1932.

A côté de ces nouveaux impôts en nature les anciens impôts en argent continuaient à exister.

L'impôt agricole unique décrété le 29 mars 1931 se distingue seulement par deux petits détails de l'impôt agricole unique de 1930.

L'impôt sur les kolkhozes restait aussi proportionnel comme en 1930, seulement le taux d'impôt fut baissé pour les communes, et les artels furent assimilés aux mêmes taux que les communes qui étaient de 4 % à 3 % et pour les associations du travail communal de 5 % à 4 %.

Quant à l'imposition des exploitations des paysans isolés les différences étaient les suivantes : le minimum non imposable qui était en 1930 de 20 roubles par famille paysanne était porté à 50 roubles en 1931, la progressivité de l'impôt était un peu affaiblie. Notamment elle était la suivante :

| Sur le revenu de    | 50 à 100 roubles par famille | 5 % d'impôt |
|---------------------|------------------------------|-------------|
| » » » » 100 à 150   | » » »                        | 6 % »       |
| » » » » 150 à 200   | » » »                        | 10 % »      |
| » » » » 200 à 300   | » » »                        | 13 % »      |
| » » » » 300 à 400   | » » »                        | 17 % »      |
| » » » » 400 à 500   | » » »                        | 22 % »      |
| » » » » 500 à 700   | » » »                        | 27 % »      |
| » » » » 700 et plus | » » »                        | 30 % »      |

Quant aux exploitations des koulaks elles ont été imposées en 1931 du même impôt qu'en 1930.

La baisse de la progressivité de l'imposition des paysans individuels (moyens) ne les concernait pas.

En 1932 l'imposition était la même qu'en 1931 pendant presque toute l'année. Mais le 21 novembre 1932 fut publié le décret instituant en plus des impôts ordinaires, un impôt spécial sur toutes les exploitations des paysans individuels.

En vertu de ce décret tous les paysans pauvres devaient payer un impôt de 15 à 20 roubles.

Les exploitations des paysans moyens (qui étaient imposés par l'impôt progressif) devaient payer en plus de leur impôt ordinaire, encore un impôt spécial égal à 100-170 % du montant de leur impôt ordinaire, mais qui ne devait en aucun cas être moindre de 25 roubles. Enfin les koulaks devaient payer comme impôt supplémentaire 200 % de leur impôt ordinaire. Comme nous savons que l'impôt sur les koulaks variait de 20 à 70 % de leur revenu brut, par conséquent l'impôt supplémentaire était de 40 à 140 % du revenu qui s'additionnait à l'impôt ordinaire et donnait au total un impôt de 60 à 210 % du revenu, ce qui était en réalité une confiscation des biens pure et simple.

Mais même ces impôts exorbitants paraissaient insuffisants aux yeux du Gouvernement Soviétique et le même décret permet aux organes locaux de majorer de 50 % l'impôt supplémentaire s'ils trouvent que dans leur région la population est assez riche pour supporter ce deuxième impôt additionnel.

Enfin si une exploitation paysanne n'avait pas exécuté ses obligations de stockages de produits agricoles, surtout si elle avait agi de mauvaise foi, l'impôt additionnel devait doubler.

Ce décret annulait pratiquement tous les avantages, qui restaient aux paysans des décrets du 6 mai, 11 mai, 5 juin, 16 juin et 4 juillet, à quoi pourrait servir la diminution des fournitures obligatoires de l'Etat si tout le revenu et parfois même le capital du paysan individuel était exproprié par un impôt spécial ?

La réalisation de ce nouvel impôt amena en l'hiver 1932-33 une nouvelle vague de « dékoulakisation », confiscation en masse des biens des paysans. Garreth Johns raconte qu'en hiver 1932-33 la nouvelle liquidation des koulaks (114) surgit et il dit que

(114) Le koulak en 1932 n'est pas bien entendu un paysan riche au sens qu'on donnait à ce mot en 1928 ou même en 1930. Si alors on pouvait parler d'un paysan vraiment riche ou au moins très aisé, le koulak de 1932 (c'est-à-dire après la liquidation des koulaks, comme classe faite en 1930) était un paysan qu'on aurait autrefois nommé moyen ou pauvre; mais qui était un peu plus aisé que la masse des autres paysans. Le nombre considérable des « dékoulakisation » confirme notre opinion que le koulak de 1932 n'est point un paysan riche.

le nombre total des koulaks dont les biens furent confisqués et qui furent déportés atteint 6-7.000.000 de personnes. Ce dernier chiffre ne peut pas être considéré comme absolument certain car Garreth Johns se base non pas sur le matériel statistique, mais exclusivement sur ses opinions personnelles et les conversations qu'il avait eu avec les habitants des différentes régions de l'U. R. S. S. lors de son séjour en U. R. S. S. en mars 1933. Mais même si ce chiffre supérieur, selon nous, à la réalité, la dékoulakisation en masse en hiver 1931-33 dépassait par son ampleur celle de 1929-30, L'impôt supplémentaire spoliât complètement non seulement les exploitations dites des koulaks, mais aussi la partie plus aisée des paysans individuels dits moyens. Ainsi par exemple les exploitations ayant leur revenu brut de 700 roubles devaient payer 81 % de cette somme comme impôt. (L'impôt agricole ordinaire et l'impôt supplémentaire), ce qui équivalait pratiquement à la confiscation.

Et comme le nombre de ces paysans était très grand, le nombre des paysans dont les biens furent confisqués était aussi très grand.

Les réformes de 1932 présentent un paradoxe, le gouvernement commença par un retour pratique aux méthodes du N. E. P., et finit par une nouvelle liquidation en masse des koulaks.

Cela peut être expliqué par le fait à un retour partiel à l'économie plus ou moins libre, privant l'Etat d'une certaine partie des fournitures des produits agricoles, qui ne donnaient pas un stimulant assez grand pour intéresser les paysans à cultiver mieux la terre et ébranlait tout de même la discipline des kolkhozes et le retour dans une plus grande mesure à la liberté économique ébranlerait toute la nouvelle structure sociale établie comme résultat de la collectivisation en masse des villages ce que le Gouvernement Soviétique ne pouvait pas admettre.

Par conséquent le retour partiel aux procédés de l'époque du N. E. P. était dépourvu de tout intérêt et le Gouvernement renonça à sa tentative. Mais le manque des produits alimentaires continuait à croître ; le Gouvernement devait pour parer à ce mal renforcer la pression sur les villages, ce qui fut réalisé par les décrets du 24 septembre et 21 novembre 1932.



## CHAPITRE XII

---

### **Le Décret du 7 Août 1932, concernant la Propriété « socialiste, sainte et inviolable » son Application et les Décrets qui le suivirent**

---

Quand la vie économique devint plus difficile pour la masse de la population le nombre des crimes et surtout des crimes contre la propriété augmenta. C'est une règle générale, et l'Union Soviétique ne fait pas d'exception à cette règle.

Et même dans l'Union Soviétique le nombre de ces crimes devait être inévitablement supérieur à celui des autres pays, car l'idée même de la propriété si elle n'avait pas complètement disparu, était devenue très vague. Le partage noir des terres au commencement de la Révolution, les réquisitions, confiscations et pillages pendant la guerre civile, puis de nouvelles confiscations, réquisitions et simples pillages, pendant la liquidation des koulaks et enfin la collectivisation sans parler des idées communistes qui réglaient le droit de propriété privée, avait complètement ébranlé l'idée de l'inviolabilité de la propriété, d'ailleurs assez peu développée en Russie avant la Révolution.

Puis un grand nombre de personnes ne se considéraient pas, comme criminelles, si elles volaient les produits des champs des kolkhozes. Par exemple un ancien koulak, dont la terre fut attribuée aux kolkhozes parce qu'il avait volé les produits des champs de ces derniers ne se considéraient comme un voleur ; cette terre étant la sienne. Si le membre du kolkhoze prenait les produits des champs du kolkhoze il pouvait douter qu'il commettait un vol, le kolkhoze tout entier n'est-il pas en quelque sorte sa propriété ?

Des raisonnements pareils présentaient un terrain très favorable au développement du vol, surtout parce que la population rurale était sensiblement appauvrie. Et nous voyons que le nombre des vols s'accrut sensiblement pendant la collectivisation.

Pour parer à cela le Gouvernement Soviétique a eu recours aux moyens de rigueur et même à une rigueur tout à fait exceptionnelle.

Le 7 août de l'année 1932 le décret du Comité Central du Parti Communiste et du Conseil des Commissaires du Peuple, proclama « l'inviolabilité » et « la sainteté » de la propriété socialisée en général et spécialement de la propriété des kolkhozes. Chaque atteinte contre cette propriété était considérée comme un crime très grave.

Le vol des produits agricoles appartenant aux kolkhozes, sans tenir compte de la valeur des objets volés, était passible de la peine de mort. Avec la confiscation de tous les biens et seulement dans les cas les plus légers, la peine de mort pouvait être remplacée par les travaux forcés pour un délai de pas moins de 10 ans, avec la confiscation de tous les biens.

C'était une sévérité épouvantable, si nous comparons le décret du 7 août 1932, avec la législation d'avant la Révolution.

Le code pénal russe d'avant la Révolution (Volume XV) prévoyait pour le vol d'un objet dont la valeur était moins de 300 roubles l'emprisonnement de 3 à 6 mois (art. 169) et si le vol était causé par la pauvreté extrême du délinquant, ou l'impossibilité de trouver du travail, ou si la valeur de l'objet volé ne dépassait pas 50 kopecks, la peine prévue par l'art. 169 était réduite de moitié.

Le décret du 7 août 1932 ne resta pas lettre morte, au contraire il reçut une application très large.

Dès les premiers jours de sa mise en vigueur, il fut appliqué avec une grande sévérité. De nombreux hommes et même femmes furent exécutés en vertu de ce décret.

Le décret du 7 août 1932 défendait la propriété des kolkhozes de toutes les attaques illicites, en décrétant des peines très sévères contre toute infraction au droit de propriété des kolkhozes.



Ce n'étaient pas exclusivement les attaques illicites de la part des particuliers qui menaçaient les biens des kolkhozes, mais très souvent les organes administratifs qui expropriaient les terres des kolkhozes pour en doter les Sovkhozes. Fréquemment en dépit de l'interdiction formelle insérée dans le statut modèle, l'administration des kolkhozes rendait la terre aux paysans sortant des kolkhozes. Au printemps de l'année 1930 ce retour des terres aux paysans sortant des kolkhozes était même un fait courant.

Tout cela privait la possession des kolkhozes de toute stabilité.

C'est précisément pour empêcher cette pratique que le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central du Parti Communiste rendirent le 3 septembre et le 9 septembre 1932, les décrets sur « la stabilité de la possession foncière des kolkhozes ».

En vertu de ces décrets la terre ne pouvait pas être rendue sous aucun prétexte aux paysans sortant des kolkhozes.

D'autre part, les terres des kolkhozes ne pouvaient plus être attribuées aux sovkhozes. En un mot les terres des kolkhozes sont devenues inaliénables en vertu de ces décrets.

Les décrets du 7 août, 3 et 9 septembre 1932, quoiqu'ils appartiennent aux différentes parties du droit : le décret du 7 août 1932 concernait le droit pénal et les décrets du 3 et 9 septembre 1932, concernaient le droit privé, poursuivaient le même but : rendre la possession des kolkhozes stable et supprimer tout lien entre le paysan, membre du kolkhoze et la terre qu'il possédait avant d'entrer dans le kolkhoze.

Si les décrets du commencement de l'année 1932 concernant le stockage des produits agricoles marquaient un certain retour aux procédés de l'époque du N. E. P., les décrets de la fin de l'année 1932 et notamment ces trois décrets, marquaient encore plus le caractère étatique de la politique agraire du Gouvernement Soviétique à l'époque de la collectivisation et du plan quinquennal.



## CHAPITRE XIII

---

### **La Lutte des Classes à l'intérieur des Kolkhozes et les Mesures exceptionnelles prises par le Gouvernement**

---

Le kolkhoze, comme nous l'avons vu, est une personnalité juridique tout à fait distincte des membres qui en font partie.

La jouissance de la terre et les moyens de production appartiennent au kolkhoze et non pas à ses membres, qui ne conservent que des locaux d'habitation, la volaille et le petit bétail (et c'est seulement, dans les artels, ainsi que dans les communes qu'ils ne possèdent rien).

Le bénéfice du kolkhoze est réparti entre ses membres, en proportion avec le nombre des journées de travail.

Il paraîtrait que dans des conditions semblables il est impossible de parler de classes dans l'intérieur des kolkhozes.

Tous les membres des kolkhozes ne sont que des ouvriers dont la situation économique est à peu près égale. Mais la presse soviétique continue de parler des koulaks et des gens qui sont en dépendance économique de ces derniers (podkoulatchnik, comme on les appelle) qui sont très nombreux et présentent un grand danger pour le développement et le fonctionnement normal du kolkhoze.

La presse découvre chaque jour leur existence dans les kolkhozes et cela, malgré l'interdiction formelle de les accepter, comme membres des kolkhozes.

Tout cela paraît étrange. Comment peut-il y avoir des classes économiques dans les kolkhozes et des classes si opposées qu'il pourrait y avoir dans les kolkhozes une lutte de classe, comme l'affirme la presse soviétique.

Il nous paraît que « les koulaks » et « les podkoulatchniks » de qui parle la presse soviétique en 1932 et 1933 ne sont plus de classes économiques, car la liquidation des koulaks, comme classe, poursuivie très énergiquement pendant 3 ans et la législation soviétique, réglant la vie des kolkhozes et des paysans isolés les a exterminés économiquement et parfois même les a tués. Ce sont simplement les gens hostiles à la politique agraire du Gouvernement Soviétique.

C'est à leur opposition que la presse attribue, tous les retards dans l'exécution des travaux agricoles et toutes les difficultés.

Ces retards étaient si considérables (voir le chapitre de la mécanisation, etc.) que Furniss (115) qualifie l'attitude des paysans comme « une résistance aux ordres du Gouvernement ».

Cette « résistance passive s'exprimait surtout dans l'inexécution des plans prévus par le Gouvernement » et notamment, par l'inexécution des plans de stockages du blé.

Le journal soviétique « Socialistitcheskoïe zemledelié » du 15 février 1933 affirme que « les grains ne font point défaut mais qu'ils sont cachés de toutes les manières possibles par les ennemis des kolkhozes ».

Les plans des stockages ne s'exécutaient pas, non seulement par les kolkhozes mais aussi par les sovkhazes.

Les journaux soviétiques sont pleins d'informations montrant que les kolkhozes et les sovkhazes n'exécutent pas leurs obligations. En voici quelques exemples :

La « *Pravda* » du 1<sup>er</sup> septembre 1931 écrit : « Les sovkhazes du trust sucrier de la région de Kiev ont sensiblement diminué la qualité de la production qu'ils devaient rendre à l'Etat ».

« Les sovkhazes de la Sibérie Occidentale ayant exécuté 43 % du plan de stockage non seulement ont cessé de rendre leur production à l'Etat, mais même ont prié qu'on leur restitue 500 tonnes de blé, etc. etc. ».

(115) Furniss : Discontents among Soviet peasants. *Current History*, Novembre 1932.

L'inexécution du stockage n'était pas l'unique moyen de cette « lutte des classes » il y en avait aussi une autre notamment l'inexécution des travaux agricoles.

Ainsi par exemple le même numéro de la « Pravda » 1<sup>er</sup> septembre décrit dans les termes suivants la situation dans les sovkhozes « Perekop-Rouge » :

« 9.000 hectares de blé non battus, 6.000 hectares de maïs non récoltés, 1/4 tonnes de blé non rapportées dans les greniers. Le temps passe, mais on n'a même pas commencé à ensemençer 40.000 hectares de semences d'automne. On n'a même pas commencé à labourer la terre pour les semences. Toutes les terres sont couvertes par des herbes nuisibles etc. ».

C'est pour casser cette résistance passive que le Gouvernement Soviétique recourut à des mesures exceptionnelles.

En vertu du décret du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité Central du Parti Communiste du 3 janvier 1933, la police politique (Tcheka) qui était établie dans chaque kolkhoze, obtint le droit d'appliquer en toutes les circonstances de la vie du kolkhoze le décret du 7 août 1932.

Ce décret du 3 janvier 1933 est conçu dans les termes suivants :

« Toute fraude dans l'évaluation des labours ou de la récolte des kolkhozes, et de la production des kolkhozes doit être considérée comme un encouragement des koulaks et des éléments anti-soviétiques, ou comme une tentative de vol de la propriété du kolkhoze. Elle doit donc être soumise à la loi du 7 août 1932, traitant de la protection de la propriété socialisée ». Par conséquent tous ces actes, qui ne sont que très approximativement énumérés dans le présent décret, peuvent être passibles de la peine de mort.

La peine de mort appliquée par l'administration même en l'absence d'un texte législatif déterminant avec précision le terme punissable de cette peine, paraît tout à fait impossible dans une société européenne, mais ce fait n'est pas une bien grande dérogation au droit Soviétique.

Le principe « nula poena sine lege » restait toujours étranger au droit pénal soviétique ; même au code pénal de 1922, c'est-à-

dire à la période du N. E. P. quand la législation soviétique fut plus proche de celle des pays « capitalistes » qu'à tout autre période.

Ce qui paraît le plus remarquable dans ce décret, ce n'est pas du tout l'arbitration des mesures exigées, mais leur grande rigueur.

Et cette rigueur de répression montre que la vie dans le kolkhoze n'était pas calme, mais qu'il y avait dans le kolkhoze de grandes difficultés.

Cette mesure de rigueur paraissait insuffisante au Gouvernement, qui par le décret du 24 janvier 1933 créa pour le Caucase du Nord la région où il avait des troubles en automne de 1932 un Comité de Semailles, qui devait surveiller les travaux de l'ensemencement du printemps. Ce Comité était pourvu de pouvoirs illimités, notamment il lui était permis d'appliquer les peines prévues par le décret du 7 août 1932, c'est-à-dire même la peine de mort pour le mauvais labourage.

En même temps avec ces mesures d'ordre répressif on élaborait une autre mesure purement économique, mais ayant pour but d'augmenter les stockages des produits agricoles d'une part, et de créer une surveillance plus efficace sur la vie économique des kolkhozes de l'autre.

Les stations de tracteurs et machines agricoles, qui, comme nous l'avons vu, concluaient les contrats pour les travaux sur les terres des kolkhozes, reçurent en vertu de l'ordonnance du Commissariat de l'Agriculture du 5 janvier 1933, le droit à l'achat forcé des machines agricoles des kolkhozes. Grâce à cette mesure toutes les machines agricoles de l'U.R.S.S. devaient être concentrées entre les mains des stations de tracteurs et machines agricoles.

Par conséquent sans le concours direct de ces stations le kolkhoze ne pourrait plus travailler sa terre appartenant à l'Etat (puisque ces stations sont des entreprises d'Etat) ce dernier reçut ainsi encore un moyen très puissant de contrôler et même de diriger la vie des kolkhozes.

En même temps le Commissariat de l'Agriculture publia le contrat modèle, d'une station de tracteurs avec les kolkhozes. Ce contrat eut une grande importance pratique, car la concentration des tracteurs et machines agricoles entre les mains des stations obli-



geait les kolkhozes d'avoir recours inévitablement aux services de ces stations.

En juillet 1933 le contrat modèle entre les stations des machines agricoles et des kolkhozes reçut force de la loi et fut élargi sur tous les kolkhozes, même sur ceux qui n'avaient pas de contrats avec ces stations.

Excepté la facilitation du contrôle, la concentration des machines entre les mains des stations apportait encore à l'Etat une masse considérable de produits agricoles en plus de ce que l'Etat recevait en vertu des stockages.

Le statut-modèle prévoyait comme rémunération des stations pour le travail de leurs machines dans les kolkhozes, 20 % de la production brute des champs cultivés par leurs machines.

Et par conséquent, c'était l'Etat-propritaire des stations des machines agricoles et des tracteurs qui touchait cette partie de la récolte.

Tous ces décrets seraient restés des lettres mortes, si le Gouvernement n'avait pas établi un système de surveillance sur les champs des kolkhozes.

En hiver de 1933 le Gouvernement Soviétique qui publiait comme nous l'avons déjà vu une série de décrets contre le vol des produits des kolkhozes, et contre la mauvaise culture du sol, il ne créa pas encore le système de surveillance de cette propriété.

C'est en été 1933, que fut créé dans tous les kolkhozes un véritable système de surveillance des champs des kolkhozes et des sovkhoses. Sur chaque champ furent bâties des petites guérites en bois pour les gardes-champêtres, de nombreux gardiens à cheval pour l'inspection des champs jour et nuit.

Dans de nombreux kolkhozes les gardiens pouvaient laisser passer aux champs ceux des paysans qui connaissaient le mot d'ordre. Même les membres des kolkhozes ne pouvaient pas être laissés dans les champs s'ils ne savaient pas le mot d'ordre.

Ces mesures montrent que les membres des kolkhozes n'étaient pas considérés par l'administration Soviétique, comme patrons du kolkhoze, mais comme des ouvriers d'ailleurs très suspects.



## CHAPITRE XIV

---

### Les Résultats de la Collectivisation Agraire et la Situation Agraire au commencement de l'Année 1933

---

Vers le commencement de 1933, la collectivisation intégrale de toutes les exploitations paysannes était presque terminée. Plus de 62 % des familles paysannes faisaient partie des *koïkhoz* et les secteurs socialisés, c'est-à-dire, les *kolkhoz* et les *sovkhoz*, qui possédaient plus de 80 % de la terre arable et comme disait Chamberlin (117) « à cause de la pression économique systématique dirigée contre les paysans restant en dehors des exploitations collectives, l'entrée dans les *kolkhoz* de ces derniers isolés paraissait seulement une question de temps ».

Mais même en ne parlant que des faits déjà accomplis et non pas des prévisions sur l'avenir, on doit dire que le succès de la collectivisation était très grand ! Mais en même temps avec le succès de la collectivisation en 1932 et en 1933 se dessina la famine.

Comme nous l'avons vu les difficultés alimentaires dans les villes croissaient d'année en année (voir chapitre des difficultés dans l'alimentation des villes en 1931 et 1932), mais en hiver de 1932-33 commença la famine dans de nombreuses régions, même rurales. Furniss dans « *Current History* » du mois de février 1933 le raconte dans les termes suivants : « L'insuffisance des produits alimentaires, qui existaient seulement dans les villes est une chose

(117) William Henry Chamberlin, *Soviets fight for food*, publié en *Current History*, Août 1933.

quotidienne apparue comme un phénomène tout nouveau dans certaines régions rurales, surtout dans les régions principales de la production agricole et obligeant les paysans à se diriger vers les villes pour y chercher l'alimentation ».

Ce phénomène paradoxal — de paysans allant chercher de l'alimentation dans les villes (dans lesquelles il n'y avait non plus pas assez de produits alimentaires, est confirmé par Garreth Johns, qui dit qu'au mois de mars 1933 les grandes villes et notamment Moscou étaient envahi par des paysans cherchant du pain pour le porter à leurs familles.

La même chose est écrite par le correspondant particulier du journal « *Le Temps* » en juillet 1933 : « Par un paradoxe de l'économie bolcheviste, les villages souffrent de la famine beaucoup plus que les villes. Les paysans essayent d'atteindre les grands centres pour essayer d'y acheter du pain — produit de leur travail — que l'Etat leur enlevait pour nourrir les classes privilégiées de la nation, à savoir : l'armée, guépéou, les spécialistes et ouvriers qualifiés ». (118).

Les difficultés alimentaires étaient si grandes, que Chamberlin pouvait écrire à ce sujet que : « depuis 1922 la quantité des produits alimentaires n'avait jamais été aussi petite dans l'Union Soviétique, surtout en Ukraine, au Caucase du Nord, et en Kasakstan ». Les nombreuses lettres privées reçues soit par les émigrés russes de leurs parents et amis restés en Russie, soit par des allemands de la part des colons allemands, tous confirment l'existence d'une grande famine dans l'Union Soviétique et surtout en Ukraine, au Caucase du Nord et dans la Basse Volga. Par contre la presse officielle de l'Union Soviétique nie son existence.

Mais dans cette même presse on peut trouver des preuves indirectes des difficultés alimentaires dans les villages.

Premièrement, dans la presse soviétique on ne publie pas le volume, qui contiendrait la cote de la récolte des blés de 1931 et 1932, tandis que les récoltes brutes de l'année 1930 et des années précédentes fut publiée. Ce qui est fort caractéristique et prouve la

(118) *Le Temps*, N° 26.256 du 18 août 1933.

mauvaise récolte si nous considérons parallèlement les faits suivants : la diminution de l'exportation des produits agricoles, les difficultés suivantes dans l'alimentation de la population urbaine, les retards considérables dans l'exécution des travaux agricoles (voir chapitre « mécanisation »), et l'augmentation considérable du pourcentage des mauvaises herbes (conséquence de la mauvaise culture de la terre) est reconnue dans la presse soviétique, on estime que ces parties ont diminué du triple de la récolte dans certaines régions (*Socialistitcheskoïé zemledelié* du 9 janvier 1933).

Tout cela prouve une mauvaise récolte durant deux ans de suite. Et malgré ces mauvaises récoltes les villages devaient fournir à l'Etat des quantités considérables de blé.

221.300.000 quintaux en 1931 et 180.000.000 quintaux en 1932 (ce dernier chiffre selon la décision du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 6 mai 1932).

Si la récolte de 1931 et 1932 avait été égale à celle de 1930 (80.000.000 tonnes) le stockage aurait été un peu plus de 25 % de la récolte brute.

Avant la guerre l'agriculture russe ne livrait sur le marché pas plus de 25 % mais à cette époque la population rurale était moins nombreuse et les récoltes moyennes plus abondantes, mais comme nous l'avons vu tout laisse à croire, que les récoltes brutes de 1931 et 1932 étaient sensiblement inférieures à celle de 1930 (119) et par conséquent le pourcentage du blé stocké était sensiblement supérieur à ce maximum.

D'autre part, la concentration de toute l'attention de la presse soviétique sur l'agriculture, notamment sur le stockage et surtout sur les semailles de 1933 et les mesures d'une sévérité extrême prouve que la situation alimentaire était très grave l'hiver de 1932 et la première partie de 1933.

Mais en plus de toutes ces considérations, Furniss déduit des difficultés alimentaires, qu'éprouve l'Union Soviétique durant l'hi-

(119) Grigorovitch en comparant les différentes données des journaux soviétiques estime la récolte brute de 1932 égale à 650.000.000 quint. alors que le pourcentage du blé stocké serait de 29 %.

ver 1932-33, que les chiffres concernant les semailles de 1932 ont été falsifiés, que cela n'est pas seulement la conclusion de Furniss, le fait, est prouvé en ce que 35 fonctionnaires soviétiques furent exécutés sur l'accusation d'avoir donné de faux chiffres sur les ensemencements.

Par conséquent malgré les démentis officiels on peut considérer comme certain, l'existence des grandes difficultés alimentaires et même la famine dans une grande partie de l'Union Soviétique.

Reste à savoir si la récolte de 1933 va réparer la situation alimentaire ou non ?

L'étendue totale ensemencée en 1933 est sensiblement moindre, que celle des années précédentes : 94.800.000 hectares (120). (247.000.000 acres), mais par contre les travaux ont été exécutés plus rapidement en 1933, qu'en 1932.

Puisqu'au 15 juin 1932 il y avait 90 % du plan des semailles de printemps d'achevé et au 15 juin 1933 96 %.

C'est surtout le secteur socialisé, qui présente 4/5 de la superficie ensemencée, qui a effectué tout le plan, tandis que les paysans isolés étaient en retard de 25 % (121).

Les résultats ont été atteints grâce au perfectionnement du contrôle, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

Quant à la situation atmosphérique, on la juge être favorable aux semailles, par conséquent, on peut espérer une bonne récolte, qui pourra en une certaine mesure améliorer la situation alimentaire.

Mais jusqu'à la réalisation de la récolte la disette des produits alimentaires reste très grande et une grande partie de l'Union Soviétique souffre d'une véritable famine.

(120) *Current History*, August 1933.

(121) Ici il y a une petite contradiction dans les évaluations en plus des semailles si le secteur privé, qui occupe un cinquième ou 20 % de la superficie ensemencée n'est en retard que de 25 % d'apport dans la partie du plan qui lui incombe, cela veut dire que 5 % du plan total n'est pas exécuté et par conséquent ce ne sont pas 96 % du plan mais seulement 95 % qui sont réalisés.



Ensuite il reste encore à savoir si la récolte sera bonne, si elle l'est est-ce que ce sera une amélioration provisoire de la situation alimentaire, ou cette amélioration sera-t-elle stable ?

Les pronostics sont très difficiles à faire, mais, si la politique agraire du Gouvernement Soviétique reste la même, il nous paraît que la première hypothèse est plus probable.

Etant donné, que ce n'est pas les causes atmosphériques, mais la mauvaise culture de la terre, qui créa la famine de 1932-1933, cette mauvaise culture fut amenée par la Politique du Gouvernement.



## CHAPITRE XV

---

### **Les Différentes opinions sur la Politique Agraire du Gouvernement Soviétique**

---

Comme tous les grands événements historiques, qui causent de grands bouleversements dans la vie économique et sociale des peuples la politique agraire du Gouvernement Soviétique a été le sujet de grandes controverses et appréciations fort différentes.

Comme la politique du Gouvernement Soviétique fut tout à fait différente dans les trois périodes qui la composent (communisme de guerre, N. E. P., et la collectivisation en masse) les appréciations de ces trois périodes furent très différentes.

Dans ce chapitre nous allons citer quelques opinions au sujet de la politique du Gouvernement Soviétique.

Nous prendrons principalement les opinions des étrangers, comme des opinions de personnes qui étant plus désintéressées seront par conséquent plus impartiales, que celles des russes.

Quant aux opinions de ces derniers laissons de côté l'appréciation de la politique agraire faite par le Gouvernement Soviétique lui-même et aussi l'opinion des émigrés russes.

Parce que les uns et les autres sont des personnes intéressées, nous allons citer les opinions dans l'ordre chronologique de leur apparition.

Schakff écrit dans la *question agraire en U. R. S. S.* « en 1922, c'est-à-dire au commencement du N. E. P. ». Il est trop tôt encore pour porter un jugement définitif sur l'œuvre agraire de la Révolution Soviétique.

Ce qu'on peut dire, c'est qu'à défaut d'une grande agriculture collectiviste il se crée au moins, en l'Union Soviétique la propriété

des paysans « Le fait qu'en ce moment toute la terre est déjà proclamée propriété de l'État ne lui paraît pas très important car il le passe sous silence et conclut que, sur les débris de la propriété féodale elle (la Révolution Russe) a établi une démocratie paysanne ».

Quant au désarroi de l'agriculture qui était très grand à ce moment, il le considère un mal passager causé par les troubles de la Révolution :

« L'abaissement de la productivité, la qualité inférieure des matières et des marchandises, la ruine générale, le désarroi, l'angoisse de la famine sont nécessairement liés aux périodes chaotiques de l'histoire où un monde meurt et où un monde nouveau apparaît ».

Pour lui en somme, tout cela n'était que « les douleurs de l'enfantement social », mais qui devaient disparaître avec le temps. Par contre, Daudé-Bancel dans « *la Réforme agraire en Russie* » se montre beaucoup plus sceptique il dit : « en appliquant à un pays dévasté par la guerre et par la Révolution des théories purement scientifiques en ne tenant aucun compte de la réalité (et surtout l'ignorance de l'indigène, du manque de préparation et des possibilités des pauvres moujiks) les miraculeux de Moscou ont déclenché sur la malheureuse Russie, la pire des désorganisations, aggravée par la famine ce qui lui a coûté (fin 1923) environ 26.000.000 êtres humains ».

Ceci concerne le passé. Quant à l'avenir il se montre aussi sceptique qu'en son appréciation des résultats du passé : « Capables de détruire et de pousser les moujiks à la destruction sans être ni les uns, ni les autres aptes à construire l'agriculture russe et la Russie marche vers sa déchéance. Et cette glissade continuelle existera tant que les « méthodes » politiques du Gouvernement des miraculeux continueront à sévir sur ce malheureux pays ».

Quoique, appréciant d'une manière tout à fait différente les résultats de la politique du Gouvernement Soviétique, Daudé Bancel est d'accord avec Schkaff sur un point.

Il considère que la Révolution communiste, contre la volonté des dirigeants soviétiques a, sinon créé, au moins ouvert la porte à la création de la propriété paysanne.

Ces deux opinions sont énoncées au commencement de la période du N.E.P. En 1928 (1929) c'est-à-dire à la fin du N.E.P. Les-

cure dans son livre « *le Bolchévism, le com. et N.E.P.* » en considérant les résultats de la politique agraire des Soviets pensant dix ans dit que « Malgré ces efforts l'agriculture russe reste en retard et manque de capitaux.

Elle compte un million de chômeurs. Rykoff reconnaît que les crédits, que le budget accorde à l'agriculture, sont loin de correspondre aux colossales exigences de notre agriculture ». En même temps M. Lescure souligne, que les étendues de terreensemencées et les récoltes moyennes de ce temps étaient moindres qu'avant la Révolution et il continue : « La réforme agraire Soviétique a de gré ou de force négligé le problème essentiel celui de la dotation des terres des générations, qui déjà montent toujours plus nombreuses.

La nationalisation n'a résolu ce problème, que momentanément. Les terres des dvors deviennent rapidement insuffisantes avec une croissance rapide de la population.

Sans doute les biens vacants font retour à la commune, pour être attribués aux dvors surpeuplés. Mais qu'arrivera-t-il si presque tous les dvors sont surpeuplés ? »

D'après lui la réforme a manqué son but, car toutes les questions et tous les problèmes, qui existaient sous l'ancien régime, sont restés les mêmes. Notamment : « Le problème agraire d'aujourd'hui, comme sous l'ancien régime se résume en deux mots : intensifier la culture, l'émigration, la colonisation et développer l'industrie et le commerce. Des capitaux énormes seront nécessaires pour résoudre ils devraient être rassemblés dans la Russie elle-même ou empruntés au dehors. La Russie devra accorder une place croissante au capital et au capitalisme privé ».

Au contraire de Schkaff et Daudé-Bancel, Lescure souligne la grande parenté entre les mirs paysans de l'ancien régime et la communauté agraire du droit soviétique. Selon son avis c'est le mir paysan et non pas la petite propriété paysanne, qui sont devenus la forme dominante de la possession foncière après la Révolution d'octobre 1917.

Lescure souligne la ressemblance flagrante entre les coutumes paysannes de l'ancien régime et le code agraire de 1922 qui les uns

comme les autres avaient une tendance à soutenir un certain collectivisme agraire.

Par contre Lyon dans « *la crise en Russie soviétique* » se solidarise avec Schkaff et Daudé-Bancel en ce qui concerne la prédomination de la petite propriété paysanne et en 1929, c'est-à-dire, à la veille de la collectivisation en masse il écrit :

« Au point de vue agricole deux conclusions paraissant acquises : le régime de la grande propriété, le rôle mi-politique, mi-économique de pommiechtik est abolie sans retour, par contre devant le progrès envahissant de la petite exploitation individuelle avec ou sans organisations coopératives, les projets d'exploitations rurales collectives sont relégués dans un lointain et douteux avenir. A la propriété de la terre le paysan tend de plus en plus à joindre le libre choix de ses cultures et la libre disposition de son sol ».

Comme nous le voyons les appréciations d'ordre agraires pendant le N.E.P. sont fort différentes.

Les opinions à cause de cette politique, pendant la période de la collectivisation en masse, sont aussi très différentes.

Ainsi Basseches dans une correspondance publiée dans *Living Age* décrivait les résultats de la première année de la collectivisation, dit que le Gouvernement Soviétique a obtenu un succès complet dans ses politiques et que l'augmentation des étendues de terre ensemencées et la bonne récolte prouvent l'utilité de l'agriculture collective.

Quant à la rationalisation de l'alimentation de la population il dit que « évidemment elle s'explique par le désir de l'Union Soviétique d'avoir un certain stock de blé pour l'exportation ».

Par contre Paul Sceffer dans une correspondance publiée pendant la même période dans *Living Age* explique la récolte de 1930 non pas par la bonne influence de la collectivisation, mais simplement par les conditions atmosphériques très favorables.

Mais ces deux opinions émises par suite d'un événement passager, comme celui de la bonne récolte de 1930, ne prennent pas en considération tous les côtés de la question agraire. Boret dans son livre « *Le Paradis infernal* » étudie tous les points de vue de la question agraire de l'Union Soviétique, comme elle se pose par la



collectivisation de l'agriculture tout à fait différemment que Basseches et Paul Sceffer.

A son avis, dans le kolkhoze le paysan garde tous les risques pour lui, mais il n'a guère de profits et qu'en somme le système du kolkhoze actuel en ce que concerne la rétribution du paysan, institue une criante injustice. Quant à la situation générale il la détermine de la manière suivante :

« Pour l'instant le peuple russe souffre du manque de l'alimentation, de vêtements. Dans certaines régions il connaît périodiquement la famine ou tout du moins une extrême et cruelle disette. C'est le revers du succès obtenu sur le plan industriel. L'échec du plan agricole vient notamment de l'erreur du Parti Communiste. Principalement recrutés dans les éléments citadins ou dans les milieux intellectuels presque tous anciens déserteurs de la terre, le parti communiste a voulu intempestivement appliquer les formules qui ne pouvaient convenir à la masse paysanne. Voici ces formules : a) la suppression de la liberté de penser et d'agir ; b) la suppression des stimulants qui constitue le genre individuel ; c) l'imposition des charges excessives aux travailleurs de la terre ; d) l'obligation pour eux de livrer à l'Etat la plus grande partie de la production à des taux inférieurs à ceux qu'ils eussent trouvés sur le marché libre ; e) la suppression absolue des intermédiaires, dont la disparition a été pire, que leurs abus ».

Mais après avoir dépeint un tableau aussi désespéré, il dit qu'il espère tout de même, qu'avec le temps « l'enfer » deviendra seulement « le purgatoire » et peut-être même « le paradis ».

Garreth Johns dans sa conférence sur le voyage, qu'il fit en mars de l'année 1932, dans l'U.R.S.S., parle de la famine encore plus terrible, que celle de 1921 et dont il rend responsable la collectivisation en masse, qui a privé la population rurale de tout stimulant pour le travail. En ce point il s'approche de l'opinion de Boré, mais seulement il est encore plus catégorique dans l'appréciation du présent et n'exprime aucune opinion sur l'avenir.

Berland dans *le Temps* exprime l'opinion à peu près identique de celle de Garreth Johns, notamment il accuse la collectivisation d'être la cause essentielle de la famine qui surgit en U.R.S.S.

Mais il ne parle que de la situation alimentaire des villages, sans exprimer son opinion sur la condition juridique de la population rurale.

Par contre Chesterton dans le *Fortnightly review* énonce un jugement très catégorique sur cette dernière ; tandis que Boré considère la situation des paysans dans les kolkhozes comme injuste, Chesterton dit que le gouvernement Soviétique a tout simplement rétabli le servage, il exprime son opinion dans les termes suivants :

« Dans les villages les gens, qui avaient été jadis serfs étaient devenus paysans sur leur propre terre, étaient forcés de redevenir esclaves n'ayant plus de terre ».

Il nous paraît que nous pouvons clore l'énumération des différentes opinions au sujet de la politique agraire du Gouvernement Soviétique puisque nous avons passé en revue toutes les opinions en commençant par ceux qui disaient que la Révolution communiste a établi en Russie une démocratie paysanne et en finissant par celles qui considèrent, qu'ils ont rétabli le servage.

## LA CONCLUSION

---

Au commencement de la Révolution le Gouvernement Soviétique s'est servi de l'idée « du partage noir », comme un levier pour développer la révolution sociale, bien que cette idée doive créer une masse de petites exploitations elle était au fond hostile aux idées communistes.

Au début le Gouvernement Soviétique, soucieux principalement d'assurer sa puissance et sa force effective dans les villes et de mener une guerre civile contre les armées blanches s'occupe relativement peu de la vie des villages. Ces derniers devaient fournir l'alimentation nécessaire à l'armée rouge et à la population urbaine, principalement à la population ouvrière. Il importait peu au gouvernement comment les villages organisaient leur vie sociale et répartissaient leurs propriétés.

Le Gouvernement Soviétique, vu le désarroi dans l'industrie ne pouvait rien donner à la population rurale en échange de ses produits, il dut donc inévitablement recourir à la force et exproprier les produits nécessaires en grandes quantités (la répartition en nature).

Privant ainsi les paysans de tout intérêt dans la culture de leurs champs.

Par suite d'une politique pareille les paysans cessèrent de cultiver leur terre en quantité plus grande, que ce qui était nécessaire pour satisfaire leurs besoins personnels. Il s'en suivit la famine de 1921.

En voyant une situation si désastreuse Lénine changea à fond la tactique poursuivie jusque là par le gouvernement dans la question agraire, ainsi que dans les autres questions politiques économiques et proclama le N.E.P., pendant cette période les paysans eurent une très grande liberté économique et rétablirent soit le mir de l'ancien régime (la majeure partie) soit même le régime de l'exploitation individuelle.

S'approchant pratiquement de la propriété privée de l'ancien régime (la partie mineure). Cette situation fut consacrée soit expressément, soit tacitement par le Gouvernement Soviétique.

Mais ce dernier n'a jamais reconnu le droit de propriété des paysans sur la terre, aux yeux du Gouvernement les paysans n'avaient que la jouissance de la terre le véritable propriétaire de laquelle était l'Etat, quoique pratiquement cette propriété de l'Etat, n'eusse aucune expansion.

La N.E.P. fut proclamée par Lénine. Bien que devant durer un assez long laps de temps elle fut une mesure provisoire comme un recul tactique et non pas un changement définitif de la politique, qui restait toujours l'introduction du communisme intégral.

Mais la masse de la population le prit comme une politique définitive, qui établit en U.R.S.S. le régime des petites exploitations paysannes et qui doit se transformer plus tard dans de petites propriétés paysannes.

Quoiqu'il en soit la N.E.P. exerça une bonne influence sur l'agriculture soviétique et vers la fin de cette période elle avait presque atteint le niveau de 1913.

Mais en même temps le Gouvernement Soviétique vit clairement, que si on n'élargissait pas la liberté économique, ce qui développerait encore plus la différence sociale qui se dessinait déjà assez notablement pendant le N.E.P. on éloignerait encore plus la structure sociale des villages soviétiques, de l'idéal communiste, car la structure sociale de l'époque du N.E.P. était fort loin de cet idéal.

En même temps le Gouvernement Soviétique entreprit la construction d'une grande industrie socialisée.

La différence entre la ville socialiste et le village paysan serait trop grande et il serait difficile de les concilier. Ajoutons à cela, que l'industrie naissante exigeait de grands capitaux, que le Gouvernement ne pouvait obtenir, qu'en surimposant l'agriculture et spécialement la partie la plus aisée des paysans.

Les paysans commencèrent, comme à l'époque du communisme de guerre, à réduire leurs exploitations.

Alors le Gouvernement entreprit la deuxième Révolution agraire, qui devait transformer la société paysanne en une société socialiste et collectiviser toute l'agriculture.

Qu'est-ce qu'on peut dire à l'heure actuelle de cette troisième période de la politique agraire du Gouvernement Soviétique ?

Si la première Révolution agraire transmet aux paysans toute la terre et pendant la période du N.E.P. stabilisa leur possession, après les bouleversements de l'époque du communisme de guerre, la deuxième Révolution agraire la collectivisation en masse priva les paysans non seulement des terres, acquises pendant la Révolution, mais aussi des terres, qu'ils avaient avant la Révolution.

Toutes les terres à l'heure actuelle sont la propriété de l'Etat, mais maintenant ce droit de propriété n'est plus théorique, comme à l'époque du N.E.P., mais il s'exerce effectivement.

La jouissance de la terre appartient actuellement non pas aux paysans isolés, mais à la personnalité juridique distincte des paysans kolkhozes, qui quoique d'après ce droit sont indépendants du Gouvernement, du fait qu'ils se trouvent sous sa direction et la surveillance la plus étroite, car les organes d'administration des kolkhozes ne sont en réalité, que des organes du Gouvernement et les paysans du kolkhoze sont en réalité des simples ouvriers agricoles soumis à une discipline des plus sévère ainsi que leur travail et ils n'exercent aucune influence sur la gestion des affaires du kolkhoze.

La structure sociale des villages devient à peu près semblable à celle des villes, grandes entreprises socialisées et dans lesquelles travaillent des ouvriers rétribués pour leur travail.

A ce point de vue on peut dire que la politique agraire du Gouvernement Soviétique a atteint son but — presque tous les villages sont collectivisés.

Mais par contre parallèlement au succès de la collectivisation, l'agriculture se trouvait dans une situation de plus en plus embarrassée et la disette des produits alimentaires augmentait pendant cet été de 1933, la situation alimentaire est telle qu'on peut parler déjà de la famine notable de l'Union Soviétique, comme un fait avéré.

Résumons, la collectivisation presque complète des exploitations paysannes et la famine causée par elle. La culture des terres était mauvaises, car on mettait en tête des collectivités des hommes sans connaissances agraires et surtout parce que ce système enlevait aux paysans tout intérêt personnel dans leur travail. Telle est la situation actuelle.

Quant à l'avenir — les pronostics sont impossibles en ce moment. Tout est réalisable même les solutions les plus inattendues.

*Vu : Le Doyen,*

E. ALLIX.

*Vu : Le Président de la Thèse,*

Jean LESCURE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

S. CHARLÉTY.



APPENDICE N° I

La brigade N°..... L'année 193.....  
 Le brigadier..... La branche.....  
 La Région..... Durée du travail.....

| Les Travaux<br>ordonnés                                                      | Il faut exécuter | fut exécuté    | La notion sur la<br>qualité<br>du travail exécuté |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------|---------------------------------------------------|
|                                                                              | Nom du Travail   | Nom du Travail |                                                   |
| Le volume du travail<br>l'étendue de la terre à travailler                   |                  |                |                                                   |
| Durée de l'exécution<br>du travail                                           |                  |                |                                                   |
| La norme du travail,<br>par 1 jour de travail                                |                  |                |                                                   |
| La quantité de journées<br>de travail pour l'exécution<br>du travail ordonné |                  |                |                                                   |
| Qualité                                                                      |                  |                | Primes pour le bon travail                        |
| Il faut pour exécuter<br>le travail                                          |                  |                |                                                   |
| Des hommes                                                                   |                  |                |                                                   |
| Des femmes                                                                   |                  |                |                                                   |
| Des garçons                                                                  |                  |                |                                                   |
| Forces Motrices                                                              |                  |                |                                                   |
| Machines agricoles                                                           |                  |                |                                                   |
|                                                                              |                  |                | La diminution pour le<br>mauvais travail          |
|                                                                              |                  |                | La brigade rivalise<br>avec .....                 |
|                                                                              |                  |                | Les conditions de la<br>rivalité                  |
| Le matériel, les grains<br>et les engrais                                    |                  |                |                                                   |
|                                                                              |                  |                | comme contre obligatoire<br>la brigade déclare    |

Cette feuille a été donnée (signature). Cette feuille a été reçue (signature).  
 Le travail est exécuté : le brigadier (signature).  
 Le travail est reçu : le directeur (signature).



## APPENDICE N° 3 .

|                        |                                                               |
|------------------------|---------------------------------------------------------------|
| Le Nom.....            | Le Livret N°.....                                             |
| Le Prénom.....         | Le compte définitif de.....                                   |
| Le Prénom du Père..... | La répartition des bénéfices du Kolkho<br>ze..... en 193..... |

Le travail exécuté par toute la famille durant une année entière, le nombre suivant de journées de travail.....

Le total.....

| Pour un jour de travail | Pour tous les jours de travail | Le total des avances reçues | Reste à recevoir | Bénéfice correspond. au bien socialisé | Signature du membre du Kolkhose |
|-------------------------|--------------------------------|-----------------------------|------------------|----------------------------------------|---------------------------------|
|                         |                                |                             |                  |                                        |                                 |

(Signature).



## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. — LES LIVRES EN FRANÇAIS.

- 1) BORET. — « *Le Paradis Infernal* », Paris 1933.
- 2) DAUDÉ-BANCEL. — « *La réforme agraire en Russie* », Paris 1926.
- 3) EDIFICATION DU SOCIALISME. — « *Qu'est-ce que le Plan Quinquennal* », Paris 1930.
- 4) HWANG-JEN. — « *Le régime des concessions en Russie Soviétique* », Paris 1929.
- 5) KOVALESKY. — « *La crise Russe* », Paris 1906.
- 6) KRITSKY. — « *Collectivité du village russe* », Paris 1931.
- 7) KRITSKY. — « *La situation actuelle de l'Agriculture en Russie des Soviets* », Paris 1930.
- 8) LEROY-BEAULLIEU. — « *L'Empire des Tsars et les Russes* », Paris 1882.
- 9) LESCURE. — « *Les origines de la Révolution Russe* », Paris 1927.
- 10) LESCURE. — « *La Révolution Russe, le Bolchévisme, Communisme et N. E. P.* », Paris 1927.
- 11) LYON. — « *La crise en Russie Soviétique* », Paris 1929.
- 12) SCHKAFF. — « *La question agraire en Russie* », Paris 1922.
- 13) STALINE. — « *La Collectivité du Village* », Paris 1930.
- 14) VIATOR. — « *Deux Révolutions* », Paris 1932.
- 15) YIRMOLOFF. — « *La Russie Agricole devant la crise Agraire* » 1907.

### II. — LES PÉRIODIQUES EN FRANÇAIS.

- a). — « *Le Bulletin Economique Russe* » 1932-1933.
- 16) GRIGOROVITCH. — « *Le Stockage des Blés en 1932* ».
- 17) MARKOFF. — « *La Politique Agricole des Soviets et ses résultats* ».

- 18) MARKOFF. — « L'étude de la vie Economique de l'U. R. S. S. et la statistique soviétique ».
- 19) MARKOFF. — « Le système économique Communiste et la Terreur ».
- 20) MARKOFF. — « La Famine en U. R. S. S. ».
- 21) POPOFF. — « La Récolte des blés, l'ensemencement et les labours d'automne, le stockage de blé ».
- 22) POPOFF. — « Préparatifs des semailles du Printemps ».
- b) *Le Mercure de France* 1932.
- 23) KRITSKY. — *Le Village Russe*.
- c) *Le Monde Slave* 1932.
- 24) KRITSKY. — *Les premiers résultats de la politique agraire de Staline*.
- d) *Revue Economique Internationale* 1931-1932.
- 25) DUPON ET DE LACT. — *La situation Economique de l'U. R. S. S. pendant l'Année 1931*.
- 26) HOOVER (CALVIN). — *La Concurrence Soviétique sur le Marché International*.

### III. — LES JOURNAUX FRANÇAIS

L'AVENIR, LE MATIN, LE SÉMAPHORE, LE TEMPS.

### IV. — LES LIVRES EN ALLEMAND

- 27) DIETZE. — *Stolypinsche Agrarreform und Feldgemeinschaft*. Berlin 1920.
- 28) KRITVKY. — *Die Wirtschaftliche Differenziernug der Bauernklasse*. Berlin 1930.
- 29) WIETH-KNUDZEN. — *Bauernfrage und Agar-reform in Raszland*. Munchen 1913.

### V. — LES PÉRIODIQUES EN ALLEMAND.

- a) *Archive für Sozialwissenschaft und Social Politik* 1932.
- 30) LEDERER. — *Wirtschafts une Sozialverfassung*.
- b) *Der Deutsche Economist*.



- 31) WRANGEL. — *Problème des Agrarsozialismus in der Soviet Rutzland*,  
32) *Les informations mensuelles du « Deutsche ökonomist »*,

VI. — LES LIVRES EN ANGLAIS.

- 33) FOX. — *People of the steppes*. London 1923.  
34) GOLOVINE. — *The Russian Army in the World War*. London 1931.  
35) KRITSKY. — *The present state of collective farm in the U. R. S. S.* Paris 1931.  
36) KRITSKY. — *Forced Labour in soviet Russia*. Paris 1931.

VII. — LES PÉRIODIQUES EN ANGLAIS.

- a) *Current History* 1921-1933.  
37) BACKIR. — *The five Year Plan Under Fire*.  
38) CHAMBERLEINE. — *Soviet Russia's fight for food*.  
39) FURNISS. — *The soviet union*.  
40) » — *Satbacks to soviet Plan*.  
41) » — *Discord Among Soviet Leaders*.  
42) » — *Soviet Agrarian breakdown*.  
43) » — *Discontent Among Soviet Peasant*.  
44) » — *Soviet Economique Disappointments*.  
45) » — *Soviet Russia's Rising War Fever*.  
46) » — *Soviet peasants force new crisis*.  
47) » — *The Price of Soviet Efficiency*.  
48) » — *Sat back to soviet Industry*.  
49) » — *Pitfalls of soviet Planing*.  
50) » — *Weaknesses in soviet Economy*.  
51) » — *Russian socialisme in operation*.  
52) » — *Russian Communist Redefine Policies*.  
53) » — *Result of the five Year Plan*.  
54) » — *Soviet Economie gains*.  
55) HARRIS. — *The Life of Soviet Peasant*.  
56) MENDELSON. — *Soviet claims to Progress of the Five Year Plan*.  
57) *RUSSIA Transformed by Famine*.

- 58) *Soviet Russia's Return to capitalisme.*
- 59) *The terrible Famine in Russia.*
  - b) *Fortnightly Riview* 1932.
- 60) CHISTIRTON. — *The Virtues of Revolution.*
  - c) *Journal of Political Economy* 1928.
- 61) NOURSE. — *The Trent of Agricultural export.*
  - d) *Liviny Age* 1930-1931.
- 62) BASSECHES. — *Russia's Economic Future.*
- 63)       »       — *Correspondance to « New Price Presse ».*
- 65) *Libéral Daily Russia's collective Farms.*
- 66) SCHEFFER. — *Wille America Recongnise Russia.*

#### VIII. — LES JOURNEAUX ANGLAIS.

MANCHESTER-GARDIAN, MORNING-POST, TIMS.

#### IX. — LES LIVRES EN RUSSE.

- 67) ALEKSANDROFF. — *Où est l'Issue ?*
- 68)       »       — *Est-ce que Staline est dictateur ?*
- 69) *Code Civil Russe (X volumes) Saint-Pétersbourg* 1913.
- 70) *Code Pénal Russe. Saint-Pétersbourg* 1915.
- 71) *Code Agraire de R. S. F. S. R. Moscou* 1922.
- 72) *Code Civil de R. S. F. S. R. Moscou* 1922.
- 73) *Comment les Socialistes-Révolutionnaires et les Socialistes-Démocrates considèrent la question agraire* 1904.
- 74) GEKOLINE. — *La Structure Economique de l'U. R. S. S. Prague* 1930.
- 75) *La Législation sur les Kolkos et les Coopératifs. Moscou* 1931.
- 76) LENINE. — *La question Agraire dans la Révolution Russe. Moscou* 1903.
- 77) LENINE. — *Le Programme Agraire de la sociale-démocratie russe.* 1903.
- 78) LENINE. — *La Réponse au Camarade X.*
- 79)       »       — *De la Résolution de la conférence des Bolchéviques à Tammerforce* 1905.

- 80) » — *La Réforme du Programme agraire du Parti ouvrier.*  
81) » — *La Question Agraire et le Marxisme.* Leningrad 1924.  
82) » — *Les idées de Lenine sur la Politique Economique.*  
Leningrad 1925.  
83) Ligue Internationale Anticommuniste. — *La Paysanne et la*  
*Famine.* Paris 1930.  
84) MARKOFF. — *La Répartition et l'impôt en nature.* Berlin 1923.  
85) » — *Les Séparalistes et le Développement économique*  
*de la Russie.* Paris 1930.  
86) » — *La crise de l'Agriculture en U.R.S.S.* Paris 1930.  
87) » — *La Politique Economique de l'U.R.S.S.* Paris 1930.  
88) OGANOVSKY. — *Les perspectives du développement de l'agricul-*  
*ture de l'U.R.S.S.* Moscou 1924.  
89) » — *L'Agriculture, l'Industrie et le marché au XX<sup>e</sup>*  
*siècle.* 1924.  
90) » — *Le Précis de la géographie économique de l'U.*  
*R.S.S.* Moscou 1924.  
91) WORONTZOFF. — *De Février à Octobre.*  
92) ZAITZEFF. — *La Révolution Agraire Russe.* Paris 1930.

## X. — LES PÉRIODIQUES EN RUSSE

- a) *Le Bulletin d'Information (Informationny Bulletegne)*  
Paris 1931-1933  
93) KRISTSKY. — *La Situation Actuelle des exploitations collectives*  
*en U.R.S.S.*  
94) » — *L'organisation du travail dans le Kolkhoz.*  
95) » — *Les stations des tracteurs et des Machines agricoles*  
*dans l'agriculture de l'Union soviétique.*  
96) — — *Les nouvelles mesures du gouvernement soviétique*  
*dans l'agriculture.*  
97) » — *Le Krakh de la Politique agraire de Staline. Le*  
*gouvernement dans l'impasse.*  
b) *La Revue économique (Economitcheskoi obzrenié) 1927-1930 (1).*  
98) PUVOCHINE. — *Les Principaux événements dans la vie écono-*  
*mique de l'U.R.S.S. en 1926-27.*  
99) OGANOVSKY. — *Les plans du développement de l'agriculture.*

- 100) TCHIGIKOFF. — *La cogniamiture de la coopération agricole.*
- 101) CHICHINSKY. — *L'élevage des bêtes à laine.*
- 102) OGANOVOKY. — *La question des produits bruts.*
- 103) GOLGOVSKY. — *Les principes de l'imposition de l'agriculture.*
- 104) » — *L'imposition en Ukraine en 1926-27.*
- 105) CHEKHANOFF. — *Les résultats du stockage en 1926-27.*
- 106) KRICHIVA. — *La différenciation dans les exploitations payannes.*
- 107) WEINOTEIN. — *La critique du plan quinquennal.*
- 108) CHICH. — *Les retards dans le système du crédit agricole.*
- 109) ZULKIND. — *La question des stockages des produits agricoles.*
- 110) KARATYGUINE. — *L'industrie de l'Etat et l'agriculture.*
- 111) WINOGRADWY. — *Les résultats des stockages en 1926-27.*
- 112) ARISIAN. — *Les résultats du fermage de la terre.*
- 113) CHEKHANOFF. — *L'appréciation des conditions du développement du stockage.*
- 114) NOVIK. — *La progressivité et le caractère de classe dans l'impôt agricole.*
- 115) KARATIGUINE. — *L'industrialisation de l'agriculture.*
- 116) RICRER. — *L'état et les perspectives d'approvisionnement de l'industrie par les produits bruts.*
- 117) OGANOSKY. — *Le développement de la culture des céréales.*
- 118) GIKOMSKY. — *L'exportation des céréales de l'U.R.S.S.*
- 119) BOJANOFF. — *Les problèmes fondamentaux du plan quinquennal.*
- 120) KAGANOVITCH. — *L'assurance contre la mauvaise récolte.*
- 121) ROMANOFF. — *Le financement de l'agriculture.*
- 122) SVETLOFF. — *La socialisation de l'agriculture.*
- 123) SILANOFF. — *La critique des droits.*
- 124) KROUMINE. — *La lutte pour le développement de la productivité de l'agriculture.*
- 125) GALEVIUS. — *Les Sovkhozes et leur rôle dans la socialisation de l'agriculture.*
- 126) KRICHTEFF. — *La paysannerie pendant les premiers dix ans.*
- 127) OGANOVSKY. — *La Ruine et la Resurrection de l'agriculture en dix ans de 1917-1927.*

- 128) TCHIGIKOFF. — *La contractation et la coopération agricole.*  
129) *La Reconstruction Socialiste du village.*  
130) LIFCHITZ. — *Quel sera l'impôt de 1928-29.* ..  
131) GANE. — *Les Problèmes fondamentaux de la contractation.*  
132) GALEVIUS. — *La coopération et la collectivisation de l'agriculture.*  
133) KINDEEFF. — *La construction des kolkhozes.*  
134) LIACHTENKO. — *Le travail salarié dans les exploitations payannes.*  
136) *Le stockage de blé et le problème de blé.*  
137) CHEKHANOFF. — *L'appréciation des résultats des stockages en 1927-28.*  
138) GENIESE. — *Les semailles du printemps de 1928.*  
139) SOLOMONOFF. — *Les Sovkhozes dans les régions de betteraves à sucre.*  
140) VERTINSKY. — *L'imposition volontaire.*  
141) TCHIGIKOFF. — *L'état actuel de la culture du lin.*  
142) POUTCHTIAROVSKY. — *Les terres de l'Etat et le secteur socialisé.*  
143) GUKOFF. — *Le Plan de l'organisation des grands sovkhozes en 1928-29.*  
144) LIACHENKE. — *Le Problème de blé et les récoltes.*  
145) TARAÏNE. — *Les perspectives de la machinisation.*  
146) VICHNEOSKY. — *La production en 1928-29.*  
147) VILENCHTEIN. — *Les résultats de la contractation.*  
148) KRISSELEFF. — *La contractation des céréales.*  
149) GENIERE. — *Les résultats des travaux du printemps de 1929.*  
150) MIKHAILOFF. — *La production des produits bruts.*  
151) SVETLOFF. — *La Reconstruction socialiste du village.*  
152) NICONLIKHINE. — *Le développement de l'industrialisation de l'agriculture.*  
153) AVIOFF. — *Le surpeuplement agricole.*  
145) DKOJCLOFF. — *L'état du marché de viande.*  
155) LIFCHITZ. — *Le nouvel impôt agricole.*  
156) GOLENDO. — *L'agriculture dans le plan quinquennal.*  
157) BOLCHAKOFF. — *Dix ans de la colonisation.*  
158) CAFIANOFF. — *Le nouveau dans la collectivisation.*

- 159) LIACHTENKO. — *La construction des grands kolkhozes.*  
160) RONDIN. — *Les problèmes contemporains dans l'agriculture.*  
161) KYZNETZOFF. — *Les résultats de la contractation en 1929.*  
162) KOURITSKY. — *Les difficultés sur le marché de viande.*  
163) TCHERNOFF. — *Les questions essentielles de stockage.*  
164) GRINBERG. — *La question alimentaire dans le plan quinquennal.*  
165) MIKHAILOFF. — *Les trois caractéristiques des formes collectives de l'agriculture.*  
166) GUERCHMANN. — *Le développement de l'élevage.*  
167) VICHNEVSKY. — *L'agriculture en 1929-30.*  
168) SVETLOFF. — *La reconstruction socialiste de l'agriculture.*  
169) TCHVIANOFF. — *L'organisation technique des fabriques de blé.*  
170) GOLEVINS. — *Les stations des tracteurs et machines.*  
171) LARINE. — *Les perspectives du mouvement collectif.*  
172) ANISSINOFF. — *La nature du kolkhoze.*  
173) PERVONCHINE. — *L'Economie Nationale de l'U.R.S.S. en 1929-30.*  
174) LIFCHITZ. — *En quoi le nouvel impôt se distingue de celui de l'année passée.*

## XI. — LES JOURNAUX EN RUSSIE

Economitcheskaja Jisue, Socialistitcheskoe Zemledelié, Ijvestia, Pravda.



# TABLE DES MATIÈRES

---

|                    |   |
|--------------------|---|
| INTRODUCTION ..... | 3 |
|--------------------|---|

## PREMIERE PARTIE

### *LA VIE ÉCONOMIQUE RURALE*

|                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — La situation agraire de la Russie au début du XX <sup>e</sup> Siècle..... | 7  |
| CHAPITRE II. — La réforme agraire de Stolypine.....                                           | 31 |
| CHAPITRE III. — La situation agraire de la Russie et la production agricole en 1913.....      | 45 |
| CHAPITRE IV. — Les différents programmes agraires des socialistes russes .....                | 53 |
| CHAPITRE V. — L'influence de la Grande Guerre sur la vie rurale de la Russie.....             | 63 |
| CHAPITRE VI. — La Révolution de Février 1917 et la question agraire .....                     | 71 |

## DEUXIÈME PARTIE

### *LA PREMIÈRE RÉVOLUTION AGRAIRE*

|                                                                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — La politique agraire du Gouvernement Soviétique de 1917-1921. — L'époque du Communisme de Guerre .....       | 73  |
| CHAPITRE II. — La politique fiscale du gouvernement soviétique .....                                                             | 97  |
| CHAPITRE III. — Les résultats de la politique agraire du Gouvernement Soviétique pendant la période du Communisme de Guerre..... | 109 |

TROISIÈME PARTIE

LA PÉRIODE DE LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

DE 1921-1927 (N. E. P.)

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Les causes de la Nouvelle Politique Economique (N. E. P.)..... $\frac{1}{2}$ | 121 |
| CHAPITRE II. — La Nouvelle Politique Fiscale.....                                                | 129 |
| CHAPITRE III. — Le code agraire de R.S.F.S.R. du 30 octobre 1922 .....                           | 145 |
| CHAPITRE IV. — La Renaissance de l'Agriculture.....                                              | 155 |
| CHAPITRE V. — La Renaissance de la Bourgeoisie rurale.....                                       | 163 |
| CHAPITRE VI. — La Politique des Prix des Produits Agricoles                                      | 173 |
| CHAPITRE VII. — Les impôts payés par les Paysans vers la fin de la période du N. E. P.....       | 177 |
| CHAPITRE VIII. — Les Sovkhozes et les Kolkhozes pendant la période du N. E. P.....               | 181 |
| CHAPITRE IX. — Les Concessions Agricoles.....                                                    | 189 |
| CHAPITRE X. — La Colonisation .....                                                              | 195 |
| CHAPITRE XI. — La Situation Agraire en 1927.....                                                 | 199 |

QUATRIÈME PARTIE

LA PÉRIODE TRANSITOIRE

|                                                                                                        |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Les divergences dans le parti Communiste et le XV Congrès du parti Communiste..... | 205 |
| CHAPITRE II. — Le Développement des Kolkhozes et des Sovkhozes .....                                   | 215 |
| CHAPITRE III. — La « Contractation » des Produits Agricoles                                            | 221 |

|                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — La Politique Fiscale pendant la Période Transitoire ..... | 229 |
|--------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE V. — Les difficultés alimentaires dans les villes, les mesures exceptionnelles et leur abolition..... | 235 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CINQUIÈME PARTIE

### LA DEUXIÈME RÉVOLUTION AGRAIRE

|                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — La collectivisation en masse de l'hiver 1929 - 1930 ..... | 243 |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE II. — L'article de Staline, « Les succès nous tournent la tête »..... | 253 |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE III. — Le statut modèle de l'Artel Agricole..... | 257 |
|-----------------------------------------------------------|-----|

|                                                       |     |
|-------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — Les différents types de kolkhozes..... | 263 |
|-------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE V. — Le stockage de Produits Agricoles et l'approvisionnement des villes ..... | 267 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE VI. — Les résultats de la Première Année de la Collectivisation ..... | 273 |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE VII. — Le développement de la Collectivisation de l'Agriculture en 1931 et 1932..... | 279 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE VIII. — La rémunération du Travail des Membres des Kolkhozes et l'exécution du travail..... | 287 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IX. — La Mécanisation de l'Agriculture et l'Exécution des Travaux Agricoles..... | 293 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE X. — Les Difficultés dans l'Alimentation des Villes en 1931 et 1932..... | 297 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE XI. — La Réforme du Système d'Approvisionnement et du Stockage..... | 301 |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                                                                               |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE XII. — Le décret du 7 Août 1932, concernant la Propriété « socialiste, sainte et inviolable », ses Application et les Décrets qui le suivirent. .... | 309 |
| CHAPITRE XIII. — La Lutte des Classes à l'intérieur des Kolkhozes et les mesures exceptionnelles prises par le Gouvernement .....                             | 313 |
| CHAPITRE XIV. — Les résultats de la Collectivisation Agraire et la Situation Agraire au commencement de l'année 1933 .....                                    | 319 |
| CHAPITRE XV. — Les différentes opinions sur la Politique Agraire du Gouvernement Soviétique.....                                                              | 325 |
| CONCLUSION .....                                                                                                                                              | 331 |
| APPENDICES .....                                                                                                                                              | 335 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                                                           | 339 |





